BnF

gallica
BIBLIOTHÈQUE
NUMÉRIQUE

La patrie en danger / Blanqui

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

BnF

gallica
BIBLIOTHÈQUE
NUMÉRIQUE

Blanqui, Auguste (1805-1881). La patrie en danger / Blanqui. 1871.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

BLANQUI

LA PATRIE EN DANGER

PARIS
A. CHEVALIER, LIBRAIRE-ÉDITEUR
61, RUE DE RENNES, 61

1871

Tous droits réservés.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

LA PATRIE

EN DANGER

PARIS. — IMPRIMERIE DE ROUGE FRÈRES, DUNON ET FRESNÉ
RUE DU FOUR-SAINT-GERMAIN, 43

PRÉFACE

Ceci est un livre sombre.

C'est un livre sombre écrit par un martyr.

Dans ces pages, si austères et si sobres, publiées au grondement du canon prussien, on sent passer dès les premières lignes cette douleur indéfinissable qui ne semble faite que de pressentiments, mais qui vient de l'infaillible certitude de l'expérience.

Car l'expérience, quand elle est acquise à de certains prix, arrive à être une seconde vue, une divi-

nation, une prescience, et parmi les quelques privilégiés qui l'ont eue réellement, aux différentes époques de l'histoire, l'auteur de ce livre est le plus sûr peut-être.

L'auteur de ce livre a vu, dès le lendemain du 4 septembre, les hommes qui avaient assumé la tâche de sauver la patrie, et en voyant la besogne de la première heure, il a deviné celle de la fin.

Déduction logique ! Inévitable dénoûment !

Et, au jour le jour, au milieu des persécutions et des tyrannies qu'il a eu l'éternelle gloire d'amasser sur sa tête, il a écrit ces lignes douloureuses où, maintenant encore, on voit quand même saigner le cœur de la patrie.

Hélas ! tout est là, dans ce livre dont ce pauvre et sublime Paris n'a pas su lire les feuillets quotidiens. Le dénoûment fatal, la trahison hideuse, la vente d'un peuple à un roi, tout est là, vivant encore, plus palpitant que jamais peut-être ; — et à cette heure d'angoisses nouvelles, où les obus retombent dans nos murs de ces hauteurs que les Prussiens ont abandonnées à une armée française, il est salutaire, vraiment, de les relire, — ces pages inflexibles, — pour voir une fois de plus ce que pèse dans la destinée des peuples cette bande sombre de coupe-jarrets et d'assassins qui vivent de la monarchie.

Ces pages sont détachées d'un journal : *la Patrie en danger.*

Écrites au courant de la plume, dans la fièvre du moment, elles auraient gagné sans doute à être relues, condensées. Nous y avons trouvé des répétitions de phrases, amenées par le retour forcé d'une même et implacable idée. Mais comme ces choses-là disparaissent et s'effacent devant cette effroyable vérité qui se dégage de chaque article !...

Eh quoi ! ceci était écrit en octobre, en septembre même ! En octobre, vous parliez déjà d'agonie !

Eh quoi ! vous avez deviné si vite la catastrophe, à cette même heure où Paris tout entier demandait la tête des citoyens qui avaient l'air de douter du triomphe !

Et c'est pour ces prédictions, pour ces conseils, pour ces prières, pour cette indignation, que vous avez été si affreusement déchiré et diffamé !...

C'est pour avoir voulu renvoyer à Bismark ces infâmes coquins qui vendaient la patrie, que vous avez été condamné à mort !

Pauvre éternelle victime ! Quelle triste et quelle sublime destinée que la vôtre !

Effectivement, nous qui savons la vie de cet homme

et qui le connaissons, nous sommes anéanti devant ce passé légendaire.

Et personne encore qui ait osé ou qui ait su écrire son histoire !

Blanqui est l'être complet.

Il est l'*homo* de Térence et le *vir* de Juvénal, l'homme et le citoyen.

Ce qui, dès le premier abord, frappe chez lui, c'est cette intrépidité froide, ce calme souverain, ce stoïcisme placide, qui dénotent infailliblement l'homme inébranlable, *tenacem propositi virum*, comme disait Horace ; l'homme qui, sûr de sa conscience, s'affaisserait sans trembler sous les ruines du monde... *Impavidum ferient ruinæ.*

Blanqui, en effet, vit par la tête. Tout chez lui est concentré là.

Placé bien jeune en face du problème social, il comprit de suite que le seul moyen de le résoudre, c'était de l'aborder de front; mais qu'il y avait aux portes de la Cité nouvelle un sphinx impitoyable qui dévorait tous ceux qui, venus jusqu'à lui, n'avaient pas la force de deviner l'énigme.

Il comprit bien vite que, dans cette lutte suprême, il fallait jouer sa tête, — et, depuis ce jour, il l'a jouée.

Quoi qu'il arrive, cet homme est donc tout prêt.

Et, de fait, l'histoire le voit, en 1827, à vingt et un ans, le cou labouré d'une balle sur une barricade; — en 1839, condamné à mort; — puis, au Mont-Saint-Michel, à Belle-Isle, à Doullens; — plus tard, transporté en Afrique, proscrit toujours, persécuté toujours, écrasé toujours, et toujours plus rebelle, toujours plus héroïque.

Nous le retrouvons en 1870, au 31 octobre; — en 1871, au 22 janvier. Et son nom, quelques jours après, retentit de nouveau dans un jugement de conseil de guerre qui le condamne une seconde fois à la peine capitale.

L'homme est là tout entier. Inébranlable au début de la lutte, il est resté inébranlable.

Il le sera jusqu'à la mort.

A voir cette invincible fermeté, cette immuable audace, on pourrait croire que Blanqui est l'homme du coup de main, l'homme de la bataille, le soldat.

Erreur!... il est avant tout l'homme d'étude, le penseur.

Seulement, le penseur est doublé d'un héros.

Il est peu de lutteurs, en effet, qui aient tant étudié, tant réfléchi, tant sondé, et il est peu de lutteurs aussi aptes à l'étude, aussi âpres à la méditation, aux recherches.

Son esprit pénétrant, aigu, sûr de lui-même, retourne les situations, perce à jour les événements, dissèque les choses. Cet acharnement à l'étude lui a donné, — nous l'avons dit, — comme une faculté nouvelle : la prescience, qui n'est, en définitive, que la certitude des déductions. De ceci, Blanqui conclut cela. Mais la base du raisonnement est toujours inébranlable. Les prémisses sont toujours inattaquables, d'où la sûreté des conséquences, c'est-à-dire la sûreté du jugement.

Il en résulte que, étant donnée une situation, — sachant ce qui l'a amenée et où elle doit aboutir, il plane au-dessus d'elle et la domine.

Car Blanqui, — qu'on nous passe cette vieille comparaison, — est non-seulement un ouvrier merveilleux : il a encore dans ses mains tous les plus merveilleux instruments.

Blanqui est un savant. Mathématicien, linguiste, géographe, économiste, historien, il a dans sa tête toute une encyclopédie, d'autant plus sérieuse qu'il a eu l'esprit d'en élaguer toutes ces futilités, tout ce clinquant démodé dont les savants d'occasion éblouissent le parterre, et qui ne sont bons qu'à surcharger et à embrouiller la mémoire.

Aussi, Blanqui n'est pas l'homme d'une époque. S'appuyant sur les principes éternels, ne raisonnant

que d'après eux, il est l'homme de toutes les situations.

Ses ennemis savent mieux que personne qu'il est l'homme d'État le plus complet que possède la Révolution, et Proudhon, qui le connaissait, avait coutume de dire qu'il était le seul.

Ceci pour le politique.

L'homme privé est plus extraordinaire peut-être.

Impossible de trouver chez cet *égorgeur habillé de rouge* plus de simplicité, de bonhomie, de franchise, de douceur, de cordialité, — cordialité sans façon, brusque parfois, mais si réelle, si inépuisable ! Il suffit de le voir une fois, dans l'intimité, pour sentir ce qu'il y a, — derrière cette quasi-froideur qui impose, — d'attachement véritable pour tous ceux qui combattent et qui souffrent.

Blanqui est en effet, nous ne dirons pas un honnête homme, mais l'honnête homme ; et, chose remarquable ! l'honnêteté de ce *bandit-type* est si réelle, qu'il n'a jamais eu autour de lui que des amis honnêtes.

A cela, il faut ajouter une sobriété, une frugalité incroyables. Cincinnatus moderne, — et cette dénomination est de la plus rigoureuse exactitude, — il ne connaît pas le plaisir des sens. Encore une fois, toute la vie est concentrée dans sa tête.

L'habitude de la prison cellulaire lui a donné comme un besoin d'isolement. Dans une petite chambre, n'importe où, il réfléchit, il étudie, il pense.

A ses heures, il prend ses repas de Spartiate, toujours les mêmes, quelques légumes, du lait, des fruits.

Nous pouvons affirmer qu'il n'a jamais mangé de chair humaine, ni jamais bu de verre de sang.

Quand on a vu ce corps frêle, délicat, cette tête fine, — douce et narquoise à la fois, — on est véritablement stupéfait de l'étonnante vitalité de cet homme.

Un de ses camarades de prison disait de lui : « Nous l'avons vu cent fois, brisé de souffrances, meurtri, à demi mort au fond d'une cellule affreuse, choisie pour lui, se redresser tout d'un coup à une pensée qui traversait son cerveau, et se redresser plus vivant et plus ardent que jamais. »

« Une seule passion, — ajoutait-il, — a passé sur son cœur. Mais elle a blanchi ses cheveux. La mort de sa noble et héroïque femme lui arracha des larmes amères, les seules peut-être qui aient jamais coulé de ses yeux. Pendant un mois, nous le vîmes, abîmé dans sa douleur, à moitié fou (1). »

---

(1) Nous ne pouvons résister au plaisir de citer ces lignes éloquentes de Blanqui, où cette douleur est toute saignante :

« Parmi mes compagnons, qui a bu aussi profondément que moi à la coupe d'angoisses? Pendant un an, l'agonie d'une

Blanqui, en effet, était adoré de sa femme, de sa mère et de ses sœurs, comme il est aimé de tous ceux qui le connaissent.

Ses sœurs lui restent seules, avec un frère digne d'elles et de lui. Mais il y a entre eux et lui le jugement du conseil de guerre et les portes d'une nouvelle prison que M. Thiers n'a pu se décider à ouvrir une heure, —même devant les douleurs de la famille.

Et cette vie-là a commencé en 1827 !

Eh bien ! c'est la haute valeur de cet homme, c'est son incontestable supériorité, c'est l'étonnante puissance qu'il tire de son génie, de son honnêteté et de son dévouement, qui ont amené contre lui ce déchaînement de tempêtes, ce débordement de haines et de fureurs.

---

femme aimée, s'éteignant loin de moi dans le désespoir; et puis, quatre années entières, en tête-à-tête éternel, dans la solitude de la cellule, avec le fantôme de celle qui n'était plus : tel a été mon supplice, à moi seul, dans cet enfer du Dante. J'en sors les cheveux blanchis, le cœur et le corps brisés! Et c'est moi, triste débris qui traîne par les rues un corps meurtri sous des habits râpés, c'est moi qu'on foudroie du nom de vendu, tandis que les valets de Louis-Philippe, métamorphosés en brillants papillons républicains, voltigent sur les tapis de l'Hôtel de ville, flétrissant du haut de leur vertu, nourrie à quatre services, le pauvre Job échappé des prisons de leur maître! »

En effet, — il y a sur la scène politique trois grandes catégories d'acteurs : les Républicains socialistes, minorité; — les monarchistes, et cette foule bigarrée de Républicains bâtards dont l'idéal élastique va aussi aisément de Jules Favre à Gambetta et de Thiers à Trochu, que de la République de février 1848 à la République de septembre 1870.

Ces Républicains de hasard se disent, — naturellement, — les ennemis de la royauté.

Au besoin même, ils démolissent un trône, — le trône de Louis-Philippe, par exemple.

Seulement, à la place de ce roi détrôné, ils remettent un être quelconque, sacré par le suffrage universel.

Ce nouveau maître, ils l'appellent président de la République, et ils écrivent sur les murs : Liberté, Égalité, Fraternité.

Ces gens-là se disent donc Républicains; et, le malheur, c'est qu'à force de prononcer ce nom sacré, ils finissent par y croire peut-être, et qu'ils arrivent, dans tous les cas, à le faire croire à chacun.

Ils sont Républicains, jusqu'à la République sociale, — exclusivement.

Ils feront une Révolution, mais une Révolution poli-

tique, et seulement politique, c'est-à-dire une Révolution incomplète, une Révolution illusoire, un mensonge.

Ce sont des bourgeois fourvoyés, bourgeois de naissance ou bourgeois de nature, qui ont horreur de la Populace, — de ceux qu'à leurs bons moments ils appellent socialistes, qu'aux heures de colère ils nomment communistes; — et qui répondent à coups de fusil à ces revendications sociales qui sont la véritable Révolution.

Ce sont les Républicains des journées de juin.

Or, ces ennemis implacables, éternels, sont nombreux, et réellement puissants contre la plèbe de leur réputation même de Républicains.

Imaginez maintenant que des rangs du peuple, de cette minorité de gens que nous avons appelés Républicains socialistes, surgisse un homme, — je veux dire une force.

Supposez à cet homme assez d'intelligence pour demander l'affranchissement intégral du peuple, assez de volonté pour le tenter, et assez de puissance pour l'accomplir.

Admettez, enfin, que cet homme ait assez de valeur, de génie, d'honnêteté, de science, de dévouement, — qu'il soit, en un mot, assez complet pour s'imposer à la foule.

Qu'arrivera-t-il?

La monarchie, — légitimistes, cléricaux, orléanistes, constitutionnels, bonapartistes, que sais-je ? — se lèvera contre cet homme.

Les Républicains, — ceux que nous avons nommés les Républicains de juin, — se lèveront à côté de la monarchie.

La vieille croisade de l'ordre et de la liberté !

Et, au même signal, il y aura contre le Réformateur une épouvantable avalanche de diffamations, d'injures, d'infamies, un interminable feu croisé de railleries, d'accusations, de mensonges, de calomnies, un *vade retro* si violent, si unanime, que le peuple, — toujours ignorant, c'est-à-dire toujours victime, — finira par s'incliner devant le machiavélique verdict.

Et vous aurez beau demander à ce peuple, auquel le Réformateur a sacrifié sa vie, sa réputation, ses amitiés, tout ce qu'il avait de joie possible et de bonheur à venir, le peuple répondra obstinément : « Chacun l'accuse, même les Républicains. »

C'est l'histoire éternelle, hélas ! Et voilà comment les efforts combinés de tous les ennemis du peuple ont créé contre Blanqui cette épouvantable légende qui n'est pas encore démolie.

Ce qu'il a fallu à ces ennemis de temps, de patience, de travail, de soins, d'habileté, pour la bâtir, cette

légende; ce qu'elle a exigé de mensonges, d'escobarderies, de basses suppositions, de fables haineuses, ceux-là seuls pourront le croire jamais qui ont eu le privilége de voir à nu la vie et le cœur tout entier de cet homme.

Nous n'avons pas aujourd'hui à retourner en arrière dans la vie passée de Blanqui.

Nous dirons un jour—ce qu'il y a, dans ce passé, de dévouement, de sacrifices et de douleurs inconnus.

Laissons donc le Mont-Saint-Michel, Doullens et Belle-Isle, Corte et l'Afrique, — et venons bien vite à cette époque dont la *Patrie en danger* a déroulé les phases sombres.

Dans les dernières années de l'empire, poursuivi à outrance, traqué sans relâche, harcelé avec tout l'acharnement que la police bonapartiste était capable de déployer contre un pareil ennemi, Blanqui se réfugia en Belgique.

L'empire s'affaissait lentement.

C'était le commencement de la catastrophe finale. Les rouages de la vieille machine se disloquaient à vue d'œil.

C'était, évidemment, la décomposition inévitable, l'effondrement fatal,

Mais l'empire venait de tomber dans un piége infernal, où il allait, en sombrant, entraîner la Patrie.

Il avait déclaré la guerre à la Prusse.

Or, cette guerre, — la Prusse la préparait depuis quatre ans.

La Prusse avait une armée formidable, un matériel inépuisable, des généraux habiles, un plan longuement mûri et de l'argent.

La France, saignée à blanc, meurtrie, épuisée, avachie par ses dix-huit années d'empire, entraînée malgré elle dans cette désastreuse folie, n'avait qu'une armée désorganisée, un matériel insuffisant, de misérables laquais d'antichambre ou d'alcôves déguisés en généraux, — et des traîtres plein les états-majors.

Aussi, dès le premier choc, s'était-elle à demi brisée contre la machine prussienne. Une armée de héros obscurs, une armée française, avait roulé dans le tourbillon, de désastre en désastre, et cette armée disloquée, affamée, trahie,— elle restait entre les mains de ce coquin lugubre que nos pères appelaient l'homme de Décembre et que nous appelons l'homme de Sedan.

Blanqui avait vu le danger.

Il fallait, à tout prix, arracher la France, sa dernière armée, à ce monomane de l'assassinat.

Il fallait relever la patrie du « lit de mitraille » où

l'avait couchée à demi morte cette phalange galonnée de coupe-jarrets et de valets égarée sur les champs de bataille, — et la relancer en avant, régénérée, frémissante, invincible, au grondement de la vieille *Marseillaise* de 92, et à l'ombre du drapeau républicain de Jemmapes et de Fleurus.

Il fallait renverser l'empire.

Renverser l'empire ? Non, — lui donner le dernier coup d'épaule, — prendre en main les rouages de la machine gouvernementale, envoyer aux derniers débris de l'armée sacrifiée des hommes chargés d'organiser le triomphe, et de dire à ces mutilés : La République vous ordonne de vaincre, — décréter la levée en masse, et écraser, dans le sublime et irrésistible élan de tout un peuple, la dernière armée de l'étranger.

Blanqui vint à Paris.

Il avait, toujours réunis autour de lui, une poignée d'enthousiastes et de rêveurs, — ces enthousiastes et ces rêveurs qui donnent joyeusement leur vie pour une utopie devenue réalité le lendemain même de leur sacrifice, — et cette poignée d'hommes, le 14 août 1870, donna sa secousse à l'empire.

Ce fut l'affaire de la Villette.

Une Révolution n'est que la somme, la résultante de l'indignation universelle.

Or, cette indignation n'était pas encore générale.

Le Peuple, naïf toujours, espérait encore un de ces revirements impossibles dont on sourit, mais qu'on attend comme un miracle.

Le Peuple était en retard de quinze jours.

Les hommes de la Villette furent donc poursuivis, les uns emprisonnés, les autres condamnés à mort, tous diffamés, calomniés, honnis, foulés aux pieds.

Dix-neuf jours après, ce même peuple se levait unanime, et cette tentative qui, accomplie le 14 août, aurait peut-être sauvé la situation, qu'il avait flétrie, repoussée la veille,—il la faisait le lendemain dans un de ces soulèvements superbes que l'histoire appelle Révolution.

Blanqui avait donc encore une fois deviné la situation.

L'empire étant donc mort, il se remit à l'œuvre.

Il y avait à éclairer le Peuple.

Il y avait à lui montrer le but à atteindre, les moyens d'y arriver et les écueils à éviter.

Il prit la plume et fonda la *Patrie en danger*.

Le Peuple avait déjà accepté les hommes qui s'étaient placés au pouvoir, à la place de Bonaparte.

Blanqui les connaissait. Il les savait ennemis du Peuple.

Mais ces hommes avaient fait le serment solennel de sauver le pays. Ils l'avaient juré à la France. Ils s'étaient appelés : Gouvernement de la défense nationale, et Blanqui, réservant pour une heure plus propice son droit d'examen, de critique et de contrôle, leur promit tout son concours, à la condition qu'ils tiendraient leur serment.

C'est entre le 4 septembre et le 8 décembre, entre ces trois mois de siége, qu'a été écrit ce livre, où, dès les premières pages, devant la conduite des nouveaux maîtres, Blanqui dénonçait le commencement de la trahison, cette épouvantable et mortelle situation, dans laquelle plaçait la France ce Gouvernement de la défense nationale qui, après le serment fait au Peuple, s'était juré à lui-même et avait juré à l'ennemi de ne pas nous défendre.

Certes, Paris sait maintenant ce que voulaient ces hommes. Mais c'est à l'heure où Blanqui le dénonçait avec son cœur qui saignait qu'il fallait voir le complot monarchique dont il devinait et dont il déroulait les phases.

Ce complot monarchique, nous l'avions vu, quelques-uns qui avions l'honneur d'être à côté de lui...

Nous l'avions vu avec quelques autres qui marchaient vers le même but, par un autre chemin.

Aussi, le 31 octobre, nous étions là.

Nous ferons un jour l'histoire du 31 octobre. Disons seulement que, dans cette nuit historique, où le Peuple pouvait racheter la Patrie, Blanqui seul fut à la hauteur de la tâche.

Mais, les hommes du 4 septembre, décidés à vendre la France républicaine, ne pouvaient reculer devant la violation d'une parole donnée à la face du Peuple.

Ils la violèrent, et Blanqui, qui devait, trois mois après, payer d'une condamnation à mort la gloire d'avoir voulu déjouer la plus honteuse peut-être des trahisons de l'histoire, Blanqui, harcelé de nouveau, traqué encore, plus que jamais diffamé par ces mêmes feuilles de joie qui, aujourd'hui, ont suivi à Versailles les misérables du 4 septembre,— fut obligé de se cacher.

Il reprit sa plume.

Mais la trahison touchait à son dénoûment. Bazaine avait joué, à Metz, le deuxième acte de ce

drame dont Bonaparte avait joué le premier acte à Sedan.

Les obus prussiens éventraient Paris. Le Peuple crevait la faim, et la garde nationale, dans une dernière défaite préparée d'avance, avait été encore une fois écrasée par Trochu dans la plaine de Buzenval.

La capitulation était proche.

Blanqui la voyait.

Quelques-uns de ceux qui avaient fait le 31 octobre se réunirent.

Ils firent le 22 janvier

Journée lugubre !... Nous avions tous, à l'avance, un funèbre pressentiment. Nous entendions comme un écho anticipé de coups de fusil tirés sur le Peuple...

Blanqui le sentait. Mais le salut pouvait encore sortir de cette tentative suprême.

Il y vint.

Les hommes du 4 septembre, avant de livrer Paris, avaient chargé les chassepots des Bretons ivres.

Ils fusillèrent le Peuple.

Six jours après, le gouverneur de Paris capitulait.

Dès la signature de la capitulation, un conseil de

guerre condamnait Blanqui à la peine de mort, et le 17 mars, il était arrêté à Figeac, et traîné en prison, malade, par un froid de deux degrés.

Depuis ce jour, nul ne sait où il est, et nul ne peut le savoir, pas même sa famille.

On veille sur de pareils prisonniers.

Ainsi, ces choses sont possibles !

N'est-ce pas qu'il y a là une étrange destinée, une épouvantable histoire ?

Eh quoi ! il s'est trouvé un homme qui a tout donné au Peuple, — jusqu'à sa vie, — et qui a commencé la route en sachant ce qu'on y rencontrait de déboires, de désillusions, de peines et de douleurs !... Il s'est trouvé un homme qui, dans une vie de soixante-six ans, a quarante-cinq ans de prison et d'exil. — Et quelles prisons ! Les casemates de Doullens, les cages de bois de Belle-Isle, les étouffoirs du Mont-Saint-Michel, toutes les persécutions du moyen âge, tous les supplices, toutes les tortures ! — Il s'est trouvé un homme qui, à soixante-six ans, ayant réussi à sauver sa tête, déjà promise une fois au bourreau, l'a encore donnée à la République ! un homme qui la redonnerait, si elle échappait encore une fois au supplice, et s'il était besoin de la redonner... Un homme qui, après toute cette épouvantable exis-

tence de martyr, serait prêt encore à monter plus haut sur un autre Calvaire, où il y aurait la cause du Peuple à défendre, — et qui, là-bas, dans la nuit d'une prison qu'on aura choisie à sa taille, ne peut pas même savoir si la République est triomphante ou si elle est tombée sous la mitraille des gendarmes !... — Et cet homme, qu'on a peut-être fusillé dans un coin, ou qu'on tue peut-être doucement dans un de ces cachots que les royautés ont creusés en tombes, mourra peut-être sans le dernier serrement de main de ceux qui l'aimaient, et avec la dernière insulte de ceux qu'il a combattus et dévoilés, ou le dernier oubli de ceux à qui il s'est sacrifié !

Pauvre Peuple ! pauvre foule stupide et sublime !... Pauvre éternelle victime volontaire, quand donc verras-tu que la première faute est à toi, — insensé qui, placé entre le dévouement héroïque de ceux qui t'aiment et les diffamations de ceux qui vivent de toi, — ouvres l'oreille aux calomnies et fermes les yeux devant le sacrifice?

Et cela, pendant toute la vie de l'homme qui s'immole, quitte après sa mort à le hisser sur l'autel populaire.

O humanité !

Et dire que le dernier jour où nous avons eu l'honneur de serrer la main de Blanqui, il nous disait avec

une conviction émue : « Il faut recommencer. Il faut reconstituer le parti républicain ! »

Tant d'espérance après tant de douleurs !... Tant de confiance, de certitude, après tant de désastres,— n'est-ce pas assez pour juger un homme ?

CASIMIR BOUIS.

En présence de l'ennemi, plus de partis ni de nuances.

Avec un pouvoir qui trahissait la nation, le concours était impossible.

Le Gouvernement sorti du grand mouvement du 4 septembre représente la pensée républicaine et la défense nationale.

Cela suffit.

Toute opposition, toute contradiction doit disparaître devant le salut commun.

Il n'existe plus qu'un ennemi, le Prussien, et son complice, le partisan de la dynastie déchue qui voudrait faire de l'ordre dans Paris avec les baïonnettes prussiennes.

Maudit soit celui qui, à l'heure suprême où nous touchons, pourrait conserver une préoccupation personnelle, une arrière-pensée, quelle qu'elle fût.

Les soussignés, mettant de côté toute opinion particulière, viennent offrir au Gouvernement provisoire leur concours le plus énergique et le plus absolu, sans aucune réserve ni condition, si ce n'est qu'il maintiendra quand même la République, et s'en-

sevelira avec nous sous les ruines de Paris, plutôt que de signer le déshonneur et le démembrement de la France.

BALSENQ, BLANQUI, Casimir BOUIS, BREUILLÉ, BRIDEAU, CARIA, EUDES, FLOTTE, E. GOIS, GRANGER, LACAMBRE, Ed. LEVRAUD, Léonce LEVRAUD, PILHES, REGNARD, SOURD, TRIDON, Henri VERLET, Émile VILLENEUVE, Henri VILLENEUVE.

LA PATRIE
EN DANGER

LA DÉFENSE DE PARIS

—

7 septembre 1870.

La République est proclamée. La France respire et renaît à la vie. Elle ne se sent plus, — rêve affreux ! — descendre lentement dans l'abîme, garrottée et impuissante. Son armée, en mourant, l'a délivrée. Défaite victorieuse ! C'est la Prusse qui va rester ensevelie dans son triomphe.

Que la France ne se montre pas indigne d'un si héroïque sacrifice ! Que Paris républicain soit le premier à payer sa dette aux soldats martyrs de notre liberté.

Plus de rodomontades ! Plus d'illusions ! Plus d'outrecuidance ! Les mensonges du despotisme cessent enfin de nourrir notre vanité. Non ! nous n'avons pas marché de succès en succès, comme l'im-

pudence impérialiste nous l'a fait accroire. Non ! Ce n'est point la défaite qui a conduit si rapidement les Prussiens de Wissembourg à la plaine Saint-Denis.

Nous avons été battus à Borny, battus à Gravelotte, battus à Saint-Privat, mais comment ? par le nombre. Et qui était coupable de cette infériorité numérique ? Bonaparte, qui avait commencé la guerre avec deux cent cinquante mille hommes contre plus de six cent mille. Voilà pourquoi il déguisait nos échecs en succès.

La faute n'est pas à lui seul. Elle est aussi aux fanfaronnades des traîtres qui nous ont flattés et qui nous flattent encore pour nous endormir. On nous disait invincibles. Maintenant on dit Paris imprenable. Eh bien ! Paris n'est pas plus imprenable que nous n'étions invincibles.

Qu'on y prenne garde ! Nous pouvons périr par un nouvel accès d'amour-propre. On a tant promis d'enterrer les Prussiens dans nos guérets, on a tant répété qu'il n'en rentrerait pas un seul vivant en Allemagne, que le public commence à s'impatienter du retard et demanderait volontiers la clôture.

La clôture ne dépend pas des déclamations et des hâbleries, mais du nombre, des armes et du courage. Les fortifications de la capitale n'ont

point la valeur qu'on leur prête. Elles sont aujourd'hui un thème à fracas, et la crédulité prend ces boursouflures pour argent comptant.

Mais l'ennemi, lui, n'est pas dupe. On nous trompe, mais on ne le trompe pas. Il connaît nos remparts, nos fossés, nos citadelles, pouce par pouce, et sait au juste ce que la conquête doit lui coûter, en temps et en hommes.

Les forts, petits pentagones, ou quadrilatères, ne sauraient tenir contre un bombardement vigoureux. Les Prussiens ont le choix entre plusieurs modes d'agression : masser leurs troupes sur le quart de la circonférence, sans tenir compte du reste, couvrir leurs flancs et leur front de retranchements, et pousser la tranchée contre trois forts en même temps, puis sur l'enceinte, ou bien, investir à distance pour arrêter les arrivages et affamer la place.

Le premier moyen est de beaucoup le plus expéditif, et peut s'appliquer à presque tous les points de la circonférence. Entre le fort La Briche et le Mont-Valérien, il existe un espace de treize kilomètres, dépourvu d'ouvrages défensifs. L'assiégeant est maître de commencer ses travaux à couvert derrière Asnières, de traverser le village, puis la Seine, et de cheminer en sûreté à travers Clichy jusqu'au pied de l'enceinte.

Depuis Villeneuve-la-Garenne jusqu'à Courbe-

voie, il peut franchir la rivière sur un point quelconque et s'avancer ensuite sur l'enceinte, en restant masqué par Courcelles, Clichy ou Saint-Ouen. On a essayé de remédier à ce danger par des retranchements en terre qui s'exécutent près d'Asnières, mais ce moyen est insuffisant.

Entre le Mont-Valérien et le fort d'Issy, l'angle sud-ouest de l'enceinte est abordable par des travaux qui s'ouvriraient à Sèvres. En faisant taire le fort d'Issy, les cheminements se trouveraient assurés. Tout le XVIIe arrondissement et bonne partie du XVIe sont fort exposés, presque sans garantie.

Les Parisiens s'imaginent être protégés par les forts contre un bombardement. Grosse erreur. Depuis Maisons, entre la Marne et la Seine, jusqu'à Clamart, l'ennemi, sans s'occuper ni s'inquiéter des forts, est maître de placer ses mortiers derrière les villages ou des tranchées, et d'envoyer des bombes sur les arrondissements de la rive gauche. Il peut en faire autant avec les XVIe, XVIIe et XVIIIe arrondissements qui appartiennent à la rive droite.

On suppose ici des bouches à feu d'une portée de six mille mètres, mais il en existe de huit, de dix mille mètres, et davantage. Celles-là lanceraient leurs projectiles par-dessus les forts, jusqu'au centre de Paris. De Villejuif alors, les bombes vien-

draient tomber jusqu'au boulevard Montmartre.

Depuis l'invention des canons-monstres, Paris ne saurait être protégé contre leurs atteintes, que par de grands camps retranchés, établis au loin en avant des forts, sur tout le pourtour de l'agglomération parisienne. Il n'existe rien de pareil, et il serait trop tard aujourd'hui pour entreprendre une si grosse besogne.

Paris est-il donc hors d'état de résister? Non pas. Mais la résistance est difficile et réclame de vigoureux efforts. Les grandes phrases et la présomption chauvine sont une pauvre ressource. Il en sort plus de mal que de bien.

On doit compter assez peu sur les fortifications actuelles, si ce n'est comme auxiliaire et comme point d'appui. La véritable méthode est celle des Russes à Sébastopol, combattre jour et nuit avec la pioche. C'est une défense offensive qui seule peut sauver Paris. Aux travaux de l'assiégeant, il faut opposer des contre-approches plus agressives et s'il remue vingt mètres de terre, en remuer quarante.

Dès que le point d'attaque se dessine, y concentrer une puissante artillerie, et sous cette protection, marcher en avant à la sape, pour gagner du terrain et se hérisser de redoutes qu'on arme aussitôt. L'immense développement de la place permet de lutter partout à front égal, et de pren-

dre l'offensive par la pioche et par le feu. Là est le salut.

Mais pour une lutte de ce genre, Paris doit avoir cinq cent mille hommes. C'est une bataille continue qu'il s'agit de livrer aux Prussiens à nombre égal et avec une artillerie supérieure. Or, à l'heure qu'il est, nous n'avons pas deux cent mille combattants sérieux.

Qu'un décret appelle sous les armes toute la population mâle, de seize à soixante ans. Les jeunes gens de seize à vingt fourniront à eux seuls quatre-vingt mille soldats d'élite. Qu'on se rappelle la mobile de 1848.

Paris peut mettre sur pied, en quarante-huit heures, 400,000 hommes. En y joignant les mobiles des provinces voisines, ceux de la Seine, tous nos régiments disponibles, les marins, la capitale sera défendue par 600,000 combattants.

Y a-t-il des fusils pour tout ce monde? Je l'ignore. Qu'on en fasse venir à la hâte de tous les arsenaux de France par les voies ferrées; il ne s'agit pas d'éparpiller les hommes et les armes, mais de les concentrer sur le point où va se décider le sort de la patrie. C'est Paris qui répond de la France. Paris doit ressaisir sur les Prussiens l'avantage du nombre qui seul a fait leur succès.

Paris, d'ailleurs, peut fondre sans relâche des canons, fabriquer des mitrailleuses et des fusils pour

remplacer ce que détruisent les combats. Que le Gouvernement achète des *remingtons* en Angleterre, aux États-Unis, partout, afin d'armer les provinces.

Donc, constituer la grande armée de la défense, organiser la population en bataillons de soldats terrassiers qui se servent de la pelle et de la pioche aussi bien que du fusil, telle doit être notre occupation incessante de jour et de nuit.

L'ennemi approche rapidement. Il faut réveiller et avertir Paris qui dort un peu. Paris, mystifié par la presse vantarde, ignore les grandeurs du péril. Paris abuse de la confiance. La confiance est une bonne chose, mais, poussée jusqu'à l'outrecuidance, elle devient mortelle.

Que le canon d'alarme proclame le danger de la patrie. Qu'on sache bien que c'est l'agonie qui commence, si ce n'est pas la résurrection.

---

9 septembre 1870.

Jamais le peuple de Paris ne s'est montré plus grand, plus magnanime que dans cette crise terrible. Tous ses griefs sont mis de côté. Les idées de rénovation, qui naguère avaient seules le privilége de le passionner, ne trouvent plus de place dans ses préoccupations.

Combattre jusqu'à la mort, sauver Paris et la

France au prix de tout son sang, voilà sa pensée fixe. Qu'on ne lui parle pas d'autre chose, il se révolte. La fièvre du sacrifice le dévore, il suivra le Gouvernement, tête baissée, en aveugle, pourvu que le Gouvernement le mène droit aux Prussiens.

En revanche, le moindre soupçon de faiblesse, d'hésitation, le met en fureur. Une inquiétude vague commence à le troubler. Il avait pris au sérieux l'enthousiasme patriotique de la presse, et les actes ne lui paraissent plus à la hauteur des paroles. Il doute. Peut-être est-ce erreur ou impatience de sa part, mais la défiance se fait jour.

Deux causes contribuent surtout à ses craintes : le retard d'une décision officielle sur l'ex-garde de Paris et les sergents de ville, et l'absence apparente de préparatifs pour la résistance.

Pourquoi ne pas éloigner les forces de l'ancienne police? On redoute plus les quatre ou cinq mille sergents de ville sous le costume bourgeois que sous l'uniforme. Leur hostilité serait bien autrement dangereuse. D'autre part, les ex-municipaux dans leurs casernes semblent une menace. La Révolution de Février, si débonnaire, les avait cependant licenciés. Pourquoi ne pas les incorporer dans les troupes ?

L'inquiétude est vive aussi sur l'insuffisance de l'armement et ne fait que grandir par le silence du

nouveau pouvoir. On assure que les arsenaux sont vides, que l'artillerie est plus qu'incomplète. Pourquoi ne pas dire là-dessus toute la vérité? Le mutisme n'est plus de saison. On a trompé indignement la France sous ce méchant prétexte de ne pas renseigner l'ennemi. Il faut parler aujourd'hui.

Ce qui agite le peuple, c'est que, d'une part, on affirme que les canons et les fusils manquent, et que, de l'autre, il voit de ses propres yeux l'inaction des usines de guerre. Il existe dans Paris une foule de grands ateliers munis de puissants outillages pour transformer les vieux fusils, fabriquer des chassepots et des mitrailleuses, fondre des canons.

Eh bien, ces ateliers sont inactifs. Les uns sont déjà fermés, d'autres le seront bientôt. Aucun ne fabrique des armes, malgré la spécialité de son outillage. Pourquoi? La population veut connaître la vérité. Elle la demande à grands cris.

Un motif non moins cruel d'anxiété, c'est l'insignifiance des travaux de fortifications. Par malheur, le public n'entend rien à ces questions, et, ne pouvant les juger par lui-même, ne sait plus à quoi s'en tenir.

On l'a nourri de phrases creuses sur la puissance des forts et de l'enceinte continue. Il les a digérées avec béatitude. La vérité est que les forts sont des

bonbonnières que l'artillerie actuelle pilera dans quelques jours.

L'enceinte est hors d'état d'agir. Le passage est barré à ses projectiles. Il faudrait d'abord raser les bois de Vincennes et de Boulogne, ce qui est assez facile, puis détruire les maisons situées entre cette enceinte et les forts, chose absolument impraticable à l'heure qu'il est. Je doute même que, en tout état de cause, on pût se décider au sacrifice de toutes les communes suburbaines.

Pensez un peu! raser sur la rive droite Alfort, Charentonneau, Conflans, Charenton, Saint-Maurice, Saint-Mandé, Vincennes, Charonne extérieur, Bagnolet, Montreuil, Fontenay-aux-Bois, Romainville, les prés Saint-Gervais, Pantin, Aubervilliers, Saint-Ouen, Clichy, Courcelles, Neuilly, Villiers, Levallois, tout ce qui fait saillie dans le bois de Boulogne, le Point-du-Jour, Billancourt.

Sur la rive gauche, Issy, Vanves, Montrouge extérieur, Gentilly, Arcueil, Bicêtre, Ivry! Quelle effroyable hécatombe de villes et de villages! Il n'y faut pas songer.

Et c'est précisément cette masse de constructions interposées entre l'enceinte continue et les forts qui paralyse le feu de l'enceinte et facilite les approches de l'ennemi.

Un homme compétent au premier chef, M. Brunet, ancien officier d'artillerie, dans un article

très-clair, publié par le *Siècle*, a parfaitement rendu compte de ce danger. Il propose comme atténuation de fortifier les débouchés de toutes ces communes. Mais il doit comprendre lui-même que c'est là un faible palliatif, capable de ralentir un peu, bien peu, la marche de l'assiégeant qui restera toujours protégée par les massifs d'habitations.

En 1840, ces inconvénients n'avaient pas la même gravité. L'artillerie était loin de posséder la puissance actuelle. Des deux zones concentriques, laissées nues (par hypothèse) autour de l'enceinte, la plus rapprochée a une largeur de 600 mètres, portée efficace du tir à mitraille; l'autre, de 1,200 mètres, portée efficace du tir à boulets.

Je dis : « *Laissées nues par l'hypothèse,* » attendu que les constructions n'ont jamais été interdites que sur la première zone, celle de 600 mètres. On pouvait bâtir à volonté sur la seconde. On a bâti également sur l'autre, malgré l'interdiction, parce que le siége de Paris paraissait alors une chimère. Le génie n'y a point fait obstacle, se réservant la reprise des terrains en cas de nécessité.

Qu'est-ce aujourd'hui que la portée de 600 mètres? Celle des fusils à piston. Les chassepots tuent au delà de 1,200 mètres, l'ancienne portée efficace du boulet.

A vrai dire, l'enceinte n'a jamais été prise au

sérieux. Louis-Philippe n'en voulait pas et ne l'a subie que pour obtenir les forts détachés. Dans le principe, les forts seuls devaient constituer la défense, ou plutôt l'attaque. Car ils étaient dirigés uniquement contre Paris. La preuve, c'est que le Gouvernement avait eu l'audace d'établir le premier (le fort l'Épine) sur les hauteurs du Père-Lachaise.

Ce fut une explosion de colère et de cris dans toute la population. La pensée était par trop claire. Les hommes de l'époque peuvent se rappeler la longue et furieuse polémique soulevée dans la presse par ces projets bombardeurs.

On consentait bien à fortifier Paris, mais contre l'étranger. L'opposition proposa une enceinte continue, inoffensive et protectrice pour la ville, redoutable seulement à l'ennemi extérieur.

Ce n'était pas l'affaire du monarque. Il se souciait peu du péril des invasions, qu'il ne devait jamais provoquer. Ce qu'il lui fallait, c'étaient des citadelles pour mater les *aimables faubourgs,* suivant sa propre expression. Ces mots se trouvent dans une lettre de lui, tombée en des mains hostiles, et publiée par la *Gazette de France.* Ce fut un immense scandale.

L'intention de ce gracieux souverain reste encore évidente par l'emplacement même des forts. Il fut contraint de les établir sur des points beau-

coup plus éloignés que ceux du plan primitif. On voit qu'ils sont accumulés du côté de la ville qui avait le moins besoin de protection. Les hauteurs de Belleville sont très-fortes par elles-mêmes.

Il est vrai qu'elles sont les premières menacées par l'arrivée d'une armée étrangère. Mais l'ennemi peut tourner ces collines par le nord. En 1815, on a vu les Prussiens, après Waterloo, passer la Seine en aval de Paris, se porter sur Versailles, puis sur Meudon, Clamart et Issy, attaquant la capitale par le sud-ouest, tandis que les Anglais de Wellington l'investissaient par la plaine Saint-Denis.

Ce qui prouve mieux encore l'intention coupable de Louis-Philippe, c'est que, dans le principe, on avait laissé une lacune de plus de six mille mètres entre le fort de Pantin et celui de l'Est, sur la route du Nord, dépourvue de toute défense naturelle et ouverte à l'ennemi venu de Belgique.

On s'aperçut bientôt du scandale de cette trouée qui trahissait les secrets desseins du Gouvernement, et, pour calmer l'opinion, on construisit le fort d'Aubervilliers, qui est encore fort insuffisant.

Enfin, dernière révélation de la pensée du roi, tout l'ouest de Paris est demeuré vide de forts. Il n'y a point d'*aimables faubourgs* de ce côté. Les forteresses étaient donc inutiles. Elles font cruellement défaut aujourd'hui. Toute cette grande

plaine est accessible aux attaques prussiennes.

Le Mont-Valérien protége un assez vaste espace. Mais on ne l'a construit que comme place d'armes appuyant les derrières des Tuileries et des Champs-Élysées, et servant de base d'opération contre l'est de la ville, résidence des masses ouvrières.

La lutte entre le projet d'une enceinte continue et celui de forts détachés devint si ardente et si acharnée, que Louis-Philippe vit bien l'impossibilité d'une victoire complète et eut recours à une transaction. Il consentit à l'enceinte, et l'opposition accorda les forts.

Cet historique un peu long des fortifications a pour but d'expliquer la cause de leurs défauts. Elles n'ont point été faites en vue d'une guerre étrangère, mais d'une compression intérieure. Peu importait au monarque impopulaire que l'enceinte fût bridée et annulée par les masses de villages qui s'étendaient entre elle et les forts. Faibles contre l'artillerie de siége, ces forts n'avaient rien à craindre d'insurgés sans canons.

Il n'y a qu'une manière efficace de défendre la capitale, c'est par une guerre de retranchement à 3,000 mètres en avant des forts. Il suffit de faibles reliefs abritant l'artillerie, reliefs qui peuvent se construire avec rapidité.

La première condition pour une lutte de ce genre est une nombreuse armée. Car ce n'est plus un

siége, mais une bataille prolongée en plaine, derrière des retranchements et sous la protection des forts.

Ces retranchements peuvent être continus, avec des intervalles pour le passage de la cavalerie, ou disposés sur une périphérie, à des distances plus ou moins grandes l'une de l'autre. Leur force est en continuité, et l'artillerie en est l'élément essentiel.

Construite de longue main sur une périphérie de 80,000 mètres (20 lieues), cette fortification n'aurait pas coûté plus du quart ou du tiers de l'enceinte actuelle, dont l'escarpe a 12 mètres de hauteur.

Élevée de 5 mètres au-dessus du fond du fossé, avec escarpe et contrescarpe revêtues, glacis en pente très-douce et la crête du parapet dans l'alignement du glacis, afin d'échapper au tir lointain, cette ligne de retranchements fixes laisserait des intervalles destinés à la traversée des routes, intervalles assez larges pour donner passage à la cavalerie pendant le combat.

Aujourd'hui, ce travail n'est pas possible. La défense par retranchements en terre d'un faible relief est, au contraire, très-praticable.

Il faut surveiller attentivement l'ennemi et ne pas se laisser prendre à ses feintes. Dès que son point d'attaque est démasqué, une armée de tra-

vailleurs commence, pendant la nuit, la ligne de retranchements sur tout le front d'attaque à la fois. On l'arme rapidement d'artillerie, et la bataille peut s'engager aussitôt.

Si l'ennemi marche à la sape contre le retranchement, on s'avance sur lui par le même procédé, et on ne lui permet jamais de gagner un pouce de terrain. Même front, même nombre de troupes, tout l'avantage est du côté de la défense.

Le chauvinisme, irrité, dira peut-être que, à chiffre égal, les Français n'ont pas besoin de faire tant de façons et doivent tout bonnement exterminer les Prussiens. Il nous en a cuit de prêter l'oreille à ces chauvins suspects. Gardons-nous de leurs forfanteries.

Certes, à égalité de nombre, des soldats français exercés auraient bientôt raison des Prussiens. Mais l'armée parisienne sera composée de troupes disparates, soldats de ligne, gardes mobiles, corps de volontaires, gardes nationaux sédentaires de tout âge. La grande majorité n'aura que très-peu l'habitude des armes. Donc il faut prendre nos précautions et ne pas risquer de sottise. Le temps est pour nous dans une pareille lutte.

---

12 septembre 1870.

Il faudrait pourtant, si c'est possible, en revenir au sens commun. La déclamation ne veut pas désarmer. Tout le monde se prépare à mourir sur les *barricades*. Et les phrases de s'amonceler, comme les pavés, jusqu'à premier étage.

Si l'on ne meurt que sur les barricades, on vivra longtemps, et l'on peut, en toute sûreté, prêter le serment de cette mort héroïque : il n'en coûtera pas un cheveu.

Il est vraiment trop fort qu'après nos quarante jours d'aventures, on s'obstine encore à prendre les Prussiens pour des imbéciles. Le chauvinisme n'en démordrait pas, même à son dernier soupir. On ne lui ôtera pas de l'idée que les bons Allemands sont décidés à se faire tuer pour nous être agréables, et nous fournir un thème d'amplifications.

Bombardez donc Strasbourg douze nuits de suite, brûlez les bibliothèques, écrasez les cathédrales, chefs-d'œuvre des siècles, enterrez les populations sous les décombres fumants de leurs demeures, sans toucher aux remparts armés, exterminez les gens en respectant les pierres, pour que d'honnêtes citadins se persuadent que vous viendrez poser comme cible devant leurs barricades!

Oui-dà! les Prussiens feront en conscience la guerre des rues! ils viendront, sans lésiner, devant

chacun de vos barrages, dépenser deux ou trois régiments! ils sont assez riches en hommes pour payer leur gloire, n'est-ce pas?

A la bonne heure! vivez dans cette douce espérance, et surtout faites provision de patience pour les attendre jusqu'au jugement dernier, car vous serez tous morts avant d'avoir eu le plaisir d'apercevoir une seule de leurs figures. Ils tiennent beaucoup à vous tuer, mais fort peu à causer avec vous.

A-t-on oublié 1814 et le général prussien Muffling, avec ses batteries de douze établies sur la Butte-Montmartre, disant d'un ton de féroce ironie à l'empereur Alexandre: « Faut-il les allumer? — Oh! non, » répondait Alexandre.

Eh bien! ils nous « allumeront, » cette fois; car ils n'ont plus d'alliés contrariants. Ils nous « allumeront » s'ils franchissent l'enceinte, et même avant de l'avoir franchie.

On sait déjà que, même de par delà les forts, ils peuvent bombarder les quartiers de la périphérie. S'ils prennent un fort, les projectiles arriveront très-avant dans Paris, peut-être jusqu'au centre.

Mais que l'enceinte soit forcée sur un seul point, alors commence l'œuvre de l'extermination. Les Prussiens n'auront garde de s'engager dans les rues. Pas un peut-être ne descendra le talus; ils chemineront à la sape dans le terre-plein du rem-

part, en suivant la face intérieure du parapet. Du fond de cette tranchée, leurs mortiers vomiront sur Paris la dévastation et la mort. Une pluie de bombes et d'obus, partant de ce cercle de feu, allumera partout l'incendie et amoncellera les ruines jusqu'à ce que la grande capitale soit morte ou captive.

Les adjurations éloquentes de Victor Hugo ne la sauveront pas. Ah! grand homme, vous jetez à votre insu de l'huile sur le feu. Vous croyez toucher le cœur de ces barbares, vous ne faites que redoubler leur rage. La gloire de Paris est sa condamnation. Au nom du genre humain, votre enthousiasme les rappelle au respect de la ville-mère, et ils rêvent le déchirement, la dispersion de ses entrailles.

Sa lumière, ils veulent l'éteindre; ses idées, les refouler dans le néant. Ce sont les hordes du cinquième siècle, débordées une seconde fois sur la Gaule, pour engloutir la civilisation moderne, comme elles ont dévoré la civilisation gréco-romaine, son aïeule.

N'entendez-vous par leur hurlement sauvage: « Périsse la race latine! » Ils entonnent le chant de la tribu zélandaise autour de son festin cannibale: «Heureux qui brise de son tomahawk les têtes de la tribu ennemie et qui se repait de sa chair et de son sang! »

C'est Berlin qui doit être la ville sainte de l'avenir, le rayonnement qui éclaire le monde. Paris, c'est la Babylone usurpatrice et corrompue, la grande prostituée que l'envoyé de Dieu, l'ange exterminateur, la Bible à la main, va balayer de la face de la terre. Ignorez-vous que le Seigneur a marqué la race germaine du sceau de la prédestination? Elle a un mètre de tripes de plus que la nôtre.

Défendons-nous. C'est la férocité d'Odin, doublée de la férocité de Moloch, qui marche contre nos cités, la barbarie du Vandale et la barbarie du Sémite. Défendons-nous et ne comptons sur personne.

Encore une fois, plus d'illusions! Ne plaçons notre espoir dans l'enceinte ni dans les forts qui ne protégent pas les faubourgs contre le bombardement. Il faut que les bombes soient tenues à distance de notre foyer sacré.

Ce n'est pas seulement du haut de maigres citadelles qu'on doit repousser l'agression des Barbares. Malheur à qui s'enferme timidement dans la défensive! C'est au loin, dans les plaines de Saint-Denis et d'Asnières, sur les hauteurs de Sannois et de Meudon, qu'il faut faire tête aux colonnes prussiennes, et leur interdire l'approche de nos murs.

L'attaque de l'ennemi sera probablement dirigée contre l'ouest de la ville qui est la partie la plus faible. On suppose qu'il tournera Paris par le sud,

en passant la Seine au-dessus du confluent, et se portera sur Meudon, par le bois.

Les bois sont le séjour favori des Prussiens. C'est sous leur ombre qu'ils glissent silencieusement leurs masses, comme la panthère rampe vers sa victime. Ils viendront planter leurs batteries dans les ravins de Meudon, pour prendre d'enfilade la ligne droite de l'enceinte, depuis la porte du Point-du-Jour jusqu'à la porte Dauphine.

En même temps, leurs bombes couvriraient tout le XVe arrondissement, c'est-à-dire Grenelle et Vaugirard, et la partie sud du XVIe, Auteuil et Passy.

Une autre portion de leur armée, traversant la Seine vers Épinay, à la faveur des îles, s'avancerait par Gennevilliers et Asnières, afin de se combiner avec l'attaque du sud et embrasser tout le côté ouest de l'enceinte. Le Mont-Valérien ne pourrait atteindre ni l'une ni l'autre attaque. Elles se donneraient la main en arrière de la forteresse par le bois de Vézinet, Montenon, Houilles et Sannois.

En 1815, les Prussiens de Blücher avaient tourné Paris par le nord, suivi la presqu'île de Vézinet, passé le pont de Chatou et enlevé Versailles; puis, traversant les bois, s'étaient postés sur Meudon, Clamart et Issy. Ils affectionnent cette route, qui leur paraît plus sûre, protégée qu'elle est par les méandres de la Seine et par les forêts qui couvrent

au loin toute la partie ouest-sud-ouest de la capitale.

A cette époque, les Prussiens venaient de Waterloo, et ont dû gagner Meudon par leur droite. Ils paraissent aujourd'hui se diriger sur Paris, à la fois par le nord et par l'est, ce qui fait pressentir leur double attaque par Épinay sur la plaine d'Asnières, et sur Passy par les ravins de Meudon.

L'armée qui arrive de l'est, entre la Marne et la Seine, franchira cette dernière rivière assez loin dans le sud, et gagnera vers le nord-ouest les bois de Meudon.

Celle qui vient de Laon sera chargée sans doute de l'autre attaque, celle par Épinay.

L'ennemi, fidèle à son système de ruse, fait dire confidentiellement à l'oreille qu'il se propose d'attaquer par Romainville, dans l'espoir que ses confidences seront rapportées et prises au sérieux.

Du reste, qu'il se présente sur un point ou sur un autre, l'essentiel est de veiller de près ses mouvements. La prudence commanderait d'établir au-dessus de Meudon des retranchements assez vastes pour contenir un nombre considérable de troupes faciles à renouveler par de solides communications. Car, si les Prussiens ont choisi Meudon pour point d'attaque, ils voudront l'enlever à tout prix, et y précipiteront, selon leur manière, masses sur masses, afin d'enlever la position par le nombre.

---

13 septembre 1870.

On s'obstine à tromper le public par des hâbleries et des absurdités. Au nom du sens commun et de la défense sérieuse, nous ne nous lasserons pas de rétablir la vérité. A l'épithète d'alarmiste, qui est le principal argument de l'optimisme, nous répondrons par celle d'endormeur.

Nous n'alarmons pas pour décourager, mais tout au contraire pour dissiper des illusions funestes. Un péril qui tombe à l'improviste en pleine sécurité, est presque toujours un péril mortel. Rien d'aussi dangereux que les endormeurs. C'était le système bonapartiste. On sait à quoi il nous a menés.

Le même procédé, malgré ses échecs, revient sans cesse à la charge, et prend de nouveau l'offensive. Il s'appuie sur la peur, toujours heureuse d'être trompée, et change les trembleurs en autruches.

On n'imagine pas la quantité de balivernes et de bravacherie qui se débite pour caresser la faiblesse de cour. C'est un des plus fâcheux symptômes de la décadence. On tend à nous transformer en Grecs du Bas-Empire, pendant le siége de Constantinople.

On lit dans une grave revue :

« Placées en dehors de la ligne des forts, les

batteries prussiennes *ne pourraient atteindre* la ville. Si elles étaient amenées jusqu'à l'enceinte continue, elles lanceraient leurs projectiles à peine au delà de l'ancien mur d'octroi. *Tout l'ancien Paris serait donc encore un abri sûr pour la population parisienne.* »

Voici la vérité. Placées en dehors de la ligne des forts du sud, les batteries prussiennes bombarderaient les XIIIe, XIVe et XVe arrondissements. De par delà les forts de l'est, d'Aubervilliers et de Romainville, elles enverraient des projectiles sur une grande partie des XVIIIe et XIXe arrondissements.

Sans doute, on pourrait aussi tirer sur ces batteries. Mais les batteries sont faites pour recevoir des bombes, et offrent d'ailleurs peu de surface, tandis qu'on tire sur une ville sans viser, et tout coup porte.

C'est donc une très-mauvaise objection que celle-ci : « L'ennemi ne peut nous bombarder de tel ou tel point, parce qu'il se trouverait sous le feu des forts. » Il vaudrait tout autant dire : « L'ennemi ne pourra pas nous tirer de coups de fusil, parce qu'il recevrait les nôtres. »

Encore, dans ce dernier cas, le péril est égal des deux parts. Il ne l'est point pour le bombardement.

Les projectiles tombent tous sur la ville assiégée,

et il en tombe fort peu sur l'étroit emplacement des batteries assiégeantes.

Mais que dire de cette incroyable assertion : « Tout l'ancien Paris serait un abri sûr pour la population contre les bombes lancées du terre-plein de l'enceinte ? »

En supposant des batteries postées sur le pourtour des fortifications, la partie de la ville comprise entre la Seine, le grand boulevard, les rues Gaillon et Saint-Roch et la rue du Temple, recevrait les bombes de *toutes* les batteries. Le reste de Paris ne serait bombardé que par les trois quarts. C'est bien suffisant.

Si cette perspective se montrait à tous les yeux, Paris ne serait pas envahi par cent mille femmes, accourues du fond des provinces pour chercher un asile dans ces fortifications imprenables, car la légende de Paris inexpugnable est enracinée partout désormais.

Les pauvres femmes qui étaient en sûreté dans des régions où l'ennemi ne pénétrera jamais, parce que ce n'est pas sa route, se prennent d'une folle panique et viennent, comme le papillon, se brûler à la chandelle.

Ce seront de beaux cris quand le canon ronflera ! Et si, par malheur, quelque bombe arrive dans les faubourgs, quelle épouvante, quel désespoir échevelé parmi ces infortunées créatures ! Elles vou-

dront partir, fuir, elles redemanderont leur petite ville, elles feront un train d'enfer. Et tout cela parce qu'on leur a mis en tête que Paris jouit des propriétés de la salamandre.

Certes, la défense devrait se donner pour but d'interdire aux bombes l'accès de la capitale. Il est un peu tard aujourd'hui pour conquérir cette certitude. Avec de la vigueur et de l'activité cependant, on peut y atteindre.

La lutte doit se porter loin de la ville et tenir les Prussiens à distance. Beaucoup d'hommes, beaucoup d'artillerie et des travaux acharnés pour établir des retranchements, tels sont les moyens de succès.

Les hauteurs de Sèvres et de Meudon seront probablement la clé du siége. L'ennemi se trouvera en sûreté dans ces bois immenses, et ses mouvements se déroberont aux yeux. Il trouve là les conditions de guerre qu'il recherche, l'obscurité, le couvert et le mystère.

Si nous avons une grande armée, des forces considérables devront occuper solidement ces forêts, traversées par les deux chemins de fer de Versailles, et qui couvrent la pointe sud-ouest de Paris, très-vulnérable.

« On vient de découvrir à Sèvres, dit naïvement un journal, en face de la manufacture de porcelaine, une position admirable qui commande la

Seine et la place de Paris. Jamais le génie militaire ne s'était avisé de fortifier ce point capital, d'où les Prussiens nous bombarderont à loisir, si on le leur laisse faire. »

Et, là-dessus, le candide journal fait un appel désespéré aux bonnes âmes. « Trois mille hommes, s'écrie-t-il, trois mille hommes pour le salut de Paris ! »

C'est peu, en vérité. Si le Gouvernement s'aperçoit enfin, quoiqu'un peu tard, que le succès de la défense est dans ces travaux extérieurs destinés à tenir l'ennemi au large, qu'il parle à haute et intelligible voix. Qu'il appelle par des affiches les bras des Parisiens, les pelles et les pioches.

N'a-t-on pas les mobiles, ces robustes gens, qui retrouveraient dans les travaux de terrassement leur occupation habituelle, et qui abattraient de la besogne? Partout ces ouvrages en terre, à distance, sont de première nécessité. Dans le sud et dans l'ouest, ils sont absolument indispensables.

Ils seraient très-utiles aussi entre la Seine et la Marne, à la hauteur de Creteil, pour couvrir, contre un bombardement, le fort de Charenton.

Bref, une armée de quatre à cinq cent mille hommes doit livrer aux Prussiens une bataille continue, à une lieue en avant de la ligne des forts. Paris entendra le canon, mais il ne verra pas les projectiles, et bientôt la population rassurée n'en

sera que plus ardente au combat et disposée aux sacrifices.

Seulement, nous n'avons pas les cinq cent mille hommes. S'il fallait en croire un journal enthousiaste, on en compterait dès à présent bien davantage.

Voyons son procédé :

« M. Corbon, dit-il, le maire du XVe arrondissement, avait fait venir quinze mille fusils, nombre suffisant pour armer les premiers gardes nationaux inscrits à cette heure ; *cinquante mille* nouvelles inscriptions obligent M. Corbon à trouver *cinquante mille* nouveaux fusils. »

Voilà donc 65,000 gardes nationaux, dans le XVe arrondissement. C'est d'autant plus admirable que ledit arrondissement ne renferme que 70,000 âmes. Les femmes doivent faire prime dans ce quartier, où il ne s'en trouve que 5,000, depuis l'âge de un an jusqu'à quatre-vingts, pour 65,000 adultes. Si tout Paris était bâti sur le même pied, les Prussiens n'auraient qu'à bien se tenir.

Les journaux fourmillent de ces contes bleus. C'est une terrible chose que de parler ainsi à tort et à travers, dans un moment si critique. La plupart de ces billevesées n'ont point de conséquences funestes, mais quelques-unes pourraient coûter cher ; le public accepte tout de confiance.

Voici encore une erreur très-grave, mais

qui n'induira pas à mal, on n'en peut douter.

Bourges est le grand arsenal d'artillerie; canons et munitions y sont amoncelés.

Or, un journal dit : « Protégée par l'immense ceinture de la Loire, Bourges est comme la seconde capitale armée de la France. Sa situation stratégique la met à l'abri des incursions de l'ennemi. Pour arriver à Bourges, il faudrait que l'armée prussienne eût pris Paris, et se risquât ensuite à aller chercher au centre de la France l'armée qui s'y serait formée. »

Toujours cet éternel optimisme avec ses lunettes roses ! Toujours l'invincibilité ! toujours la prétendue impuissance de l'ennemi ! On oublie qu'il n'y a plus d'armée française en ligne et que les Prussiens tiennent seuls la campagne. S'il leur plaît d'aller à Bourges, ils iront à Bourges, sans avoir pris Paris, sans même s'en occuper.

Jusqu'à ce que des troupes régulières en nombre respectable puissent leur faire tête, les Prussiens sont libres de parcourir la France, du nord au sud, de Strasbourg à Bayonne, de Nice à Brest, avec quinze mille chevaux et quarante pièces d'artillerie légère.

Ils enlèveront et détruiront les arsenaux, les établissements militaires, les poudreries, les fabriques d'armes, pourvu que tout cela ne soit pas enfermé dans une place forte. Saint-Étienne, Tulle,

Châtellerault, Bourges sont des villes ouvertes, et nulle force organisée ne paraît en état d'arrêter l'ennemi dans ses entreprises sur tous ces points si importants.

Dans dix ou quinze jours, peut-être, n'en sera-t-il plus de même. Maintenant, rien, selon toute apparence, ne saurait faire obstacle à ces désastreuses tentatives.

Il se peut bien que l'ennemi, tout en marchant vers Paris, porte avec rapidité de gros détachements sur nos arsenaux et y fasse des ruines irréparables.

Il faut espérer que le ministère de la guerre aura fait diriger sur Paris, sur Besançon et d'autres places, le matériel d'artillerie, les armes, les poudres, qui se trouvent sans protection dans les lieux ouverts.

FRATERNITÉ !

8 septembre 1870.

Voici les injures qui reparaissent contre les *blouses blanches*. C'était bon sous l'empire, mais il est temps de faire justice de ces calomnies.

La presse *cautionnée* qui n'aimait pas l'empire, mais ne risquait pas volontiers sa peau contre lui, a poussé moralement à l'émeute en mai et juin 1869, en février et mai 1870. Elle y a poussé dans un vague espoir de succès; puis, l'émeute vaincue, elle a traité les émeutiers de mouchards, selon son invariable usage depuis cinquante ans.

Les Républicains sérieux protestaient avec colère contre ces indignités, mais tout bas. Ils n'avaient point la parole; il fallait 100,000 fr. pour donner le droit d'ouvrir la bouche. Les imprécations, murmurées dans un coin, ne pouvaient rien

contre les calomnies répandues à millions d'exemplaires.

Ces temps sont passés. Le pauvre peut élever la voix à son tour. De grâce, messieurs de la presse à cautionnement, mettez de côté vos clichés contre les *blouses blanches* et les *gredins*.

Les *gredins*, ce sont les fuyards millionnaires qui se sauvent avec leurs écus, abandonnant Paris et la France aux Prussiens.

Je préfère mille fois le *voleur*, oui le *voleur*, prêt à combattre à nos côtés le Barbare de la Germanie, au riche et lâche coquin qui s'enfuit, en souhaitant peut-être le triomphe de ces Germains féodaux, restaurateurs de toutes les aristocraties.

Parmi ces hommes mis au ban, sous le nom de *repris de justice*, combien sont les victimes de la misère et pourraient accuser la société de leurs malheurs et de leurs fautes. Si, à la vue de la patrie agonisante, ils saisissent une arme pour la sauver ou mourir; si le désespoir fait rentrer à flots dans leur âme les saintes émotions de la solidarité; s'ils se dévouent pour le salut commun, qui osera leur jeter la pierre et répondre par l'outrage à leur patriotisme!

En 93, les *honnêtes gens* ont livré Toulon aux Anglais, et les forçats, brisant leurs chaînes, ont arraché la flotte française à l'incendie, et pas un

vol n'a été commis dans cette ville abandonnée par les traîtres.

Quand on ne sait plus si demain on aura encore une patrie, un foyer; si on restera un citoyen ou même un homme, il faut être moins collet-monté, et savoir abdiquer ces grands airs du personnage qui a des écus dans sa poche.

Qu'on appelle aux armes toute la population mâle de la Seine, de seize à soixante ans, et qu'on ne demande à personne des titres de vertu. Qui vous dit que cette épreuve suprême ne retrempera pas les âmes égarées et n'en fera pas des hommes nouveaux et purifiés?

Quiconque combattra pour qu'il reste une France sur la carte de l'Europe, sera un frère, car il aura sauvé, lui aussi, la grande famille.

Quelle pauvreté d'esprit et de cœur dans cette peur des *gredins!* Quoi! toute une population en armes trembler devant une poignée de déclassés! Ne voyez-vous pas que c'est dans nos rangs qu'ils cesseront d'être dangereux et qu'ils perdront leur malfaisance?

Réhabilités à leurs propres yeux par le contact solennel avec la société qui les a flétris, ils deviendront eux-mêmes les plus impitoyables répresseurs des natures mauvaises, réfractaires à la réconciliation. Jamais police n'aura été si sévère.

N'oubliez pas que demain on va combattre, non

pour un Gouvernement, pour des intérêts de caste ou de parti, non pas même pour l'honneur, les principes, les idées, mais pour ce qui est la vie, la respiration de tous, pour ce qui constitue l'être humain dans sa plus noble manifestation, pour la patrie.

Que serons-nous demain, si nous n'avons plus de patrie? Les plus désespérés peut-être seraient ces parias avilis, auxquels il ne reste que ce dernier motif de fierté.

La fin du second empire a été signalée par un débordement de méfaits qui révélaient un commencement de décomposition sociale. L'exemple du crime impuni et triomphant avait presque anéanti l'idée même de la morale.

Pourquoi se gêner avec le prochain, quand tout un peuple courbe la tête devant un Gouvernement de malfaiteurs? Le vol, le meurtre, le détroussement descendaient avec rapidité des hauteurs dans les bas-fonds. Les classes aisées, prises d'épouvante, réclamaient à grands cris des rigueurs salutaires. Triste moyen de guérir des plaies morales! La force, sans la justice, n'est plus que de la violence.

La guerre fermait chaque jour les ateliers et jetait les travailleurs sur le pavé, — nouvelle source de terreurs. A l'approche d'un siége, la presse demandait l'expulsion des bouches inutiles, des individus « sans moyens d'existence ».

D'abord les razzias n'atteignirent que les vagabonds. Mais ce mot redoutable «*sans moyens d'existence*» allait bientôt englober les ouvriers privés de travail. Où s'arrêter dans cette voie ? Quiconque n'avait point de rentes serait-il tombé sous le coup de la proscription ?

Le beau mouvement du 4 septembre a arrêté court les exécutions sommaires. Quelle magnifique renaissance du sentiment de la Fraternité ! Comme il a éclaté irrésistible dans toutes les poitrines ! A ce cri, le vol et le meurtre ont fait halte. Les journaux cessent de remplir leurs colonnes de ces lugubres récits.

La République a désarmé les bras criminels. Pourquoi ? parce qu'elle a ressuscité la joie, l'espérance, la solidarité, et avec elles tous les nobles instincts.

Ne comprimez pas les masses par la terreur. Ne leur portez pas sans cesse le glaive au visage. Tendez-leur une main fraternelle, et cette simple étreinte deviendra la plus invincible des forces, la force de l'enthousiasme et du dévouement.

L'ORGANISATION

DE LA

GARDE NATIONALE SÉDENTAIRE

—

10 septembre 1870.

Sous Louis-Philippe, et plus encore sous la République de 1848, la garde nationale n'était pas une armée, mais un attroupement, une cohue. On n'a jamais vu organisation ou plutôt désorganisation aussi absurde.

La garde nationale de la monarchie orléaniste comptait 90,000 hommes répartis en quatorze légions : douze pour la ville, deux pour la banlieue, qui comprenait alors les XVe, XVIe, XVIIe, XVIIIe, XIXe arrondissements actuels, la moitié du XIIe, les deux tiers du XIIIe, et presque tout le XIVe.

Chaque légion était divisée en quatre bataillons.

Le chiffre des hommes variait beaucoup d'un bataillon à l'autre, à cause de la différence numérique de la population des arrondissements.

En prenant la moyenne, on trouve 1,600 hommes par bataillon. C'est à peu près le chiffre des 60 bataillons récemment formés par le Gouvernement provisoire.

La République de 1848 porta le nombre des gardes nationaux à 400,000. Tous les citoyens sans distinction avaient été incorporés et armés. Cependant les Prussiens n'étaient pas à nos portes.

Par une étrange aberration, les cadres restèrent les mêmes pour la nouvelle armée citoyenne que pour la précédente : 14 légions et 56 bataillons, à 6 compagnies chacun.

La sixième légion, la plus nombreuse, avait 4 bataillons de 8,000 hommes, ce qui donnait plus de 1,300 hommes par compagnie.

L'organisation militaire qui a réglé les coupures du bataillon d'après l'expérience, pour obtenir la rapidité et la précision des manœuvres, ainsi que la meilleure proportion numérique des chefs et des soldats, était sans doute une œuvre de bon sens, sinon elle n'eût pas prévalu.

Or, le chiffre le plus convenable du bataillon pour avoir une troupe manœuvrière et bien commandée, est de 500 hommes, et répartis en 8 compagnies ou pelotons de 60 hommes avec trois officiers.

A l'étranger, et même en France, le bataillon est porté quelquefois à 1,000 hommes — les chas-

seurs de Vincennes, — et même jusqu'à 1,200 — la garde mobile de 1870. — Cela ne peut se faire sans que le bataillon ne perde de sa mobilité, surtout avec la formation sur deux rangs. Les fronts sont trop étendus.

L'inconvénient, déjà sensible dans une troupe exercée, devient beaucoup plus grave pour des conscrits. Ces grandes subdivisions ne peuvent manœuvrer qu'avec lenteur et désordre.

Il est singulier qu'on impose cette difficulté nouvelle à des corps improvisés, sans instruction militaire, et qui doivent entrer en ligne tout de suite. Il est malaisé de deviner la raison de cette anomalie.

Les soixante nouveaux bataillons de la garde nationale sont de 1,500 hommes. Les anciens, que l'on conserve dans leur *statu quo*, en comptent certainement un plus grand nombre, et doivent sous ce rapport, offrir des variations considérables. Ce n'est pas là de l'ordre, et surtout de la prudence. A des troupes non exercées, on doit donner une organisation qui facilite la manœuvre au lieu de l'embarrasser.

La garde nationale va constituer le principal élément de l'armée parisienne. Eh bien! telle qu'on la fait, elle n'est pas un corps militaire, mais un corps d'irréguliers.

L'inconvénient politique et moral de cette orga-

nisation est plus sérieux encore que son vice troupier. Pourquoi la République conserve-t-elle l'innovation malfaisante du Bonaparte, qui voulait détruire l'influence de la milice citoyenne ?

La légion était à la fois l'unité municipale et patriotique. Elle créait la population armée et maîtresse de ses foyers. Le malfaiteur a substitué à ce grand ensemble des fractions isolées et décousues. Il a brisé le faisceau et dispersé ses éléments.

Qu'est-ce que ces bataillons éparpillés et disparates, sans groupement ni solidarité, ni signification quelconque? Ce n'est point une armée, c'est une procession.

Il en est temps encore avant que la lutte s'engage. Si le Gouvernement veut donner des fusils à tous les citoyens sans distinction, la garde nationale de la Seine formera une armée de quatre cent mille hommes. Les services qu'elle rendra dépendront en grande partie de la bonne disposition de ses éléments.

Que l'on rétablisse la légion comme unité principale, et que ses subdivisions, au lieu d'être un amas confus de fragments sans cohésion, forment un tissu organique doué de la vitalité militaire.

Le bataillon est de 507 hommes, il se compose de 8 pelotons.

Chaque peloton compte un capitaine, un lieute-

nant, quatre sous-officiers, huit caporaux, un tambour.

Le sergent-major et le fourrier sont supprimés. Le lieutenant remplit leurs fonctions.

Il y a pour le bataillon un commandant, un major chargé de l'administration — armes et équipements, — un capitaine adjudant-major.

Trois ou deux bataillons forment un régiment sous les ordres d'un colonel.

Deux régiments forment une brigade commandée par un brigadier-général.

Deux brigades forment une cohorte commandée par un adjudant-général.

Deux cohortes forment une division sous les ordres d'un lieutenant-général.

Deux divisions forment la légion dont le chef sera un capitaine-général.

Tous les officiers, officiers-supérieurs, officiers-généraux, y compris le chef de la légion, sont nommés par les gardes nationaux, sans aucune condition d'éligibilité.

Les gardes nationaux, vêtus de l'ancien uniforme, seront libres de se réunir dans les mêmes bataillons ou régiments, brigades, cohortes, divisions d'une même légion, s'ils sont assez nombreux. Dans le cas contraire, les régiments, brigades, cohortes, divisions, pourront se composer de bataillons d'uniformes différents.

Tous les gardes nationaux devront faire partie de la légion de l'arrondissement où ils ont leur domicile.

Les officiers-généraux pourront être élus en dehors de l'arrondissement qu'ils habitent.

Cette réorganisation peut se faire très-rapidement. Les officiers nommés dans la récente élection retrouveraient l'équivalent de leur grade dans la nouvelle hiérarchie.

Les citoyens en très-grand nombre qui ne sont pas encore incorporés dans la milice parisienne, auraient ainsi l'occasion de s'y joindre.

On ne saurait trop répéter au Gouvernement que l'appel sous les armes de toute la population mâle de 16 à 60 ans, mettrait sur pied des hommes d'élite dont on aura peut-être à déplorer l'absence. Les jeunes gens de 16 à 20 ans fourniraient 80,000 hommes dont les Prussiens recevraient de rudes nouvelles. Pourquoi se priver d'un tel concours ? Si on ne veut pas leur imposer le service obligatoire, qu'on admette du moins les volontaires de cet âge. Ils se présenteront par milliers.

LA DÉFENSE NATIONALE

14 septembre 1870.

Un nouveau péril nous menace. Les Prussiens ont annoncé qu'ils allaient investir Paris à une distance de dix lieues. Ce n'est pas leur habitude de révéler leurs projets. Cette publicité cache donc un piége. Lequel? Une surprise brusque dès le premier jour ou la première nuit? — Peut-être.

Peut-être aussi un plan tout opposé et plus dangereux encore : masquer Paris comme une simple place de guerre, avec une armée d'investissement trop peu nombreuse pour un siége, mais suffisante pour intercepter les communications et les arrivages : puis, sillonner la France entière dans tous les sens, au moyen de plusieurs corps chargés d'enlever ou détruire nos établissements militaires, de prendre ou disperser les levées ou les noyaux d'ar-

mée, de briser les administrations de tout ordre, en un mot, de désorganiser et d'occuper le pays.

Si ce plan pouvait réussir, Paris négligé d'abord et inactif, se verrait bientôt enveloppé de toutes les forces ennemies, privé d'assistance, de ravitaillement, réduit à sa garnison actuelle et condamné à périr.

C'est alors que, sans espoir de secours, ce dernier et unique foyer de résistance devrait mettre bas les armes et laisser la France entre les mains de la Prusse.

Ce plan est facile à deviner. Si les troupes d'investissement ne se composent pas de la majeure partie des forces prussiennes ; si de gros détachements partent dans plusieurs directions lointaines, plus de doute, on veut se rendre maître de tout le pays et priver la capitale de son concours.

L'ennemi compte évidemment sur l'embarras où nous laisse la destruction de notre armée de ligne. Des troupes de nouvelle levée, sans instruction, sans armement suffisant, surtout en artillerie, ne peuvent pas se mesurer en rase campagne avec les hordes victorieuses.

Ce n'est point avec des corps francs qu'il est possible d'arrêter 15,000 à 30,000 soldats qui marchent avec du canon et de la cavalerie. Le rôle des guérillas se borne à harceler de loin les flancs et les derrières de l'ennemi, à détruire ses éclaireurs

et ses convois. Quand un corps considérable s'avance à travers une contrée, avec la certitude de ne pas se heurter à des troupes régulières, il a raison assez facilement des housardailles à cheval ou à pied.

Les Prussiens approchent, et nous aurons la douleur de les voir arriver sous nos murs sans qu'un coup de fusil leur ait disputé le passage. La magnifique position de Chelles, à Montfermeil et à Livry, couverte de bois, aurait pu leur coûter cher.

On sait maintenant que les attaques sont toujours très-meurtrières pour l'assaillant. On avait des troupes suffisantes pour disputer pied à pied, de position en position, les avenues de la capitale. Détruire beaucoup de ces Barbares, sans compromettre la situation ni les soldats, eût été pour le siége un prologue de bon augure. Attendre l'ennemi dans les forts, c'est triste.

Est-ce donc ainsi qu'on fait la guerre? Une armée en retraite recule lentement, défend les positions l'une après l'autre, contient les avant-gardes de l'ennemi et le force de déployer ses masses. Cette tactique aujourd'hui serait bien plus redoutable qu'autrefois, par l'effet meurtrier de l'artillerie nouvelle, si fatale aux assaillants.

De fortes colonnes auraient pu aller au-devant des Prussiens jusqu'à vingt lieues, et se retirer en-

suite en livrant des combats défensifs, derrière les retranchements de campagne. Chaque position avantageuse aurait fourni les éléments d'un succès. Car c'est un succès de détruire beaucoup de monde à l'adversaire.

Fâcheux pronostic pour l'avenir de la défense. Compterait-on plus sur la mission diplomatique de M. Thiers auprès des cours étrangères, que sur le courage et le patriotisme des soldats de la République?

Dans quel abîme allons-nous descendre!

---

15 septembre 1870.

L'anxiété est profonde. Quelle destinée se prépare pour la France? L'ennemi est aux portes. Dans nos rues, partout l'appareil de la guerre, le bruit des armes, les flots de soldats. Et pourtant, au milieu de ces tumultes, je ne sais quoi de faux et de contraint, et une impression glaciale, comme si tout ce bouillonnement n'était qu'un simulacre, une boursouflure vide qui va s'affaisser.

Le doute envahit les âmes. Le cœur se serre au soupçon d'un immense mensonge. On sent une lutte sourde entre deux courants, celui du dévouement

et celui de l'égoïsme. Qui l'emportera, l'enthousiasme des masses ou la ruse du petit nombre? Hélas! peut-être allons-nous assister à l'un des plus sinistres dénoûments de cet antagonisme éternel.

La résistance contre l'ennemi n'est qu'à la surface. La soumission rampe sous cette apparence. L'opprobre se dissimule derrière l'héroïsme. Qui sait si la comédie de la guerre ne va pas aboutir à une paix ignominieuse?

L'Europe, fiévreuse de jalousie et de haine, a soif d'assister à notre chute. Elle aussi nous berne à plaisir. Ses condoléances sont des railleries, sa pitié est une insulte. Il n'est pas une feuille tarée qui ne se pose en Rhadamante et ne nous signifie ses arrêts insolents. Nous recevons de cent côtés à la fois le coup de pied de l'âne.

La peur est au fond de ces impatiences. L'éruption du volcan épouvante. Tant que Bonaparte nous a conduits de désastre en désastre, l'Europe a fait silence devant ce spectacle qui la gonflait de joie.

A peine la République éclate, tout se précipite avec des larmes de crocodile. On ne voit que Sabines échevelées qui accourent se jeter entre les combattants. Arrêter la lutte au fond de notre défaite et nous interdire la revanche, c'est la préoccupation universelle.

Tous comprennent que la Prusse a mangé son

pain blanc et veulent la sauver du pain noir. « Vous êtes battus, payez l'amende, » nous crient ces philanthropes hypocrites.

« Faites vos affaires, Tartufes, nous ferons les nôtres, on ne vous demande rien. »

Un peuple ne peut compter que sur lui-même. Malheur à qui espère son salut de l'étranger! Nos défaites ont déjà détruit le prestige de la France. Tous ses services, toutes ses gloires sont oubliés. La force seule impose. Hier le respect, aujourd'hui le dédain, demain le mépris. Une paix humiliante nous mettra sous les pieds.

Il y a dans le langage de la presse une ambiguïté qui nous épouvante. Elle répète à satiété la phrase de Jules Favre. « Ni un pouce de territoire, ni une pierre des forteresses. » Mais sur la contribution de guerre, pas un mot!

Cependant, personne n'ignore cette prétention prussienne. Il lui faut cinq milliards, la saignée à blanc, la misère homicide, le peuple fauché par la faim.

Qu'on s'explique!

Veut-on souscrire à cette exigence, aussi honteuse et plus barbare que le démembrement? Elle touche assez peu les favorisés de la fortune. Pour les travailleurs, c'est presque la mort.

Point d'équivoques, point de sous-entendus! Faut-il, oui ou non, payer une rançon de plusieurs

milliards, après un semblant de résistance dans Paris?

On croit peut-être sauver ainsi l'honneur.

On le perdra comme le reste.

AFFAIRE DE LA VILLETTE

—

16 septembre 1870.

Il y a aujourd'hui un mois, une centaine d'hommes se réunissaient lentement sur le boulevard de la Villette, près du pont du canal.

C'était un dimanche, par un beau soleil. De nombreux promeneurs, répandus sur les contre-allées, dissimulaient la formation du rassemblement.

Un bateleur, à quelques pas de la caserne des pompiers, était le centre de quelques curieux attirés par ses tours.

Le chef du mouvement projeté, qui avait précédé sur les lieux les citoyens engagés dans cette entreprise, les fit avertir de se joindre à l'auditoire réuni autour du jongleur. Le groupe put ainsi se concentrer sans éveiller les soupçons des sergents de ville.

Vers trois heures et demie, Blanqui donna le signal, et le rassemblement se dirigea au petit pas, sans tumulte, vers la caserne des pompiers. On suivait une contre-allée, et il fallut descendre sur la chaussée pour arriver au corps de garde.

Ce brusque détour à angle droit donna l'alarme à la sentinelle et aux soldats du poste, qui coururent à leurs fusils.

Ce fut un cruel mécompte.

On avait espéré se saisir des armes par surprise, sans collision. Il était convenu de ne faire aucun mal aux pompiers, corps aimé et estimé des Parisiens, étranger aux luttes civiles, et réputé même pour ses idées démocratiques. Le factionnaire fut blessé d'un coup de revolver en se débattant, et le corps de garde fut le théâtre d'une lutte assez vive pour l'enlèvement des armes.

Les insurgés répugnaient profondément à l'emploi de la violence. Ils ne voulurent pas abuser de leur nombre pour s'emparer des fusils de vive force. On parlementa pour les obtenir de bon gré. Ces pourparlers firent perdre du temps.

Un poste de sergents de ville, situé dans le voisinage, accourut au bruit et se précipita, l'épée à la main, sur les insurgés. Au cri : « Les sergents de ville ! » Blanqui, Eudes et Granger sortirent de la cour intérieure, et une courte et rude mêlée s'engagea aussitôt.

Les hommes de police s'enfuirent laissant sur la place un mort et deux blessés.

Restés maîtres du terrain, les insurgés firent de nouveaux efforts pour avoir les armes des pompiers.

Ces moyens de douceur ne pouvaient qu'échouer. Mais les citoyens ne voulaient à aucun prix user de la force brutale contre ce corps d'élite. La surprise était manquée.

Après ces inutiles pourparlers, les insurgés abandonnèrent la caserne et se mirent en marche vers Belleville par le boulevard extérieur. Il fut alors évident pour eux que leur projet n'avait aucune chance de réussite. La population paraissait frappée de stupeur.

Attirée tout à la fois par la curiosité et retenue par la crainte, elle se tenait, immobile et muette, adossée des deux côtés aux maisons. Le boulevard parcouru par les insurgés restait complétement désert. En vain ils faisaient appel aux spectateurs par les cris : « Vive la République ! Mort aux Prussiens ! Aux armes ! »

Pas un mot, pas un geste, ne répondaient à ces excitations.

Les chefs de l'entreprise avaient supposé que la gravité de la situation et les tumultes des jours précédents seraient des motifs suffisants pour rallier les masses.

Mais un certain découragement avait succédé aux émotions impuissantes des premiers jours. Les idées prenaient un autre courant. Elles tournaient au soupçon, à la crainte exagérée de l'espionnage prussien.

La police poussait avec autant de succès que de perfidie à ces terreurs puériles qui détournaient le peuple de la question sérieuse, le renversement de l'empire. Le fait est que, dans ce quartier si révolutionnaire de Belleville, l'émeute n'entraîna pas une seule recrue.

La colonne insurgée avait parcouru ainsi plus de deux mille mètres sur le boulevard de Belleville, au milieu de l'isolement et du silence.

Blanqui, Eudes, Granger, jugeant l'entreprise avortée, arrêtèrent la colonne et dirent à leurs compagnons :

« C'est une affaire manquée. Nous n'avons pas les fusils, et puis, vous voyez que personne ne se joint à nous. Nous ne pouvons rien sans le peuple. Avant dix minutes, notre petit noyau va rencontrer des chassepots contre lesquels nos revolvers ne signifient rien. Il faut nous séparer. Le terrain est libre, nul n'inquiétera notre retraite. Cachez vos armes et dispersez-vous à travers les rues voisines. »

Tous se rangèrent à cette opinion. Les trois fusils enlevés furent abandonnés; les revolvers ren-

trèrent sous les vêtements, et la dispersion s'accomplit sans obstacle.

Nous ne laissions ni morts, ni prisonniers, ni blessures sérieuses.

Personne, d'ailleurs, n'eût songé à nous barrer le chemin. La stupeur était complète autour de nous.

Il faut bien le dire, cette troupe d'hommes déterminés répandait au loin l'effroi. De l'entrée des rues qui aboutissent au boulevard, on apercevait la foule amassée à plusieurs centaines de mètres, et n'osant approcher. On voyait aussi les sergents de ville, qui se tenaient au loin, à distance respectueuse.

Cependant la presse annonçait, le lendemain, de nombreuses arrestations d'insurgés. Pas de mensonge plus effronté que ces récits de l'aventure de la Villette. Les journaux de police racontaient à l'envi que, dès le début de l'attaque, la population s'était ruée sur les émeutiers à coups de pied, de poing et à coups de triques, les avait arrêtés, maltraités avec fureur, et que la police avait eu beaucoup de peine à les sauver de l'indignation publique.

Pur roman. *Tous* les insurgés se sont éloignés ensemble de la caserne des pompiers. Ils n'ont pas laissé un homme en arrière, ils n'ont rencontré

aucune opposition sur leur route, et se sont dispersés volontairement, après une demi-heure de marche.

Voici l'histoire des arrestations. Après le départ du rassemblement armé, des curieux se sont attroupés aux portes de la caserne, questionnant, s'informant, suivant la mode parisienne. La police — sergents de ville et mouchards, — survenant tout à coup, s'est abattue sur les badauds, a frappé, assommé, arrêté à tort et à travers.

C'est ce qu'on appelle l'intervention de la foule indignée. Tout au contraire, c'est la foule indifférente que les gens de police ont exterminée.

Les premiers accusés, traduits en conseil de guerre, étaient aussi étrangers à l'insurrection que le grand Turc. On les a ramassés pêle-mêle devant la caserne des pompiers, où, depuis une heure, il ne restait plus un seul insurgé.

A l'audience, les témoins, pompiers et sergents de ville, se sont empressés de reconnaître les détenus; toutes les dépositions étaient erronées.

Les accusés de la première fournée, condamnés à mort ou aux travaux forcés, étaient innocents. Les témoins les ont reconnus, uniquement parce qu'on les avait pris, et parce qu'on ne pouvait leur représenter les véritables acteurs, restés libres. Les seuls, deux ou trois peut-être, que la police

ait pu saisir, avaient été dénoncés, par suite d'indiscrétions.

Eudes et Brideau ne sont tombés aux mains de l'autorité bonapartiste que par l'effet du hasard. Un mouchard amateur, du nom de Leleu, ayant entrevu le revolver d'Eudes sous son paletot, suivit les deux amis et les fit arrêter par les sergents de ville.

La police avait jeté dans les prisons quatre-vingts malheureux qui attendaient les sentences iniques des conseils de guerre. Les témoins reconnaissaient invariablement tous les accusés qu'on amenait devant eux. On ne peut savoir jusqu'où seraient allées ces fureurs sanguinaires contre des innocents, si la Révolution du 4 septembre n'y avait coupé court.

La noble attitude d'Eudes et de Brideau avait ramené l'opinion, égarée d'abord par l'unanimité des calomnies. Mais si la fable prussienne s'était évanouie, la rage bonapartiste n'avait pas désarmé. Les arrêts de mort se suivaient sans relâche, à la grande joie de la cour de cassation, qui les confirmait dès le lendemain. A peine attendait-elle l'expiration des délais légaux.

---

17 septembre 1870.

Ainsi la cour de cassation, instrument odieux

d'un despote, avait de sa pleine autorité rétabli la peine de mort en politique.

Certes, s'il y a un fait politique au monde, c'est à coup sûr une insurrection à main armée.

Or, il est difficile qu'une insurrection n'entraine pas mort d'homme.

Eh bien ! cette mort devient pour les jugeurs un meurtre *avec préméditation,* et quiconque a participé à la révolte, est fusillé comme auteur ou complice d'un assassinat.

Bonaparte, après le 2 décembre n'avait osé relever l'échafaud politique renversé par la République de 1848. Mais cet obstacle le gênait peu. Il avait à ses ordres la cour de cassation, ce tribunal fameux par ses habiletés d'interprétation qui changent le blanc en noir.

Déjà elle avait envoyé à la guillotine les défenseurs de la République, à Clamecy, à Belley, à Béziers. Du moins alors, les conseils de guerre avaient-ils condamné leurs victimes comme auteurs personnels des prétendus meurtres. Cette fois, un pas de plus a été franchi par la soi-disant justice militaire et par la Cour de cassation. *Tous* les insurgés doivent être mis à mort, si un seul individu de la force armée a péri.

Le sergent de ville qu'on vengeait avec cette rage de cannibale n'avait point été assailli par l'émeute. Il s'était rué sur elle, et c'est en se défen-

dant qu'on l'avait tué. Le pompier en faction devant la caserne n'avait reçu qu'une blessure légère.

Et cependant les journaux de police ont poussé en chœur ce cri féroce : « La mort! la mort sans jugement, sur l'heure, contre tous les individus arrêtés! »

Or, pas un seul de ces malheureux n'avait pris part à l'émeute. C'est une hécatombe d'innocents que demandait une presse odieuse. Cette calomnie terrible : « *Prussiens!* » servait de prétexte pour verser le sang républicain et frapper la démocratie de terreur.

Tous les hommes, sans exception, qui dans la presse ou à la tribune, ont lancé aux révoltés de la Villette le nom d'*agents prussiens*, mentaient sciemment, car ils étaient certains du contraire, et tel d'entre eux, renseigné de bonne source, connaissait fort bien les chefs du mouvement.

Palikao, le pillard du palais d'été, a osé prononcer ces paroles : « Ce sont des stipendiés de la Prusse, j'en ai dans ma poche les preuves que je pourrais montrer. » Et pas une voix, dans le Corps législatif, n'a eu la pudeur de lui dire : « *Montrez!* »

Ces dignes légiféreurs savaient cependant que Palikao n'avait dans sa poche qu'une calomnie.

Mais il s'agissait de fusiller sommairement des socialistes, et personne au palais Bourbon n'eût

voulu contrarier une si bonne œuvre. Le Palikao lui-même avait appris, par l'instruction judiciaire la couleur toute républicaine de l'insurrection. La police cherchait partout Blanqui et Granger, qui n'étaient pas vraisemblablement des mercenaires prussiens.

Et pourquoi pas au fait? Des enrichis qui par réminiscence peut-être, croient les pauvres capables de tout, ont bien murmuré à des oreilles crédules : « L'auteur de cette échauffourée est sans fortune. La Prusse seule peut avoir payé les 300 revolvers et les 400 poignards des insurgés. »

Non, Basile, ce n'est pas la Prusse, c'est le citoyen Granger qui a donné pour ces achats 18,000 fr., toute sa fortune, sans se réserver un centime.

C'est un idiot sans doute, puisqu'il a sacrifié son modeste patrimoine et s'est mis sur la paille, pour courir cette agréable chance : « Être fusillé comme traître. » Souhaitons cependant à la patrie beaucoup de ces idiots désintéressés, et aussi peu que possible de leurs calomniateurs rapaces.

Le temps et les événements ont fait justice de ces turpitudes. Eudes a été élu chef de bataillon de la garde nationale au faubourg Antoine, et l'affaire de la Villette était son seul titre au choix de ses concitoyens. A Montmartre, Blanqui aussi a été appelé par acclamation au même grade.

Paris comprend que ces hommes ont voulu faire le 14 août ce qui s'est accompli le 4 septembre. Ils se sont trompés sans doute, l'heure n'était pas venue ; il faut savoir la deviner, et, dans des questions si redoutables, la méprise, l'erreur de calcul, devient une lourde responsabilité. « *J'ai cru* » n'est jamais une justification.

Jouer à faux, de son chef, la partie de la liberté peut-être d'une nation tout entière est une faute, souvent irréparable, dont rien ne saurait absoudre. Heureusemeut, cette faute n'était ici qu'un simple incident, bientôt disparu dans la tourmente.

Il reste aux téméraires cette excuse : Les moments étaient précieux, les délais funestes.

En effet, ils ont coûté au pays sa puissance militaire, qui a sombré dans le gouffre ouvert par Bonaparte.

Supposez la République proclamée le 14 août. Bazaine, sans doute, n'eût pas échappé au blocus, le mal était fait; mais les cent cinquante mille hommes de Mac-Mahon, appuyés sur Paris, se changeaient en armée invincible.

Les Prussiens, aujourd'hui, seraient balayés.

On peut justement reprocher aux insurgés de la Villette un retard de huit jours. C'est le dimanche, 7 août, au lendemain du désastre de Reischoffen qui avait soulevé Paris, qu'il fallait se précipiter sur l'empire.

Le 14, il était trop tard ou trop tôt. La seule réponse possible, c'est que le chef de l'entreprise, surpris à Bruxelles par les nouvelles foudroyantes de l'Alsace et dépourvu de passeport, a dû franchir à pied la frontière dans la nuit du 11 au 12 août. Cette excuse n'est pas valable. Quand on se mêle de politique sérieuse, on ne doit pas se laisser surprendre.

Mais enfin, on n'est pas vendu à la Prusse parce qu'on s'est attardé malgré soi et qu'on a mal pris son temps. Cette rigueur impitoyable, ces honteuses calomnies contre les hommes qui préfèrent les actes aux paroles, est une des misères de notre époque et un des plus tristes symptômes de la décadence.

Un dernier mot. L'affaire de la Villette a démontré du même coup la bêtise et la férocité de la police bonapartiste. Elle fabriquait un faux complot et n'a pas même pressenti la conspiration réelle qui offrait cependant la prise la plus dangereuse, un matériel d'armes et de munitions. Tandis que les cerbères de Piétri couraient partout le nez au flair sans rien découvrir, un personnel nombreux restait inconnu de ses mouchards et à l'abri de ses perquisitions.

Cet homme avait essayé d'englober au hasard, dans son roman de Blois, quelques-uns des hommes de la Villette : pas un d'entre eux n'avait même

côtoyé les groupes de citoyens que l'on a livrés, malgré leur innocence, à la haute cour. Preuve plus honteuse encore d'incapacité, car la police, soupçonnant ces hommes, avait barre sur eux, et elle s'est complétement fourvoyée.

Bien pis encore. Après l'avortement de la tentative, elle n'a pas su en trouver les auteurs, sauf deux, arrêtés par hasard, et elle a fait condamner à l'aveugle, par les conseils de guerre, des citoyens inoffensifs. Ineptie et cruauté.

Les principaux auteurs de l'attaque de la Villette sont Blanqui, Eudes, Granger, Caria, Pilhes, ex-représentant du peuple, Flotte, qui arrivait de Californie. Tridon était malade et n'a pu se trouver sur le terrain.

Voilà une singulière collection de Prussiens!

BASILE JOURNALISTE

18 septembre 1870.

Le *Siècle* fait la guerre aux jésuites. Pourquoi ne garde-t-il pas un peu de sa poudre pour certains de ses rédacteurs, qui pourraient rendre des points à Basile?

Quel lecteur de la *Patrie en danger* devinerait que le citoyen Blanqui *souffle le doute et le découragement,* s'efforce de persuader à l'ennemi que *nous sommes un peuple de lâches,* que la patriotique exaltation de *Paris* n'est qu'un simulacre et une boursouflure, que *Paris* joue la comédie de la guerre, que *Paris* est pourri par l'égoïsme, etc., etc., etc. ?

Où donc le *Siècle* a-t-il lu une seule de ces belles choses?

Le citoyen Blanqui a dit qu'il y a dans Paris deux courants, celui du dévouement et celui

de l'égoïsme ; il redoute fort le triomphe du dernier.

Il n'y a qu'un cri sur cet antagonisme; il saute à tous les yeux. Faut-il mettre les points sur les i pour fermer la bouche aux calomniateurs ? — Nous les mettrons.

La paix ignominieuse, le journal *la Patrie en danger* la combat et en dénonce quotidiennement les prodromes trop visibles. Elle a pour représentants M. Thiers et ceux qui l'ont envoyé mendier la compassion des gouvernements monarchiques, nos ennemis naturels. Ceux-là sont depuis longtemps les bons amis du *Siècle*, et leur tendresse pour le citoyen Blanqui irait volontiers, dans l'occasion, jusqu'à le faire fusiller. Quelques-uns y poussaient de tout leur cœur, lorsque Palikao lui préparait un piquet de douze hommes, pour l'instant où il serait pris.

Qui donc oserait soutenir qu'il n'y a pas à Paris des partisans d'une paix à tout prix? Ils ne forment qu'une minorité, c'est vrai, mais cette minorité est puissante par la fortune et par l'influence, et le Gouvernement est son très-humble serviteur.

Et voilà pourquoi *le doute envahit notre âme*, au soupçon *d'un immense mensonge*. Voilà pourquoi nous craignons que la *comédie de la guerre* n'aboutisse à une paix ignominieuse.

Il est commode, quand on veut signaler un

homme aux vengeurs, de travestir ses paroles et de lui prêter des idées diamétralement contraires à celles qu'il exprime. Il est facile de calomnier, en supposant destinées à *Paris* lui-même, les objurgations qu'on adresse à ceux qui le bernent et le mystifient.

Mais c'est beaucoup d'audace dans la calomnie, que de tenir un tel langage en présence de phrases comme celle-ci : « Qui l'emportera, l'enthousiasme des masses ou la ruse du petit nombre ? »

Le citoyen Blanqui, du reste, n'ignore pas le motif de l'attaque du *Siècle*. On le désigne aux fureurs des champions de l'ordre, parce qu'il ne veut plus être complice par son silence d'une politique dont il n'a jamais été dupe. Il se taisait, parce que l'ennemi est aux portes. Mais les circonstances deviennent trop graves pour que l'apparence même d'un assentiment ne pèse pas à sa conscience.

Oui, la *résistance n'est qu'à la surface*. Cette surface, c'est la grande majorité de la population, et le *dessous qui rampe*, ce sont les négociations de paix honteuse et les égoïstes qui font leur force. Ils ne seraient rien sans le Gouvernement. Ils sont tout, parce que le Gouvernement est à leur dévotion. La majorité héroïque de la surface est traîtreusement minée en dessous par les lâches de la minorité.

Tous n'ont pas fui, en mettant la clé sous la

porte. Il en reste plus qu'il ne faut pour nous perdre. Que ne sont-ils partis jusqu'au dernier, en laissant leurs demeures, plus utiles qu'eux. Ils sont une peste, leurs maisons une ressource.

Oui, Paris est frémissant, mais il n'est pas le maître. Il a un maître, le Gouvernement. Que le *Siècle* ne feigne pas de l'ignorer et ne substitue pas jésuitiquement la cité héroïque aux quémandeurs de médiation.

Si notre journal arrive jusqu'aux Prussiens, il ne leur apprendra rien. Ils savent trop qu'il y a au sein de la capitale deux partis : celui de la guerre à outrance, celui de la génuflexion. Auquel appartient le *Siècle*, auquel appartient la *Patrie en danger*, le public saura bien le reconnaître. Il distinguera surtout l'escobarderie et la sincérité. Les chevrons de Basile ne lui imposeront pas.

Donnons acte au *Siècle* d'une amende honorable qu'il a jugé utile de faire. A la fameuse formule de Jules Favre, « ni un pouce du territoire, ni une pierre des forteresses, » il a daigné ajouter : « ni un écu d'indemnité. »

A la bonne heure! Le *Siècle* se décide à repousser la paix vendue. Il proteste contre les saignées à blanc par la lancette prussienne.

Nous sommes heureux de cette déclaration. Mieux vaut tard que jamais. Qu'il tienne bon et ne se démente pas lui-même. A vrai dire, nous

n'avons pas une confiance sans bornes dans sa ténacité.

La contradiction lui coûte peu. Son premier-Paris voue aux dieux infernaux le citoyen Blanqui pour cause d'influence décourageante, et quelques lignes plus loin, il paraphrase, en se l'appropriant, un article de ce *décourageur* contre les bravacheries et les rodomontades des *saltimbanques, des pîtres.*

Le citoyen Blanqui était moins dur à ces pourfendeurs. Cela n'empêche pas que le *Siècle* ne le dénonce avec véhémence comme un *décourageur* et un découragé.

Ce prétendu contempteur de Paris a été élu à l'unanimité chef de bataillon par quinze cents énergiques citoyens de Montmartre. Ce n'est point apparemment, parce qu'il leur a mis la mort dans l'âme, et leur a sonné aux oreilles le glas de la patrie. C'est plutôt parce qu'ils ne traduisent pas en Basile les articles de la *Patrie en danger.*

Une fois de plus, précisons nettement notre pensée. Le Paris de l'intelligence et du travail veut la défense à outrance. Il bondit d'indignation à l'idée d'une soumission ignominieuse. Que les Prussiens sortent du territoire, ou qu'ils y restent pour le fumer. Si une indemnité est due, c'est par les ravageurs, non par les ravagés.

Le Paris du luxe et de la luxure brûle de re-

trouver, au prix de l'honneur, ses saturnales perdues; il n'a que trop voix au chapitre. C'est lui, jusqu'à présent, qui a fait la loi, qui la fait encore peut-être. C'est lui qui est la *soumission* et l'*opprobre,* caché derrière l'héroïsme.

Le *Siècle* doit en savoir quelque chose, car il touche de plus près à ce monde que les petites gens de la *Patrie en danger.*

LA RÉACTION

—

19 septembre 1870.

Le 4 septembre, devant la grandeur du péril, les Républicains, d'un mouvement unanime, ont abjuré toute dissidence et offert leur concours au Gouvernement provisoire.

Il y avait une condition à ce concours, la défense en commun et à outrance contre l'envahisseur étranger.

Personne n'abdiquait l'usage de sa raison et de ses yeux. Une question restait palpitante devant toutes les pensées : « La patrie est-elle énergiquement défendue? »

Chacun des jours écoulés a répondu avec tristesse : « Non! »

C'est en vain qu'on a prétendu séparer la cause de l'indépendance de celle de la liberté. En France, les deux n'en font qu'une.

L'empire a trahi et il est tombé, parce que d'une main il essayait de combattre le dehors, et que de l'autre il comprimait le dedans. Sa main gauche a paralysé sa main droite. Il a perdu nos armées et laissé le pays roulant dans l'abîme.

Hélas ! cette leçon n'a pas servi.

Après un moment d'enthousiasme et quelques simulacres de concorde, le funèbre antagonisme a reparu. Il grandit toujours plus menaçant. La situation du mois d'août s'est refaite. Le Gouvernement provisoire n'est qu'une pâle contrefaçon de l'empire.

A son tour, il craint plus la Révolution que la Prusse, et prend ses précautions contre Paris, avant de les prendre contre Guillaume. Il se hérisse de soupçons et d'hostilité envers le peuple.

Quel est le coupable de cette rupture? Qui a failli le premier aux conditions de l'alliance? Elle s'était conclue sur le terrain de la défense nationale. Le pouvoir nouveau n'est-il pas sorti le premier de ce programme?— Il n'y est pas même entré une seule minute.

Certes, après le 4 septembre, la cause de l'empire et celle de la Prusse se sont aussitôt confondues. Guillaume et Bonaparte sont deux alliés. Disons mieux. La monarchie, quelle qu'elle soit, est aujourd'hui coalisée avec l'invasion contre la République, et la République, c'est la France.

Si une paix ignominieuse démembre le territoire ou rançonne la nation, quel en sera le bénéficiaire en commun après l'ennemi? Un monarque. C'est au profit d'une monarchie que la France sera disloquée ou mise à sac.

Si donc il y aurait injustice à voir dans tous les monarchistes des auxiliaires actifs de l'invasion, — certes, on n'est pas tenu à la même indulgence envers les fonctionnaires de l'empire, mendiants de places sous tous les pouvoirs corrompus.

Dès le premier jour, leurs fureurs ont éclaté contre la République. Ils ont ouvertement passé à l'ennemi, ils sont ses pionniers et ses recruteurs. Inutile de raconter leurs exploits. La presse est gorgée des récits de ces trahisons.

Demander la révocation de ces traîtres, était-ce violer le pacte de concorde?

Maintenir leur autorité, n'était-ce pas se rendre solidaire de l'usage criminel qu'ils en font?

Depuis le 4 septembre, les Républicains supplient le Gouvernement de destituer les maires et les juges de paix, ces instruments serviles de la tyrannie, aujourd'hui artisans de complots et de désorganisation.!

Le gouvernement reste sourd et muet.

Paris ne cesse de réclamer le licenciement et la dispersion des anciennes forces de police qui ont

laissé de si sanglants souvenirs. — Le gouvernement reste sourd et muet.

Seulement, le préfet de police transforme ironiquement les gardes municipaux en gardes républicains, et les sergents casse-tête en *gardiens de paix*. Dès aujourd'hui le pouvoir s'appuie complétement sur ces milices abhorrées.

Plaintes, reproches, prières, supplications viennent expirer devant l'implacable inertie du parti pris. On ne répond que par des appels moqueurs au calme et à l'obéissance. On exploite avec cynisme le dévouement et la douleur des patriotes.

Le mot : « *Union* » est devenu l'arme de guerre de tous les ennemis de la liberté. Qu'on le sache bien, concorde, pour les Républicains, ne signifie pas asservissement aux contre-révolutionnaires. Ils veulent l'union pour le salut et non pour la ruine de la République.

LE ROI DE PRUSSE

ET LE

GOUVERNEMENT PROVISOIRE

—

20 septembre 1870.

Le roi de Prusse vient de publier à Reims un manifeste qui déclare l'empereur Napoléon III le seul souverain légitime de la France, et le pouvoir actuel un pouvoir intrus et usurpateur, émané d'une faction parisienne.

Par ce manifeste, Guillaume, au nom d'une mission divine, se proclame suzerain et arbitre de la France, confirme et annule, de par sa volonté suprême, les pouvoirs qui gouvernent ce pays vassal, et intime au comité de défense nationale l'ordre de convoquer une assemblée, chargée de formuler en lois les oukases prussiens.

Le Gouvernement provisoire a obéi. Devant ce geste insolent, il a abdiqué son mandat, et s'est humblement soumis aux injonctions du roi de

Prusse. Il lui reconnaît le droit d'infirmer ou de valider, à sa fantaisie, les décisions du peuple français, et s'empresse de convoquer, le 2 octobre, une Constituante qui satisfera aux désirs de Guillaume le Victorieux.

Cette assemblée sera élue sous l'oppression des fonctionnaires impériaux, maintenus en place par le Gouvernement de l'Hôtel de ville. La terreur des Prussiens, la perspective de Bonaparte ramené dans leurs fourgons, les calomnies des séides impérialistes, la vue des champs ravagés, des villes pillées et incendiées arracheront aux populations un suffrage atterré.

La Constituante prusso-bonapartiste rétablira sur les cadavres des Français et les ruines de leurs cités le préfet prussien qui passera de l'antichambre de Guillaume au trône de France.

En se prosternant devant la cravache allemande, en livrant notre pays infortuné au misérable qui l'a déshonoré et précipité dans l'abîme, le Gouvernement de la défense nationale a donné sa démission.

Déjà son mandat était plus que douteux, car il émanait d'une chambre perdue d'infamie.

Ses actes ont été dignes de son origine.

Tout ce qui conserve dans son âme le sentiment de la patrie s'est soulevé d'indignation contre les hommes qui signent la honte et la ruine de la na-

tion par leur obéissance servile au roi de Prusse. L'anéantissement de la France est au bout du décret du 16 septembre, qui fixe les élections municipales au 25 septembre et les élections législatives au 2 octobre 1870.

Déjà le corps municipal de Paris a protesté tout entier, avec énergie, contre cette mesure néfaste. Cela ne suffit pas. Le comité de défense nationale a failli à tous ses devoirs, il ne défend pas le pays, il le livre à la Prusse. Il est frappé de déchéance; il doit disparaître.

Mais ce n'est point la province foulée aux pieds des chevaux prussiens, ou tenue avec la terreur et l'imposture sur la gorge, qui peut avoir qualité pour représenter la France. Elle n'est point libre, elle ne s'appartient plus. Il faut, pour lui rendre la virtualité française, que les hordes allemandes soient balayées du sol et les traîtres châtiés de leurs crimes.

Partout, les citoyens d'énergie et de courage se rallient à l'idée de résistance. Ils approuveront, ils salueront avec enthousiasme les mesures de salut.

Seule donc, la France en armes représente la nationalité debout en face de l'envahisseur. Toute la vie du pays s'est concentrée dans cette élite puissante, l'image et l'égide de la patrie. C'est à elle de gouverner en même temps que de combattre.

Quatre cent mille Parisiens, cent cinquante mille mobiles accourus de tous les points de la contrée, cent mille soldats de ligne, voilà aujourd'hui la France! — la France, l'épée à la main devant les Barbares.

Qu'elle choisisse le Gouvernement, qu'elle investisse de sa puissance ceux qu'elle juge dignes et capables de la conduire à la délivrance. Qui donc oserait contester ses droits? Serait-ce cette collection d'incapacités, produit des dernières convulsions d'une assemblée d'ignominie?

Tous les Républicains, malgré une profonde répugnance, lui avaient offert leur dévouement et leur concours. Il n'a usé de cette assistance que pour creuser encore l'abîme ouvert sous nos pieds par Bonaparte.

On a tout supporté, mais la mesure est comble. Se courber sous la dictature prussienne, se faire les préfets ou plutôt les huissiers de Guillaume, c'est trop. Les six cent mille baïonnettes qui sont aujourd'hui toute la France, concentrée dans Paris, ont seules le droit d'exprimer la volonté nationale.

Que la population parisienne tout entière, de vingt ans et au-dessus, que les gardes mobiles, les troupes de ligne se réunissent sous les armes, et, votant par bataillon, élisent un Gouvernement de neuf membres, une dictature de la guerre, chargée

de combattre à outrance, jusqu'à l'anéantissement des hordes germaniques.

Les municipalités de Paris veilleront seules aux opérations du scrutin et prendront toutes les mesures nécessaires pour y maintenir l'ordre et la liberté.

Où sera le factieux assez hardi pour s'opposer à cette manifestation souveraine?

DU FER ET DU PLOMB !

—

22 septembre 1870.

La situation n'est plus tenable et ne saurait se prolonger sans catastrophe.

Comment vivre dans cette contradiction mortelle: un Gouvernement de défense nationale qui ne veut pas se défendre ?

Le pays a vu la guerre avec horreur, presque avec désespoir. Il n'y a été jeté que par une trahison. Mais si la guerre était un crime le 6 juillet, — au 20 septembre, le crime, ce serait la paix.

L'Hôtel de ville ne peut-il donc le comprendre?

Ce n'est point l'heure des récriminations. Il faut bien rappeler cependant qu'au 6 juillet, les Républicains repoussaient la guerre presque avec fureur, comme fatale en même temps et à la France et à l'idée républicaine qui est la vie.

Le parti conservatiste, au contraire, l'a voulue comme instrument de contre-révolution.

Aujourd'hui les situations sont retournées, mais les rôles restent les mêmes. Les conservatistes trament sournoisement le crime de la paix, pour renverser la République, dût la France en périr.

Le parti de la Révolution exige hautement la guerre à outrance, unique chance de salut pour la nation.

Elle ne se relèverait pas de la chute que le conservatisme lui prépare. Le démembrement et la spoliation ne seraient que les moindres de ses malheurs.

Le coup mortel, c'est l'opprobre.

Il est des moments dans l'histoire qui rayent un peuple de la liste des sociétés humaines. Sa vie morale s'éteint; il descend les marches du sépulcre, et ne les remontera jamais.

Nous sommes au bord de cette tombe creusée par Bonaparte.

La réaction veut nous y précipiter. Elle n'a pu, comme elle l'espérait, perdre la France par l'exploitation de la victoire; c'est à la défaite qu'elle demande la réussite de ses complots.

Elle veut livrer à la monarchie le cadavre de la France. Peu lui importe que la proie qu'elle livre soit vivante ou morte.

Nous demandons que toutes les armes, contenues dans les arsenaux de Vincennes et du Mont-Valérien, soient immédiatement transportées à Paris,

et que ce transport se fasse avec la plus grande activité par l'emploi simultané d'un nombreux personnel et d'une grande quantité de voitures.

Déjà hier on redoutait l'interception des communications entre le Mont-Valérien et Paris. L'ennemi occupe en grande force l'ouest de la ville. Il a intérêt à nous priver des armes renfermées dans la citadelle, et qui y sont en quantité considérable aussi bien qu'à Vincennes.

La défaite d'hier nous annonce que bientôt la capitale ne comptera plus d'autre garnison que les gardes nationales sédentaire et mobile.

Les mobiles ont des chassepots. La garde nationale n'en a pas. Les soixante anciens bataillons sont armés de fusils à tabatière. Les nouveaux, les plus nombreux et les plus énergiques, n'ont que de mauvais fusils à piston, incapables d'offrir une protection sérieuse.

Va-t-on, par incurie, priver des bonnes armes des deux citadelles l'innombrable multitude des ouvriers qui, par l'insuffisance des mauvaises, restent réellement désarmés?

Ce serait une véritable trahison de ne pas rentrer sur-le-champ dans Paris tout le matériel d'armes qui se trouve à Vincennes et au Mont-Valérien.

Depuis le 4 septembre, le Gouvernement de la prétendue *défense nationale* n'a eu qu'une pensée :

la paix,— non pas la paix victorieuse, ni même la paix honorable, mais la paix quand même. C'est son rêve, son idée fixe.

Il ne croit pas à la résistance, il croit au triomphe infaillible des Prussiens. Cette perspective n'a pas cessé une minute d'obséder son esprit, et dans les hautes régions officielles, cette conviction ne rencontre point de contradicteurs.

Est-on bien disposé à combattre quand on a la certitude de la défaite? A quoi bon organiser une défense, jugée d'avance inutile et impuissante?

Ce fatal préconçu ne peut aboutir qu'aux catastrophes. Le découragement et l'incurie les préparent, et quand elles sont accomplies, on se targue de sa prévoyance. « Je l'avais bien dit! » s'écrient les auteurs responsables du malheur public.

Ainsi périssent les nations.

Allons-nous sombrer dans cet abime? La France, mise à feu, à sang et à sac, va-t-elle en sus donner un pourboire de plusieurs milliards à ses dévastateurs, payer à la fois sa ruine et sa honte?

Paris, malgré tant de fautes militaires, Paris est encore debout. Gardons notre argent pour acheter du plomb et du fer. Un million de chassepots nous coûterait cent millions. C'est la cinquantième partie de ce qu'on exigera de nous.

Point d'or pour les Prussiens! Du fer et du plomb.

PARIS BERNÉ

26 septembre 1870.

Les chefs de bataillon de la garde nationale et les délégations populaires ont demandé, le 19 septembre, l'ajournement des élections municipales de province et des élections législatives.

Le gouvernement n'a répondu que par des discours d'apparat et de vagues protestations. Seulement, il a fait répandre le bruit que les élections n'auraient pas lieu.

Le peuple s'est laissé prendre à ces promesses.

Mais le décret du 16 septembre, qui fixe au 25 septembre les élections municipales des départements n'est point révoqué et conserve force de loi.

Demain 25, il sera mis à exécution, et si, dans les villes, il apporte quelque force à la République,

il va livrer les campagnes à la monarchie, parlons net, au roi de Prusse. Car la coalition est consommée entre les factions monarchiques et l'envahisseur.

Les phrases hypocrites de quelques journaux servent uniquement de couverture à la manœuvre décisive qui nous met presque au pouvoir de l'ennemi. Demain, toutes les influences contre-révolutionnaires seront debout dans les communes rurales, affolées de terreur, et leur triomphe ne rencontrera pas d'obstacle. On verra une seconde édition du désastre plébiscitaire. Le vainqueur, cette fois, ne sera plus Bonaparte, mais Guillaume, ou plutôt, ces deux bons amis et alliés sortiront ensemble du scrutin paysan.

Et qui sait si une victoire plus complète encore n'est pas réservée à la contre-révolution? L'ajournement des élections législatives n'est annoncé que ce matin, 24 septembre, dans le *Journal officiel.* Les députations populaires l'avaient sollicité le 19, alors que les communications avec le pays étaient ouvertes.

Elles sont fermées aujourd'hui. Le décret ne pourra pas franchir les lignes d'investissement et restera inconnu des provinces. Les aristocraties, d'ailleurs, ne seront pas pressées d'exécuter un ordre qui met à néant leurs plus chères espérances. Elles voudront profiter du blocus de Paris qui laisse

le champ libre à leurs complots, et elles passeront outre aux élections législatives.

Ce que sera cette prétendue Constituante, nous le saurons peut-être trop tôt.

Choisie par les réactions coalisées, elle s'assemblera dans quelque ville de province et prononcera la déchéance de Paris. Elle lui commandera, au nom de la nation, de mettre bas les armes, sous peine d'être déclarée rebelle.

Chimère, dira-t-on, il n'y aura point de Constituante, puisque les élections sont ajournées. Dans tous les cas, elles seraient nulles.

Nulles! on verrait bien si une assemblée, élue par le suffrage universel, en vertu d'un décret réputé en vigueur, baisserait pavillon devant une commission sans mandat, et si ce fantôme de Gouvernement pourrait, à son caprice, faire rentrer dans le néant une émanation de la volonté nationale.

On saurait alors ce que valent ces beaux serments de mourir, étalés dans tous les journaux, immense et hideuse mystification, dont les factions monarchiques ont seules le secret et la puissance.

« Lutte à mort! » tel est aujourd'hui le mot d'ordre vociféré aux oreilles naïves. Vienne la Constituante prusso-bonapartiste qui nous crie : « A genoux! » Et ce sera un prosternement universel.

Oh! les précédents sont connus! aussi connus qu'inutiles. L'expérience du passé ne profite jamais aux générations vivantes.

1848 ne sauvera pas 1870 d'un naufrage plus profond encore. Alors la liberté seule a péri. Demain périraient ensemble la liberté, l'indépendance, la patrie. La trahison siégerait souveraine par la volonté des comices.

Pourquoi ces idées sinistres? — Le *Journal officiel* n'annonce-t-il pas l'ajournement des élections? Soit! Mais le décret du 16 septembre n'est point rapporté. Un décret est un décret jusqu'à suppression officielle, et ne peut être annulé par une phrase dépourvue des formules sacramentelles.

Quel compte les aristocraties provinciales tiendront-elles de deux lignes sans valeur, à supposer que ces lignes arrivent sous leurs yeux? On peut douter qu'elles leur soient sérieusement destinées.

Malheur à nous, si cette Constituante vient au monde, même par bâtardise! Barricades, bataillons et baïonnettes tomberont des mains, comme au son de la trompette de Jéricho. Un souffle de la Paysannerie précipitera Paris aux pieds du roi Guillaume.

Puissent ces craintes n'être qu'un excès de défiance!

LES NÉCESSITÉS DE LA DÉFENSE

28 septembre 1870.

Le péril grandit. L'heure des mesures décisives est arrivée.

Depuis l'investissement, Paris est comme un îlot au milieu de l'Océan, où des naufragés ont trouvé refuge. L'activité sociale, sous peine d'une catastrophe, ne peut plus conserver le caractère individuel.

La ville a des approvisionnements pour trois mois; or, le siége ne date que de cinq jours, et déjà toutes les denrées enchérissent rapidement.

Cela se concevrait, si les vivres étaient rares. Mais ils abondent. L'emportement de la hausse n'a donc ni cause légitime, ni excuse. Il ne s'explique que par la cupidité.

Aujourd'hui, la population parisienne en armes

est le dernier rempart de la nationalité. Elle répond de la France. Elle ne peut pas rester à la merci des égoïsmes. Chaque homme armé est une des ressources suprêmes de la patrie. Sa vie appartient tout entière à la défense. Ni lui ni sa famille ne doivent être les jouets de la spéculation.

Qu'on ne s'y trompe point. Une situation terrible vient de naître. Elle nous prend à la gorge. Impossible de lui résister.

Chose étrange ! Une idée sociale, débattue depuis trente ans par la presse, objet de raillerie pour les uns, de terreur pour les autres, surgit tout à coup du fond de nos désastres, non plus comme une vaine matière à polémique, mais comme une nécessité inéluctable.

L'utopie de la communauté s'impose brutalement à la grande capitale de la civilisation, réveillée en sursaut d'une orgie de Sardanapale. Et elle n'est point ici le résultat naturel de la perfectibilité humaine, ainsi que l'espèrent ses adeptes, mais une irruption soudaine, foudroyante. Il faut la subir ou périr.

La solde des gardes nationaux coûte plus de 600,000 francs par jour. Le gouvernement déclare qu'avant huit jours les caisses seront vides. Et cependant, on doit faire face à une foule d'autres dépenses, toutes urgentes.

Il est manifeste que le procédé habituel de l'é-

change n'est plus applicable à la vie sociale. Ses conditions ont disparu. La loi de l'offre et de la demande a cessé d'exister, car elle repose sur la liberté des transports et de la locomotion qui est complétement supprimée.

Hommes et choses sont également sous les verrous prussiens. Deux millions d'êtres humains se trouvent enfermés avec trois mois de vivres qui ne peuvent plus être renouvelés. La souveraineté de la monnaie livrerait à une mort certaine les quatre cinquièmes de la population. Les plus solides défenseurs de la patrie succomberaient les premiers.

Néanmoins, l'argent peut régir encore la plupart des transactions, mais les vivres et les moyens de chauffage doivent être répartis par tête, ration égale pour tous, sauf les différences d'âge.

Quant aux vêtements, la population entière y a aussi le même droit, dans la mesure du nécessaire. Le luxe, sous ce rapport, peut rester le privilége de la fortune. Le prolétaire n'y tient pas.

Donc, il s'agit de dresser sur-le-champ un inventaire général de tout ce qui est *comestible*, et d'en régler la distribution quotidienne d'après la loi de l'égalité. Les femmes ont surtout mission pour présider à l'organisation de ce grand travail.

Des peines de la plus extrême rigueur frapperont les malversateurs.

Dès ce moment, tous les citoyens appartiennent à la défense et doivent être requis suivant leurs aptitudes et leur profession. Tous aussi, depuis 18 jusqu'à 60 ans, sont astreints au service militaire et aux travaux relatifs à la défense.

En l'absence des réquisitions faites dans ce but, chacun demeure libre de son temps et de ses occupations.

L'imprimerie est considérée comme service public et maintenue dans ses conditions actuelles, sauf l'appel aux armes pour le combat.

L'état quotidien des existences en magasin pour les *vivres*, sera publié officiellement.

Si le siége se prolonge, les rations seront réduites.

Paris ne doit pas se rendre et ne se rendra pas.

Paris est un navire en détresse dans la tempête. Tout le monde est sur le pont, tout le monde à la ration et à la manœuvre.

Sinon, le naufrage.

QUESTION DE VIE OU DE MORT

3 octobre 1870.

Il est impossible que la situation se prolonge. A tout prix, il faut l'arracher de ces sables mouvants où l'on se sent engloutir peu à peu.

Tout se dresse contre la patrie, avec une menace sourde et sombre. La famine, l'ennemi, la trahison, nous enserrent et se disputent nos lambeaux. Le jour, le jour dans ces ténèbres, ou nous périssons !!

Et d'abord, que se passe-t-il à Tours ?

Isolé du monde, Paris reste à la merci de ceux qui ont toujours conspiré sa perte. On ne l'affronterait pas en face. Enfermé dans sa prison prussienne, sa captivité donne du cœur aux traîtres et leur permet d'ourdir les trames.

On dit que Crémieux et son pâle cortége sont

noyés dans le flot légitimiste soulevé par la tempête. On dit que cette émanation du Gouvernement central n'est plus qu'une ombre, servant de drapeau aux reconstructeurs du passé.

On dit que Fourichon, l'homme du légitimisme, le bourreau des Républicains, le tortureur de Cayenne, règne en maître à Tours et prépare les logements de Henri V.

Qui l'a nommé, ce monstre? qui l'a investi de ces pouvoirs qu'il tourne contre la République? On ne se laissera plus endormir par cette phraséologie des fourbes : « Un vieux guerrier, couvert de gloire, blanchi sous le harnais, etc., etc. »

La conspiration est flagrante en province. Elle s'ourdit à Paris dans l'ombre et le mystère, avec toutes les ressources de l'astuce et du jésuitisme.

La calomnie se déchaîne comme en 1848. Nous savons ce que c'est..., le marchepied de l'échafaud, le prélude de la proscription.

Et la défense, où en est-elle? au mensonge et aux simulacres. Paris n'a jamais été défendu, il ne l'est point, il ne le sera pas. On cultive le Prussien comme une ressource contre la *Démagogie*.

La *Démagogie* fera tête et ne se laissera point égorger, qu'on le sache bien. Elle a été débonnaire en 1848. Elle était seule en cause, et s'est abandonnée au couteau.

En 1870, elle est la Patrie. Elle défendra la Pa-

trie avec les ongles et avec les dents. Aux hurlements et à l'audace de la réaction, elle a compris le danger, et les traîtres n'échapperont ni à sa perspicacité, ni à sa vengeance.

Oh! nous comprenons à demi-mot, il ne faut pas être sorcier pour deviner ce que *décréter* veut dire.

« Il ne sera plus formé de bataillons nouveaux, dites-vous, parce qu'il ne reste plus d'armes disponibles. »

Traduction : « Assez de bataillons populaires sortant des pavés, à l'appel de la démocratie! Assez de démagogues armés pour une République que nous abhorrons. Plus d'armes, plus de bataillons! »

Mensonge! les fusils ne manquent pas. Ouvrez les portes des arsenaux, qu'on les inspecte et qu'on les fouille. Nous ne croyons plus sur parole. Il y a des armes. Livrez-les au peuple. Le peuple veut combattre pour de bon. Il ne veut pas d'un semblant de résistance. Encore une fois, ouvrez les arsenaux, qu'on sache ce qu'ils ont dans le ventre. Si on ne nous laisse pas voir de nos propres yeux, nous dirons : « Vous mentez et vous trahissez! »

Et les élections? Compris encore. Le mot vrai a été prononcé par le *Journal officiel* : « L'intention du Gouvernement est toujours de faire procéder, dans le plus bref délai possible, *à toutes les élections.* »

« A *toutes* les élections. — » Cela signifie : « Aux élections législatives. » La municipalité de Paris sert de couverture et de prétexte. On la met en avant pour faire passer une Constituante. La Constituante ! C'était le mot des réacteurs en 1848. C'est leur cri en 1870.

En appeler au peuple des campagnes abruti par vingt ans de compression, affolé par la terreur prussienne, égaré par les calomnies contre-révolutionnaires, telle est la suprême ressource de la trahison. Quant à Paris qui voit clair, grâce à la discussion, Paris est suspect, honni, dénoncé aux fureurs et aux stupidités provinciales.

On veut des élections législatives qui nous livreraient à l'ennemi, on ne veut pas des élections parisiennes qui sauveraient la France par la République.

Car, la République, nous ne l'avons pas plus aujourd'hui qu'en 1848. Nous avons son masque sur la face de la contre-révolution. Ce masque pèse à ceux qui le portent, et il leur tarde de le jeter.

Il nous tarde aussi de l'arracher à nos adversaires, et de les regarder au visage. Ce jour-là sera le grand jour.

LA DICTATURE MILITAIRE

—

4 octobre 1870.

Le général Trochu ne jouissait pas d'une énorme réputation de civisme : il ne passait point certainement pour un républicain farouche, ni pour un républicain édulcoré, ni même pour un républicain tout court.

Personne ne lui a jamais infligé cette épithète inconvenante : « Républicain. » Ce serait de l'injustice, presque de la calomnie. M. le général Trochu est Breton, pieux catholique, homme de monarchie et d'église. Il est aujourd'hui dictateur de la République, car il ne faut point prendre des fantômes pour des vivants.

Le Gouvernement de la défense nationale est une apparence. M. Trochu est une réalité. Des avocats éperdus, ne sachant où donner de la tête,

se cramponnent à un général posé par le hasard et les circonstances.

Les Prussiens sont là ; il faut les contenir. On a un général sous la main ; peu importe d'où il arrive, qui l'a jeté à la tête des choses. Il est en pied, il dirige l'armée et la défense. Il a vingt jours de pouvoir déjà.

C'est un siècle, c'est presque la constitution d'une dynastie. Peut-on détrôner une dynastie du jour au lendemain ? Qui donc la remplacerait ?

L'avocat est tout-puissant, dans le silence des armes. Mais, quand l'ennemi est aux portes, son prestige s'évanouit. La force passe à l'épée. Il y a bien des épées. M. Trochu est la première venue ; il fait donc ce que ferait le premier venu : il combat peu et politique beaucoup.

Si du moins il combattait bien ! Par malheur, il ne fait pas merveille, malgré ses chassepots. On le croyait un aigle de guerre. On s'aperçoit qu'il ne plane pas si haut. Les grands événements portent les grands hommes, ils laissent choir les petits.

On a donné au hasard la dictature militaire, sans regarder aux titres. La voici à l'œuvre. En politique, nous la connaissions déjà ; sur le terrain, beaucoup moins : il est plus facile de rendre des décrets que de gagner des batailles. Nous savions cela depuis deux mois, à supposer qu'on l'eût

ignoré auparavant. Nous le voyons plus nettement aujourd'hui.

Le Gouvernement de la défense nationale s'est effacé devant la suprématie militaire qui, à certaines heures, décide du sort des nations. A-t-on lieu de s'en féliciter ?

Quelle figure cette suprématie a-t-elle faite devant les Prussiens ? Elle a perdu la bataille de Châtillon. Elle vient de perdre celle de Chevilly.

Paris renferme près de 600,000 hommes en armes. C'est plus que n'a l'ennemi. Accordons aux Prussiens la supériorité de l'armement, de la tactique, de la discipline. C'est beaucoup, mais le nombre est quelque chose aussi, la bonne volonté et l'enthousiasme encore davantage.

Pourquoi, au mépris des règles, au mépris des derniers enseignements, se heurter contre la force numérique ? Pourquoi hasarder une attaque avec 15 ou 18,000 soldats, quand on a une garnison de 600,000 hommes ? L'échec n'était pas douteux. Est-ce pour de tels profits qu'on a créé la dictature ?

J'entends bien la réponse : « Ces 600,000 hommes ne sont qu'un chiffre vide. En réalité, on n'en a pas 150,000 sous la main. Le périmètre des forts, celui de l'enceinte, occupés, les réserves distraites, que reste-t-il ? »

Peu de chose en effet, tout juste assez pour se

faire battre et provoquer le découragement. Mais si l'on n'a que si peu de monde, à qui la faute ?

Pourquoi les 400,000 gardes nationaux, — disons 250,000, afin de rester dans le vrai, — pourquoi cette armée n'est-elle qu'un simulacre ? Parce qu'on la redoute, et qu'on la tient pour un danger, non pour un appui ; parce que les réactionnaires ont peur de la Révolution plus que de Guillaume et de Bismark.

La dictature actuelle est contre-révolutionnaire, personne n'en peut plus douter. Elle sauverait de grand cœur la France des Prussiens, si ce n'était pour la donner à la République. Or, la République, elle l'abomine.

Les 250,000 gardes nationaux des faubourgs seraient une armée révolutionnaire. Voilà pourquoi on ne veut pas qu'ils soient une armée.

On leur donne des armes. Dérision ! Ces armes sont des sabres de bois. Encore effraient-elles dans leurs mains. De toutes parts, les bataillons surgissent. Assez, assez de ces bataillons ! Même désarmés, ils épouvantent.

Mis sur pied de guerre, ils suffiraient pour avoir raison de l'ennemi. On n'aurait besoin de personne. Mais s'ils détruisaient les Prussiens, ils fonderaient la République. Et la réaction crie au fond de son âme : Périsse la France plutôt !

LE PÉRIL GRANDIT

5 octobre 1870.

Toul et Strasbourg sont pris. 80,000 hommes et l'artillerie de siége vont renforcer les Prussiens. On est sans nouvelles de la province. L'ombre s'épaissit autour de nous.

Pourquoi le Gouvernement fait-il les ténèbres? Pourquoi cache-t-il ses dépêches? D'après l'*Électeur libre,* bien placé pour savoir, l'Hôtel de ville a reçu du citoyen Crémieux un long rapport qui lui a fait éprouver une douloureuse surprise.

Pas un mot de ce rapport dans le *Journal officiel,* pas même une simple allusion.

Est-ce donc ainsi qu'un Gouvernement doit traiter Paris assiégé, Paris qui lui a imprudemment confié le sort de la France?

Lorsque toutes les poitrines sont haletantes d'anxiété, attendant une parole du pouvoir, pour

craindre ou pour espérer, le pouvoir se tait ; il cache les nouvelles graves qui lui parviennent, il trompe la cité.

Il a dit la prise de Strasbourg et de Toul, c'est vrai. Mais pourquoi ? Parce qu'il s'agit d'un fait de guerre qui ne dépendait pas de lui, et dont la responsabilité ne lui incombe que pour une faible part.

Les événements de Tours, au contraire, pèsent de tout leur poids sur son incapacité et ses funestes tendances : à travers les hiéroglyphes de M. Picard, on devine aisément que M. Crémieux a laissé perdre la situation en province, et compromis, peut-être d'une manière irréparable, les destinées de la patrie.

Tout est ambigu, obscur et menaçant dans ce style d'hiérophante. « Nous sommes convaincus, dit la feuille Picard, que l'amiral Fourichon fait son devoir et met tout en œuvre pour organiser la défense nationale. »

Cela signifie qu'elle est convaincue du contraire, et ce qui accentue davantage cette signification, c'est le regret exprimé par le journal que des commissaires généraux énergiques n'aient pas été envoyés en province.

« Le Gouvernement n'en est pas à se repentir de cette négligence, » s'écrie l'écrivain, et il demande la révocation immédiate du Gouvernement

de Tours ; son remplacement par des commissaires généraux expédiés en ballon.

Ce langage est fait pour donner de justes alarmes. M. Picard n'est pas un républicain tellement ardent, qu'il n'y ait lieu d'être frappé de surprise en le voyant tourner court aux mesures révolutionnaires.

Ce qui ressort de ces logogriphes sinistres, c'est que nous n'avons à Tours, ni gouvernement, ni armée, ni action politique. Les feuilles légitimistes achèvent d'éclaircir le mystère par leur audace et leurs forfanteries. Le royalisme est maître sur les bords de la Loire et, bien loin de secourir la République et Paris, il ne rêve que leur destruction.

Ici, le Gouvernement se défie de la population parisienne autant que Bonaparte lui-même ; ses procédés sont moins violents, son aversion est aussi prononcée. Toutes ses sympathies sont pour les feuilles réactionnaires. Les anciens journaux du César déchu ont passé au service de l'Hôtel de ville, gratuitement peut-être, et en simples volontaires, mais leur appui n'en est pas moins acquis aux hommes de la direction actuelle.

Qui se soutient, se ressemble. Les intérêts sont les mêmes, et l'ennemi commun, c'est la Révolution.

Les feuilles dites libérales emboîtent le pas avec

quelques simagrées, pour faciliter leurs évolutions dans l'avenir. Elles blâment les lenteurs, les tergiversations de l'autorité, mais elles disent raca aux Républicains opposants et chantent, comme sous Bonaparte, l'antienne de l'union, du concours absolu.

C'est au nom de la défense qu'elles réclament cette abnégation, et le plus grand obstacle à la défense, c'est le Gouvernement lui-même.

Depuis le 4 septembre, il n'a cessé de la compromettre, et par ses mesures politiques et par ses mesures administratives et par ses mesures militaires. Il nous perd, et on crie : « Maintenez-le ; » il nous conduit aux abîmes, et on crie : « Suivez-le. »

Le premier acte de la défense est d'écarter ceux qui rendent la défense impossible.

PRÉPARATIFS DE TRAHISON

—

6 octobre 1870.

Les Prussiens ont mis Paris sous les verrous, et nos gouvernants le tiennent au secret absolu.

Pour le compte de qui? On n'est pas geôlier sans ordre ni chef.

Depuis le 4 septembre nous étions en face d'un mutisme implacable. Le 19, la séquestration est venue se joindre au silence. Aujourd'hui Paris est au fond d'un cachot noir.

Le Gouvernement lui cache les nouvelles, il lui cache ses actes, il lui cache ses projets, il le tient au régime des ténèbres.

On assure que Toul s'est rendu le 18 septembre, Strasbourg le 21. C'est le 3 octobre, et par suite d'indiscrétion, que le public apprend ces désastres.

On dit que l'armée de la Loire a été battue par un corps prussien détaché du siége. Est-ce vrai? Est-ce faux? Y a-t-il seulement une armée de la Loire!

Pas un mot sur ces questions qui peuvent décider du sort de la France. L'Hôtel de ville ne desserre pas les dents.

Crémieux a expédié de Tours une dépêche funeste, s'il en faut croire le journal-Picard.

L'Hôtel de ville se tait, il ne publie point la dépêche, il ne dit pas même s'il y a ou s'il n'y a pas de dépêche-Crémieux.

Mais ce silence même est une déclaration décisive qui met à nu la pensée du pouvoir. Personne ne peut s'y tromper. Ce que veut le Gouvernement, c'est ce qu'il a toujours voulu, ce qu'il n'a pas cessé une minute de poursuivre par les plus honteux moyens, la paix quand même, la paix de la soumission et du déshonneur.

Déjà M. Jules Favre n'avait pas rougi de mendier trois jours cette paix dans les rues du camp prussien. On sait ce qu'il a rapporté : un outrage que la France sentira éternellement sur sa joue, et une harangue lamentable qui a obtenu chez toutes les femmes un succès de larmes.

Que les hommes n'aient pas tous bondi d'indignation sous ce soufflet, c'est un des plus tristes symptômes de notre abaissement. On s'est atten-

dri, on a pleuré sur la prose de M. Jules Favre, on a été byzantin jusqu'au bout des ongles.

On n'a pas vu ce qu'il y avait d'effrayant pour le pays dans cette dictature clandestine d'un homme qui se glisse, nuitamment, hors des portes, pour aller de son chef, sans mandat, à l'insu de tous, maquignonner l'existence même de la patrie dans l'antichambre d'un Bismark.

L'affront reçu, les solliciteurs déconfits ont poussé de bruyantes clameurs, attestant le ciel et la terre qu'il serait tiré vengeance de l'insulte. Ils ont juré la guerre à outrance, la guerre au couteau, la victoire ou la mort, toutes les prosopopées du mélodrame.

Comédie et mensonge! Tandis qu'ils montraient le poing à Bismark en présence des badauds, ils recommençaient leurs courbettes dans la coulisse. Pas un seul instant, les négociations, c'est-à-dire les supplications, les pleurnicheries n'ont interrompu leur cours.

Ces hommes n'ont jamais songé qu'à la paix. Ils l'ont quémandée, sans relâche, depuis le 4 septembre, ils la quémandent encore à la porte de tous les cabinets de l'Europe.

De quel prix ils la payeront, personne ne peut plus l'ignorer. De l'or du pays, peut-être de ses lambeaux; mais avant tout du sacrifice de la République. Elle sera la première immolée sur l'autel,

victime aussi joyeusement égorgée par nos dictateurs que par Guillaume lui-même. Prussiens et royalistes s'embrasseront sur son cadavre.

Les temps de l'immolation approchent. Aux mesures de compression et d'autocratie qui éclatent chaque jour, on sent venir le coup d'État.

La loi draconienne des conseils de guerre, la suppression du suffrage universel, la garde nationale mise au régime militaire, et privée du droit de choisir ses chefs, enfin l'interdiction de tout enrôlement nouveau dans la milice citoyenne, sont autant de symptômes précurseurs de la crise.

La République est condamnée. On se prépare à l'exécuter.

LA SITUATION

—

7 octobre 1870.

L'Hôtel de ville dément la dépêche-Crémieux. « Elle n'existe, dit l'*Officiel*, que dans l'imagination des inventeurs. »

L'inventeur, c'est un membre de l'Hôtel de ville, M. Picard, un douze ou quatorzième de Gouvernement.

Qui a menti, du *Journal officiel*, organe du pouvoir, ou de l'un de ses douze apôtres?

Peut-on croire qu'un homme forge de toutes pièces ce rapport-Crémieux, l'impression douloureuse qu'il a produite sur l'Hôtel de ville, ses allusions si brutales à l'insuffisance et à l'incapacité du personnage, à l'invasion légitimiste?

Non, ce n'est point l'*Électeur libre* qui a menti, c'est son contradicteur : l'*Officiel* a balbutié des dénégations, mélange d'embarras et d'impudence,

qui lui permettent de tenir la tête haute et de continuer son système de tromperie.

Mais personne ne sera dupe. L'armée de la Loire est un mythe ou un débris. Elle n'a jamais existé, ou elle n'existe plus. Nous n'avons que le choix entre ces deux malheurs.

On espérait un secours de la province; on n'en aura point, pas plus de Lyon que de Tours; Lyon lutte avec énergie. Mais l'élément militaire le comprime et le domine; il n'a pu réussir à dompter la population, il l'entrave, la jalouse, la frappe de paralysie.

Tours et l'ouest sont maîtrisés par la réaction, dont les intrigues enveloppent l'ombre de Gouvernement émanée de Paris.

La République n'a rien à attendre de ce côté, et il serait même imprudent de compter sur Lyon, malgré son indomptable courage. L'armée prussienne de Strasbourg, libre désormais, se dirige vers le Rhône pour combattre les forces lyonnaises qui inquiètent Bismark.

Loin de nous apporter du secours, Lyon aurait peut-être besoin du nôtre.

Paris ne peut et ne doit compter que sur lui-même.

Si le Gouvernement, au lieu de mendier la paix sur tous les chemins de l'Europe, avait organisé la défense, les Prussiens ne seraient plus sous nos murs.

Les Républicains ont deux accusations terribles à porter contre l'Hôtel de ville : il a laissé dans les ports militaires de l'ouest l'artillerie formidable de marine et les approvisionnements accumulés dans les arsenaux, qui auraient rendu Paris inaccessible aux canons prussiens.

Il n'a point fabriqué de pièces de campagne dans les ateliers de la capitale depuis le 4 septembre. Nous pourrions en avoir mille aujourd'hui.

Il n'a point acheté de fusils Remington en Angleterre. Il aurait pu en avoir trois cent mille avant le 20 septembre, date de l'investissement.

Or, ce qui nous fait défaut, ce sont les armes. Impossible d'aller aux Prussiens avec les vieux fusils.

Si cette terrible situation pèse sur nous, c'est aux hommes de l'Hôtel de ville qu'il faut s'en prendre. Ils s'étaient intitulés le Gouvernement de la défense nationale et ils ont empêché la défense.

Pourquoi?

Parce qu'ils n'ont jamais eu qu'un but, conclure la paix à tout prix.

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

8 octobre 1870.

Le parti républicain, d'une seule voix, demande les élections municipales à bref délai, ou plutôt sans délai.

Les quelques oppositions qui s'étaient produites, au nom de la prudence, vont s'éteignant chaque jour. On peut dire même qu'elles ont disparu.

L'évidence a tout emporté. Les colères de la réaction ont levé les derniers doutes. A ses fureurs, à ses calomnies, on a reconnu la mesure nécessaire, la mesure de salut.

Pas une feuille du ban et de l'arrière-ban monarchique, qui ne fulmine l'anathème contre le scrutin parisien. Toute cette presse de l'astuce et de la perfidie sent bien que le vote populaire va relever la République, et l'arracher des griffes de la trahison.

Le Gouvernement partage les mêmes passions et les mêmes craintes ; mais il cache mieux ses sentiments. La prudence lui commande la dissimulation.

Il feint d'accorder les élections en principe ; il les ajourne par mille faux-fuyants. Gagner du temps par des promesses, laisser les jours succéder aux jours, jusqu'à l'instant fatal, où la famine fera tomber la résistance et livrera la République aux Prussiens et aux royalistes, telle est sa visée fixe.

Il compte les heures, et chaque coucher du soleil soulage d'un poids sa poitrine. Les deux camps en présence dans Paris sont en proie à deux pensers bien différents. La réaction soupire après la délivrance par les Prussiens, et salue déjà l'aurore de ce jour tant souhaité.

La Révolution frémit d'indignation et de douleur, et contient avec peine les transports de son désespoir. Comme toujours, ses ennemis abusent de son patriotisme et de sa bonne foi. C'est une lutte lamentable entre la félonie et la loyauté.

La félonie triomphera-t-elle encore comme en 48? Elle joue son jeu brutalement, avec un suprême dédain de ses débonnaires ennemis. Elle est capable de tout; ils ne sont capables de rien. La partie n'est pas égale.

Conservateur est aujourd'hui synonyme de Prus

sien. Ce n'est pas la première fois ; en 48, Romieu, 'homme du *Sceptre rouge,* s'écriait : « Il faut que l'ordre se refasse dans la société, fût-ce par le canon russe ! »

Le canon russe était loin alors. Aujourd'hui le canon prussien tonne à nos portes, et le conservatisme palpite à ce bruit sauveur. Chaque jour on peut entendre l'explosion de ces vœux impies. Ils s'emparent peu à peu du pavé. Ils seront bientôt l'expression de l'ordre, la parole légitime, et on mettra en prison les contradicteurs.

En attendant, la calomnie les poursuit avec impudence. Quand ils reprochent à l'Hôtel de ville d'avoir trahi la défense nationale ; quand ils exposent l'incurie, ou plutôt la désertion du pouvoir, on les traite de Prussiens. Prussiens, parce qu'ils se désespèrent en voyant la France livrée aux Prussiens !

Que l'Hôtel de ville essaie de se laver de ces deux accusations : il a laissé dans les ports de guerre l'immense quantité de canons de marine qui remplit les arsenaux ; il n'a point acheté de remingtons ni de chassepots, du 4 au 20 septembre, et il pouvait s'en procurer 400,000 et les introduire dans Paris.

Il n'a point fabriqué de pièces de campagne pour remplacer le matériel englouti à Metz et à Sedan, et l'artillerie nous manque. Il lui était facile de

construire des canons prussiens. Il n'en a rien fait.

Or, si nous périssons, c'est par le manque de toute artillerie et de fusils de précision. Armé, Paris balaierait les Prussiens. Désarmé comme il est, il reste impuissant et prisonnier.

Toutes les mesures du Gouvernement ont été des mesures néfastes qui nous conduisaient à la perdition. Or, il n'a pas changé de voie, il pousse la France aux abîmes, et ses journaux crient : *au Prussien!* sur les Républicains consternés de tant de trahisons !

Que les traîtres prennent garde : la douleur des patriotes deviendra du désespoir et ils se lasseront de tant d'insolentes calomnies !

Les voici qui reprennent le langage de Piétri : « Si les Révolutionnaires triomphaient, on en crèverait de joie à Berlin. »

Le Bonaparte faisait répéter chaque jour : « On est désolé à Berlin que Paris n'ait point d'émeutes ! »

Et sa police inventait la fameuse lettre de l'espion prussien à Bismark : « Courage ! courage ! les Républicains s'insurgent à Paris ! »

L'avénement de la République a terrifié Guillaume et changé la face des affaires. L'avénement de la Révolution serait l'arrêt de mort des armées ennemies.

LE DROIT DIVIN

10 octobre 1870.

Le droit divin règne toujours en France, et il y régnera longtemps encore, hélas !

Il a créé et maintenu les monarchies. Les Révolutions ne le renversent pas, comme on a la simplicité de le croire. Tout au contraire, elles le confirment et le perpétuent.

Dès qu'un homme, à titre quelconque, a possédé un lambeau du pouvoir, le voilà sacré par le droit divin, lui et sa dynastie à perpétuité ; il n'est plus un simple mortel, mais un être à part, placé loin de la foule qui le contemple d'en bas avec respect.

Il est désormais l'autorité légitime. Toute compétition est une révolte, toute rivalité un crime. Le pouvoir lui appartient de droit, et quiconque ne s'incline point et prétend marcher son égal, est un vil ambitieux.

Les gouvernements passent, les privilégiés et les priviléges restent. Le patricien est devenu fétiche, il pose sur son piédestal ou dans sa niche. Sacrilége qui oserait porter la main sur lui et attenter à sa divinité !

Ce fétichisme coûte cher aux peuples. C'est par là que leur servitude s'éternise, que les Révolutions avortent.

En 1830, les Bourbons aînés tombent sous la haine des populations. Les députés à mille francs de cens ont contribué à leur chute, c'est vrai ; mais ils faisaient partie du Gouvernement déchu : ils devaient disparaître avec lui. Nouvelle situation, nouveaux hommes.

Point ! — Le roi est chassé, son parlement survit et devient le pouvoir légitime. Naturellement, il est contre-révolutionnaire, car il a été dépassé et se retourne contre les factieux qui ont brisé la machine dont il était un des principaux rouages.

A défaut de la branche aînée, trop haïe, il place sur le trône la branche cadette, et tout le mécanisme monarchique est reconstitué pour dix-huit ans. Les mêmes abus amènent le même résultat, une Révolution.

Le peuple est-il corrigé de son adoration pour les patriciats ? Va-t-il changer d'hommes et de tactique ? Ce serait le renversement de toutes les lois divines et humaines ; afin de mieux balayer la mo-

narchie, il choisit pour maîtres les membres du Gouvernement monarchique, il fonde la République démocratique avec les députés, à cinq cents francs de cens, hier royalistes par leur serment à la royauté.

L'histoire de 1830 recommence. Le provisoire, ennemi naturel de la Révolution qui a détruit ses priviléges, trahit et livre la République qui s'abîme dans le sang du peuple.

Voici Bonaparte et son règne asiatique. Il lui faut son Corps législatif. Qui donc y entre? Les prêteurs de serments, toujours prêts à jurer fidélité, à Louis-Philippe comme à Charles X, à Napoléon III comme à Louis-Philippe.

Les Républicains sincères sont proscrits. Les valets de tous les régimes remontent sur leurs siéges. Ils reprennent leur commerce d'opposition; cela dure vingt ans.

Bonaparte succombe enfin sous le poids de ses crimes. Qui ramasse son pouvoir tombé dans la fange? Encore et toujours ces mêmes fétiches, qui ont perdu la République. Le Corps législatif devait être jeté dans la Seine. Il monte au Capitole, comme y avaient monté les assermentés de Charles X, les assermentés de Louis-Philippe. Le titre du nouveau Gouvernement, c'est d'avoir prêté serment de fidélité à l'empereur, et fait partie de sa mécanique.

Ces hommes sans conviction et sans scrupule, porte-queue de quiconque tient la puissance, laquais à toute livrée, qui n'ont jamais risqué un cheveu de leur tête ni une heure de leur liberté pour la cause démocratique, ces serviteurs du Bonaparte à douze mille francs par an, les voilà dictateurs de la République, et dictateurs plus insolents que les héritiers d'une monarchie de quinze siècles.

Ils n'ont d'autre mandat que leur propre volonté, ils se sont créés autocrates à la barbe du peuple ahuri, et nul ne peut les regarder en face sans être dénoncé comme un ennemi public.

Leur pouvoir est sacro-saint. Ils peuvent commettre toutes les fautes, ou plutôt tous les crimes; ils peuvent disposer de la France en tête-à-tête avec Bismark, traiter de la paix en souverains absolus, trahir la défense nationale, la rendre impossible, en laissant Paris sans artillerie et sans fusils.

Tout leur est permis, et nul ne doit dire un mot, sous peine de félonie. Ils sont inviolables, infaillibles, impeccables. Personne n'a de compte à leur demander. Il n'existe qu'un devoir, s'incliner devant leur omnipotence, se prosterner aux pieds de leur stupidité et de leur arrogance.

Si la garde nationale, si Paris armé témoigne de son mécontentement, Paris est un *séditieux !*

Oui, ils ont osé jeter ce mot : *sédition,* à la face de Paris alarmé, presque désespéré.

Ah ! misérable peuple, qui va chercher ses directeurs parmi ses mortels ennemis, dans la boutique de Louis-Philippe et de Bonaparte !

Toute Révolution qui ne brise pas radicalement avec le despotisme déchu, qui conserve à sa tête un seul des hommes mis en lumière et en renommée par leur participation au gouvernement de l'oppresseur, est une Révolution tuée d'avance, un guet-apens pour quiconque y a mis la main.

On parle d'ingratitude pour les anciens services ! Ce mot *ingratitude* signifie inféodation. Le peuple n'est pas ingrat, il est docile et routinier jusqu'à l'abdication de lui-même. Il reste éternellement à genoux devant les fétiches et les adore jusque dans leurs forfaits.

Et cependant il ne doit rien à personne. Il n'est tenu d'aucune attache aux individus, quels qu'ils soient. Il ne doit consulter que son propre intérêt, jamais les convenances et les amours-propres de ses mandataires. Les prendre quand il en a besoin, les laisser quand ils ne sont plus en situation, telle doit être sa pensée unique.

Tel qui rendait service aujourd'hui est demain un obstacle et un péril. Il n'a point à récriminer contre l'ingratitude, s'il reçoit son congé. Un citoyen honoré un seul jour de la confiance natio-

nale sort à jamais de la foule et demeure dans sa retraite un personnage consulaire.

Le mandat populaire ne devrait pas devenir une propriété, ni un héritage. Il n'est que cela aujourd'hui. Il forme souche pour une aristocratie nouvelle, aussi désastreuse, plus désastreuse que les autres.

Nous en voyons la preuve dans ce Gouvernement de malheur qui a foulé aux pieds son mandat depuis trente-quatre jours, qui a désarmé et berné Paris, et qui trône dans sa trahison avec plus de superbe qu'un empereur du Mogol sur la tête de ses sujets.

DEUX MANIFESTATIONS

10 octobre 1870.

Hier, 8 octobre, une manifestation pacifique, sans armes, a eu lieu, vers deux heures, sur la place de l'Hôtel-de-Ville.

Elle y a trouvé la garde mobile en bataille devant la grille, et le 84e bataillon rangé en avant de la mobile et faisant face au peuple.

Le peuple criait : « Vive la Commune ! » Plusieurs citoyens portaient des écriteaux sur lesquels on lisait aussi : « *La Commune!* »

Trois délégués sont entrés à l'Hôtel de ville à l'aide de leurs cartes et ont demandé le Gouvernement provisoire.

M. Jules Ferry a déclaré que la délégation ne serait pas reçue. On lui a demandé dans quel but étaient réunies les troupes rangées sur la place,

si c'était une mesure prise contre la manifestation.

Il a répondu affirmativement, et de manière à bien convaincre qu'on userait de la force.

Peu après, plusieurs bataillons armés, venant des quartiers riches, sont arrivés sur la place, refoulant les masses pacifiques, avec des menaces furieuses et des injures à la façon des gens comme il faut : « Brigands ! Pillards ! Voleurs ! Prussiens ! etc., etc. » A ces outrages se mêlaient des noms de Républicains qui ont le tort d'avoir dévoué leur vie à la République.

On peut accepter de la bouche des financiers, des gros boutiquiers et autres parangons de désintéressement et de probité, les épithètes de « pillards » et de « voleurs. » Quant à celle de *Prussien*, que ces messieurs la gardent pour eux. Elle leur appartient en toute légitimité, car le plus beau jour de leur vie sera celui où le bon roi Guillaume les délivrera de la République et des Républicains.

Les bataillons royalistes en armes ont continué de défiler et de s'accumuler sur la place et dans les rues voisines, avec de grandes clameurs et des menaces de mort.

Le Gouvernement a rompu la trêve et veut recourir à la guerre civile ; il offre la bataille au peuple qui ne la demande pas, et ne l'accepterait

qu'avec tristesse, car il verrait avec désespoir le triomphe des Prussiens, et on ne peut en dire autant des hommes qui ont laissé Paris sans artillerie et sans fusils, qui n'ont fait aucuns préparatifs, afin de ne pas irriter Guillaume et Bismark.

Les attendrir, pour avoir la paix à meilleur compte, tel était le *nec plus ultrà* de la défense nationale. On s'entendra mieux avec ces bons Prussiens, quand on aura un peu massacré *la populace* qui offusque si fort l'illustre chef des hobereaux.

LES ARGUMENTS DE LA RÉACTION

11 octobre 1870.

Un journal, autrefois mesuré, et assez équitable, aujourd'hui rallié aux mensonges et aux calomnies à outrance de la réaction, formule en propres termes l'axiome suivant :

« La grande majorité des journaux exprimant le vœu de la *grande majorité* des habitants de Paris, se sont prononcés contre l'opportunité d'un vote avant la conclusion de la paix. »

Ainsi, le parti certain de la majorité dans les élections, le parti maître de s'emparer du pouvoir de par le suffrage universel, repousse énergiquement cette victoire; il a horreur de son propre triomphe.

Voilà ce que la faction rétrograde ose dire tout haut au public. C'est d'une rare effronterie, et un pareil cynisme donne la mesure de sa moralité.

« Nous sommes de beaucoup les plus nombreux, s'écrient ces Tartufes du cinquième acte, mais nous ne voulons pas user du nombre. Nous pourrions être souverains, nous préférons rester sujets. »

Tous, sans exception, arborent ouvertement le drapeau du mensonge et du machiavélisme. Mais le machiavélisme a besoin de masque, et le mensonge d'apparence. Quand on s'en vient dire en plein midi : « Il fait nuit. Ceux qui prétendent le contraire sont des séditieux, » on n'a plus droit ni à la discussion ni aux égards. Le mépris suffit pour faire justice.

Ces messieurs suppriment le suffrage universel et simplifient la question du consentement. On n'a plus besoin de consulter le pays pour connaître ses vœux. Il suffit de compter les journaux. C'est plus court et plus commode que de compter les voix.

« Nous sommes huit journaux. Vous n'êtes que deux : nous formons les trois quarts de la population. »

Ceci nous ramène au règne des écus. Un journal, c'est un capital. Qui a de l'argent imprime à volonté. Le pauvre ne peut faire face au budget d'une feuille.

Nous voici donc rentrés sous le joug du cens. Le cautionnement, sans être aboli, n'est plus exigé. On guette l'heure propice pour replacer le bâillon.

En attendant, le fisc ne ferme plus la bouche aux petites fortunes.

Mais la fiscalité n'est pas nécessaire pour imposer silence à l'ouvrier ni même au publiciste, son frère en dénûment.

Le riche inonde le pays de ses produits intellectuels, piètres ou non. Le pauvre n'a pas le premier sou pour imprimer sa pensée.

Ces messieurs de la finance, de la propriété et du haut négoce, peuvent défrayer quarante journaux, cent, deux cents journaux. C'est le moindre de leurs embarras.

Le prolétaire hasardera quelques sous, bientôt dévorés. L'homme de Bourse se rit de ses petits efforts et de ses gros sous. Il agit en prince. Il gouverne et il tranche du souverain.

Ces grands seigneurs du coffre-fort se coalisent pour représenter l'opinion. « Nous sommes tout le monde, disent-ils avec audace. Nous imprimons plus que vous. » Ils insultent, ils calomnient, ils mentent, ils font la course en forbans.

Eh! messieurs, entassez le *Constitutionnel* sur les *Débats*, le *Pays* sur la *Cloche*, la *Patrie* sur le *Temps*, et vous n'aurez que des monceaux de papier noirci, bons pour l'épicier ou le water-closet. C'est ce que ces messieurs appellent l'opinion publique.

Le prétendu Gouvernement de la défense nationale s'appuie sur eux. Il a remplacé Bonaparte à

la tête du conservatisme. Il a derrière lui la faction du passé, de la paix honteuse, du monarchisme et de la soumission aux Prussiens.

M. Trochu est le successeur, comme il était le subordonné de Palikao. Il tient le même langage, use des mêmes expédients, vise au même but. Gouvernants et presse recommencent la période d'août. Ils déblatèrent contre l'homme du 2 décembre, et le dépassent de bien loin en machiavélisme, en duplicité, en autocratie.

Au surplus, ils sont les généraux de la même armée. Tels soldats, tels chefs. La coalition du passé est debout sous les nouveaux maîtres. C'est entre elle et les Républicains une lutte à mort. Nous n'avons devant nous que des Prussiens : Prussiens au dedans, Prussiens au dehors.

UNE NOBLE VICTOIRE

12 octobre 1870.

Le Bonapartisme triomphe. A quand la restauration de Napoléon III, messieurs de la défense nationale?

A quand l'entrée des Prussiens? Elle ne leur coûtera pas cher. Quelques catarrhes, quelques rhumatismes, tout au plus une fluxion de poitrine de ci de là, parmi les vieux.

Joignez-y de temps à autre une balle, un éclat d'obus pour constater qu'on est en guerre. A ce prix, les bons Allemands attendront avec flegme la fin de nos bœufs et de nos farines.

Après quoi, le Gouvernement de la défense nationale déclarera en pompe que Paris s'est héroïquement défendu et qu'il est temps de songer au pot-au-feu.

Les bataillons de l'ordre proclameront aussitôt avec enthousiasme que l'heure de la potbouille est sonnée, et qu'après s'être surchargé de gloire, il est bien permis de se garnir l'estomac.

Du premier jour, il était facile de dérouler l'ordre et la marche de la cérémonie. Factieux, Prussiens, ennemis publics, ceux qui prévoyaient tout haut une lâcheté finale !

Ennemis publics et traîtres, ceux qui s'opposeront à cette lâcheté ! Prussien, qui ne voudra pas ouvrir la porte aux Prussiens !

On assomme aujourd'hui dans les rues, comme coupables d'échec à la défense, les réclamants de la Commune, désespérés qu'on se défende si peu. On mettra en pièces sur les places publiques les obstinés de résistance, provocateurs de famine et d'anarchie.

Sa Majesté le roi Guillaume fera son entrée solennelle, entouré des baïonnettes bien pensantes, quelque peu rougies du sang des factieux malintentionnés pour la Prusse.

La Bourse montera de vingt francs, les lupanars et les maisons comme il faut illumineront *à giorno*. La joie sera dans les cuisines et dans les salles à manger.

L'affaire des exaltés ne sera pas bonne. Il n'est pas sain d'entrer en guerre contre les ventres.

Le 8 octobre 1870 marquera dans l'histoire. Ce jour-là, le premier article de la capitulation de Paris a été écrit par les baïonnettes bourgeoises. Les autres suivront d'eux-mêmes. La signature se donnera au son des cloches et des fanfares, et le Gouvernement de la *défense nationale* aura terminé sa glorieuse mission.

ENCORE LA RÉACTION

—

13 octobre 1870.

Nous assistons aux débuts des hostilités réactionnaires. La réaction ne perd pas de temps et pousse sa pointe avec vigueur. Comme les Prussiens, elle avait construit ses batteries dans l'ombre et le silence. Elle les démasque à l'improviste et fait feu de toutes pièces.

Les bataillons armés se succèdent sur la place de l'Hôtel-de-Ville et poussent leur cri de guerre : « A bas la Commune ! »

Ce sont les scènes d'avril 1848.

En même temps, ces nuées de provocateurs se répandent dans les rues, hurlant l'insulte et la calomnie contre les Républicains, amusant les imbéciles et les compères.

Évidemment, on pousse à la guerre civile.

Les Républicains feront la sourde oreille, dût leur patience encourager la lâcheté de leurs adversaires.

Entre les deux partis, il y a un abîme, où la France pourrait tomber, pendant la lutte. Cela est indifférent aux réacteurs. Peut-être la proie qu'ils poursuivent est-elle au fond de cet abîme. La Démocratie y trouverait son tombeau.

C'est la dispute des deux mères devant Salomon. La mauvaise accepte la moitié du cadavre. La bonne préférerait mourir elle-même. Nous espérons qu'une fois encore, le jugement de Salomon sera confirmé.

CONSERVONS LE GOUVERNEMENT

—

14 octobre 1870.

Conservons le Gouvernement comme la prunelle de nos yeux. Sans lui, Paris perdrait la vue. Où trouver jamais tant de lumière, d'activité, de bonne foi ?

Quelle intelligence au monde aurait pu atteindre à la sublimité de ce décret :

« Attendu que l'investissement de Paris ne permet plus l'introduction des vivres, les animaux de boucherie seront mis sous la main de l'autorité, qui en fera la distribution quotidienne ainsi qu'il suit :

« Il est alloué, par jour, 23 têtes de gros bétail à chaque arrondissement. »

Comme la population des arrondissements varie depuis 55,000 âmes (XVIe, Passy), jusqu'à 150,000 (XIe, Popincourt), c'est donc trois fois plus de viande pour un habitant du XVIe.

Ce n'est pas tout. Les bœufs ordinaires pèsent depuis 400 jusqu'à 1,200 livres.

Si donc, par hasard, les 23 bœufs destinés à Passy pesaient 1,200, et ceux qu'on octroie à Popincourt 400, le Parisien du XVIe arrondissement recevrait *neuf* livres de viande, contre une pour le Parisien du XIe.

En temps ordinaire, un écolier de quinze ans, convaincu d'une pareille arithmétique, serait mis en pénitence, avec un bonnet d'âne sur la tête.

Mais les circonstances graves exigent des mesures extraordinaires, et comme il s'agissait du salut de Paris, du salut de la France entière, le Gouvernement provisoire, usant d'un moyen radical, a considéré chaque arrondissement comme une personne naturelle, et les a mis tous les vingt à la même ration, pour rendre un hommage éclatant au principe de l'égalité.

On ne peut qu'admirer tant d'énergie, jointe à une si haute capacité, et la capitale est désormais rassurée sur son avenir.

C'est précisément de cet acte mémorable que datent son enthousiasme pour les membres du Gouvernement et ses antipathies contre leurs adversaires.

Autre exemple de génie. Il fallait équiper et vêtir trois cent mille gardes nationaux improvisés. Comment s'y prendre?

Un simple mortel eût fait ce raisonnement : les draps, cuirs, etc., nécessaires à cette opération, existent ou n'existent pas dans Paris. S'ils n'existent pas, tout est dit, il n'y faut plus songer.

Mais si matériaux et ouvriers sont là disponibles, le prèmier négociant venu peut mener l'œuvre à bonne fin.

Qu'on appelle un homme du métier, qu'on lui expose les besoins et les ressources, qu'on le charge de produire vêtements et équipements dans un délai fixé et à des conditions raisonnables.

Aussitôt l'État ou son ayant-cause fait ses commandes, échelonne et ordonnance les livraisons. Les échantillons adoptés servent de règle et de type. On se met à l'œuvre. Les ateliers de confection fabriquent et livrent.

Les produits sont confrontés avec les échantillons. Les magasins s'emplissent.

En même temps, les bataillons s'organisent, se constituent.

Dès qu'ils sont sur pied, vêtements et équipements sont distribués avec ordre. Défense expresse aux officiers des bataillons d'intervenir en quoi que ce soit dans ces fournitures. Point d'intrigues, de passe-droits, d'importunités ou de favoritisme. Tout se fait à tour de rôle, selon la stricte équité.

Ainsi aurait procédé le Gouvernement du sens commun. Le nôtre a d'autres mobiles qui restent

un secret. Les résultats seuls se révèlent, et on les connait trop. Jamais pareil désordre, jamais aussi complet tohu-bohu.

Des quatre points cardinaux arrivent des monceaux de camelotte, de choses impossibles et scandaleuses, entremêlés de quelques produits honnêtes.

Nul ordre, nulle règle dans la distribution. Ici tout, là rien. Les soldats se plaignent, gémissent, réclament. Les chefs se précipitent pour les satisfaire. On se dispute, on s'arrache les fournitures. C'est la course au clocher, une course effrénée, éperdue.

Tel triomphe avec l'appui d'un nom influent. Tel demeure éternellement à la queue ; il déplaît aux puissances du jour.

Les soldats reçoivent des vareuses-canevas, des pantalons toiles d'araignée, des équipements de vingt-quatre heures de durée. Les tripoteurs font de l'or.

Lorsqu'on veut démolir un commandant, on ne lui donne rien. Les agents secrets le dénoncent aux gardes nationaux, comme la cause de leur dénûment. « Il ne s'occupe pas du bataillon, il ne sait et ne veut rien obtenir. » Telle est l'accusation mortelle.

J'ai vu de braves gens, tenant en main des fragments de fourreaux de baïonnettes, formés d'une

pellicule en zinc, recouverte de papier noir. Le fourreau s'était brisé au premier attouchement.

Ils en montraient les débris d'un air de reproche, comme si le malheureux chef était l'auteur du méfait, et seul responsable. Au vrai coupable, le Gouvernement, ils n'y songeaient pas. Remonter à la source de ces turpitudes, oh ! jamais.

La source est sainte, irréprochable. S'attaquer à elle, c'est un crime, un sacrilége. Des voix apostées par la police, soufflent aux oreilles l'impeccabilité des idiots de l'Hôtel de ville. Tout retombe sur les innocents, bientôt changés en victimes.

Et pourtant quel scandale dans l'impunité des fournisseurs qui volent l'État et compromettent la vie de ses défenseurs ! Ils sont bien connus, ces misérables ! ils ont livré effrontément du carton pour du cuir, des effilochures pour du drap ; — qu'importe !

Le Gouvernement tire parti de ces vols contre ses adversaires politiques. Son ineptie et sa complicité lui deviennent des moyens de succès. Hélas ! on ne prévoit que trop comment finira cette débauche.

ENCORE LA RÉACTION

15 octobre 1870.

Nous parlions de la réaction. Nous venons de la voir à l'œuvre. Elle nous poursuit jusque dans notre for intérieur. Il faut faire face partout.

Une conspiration contre-révolutionnaire s'est ourdie dans les bataillons des faubourgs. Une guerre sourde, fomentée dans l'ombre, attendait en silence l'heure d'éclater contre les chefs nommés par le peuple, aux premiers moments de la victoire républicaine.

Les manifestations en faveur des élections municipales ont paru l'occasion cherchée, et, de toutes parts, les réacteurs, sortant de leur affût ténébreux, se ruent sur la démocratie.

Mensonges et calomnies se déchaînent sans pudeur. Le sourire sur les lèvres, la main amicale-

ment tendue, les comploteurs saisissent leurs victimes hors de garde et s'efforcent de les terrasser.

Le peuple est pris pour dupe par les conspirateurs. Confiant et crédule, il ne peut soupçonner la perfidie de ses ennemis et se laisse entraîner à leurs excitations.

On s'étonne et du cynisme des meneurs monarchiques et de la simplesse des citoyens égarés.

La méprise ne durera pas, et le succès de surprise, des traîtres, se retournera contre eux. Ils seront démasqués, traînés au grand jour, et leur victoire d'un moment se changera en désastre.

Patriotes, à vos tentes! voici l'ennemi!

L'AGONIE

—

16 octobre 1870.

Le commandant Sapia, du 146e bataillon, a été arrêté par ses soldats, auxquels il parlait de la *Commune* et du Gouvernement dans un style qui leur a déplu.

On sait que les hommes de l'ordre, d'une rigidité si sauvage, quand l'ordre leur convient, le mettent sans façon sous les pieds, quand il oublie de leur convenir.

L'ordre, pour eux, c'est leur volonté, c'est la prédominance de leur intérêt.

Qu'un Gouvernement heurte leur égoïsme, ils prennent ses agents au collet et les fourrent en prison, comme violateurs des lois divines et humaines.

1848 a été témoin de ces aventures. Les pré-

fets étaient arrêtés dans leurs préfectures, ou traqués sur les grands chemins, par messieurs de la garde bourgeoise, indignés que la République osât leur envoyer des fonctionnaires Républicains. Amiens, Troyes, Périgueux, Bordeaux, Rouen, ont vu ces insurrections de *l'ordre* contre le Gouvernement établi.

Après les journées de juin, il ne restait plus d'autre autorité à Paris que celle des gardes nationaux, affolés de terreur et de rage.

La dictature du général Cavaignac, si formidable en apparence, n'était qu'un humble roseau, plié jusqu'à terre par la bourrasque. Ses ordres s'effaçaient devant ceux d'un caporal de la milice citoyenne. Les bourgeois sont allés arrêter son propre secrétaire sous ses yeux. Il n'a rien dit et a laissé faire.

Ce train recommence. Les prétendus Républicains du lendemain se démasquent peu à peu. Ils crient : « Vive la République ! » et : « A bas la Commune ! » C'est le truc du moment.

Les plus hardis font un pas au delà et ne craignent pas de montrer le bout de l'oreille royaliste.

Voici, par exemple, le 146e bataillon qui s'élève contre toute opposition à la province, et déclare ennemi de la République quiconque ne prendrait pas le diapason provincial.

D'où vient cet enthousiasme soudain pour l'hé-

gémonie départementale? Des nouvelles du dehors. Les influences monarchiques ont pris le pas hors de Paris, et travaillent au renversement de la République.

Le prétexte est tout trouvé. On compte sur l'aide de la province. On en attend, ou l'on feint d'en attendre une armée de secours. Donc, il faut dire comme elle et lui emprunter son mot d'ordre politique. On entendra bientôt le cri : « Ne contrarions pas les provinciaux; ils nous abandonneraient. Soyons royalistes à leur suite, pour le salut de la France. »

L'avenir nous en réserve bien d'autres. Sous prétexte de chasser les Prussiens, on nous mettra bientôt aux mains de Guillaume et de son candidat au trône français. Quel sera son choix : Napoléon, le comte de Paris, ou Henri V? — Celui qui donnera le meilleur prix de la couronne.

Allons, candidats, faites vos offres, l'enchère est ouverte.

Étrange bizarrerie de tous les Gouvernements qui se succèdent en France. La République est toujours le moins accueilli et le plus éphémère. Avénement triomphal, chute rapide. C'est bien d'elle qu'on peut dire : « Le Capitole touche à la Roche Tarpéienne. »

Chose plus triste encore! sa durée est en raison inverse de l'enthousiasme qui a salué sa victoire.

En 92, elle ne se fait jour qu'à travers les haines, et se prolonge néanmoins sept ans, jusqu'en brumaire. La République de 48, mieux reçue, ne peut vivre au delà de quatre années. Celle de 1870, bienvenue entre toutes, et acclamée comme une délivrance, ne comptera son existence que par mois.

Elle est née, le ver de la trahison au cœur. La trahison la tuera à bref délai. Mort d'autant plus lugubre, que la vanité, se mêlant à l'égoïsme, jusqu'à la dernière minute, voudra finir dans une pose héroïque, et se poignardera devant la rampe avec un poignard de carton.

LE COMMENCEMENT DE LA FIN

18 octobre 1870.

Le journal *la Vérité* a prononcé la formule sacramentelle : « Sésame, ouvre-toi! » et la porte mystérieuse de la caverne aux Quarante Voleurs s'est ouverte.

Je dis la caverne des *Quarante Voleurs,* par respect pour le conte des *Mille et une Nuits*. Mais, entre nous, il n'y a pas tout à fait quarante voleurs, et nous pouvons encore moins compter sur mille nuits de contes, pareils à ceux que nous débite la princesse Schéhérazdade de l'Hôtel de ville.

Hélas! non, pas mille nuits, tant s'en faut!

Mille nuits, c'est presque trois ans, et nous n'avons pas devant nous trois mois de rationnement municipal et de queue aux portes des charcuteries et des boucheries.

« Sésame, ouvre-toi ! » crie le journal de Portalis, et Sésame s'ouvre d'abord pour coffrer l'homme aux sommations cabalistiques. L'homme coffré, Sésame s'entre-bâille à nouveau, et laisse filtrer les arcanes inconnues enfermées dans la caverne.

Non, certes, il ne s'y trouve pas quarante voleurs. C'est tout au plus si l'on en dépisterait une douzaine, et ils ne sont pas assez simples pour se blottir dans quarante cruches, à la merci de l'huile bouillante d'une servante malicieuse.

Ce sont eux, au contraire, qui vont nous arroser d'huile froide et calmer notre ébullition avec leur douche à la glace.

Ah! Parisiens badauds, vous vous ennuyez dans la prison de vos remparts, et vous désirez des nouvelles d'*extrà-muros*. En voici, parbleu, en voici une avalanche! Gare dessous!

Connaissez-vous Bazaine? Oui, n'est-ce pas? Eh bien, Bazaine, calfeutré et asphyxié dans Metz, n'a pas voulu se laisser périr par l'acide carbonique, comme une jeune fille délaissée. Il est sorti en trombe, a couru furibond devant lui, et a été ramené, tambour battant, dans la chambre au suicide. Mourra-t-il là, ou retrouvera-t-il le grand air? — Qui le sait?

Toute la France bouillonne, du nord au sud, de l'est à l'ouest. Tous les partis arborent plus ou moins ouvertement leurs couleurs. La légitimité

met sur pied les forces bretonnes, sous Cathelineau et Charette. Quel est leur drapeau? Le tricolore, en attendant les lis.

Dans la Normandie, Estancelin nous apporte son mot d'ordre secret : « D'Orléans à la rescousse ! »

Voici, dans l'est, Lyon avec l'étendard des travailleurs, tant de fois abattu, toujours relevé ! Ouvriers, saluez votre bannière, la bannière de l'avenir, celle de la Justice et de l'Égalité. Combien d'ennemis elle ameute contre elle ! Serrez-vous pour la défendre. Là est le salut !

A Tours, un Gouvernement cacochyme, podagre et cul-de-jatte, Crémieux, Glais-Bizoin, vieillards ineptes et impuissants.

Aujourd'hui, ils se raniment au contact de Garibaldi. Garibaldi, le grand éclopé, la plus noble victime de l'ingratitude monarchique ! Victor-Emmanuel, qu'il a fait roi d'Italie, n'a pu le retenir plus longtemps prisonnier sur le rocher de Caprera.

Il s'échappe frémissant et accourt sur cette terre de France, où se débat, entre deux millions d'hommes armés, la question du progrès ou de l'immobilisme, de la dignité ou de la servilité humaine, de la race latine ou de la race germanique.

Les Teutons ont franchi le Rhin et menacent une fois encore la civilisation. Les races du Midi

ont tressailli au bruit des pas de ces bandes féroces, sorties des forêts du Nord pour asservir la Méditerranée aux rois et aux hobereaux.

L'Italie se souvient, et accourt dans sa plus illustre personnification. L'Espagne s'ébranle au delà des Pyrénées. Le monde entier s'agite au spectacle de cette lutte suprême entre une nationalité farouche et étroite et l'idée de la Fraternité humaine.

Ils courent nos plaines fertiles, ces hommes aux pieds plats, aux mains de singes, qui se prétendent l'élite du genre humain, qui n'en ont jamais été que le fléau, et qui viennent pour nous refouler mille ans en arrière dans les brouillards ténébreux de la Baltique.

Oh! vous, la grande race de la Méditerranée, la race aux formes fines et délicates, l'idéal de notre espèce, vous qui avez couvé, fait éclore et triompher toutes les grandes pensées, toutes les généreuses aspirations; — debout pour le dernier combat, debout pour exterminer les hordes bestiales de la nuit, les tribus zélandaises qui viennent s'accroupir et digérer sur les ruines de l'humanité!

LES NOUVELLES DE PROVINCE

—

20 octobre 1870.

Le journal *la Vérité,* au prix de l'arrestation de son rédacteur, a brisé la barrière de silence qui enserrait Paris. En deçà du blocus prussien, nous avions le blocus gouvernemental, beaucoup plus hermétique.

Il a fallu lever la consigne et servir au public quelques bribes d'informations. Malgré tout l'art de l'arrangement, il est facile de lire entre les lignes que les nouvelles sont mauvaises.

Non-seulement ni de Tours, ni de Lyon, on n'arrive à notre secours, mais l'armée de siége a pu détacher des corps assez nombreux pour envahir la Normandie et pour refouler sur la Touraine les quelques forces dirigées vers Paris.

L'ennemi ne semble pas craindre davantage les

troupes rassemblées à Lyon, car il abandonne son projet de se porter au sud, n'estimant pas sans doute que le danger vaille un dérangement.

S'il redoutait une attaque sérieuse du dehors, il ne se tiendrait pas si paisible dans ses lignes; l'approche d'un péril extérieur l'obligerait à une offensive décidée contre Paris.

Sa nonchalance prouve qu'il attend dans une parfaite sécurité la fin de nos vivres. Il compte sur la famine pour lui ouvrir nos portes, et son calcul est sûr.

La province est évidemment en plein désarroi. Les Prussiens d'un côté, les partis de l'autre, c'est un tohu-bohu général. Quelle force organisée pourrait sortir d'un tel pêle-mêle?

La bonne volonté ne manque pas. La douleur, la colère doivent exalter les âmes et les pousser aux résolutions généreuses. Mais l'absence d'un pouvoir sérieux, le défaut de direction, et par conséquent, de confiance, paralysent les énergies et les frappent d'impuissance.

La responsabilité de cette débâcle remonte tout entière au Gouvernement de la défense nationale. Il a expédié à Tours des vieillards ridicules. Il a maintenu tout l'échafaudage du passé. Il a laissé l'autorité aux mains des ennemis de la République. En un mot, il a désorganisé les départements.

Il est facile de voir que partout le monarchisme

lève la tête et se met en mesure de ressaisir la force. Ce n'est pas encore la révolte ouverte. On respecte nominalement le fantôme de pouvoir qui étale son vide à tous les yeux. Il ne vaut pas la peine d'une hostilité. On se prépare seulement à hériter de ses dépouilles.

Ce n'est pas le citoyen Gambetta qui réparera le mal. Sa proclamation gasconne aura le sort de tous les verbiages d'avocat. Une piqûre d'épingle fait justice de ces ballons gonflés.

Ministre de l'intérieur et ministre de la guerre, il a beau concentrer en ses mains tous les pouvoirs, cumuler la dictature militaire et civile, il a emporté de Paris la maladie mortelle du Gouvernement provisoire, l'incertitude, la peur du peuple, l'obséquiosité pour la réaction. Il ne pourra rien et ne fera rien. C'est un corps sans âme. Le souffle de la vie lui manque.

Garibaldi galvanisera un instant les Républicains. Mais il est vieux, malade, perclus, étranger au pays, à ses mœurs, à ses habitudes. Le clergé va lui faire une guerre acharnée. La réaction le hait et lui liera bras et jambes. Il ne sera qu'un nom, un demi-dieu exposé sur l'autel.

Tout pèche par la base, en province comme à Paris. La Révolution est chassée du Gouvernement, traitée en suspecte, en ennemie. C'est à elle plus qu'aux Prussiens qu'on en veut. La réaction se

moque bien des Allemands; elle n'a qu'une inquiétude, la démocratie. Voilà son vrai cauchemar.

Elle hurle à pleins poumons : « Vive la République ! » en ajoutant du fond de l'âme : « Que la peste t'étouffe ! » Une fois morte sous les *Vivat !* cette pauvre République, on se dédommagera de ces acclamations forcées, en crachant des malédictions sur son cadavre.

Je ne connais pas de plus grand supplice au monde que le spectacle de cette épouvantable hypocrisie. C'est trop, pour une génération, de le subir deux fois en vingt-deux ans, sans que les bourreaux daignent changer un seul mot à leur programme.

En vérité, jamais on ne pourra sonder les profondeurs de la bêtise humaine.

PARIS EST ISOLÉ

21 octobre 1870.

Non, il ne viendra point d'armée de secours. Les dernières nouvelles, malgré tous les travestissements qu'on leur fait subir pour changer les échecs en victoires, ne permettent pas la moindre espérance d'une intervention provinciale sérieuse.

Paris ne doit plus compter que sur lui-même pour briser le réseau de fer qui l'enveloppe. Il l'aurait pu certainement. Le peut-il encore? Toute la question est là.

C'est au Gouvernement seul de la résoudre. Il a perdu en funestes négociations de paix les quinze premiers jours de son existence, ces jours précieux où il était possible de remplir Paris de canons et de bons fusils.

Il a perdu quinze autres jours en hésitations

stériles, sans pouvoir se décider à de véritables préparatifs. Puis, il s'est mis franchement à la tête de la réaction. Il l'a déchaînée et la déchaîne chaque jour avec plus de rudesse sur le parti républicain. Il veut l'étouffer, l'anéantir : le doute à ce sujet n'est plus possible.

Lorsqu'on voit un maire, tel que le citoyen Mottu, considéré jusqu'à présent comme un des partisans les plus modérés de la République, mis au ban, frappé d'ostracisme avec toute sa municipalité, malgré la protestation de quarante mille signatures, malgré la clameur de la garde nationale tout entière, en un mot, malgré l'unanimité de l'arrondissement, que ne faut-il pas attendre, en fait de violence, de la dictature qui pèse sur Paris?

Cette dictature est cléricale. Car Mottu est proscrit pour avoir, sur le vœu du XIe arrondissement, réservé à l'enseignement laïque les écoles municipales, dont la mairie a le droit de disposer. On le frappe, lui, ses adjoints, son conseil municipal, parce qu'ils refusent de donner ces locaux aux frères ignorantins.

C'est donc la compression de l'idée républicaine, l'écrasement de la Démocratie, le triomphe à outrance de l'opinion rétrograde, qui sont désormais la politique de l'Hôtel de ville. On trépigne sur les Républicains. Les voici de nouveau proscrits.

C'est par conséquent l'armée des jésuites qui défendra la capitale. Les Prussiens n'ont qu'à bien se tenir; ils vont avoir affaire à la vierge Marie.

Avec cette divine assistance, la capitale peut se passer de secours terrestres. Les départements ne lui enverront point de troupes, mais la Vierge nous expédiera des légions d'anges, qui n'ont besoin ni d'artillerie ni de chassepots. Ce que le général Trochu peut adjoindre, en matériel, à ces forces célestes, n'est qu'une pure superfluité. Le vrai rempart de Paris, c'est le bataillon carré des ignorantins, soutenus par les auxiliaires d'en haut.

Fiez-vous à ces protecteurs invincibles, Parisiens, et moquez-vous de Bismark, de Guillaume et de tous les Allemands de la terre. Une belle nuit, le général de la vierge Marie, l'illustre Trochu, fera une sortie, à la tête des ignorantins, et au même instant, l'ange exterminateur passera au fil de son glaive l'armée du nouveau Sennachérib, campée autour de vos murailles.

Il ne vous restera plus qu'à rendre grâces à Notre-Dame des Victoires, à supprimer l'enseignement laïque, et à remettre vos filles et vos garçons entre les mains des révérends pères jésuites qui en feront le pieux usage que vous savez.

Mais si, par hasard, l'ange exterminateur n'était pas disponible à Paris, M. le général Trochu devra se rabattre sur ses talents militaires et sur ses

quarante mille gardes nationaux formés en bataillons de marche.

Je souhaite ardemment que cette force, appuyée de la mobile et de la ligne, fasse autre chose qu'une de ces reconnaissances, payées deux ou trois mille hommes pièce. Je souhaite qu'une attaque, suffisante en nombre, renverse les Prussiens et désemprisonne la capitale. Je souhaite enfin victoire complète à l'armée parisienne.

Seulement, je n'y compte point. L'espoir fondé sur les bataillons de marche me semble une pure illusion, que l'on payera peut-être bien cher.

Ah! si le Gouvernement avait mis en mouvement cinq cent mille hommes bien armés et une puissante artillerie, on aurait pu croire au succès, l'attendre même. Par malheur, l'Hôtel de ville courait après la paix, sans même songer à la résistance. On n'a fait venir ni fusils ni canons. On n'a rien préparé, rien prévu. On n'est sorti de la léthargie qu'au réveil lamentable de Jules Favre dans l'antichambre de Bismark.

Il était trop tard. Depuis le blocus, l'armement est devenu bien difficile, et l'activité du Gouvernement n'a pas grandi d'un cheveu. Il s'est pris de haine contre le parti républicain; il s'est pris de tendresse pour la faction contre-révolutionnaire.

Il n'a plus au cœur que ces deux passions. Le reste ne paraît pas compter à ses yeux. En écra-

sant la Démocratie, il brise l'unique élément d'énergie et de résistance. Il émascule Paris. Il lui ôte son âme et sa vie.

Nous verrons bien, ce beau triomphe accompli, l'attitude que nos maîtres sauront prendre devant l'armée qui nous cerne. Déjà une fois, depuis le début de cette guerre, la dictature de Bonaparte a pu étrangler, et assez facilement, l'opposition intérieure. On sait ce qu'il a pesé entre les mains des Prussiens. La dictature cléricale triomphe à son tour de la loyauté républicaine. On la contemplera prochainement à l'œuvre en face de l'ennemi.

Pourvu qu'elle ne se contente pas du rôle de concierge tirant le cordon au roi de Prusse!

ENCORE LA DÉFENSE NATIONALE

22 octobre 1870.

Lorsque la *Patrie en danger* a publié ses premiers articles sur la défense de Paris, elle a démontré que cette défense ne résidait ni dans l'enceinte continue, ni même dans les forts, mais dans les travaux en terre qui devaient relier ces forts entre eux, et surtout leur servir au loin d'ouvrages avancés.

On n'a pas tenu compte, naturellement, des observations d'un pékin, l'art militaire étant un arcane impénétrable à tout ce qui n'est pas affublé d'un uniforme.

La pelle et la pioche, ces véritables armes d'un siége, sont restées au magasin, et l'on a chanté sur tous les tons l'invincibilité de nos fortifications en pierre.

Peu à peu, néanmoins, la conviction s'est faite dans les esprits, la presse a élevé la voix, l'appel au terrassement a retenti avec une telle énergie, qu'il a fallu céder à l'opinion publique.

D'ailleurs, l'évidence avait parlé. L'ennemi remuait partout la terre et prenait l'ascendant. Force était bien d'entrer en lutte contre lui, l'outil du travailleur à la main.

Mais avec quelle lenteur et quelle insuffisance! On avait les bras par centaines de mille, on les employait à peine par milliers.

Depuis le 4 septembre, le Gouvernement de l'Hôtel de ville n'a jamais pu dissimuler la mauvaise grâce qu'il met à défendre Paris. Il ne se rend jamais que contraint par le cri public. La presse a dû lui forcer la main.

Aussi, où en est-on? Tout le monde l'ignore. On a remué des terres, construit des retranchements, soit. Mais dans quelle mesure, ces travaux? Et peuvent-ils tenir tête à ceux de l'ennemi? S'il lui plait de commencer l'attaque des forts, seront-ils soutenus par des redoutes latérales qui les empêchent de succomber sous les feux concentriques de l'assaillant? Réduits à leur seule artillerie, ils la verraient bientôt démontée et leurs remparts bouleversés.

Ce n'est pas tout. Les hommes de sens ont bien compris qu'on ne peut plus compter sur une armée

de secours. Malgré les hâbleries de la presse contre-révolutionnaire qui a repris avec plus d'arrogance que jamais son système de jactance et de menace, les journaux de bonne foi laissent suffisamment pressentir que Paris est désormais réduit à ses propres ressources et n'a plus rien à attendre de l'extérieur.

Or, quelles sont ses ressources?

En fait d'artillerie, on parle beaucoup de canons à fabriquer, mais de canons disponibles, fort peu, sinon pas du tout. Ce qu'il est trop facile de deviner, c'est que jusqu'ici le stock en est bien maigre. Grossira-t-il promptement? Bien simple qui oserait l'espérer, en présence d'ajournements sans fin qui éternisent le *statu quo*.

On a organisé dix batteries pour la garde nationale, *dix* batteries, *soixante* pièces! Quelle dérision! Ce sont deux cents batteries, douze cents bouches à feu au moins qui seraient nécessaires, moitié gros calibre, moitié pièces de campagne.

Il est vrai que douze cents bouches à feu pour quarante mille hommes, c'est une idée de pékin, autrement dit, d'imbécile.

Car M. le général Trochu ne demande à la garde nationale que quarante mille soldats au *maximum* pour s'en aller en guerre rangée contre les Prussiens. 150 hommes sur 1,500, un dixième. Nous

supposons 400,000 gardes nationaux, chiffre exagéré, sans nul doute.

Eh bien, illustre général, 40,000 soldats, c'est à peine le nombre suffisant pour boucher les trous quotidiens que font dans votre armée active les reconnaissances poussées à droite et à gauche, sans autre but que de tenir les badauds en haleine, et de leur persuader qu'on défend Paris.

Vous en aurez ainsi pour jusqu'à la fin des vivres, en combinant la consommation de chair humaine et la consommation de chair animale.

M. le général Trochu a un plan, un plan à lui, un plan qu'il jure de tenir secret, et dont il se déclare hautement responsable.

Que nous importe la responsabilité de M. le général Trochu? Si, par hasard, son plan muet devait conduire la France à l'abime, quel secours ou même quelle consolation tirerait-elle de cette responsabilité?

Il est un peu étrange, le ton de notre dictateur! Bonaparte lui-même ne l'a jamais pris dans le paroxysme de ses insolences. Quand il lui a passé par la tête de nous lancer dans cette guerre fatale, il a voulu, du moins en apparence, associer le Corps législatif à son initiative. Il a sollicité son concours, et certes, le jeu joué alors n'était pas à beaucoup près ce qu'il est aujourd'hui. Nous n'avions pas la moitié du corps dans le précipice.

Loin de là, l'illusion du succès était générale.

Il s'agit maintenant de la vie ou de la mort, comme nation. Paris est assiégé par deux cent cinquante mille Allemands, séquestré du monde, acculé à la famine sous brève échéance, et l'on vient nous dire : « J'ai un plan, connu de moi seul, j'entends le poursuivre quand même. Qu'on obéisse et qu'on se taise! Je suis responsable! »

« *Je suis responsable!* » — Toujours le mot de Bonaparte. Bonaparte a fait Sedan. Quelle est sa responsabilité? Une existence de Sardanapale dans un palais prussien, tandis que la France agonise.

Le plan de M. Trochu n'est pas si secret qu'il le pense. Il ne le révèle point, mais on le devine, et sans peine, par son décret même.

Où le conduiront ses quarante mille hommes d'écrémage? A continuer sa stratégie actuelle de sorties sanglantes et inutiles. Rien de plus. Quant à attaquer l'armée prussienne dans ses lignes, la battre et la contraindre à lever le siége,—jamais! Il emmènerait plutôt ses troupes dans la lune.

On aperçoit clairement les conséquences de ce beau plan : la capitulation de Paris par la famine, toutes ses fortifications rasées, Guillaume maître du territoire, l'Alsace et la Lorraine démembrées, Henri V roi et le moyen âge rétabli.

Cela fait, M. Trochu serait-il pendu vingt fois, qu'en reviendra-t-il à notre malheureux pays?

Mais M. Trochu ne sera pas pendu, il sera connétable de France. Voilà sa responsabilité.

—

23 octobre 1870.

On commence à voir clair dans la prétendue défense nationale, et la mauvaise volonté qui apparaît derrière les semblants de préparatifs, arrache enfin des cris d'alarme.

Un journal peu révolutionnaire s'exprime ainsi : « ... Quand, à la suite des pressantes réclamations de toute la presse, on s'est décidé à faire quelque chose, il n'est pas rare qu'un contre-ordre vienne bientôt remettre tout en question. C'est ainsi que la commande des canons se chargeant par la culasse a été, à plusieurs reprises, ajournée, puis décidée, puis ajournée de nouveau. C'est ainsi que la fabrication d'un certain nombre de pièces de 24 centimètres, arrêtée en principe et même commencée, vient tout à coup d'être suspendue... »

Parlons net : On n'a jamais rien fait, parce qu'on n'a pas voulu faire, et on n'a pas voulu faire, parce que la République a des ennemis mortels. Elle s'est mise entre leurs mains, elle y périra.

Il faudrait être aveugle pour ne pas voir que l'heure de sa fin approche. Il suffit de lire les jour-

naux de la réaction. Elle sonne le glas avec une audace qui révèle suffisamment la complicité de la force. Chaque minute compte pour un an dans la vie de la France.

Paris ressemble à une fontaine dont l'eau ne peut plus se renouveler. Le robinet est large ouvert. Guillaume et la contre-révolution attendent tranquillement à côté, l'arme au poing, prêts à couper la main qui tenterait de le fermer.

Si la trahison n'avait pas installé son siége au dedans, l'ennemi n'aurait pas maintenu longtemps le sien au dehors. Que fallait-il pour le balayer? Des hommes, de l'énergie et des armes.

Les hommes, on les a trompés et endormis; l'énergie, on l'a étouffée; les armes, elles sont encore à venir, et ne viendront pas : il suffisait cependant d'allonger la main pour les avoir.

Du 4 au 20 septembre, on pouvait gorger Paris de fusils et de canons. Il n'en est pas entré un seul. A dater de l'investissement, il était facile de fabriquer par milliers des pièces égales en puissance et en portée à celles des Prussiens.

On n'a eu garde. On a commandé et décommandé et suspendu, fait et défait. Résultat : zéro. Nous sommes à peu près sans artillerie.

Même jeu pour les fusils. La ligne, la mobile et quelques bataillons de garde nationale ont des chassepots, cent cinquante mille au plus. Y a-t-il

cinquante mille tabatières ? c'est douteux. Ajoutez les fusils à percussion, armes impuissantes.

On en transforme huit cents par jour en ce moment. Nous comptons, nous, notre existence par semaines. Nous serons transformés avant les fusils.

Un procédé, né d'hier, substitue au piston une arme se chargeant par la culasse et supérieure aux tabatières. Toutes les pièces se faisant au tour, il serait possible d'obtenir vingt mille fusils par vingt-quatre heures. Magnifique perspective qui va s'évanouir comme les autres, car elle ne plaira pas à ceux qui ont leur plan arrêté.

Au résumé, quelle est la situation ? En hommes, 400,000 gardes nationaux au *maximum*, y compris ceux qui n'ont aucune espèce d'armes, 80,000 mobiles et 40,000 soldats de ligne ; total : 500,000 hommes, dont 160,000 suffisamment armés, le surplus impuissant. Donc, une infanterie incapable de livrer bataille à l'armée de siége.

L'infériorité est pire encore dans l'artillerie. Soixante pièces de campagne pour toute la garde nationale !

Raillerie suprême ! Il lui fallait, au plus bas mot, douze cents bouches à feu, trois par mille hommes. Les Prussiens en ont de cinq à sept.

On pouvait, même depuis l'investissement, atteindre ce chiffre. Il suffisait de vouloir. D'ici à

trois semaines, avec l'activité du désespoir, la chose serait encore possible.

Il faudrait trente mille artilleurs de la garde nationale. Le temps reste pour les organiser et les exercer. On trouverait des pointeurs déjà formés. Les servants sont faciles à improviser. Quant aux manœuvres, on les ferait mal, mais la lutte serait courte et sur terrain étroit, boisé, montueux, non en rase campagne. Diminution du désavantage.

En trois semaines aussi, on fabriquerait les fusils nécessaires. A dix mille par jour, ce serait deux cent mille, et avec les cent soixante mille qu'on possède déjà, nous en aurions de 360 à 400 mille.

Paris alors, avec ses douze cents bouches à feu, pourrait sortir et culbuter l'armée allemande.

Mais il n'en sera rien. Notre sort est fixé. L'ordre et la marche de nos funérailles sont tracés d'avance par le décret du général Trochu.

On va tirer de la garde nationale quarante mille hommes environ, destinés à nourrir les sorties périodiques qui nous conduisent tout doucement à la fin de nos vivres, de nos soldats et de notre résistance.

Il est peu probable que les Prussiens prennent la peine de nous assaillir. A quoi bon se donner l'odieux d'un bombardement inutile? Oh! si une armée de secours était à craindre pour eux, ou si

Paris se trouvait au pouvoir des Républicains, les bombes ne tarderaient à pleuvoir.

Mais Paris et la province sont également au pouvoir de la réaction. Les Prussiens peuvent attendre avec patience le dénoûment. Il n'est pas douteux. Il sera conforme à l'espoir des deux alliés.

Non pas que la coalition des trois partis monarchiques n'aimât mieux se passer de Guillaume et faire sa besogne, sans le secours de l'étranger. Certes, Henri V, le comte de Paris et Bonaparte aimeraient tous mieux garder l'Alsace et la Lorraine qu'en faire cadeau à Bismark. Mais la chose est impossible. C'est Bismark lui-même qui leur fera cadeau de la France enlevée par ses armes à la République, et c'est bien le moins qu'il s'adjuge la Lorraine et l'Alsace comme pot-de-vin.

Il est vrai que les trois monarchies pourraient lui répondre : « Sans nous, sans notre complicité, vous auriez laissé vos os sur la terre française. Ne faites pas tant les fiers. »

Mais Bismark n'aurait qu'un mot à répliquer pour river leur clou : « Sans l'armée prussienne, la République vous enterrait définitivement toutes trois. Croyez-m'en, partageons de bonne amitié, et rasons les murs de Paris pour qu'il ne recommence pas. C'est à la Prusse que vous devez la restauration du trône et de l'autel. Guillaume, mon maître, ressuscite le droit divin ; prenez-en votre part que

vous n'espériez guère retrouver, et saluez avec respect l'Empereur d'Allemagne, qui vous rend le moyen âge. »

Sur ce, le pape, rentré dans Rome, donnera sa bénédiction *urbi et orbi*, et l'Europe rentrera dans la paix des ténèbres.

—

25 octobre 1870.

Encore une de ces funestes sorties, sans résultat possible, qui dévorent l'armée en détail et découragent profondément le soldat.

Excellente attitude, — but atteint, progrès remarquable, — vigueur et sang-froid, etc., etc. : — tous ces clichés monotones ne peuvent plus faire illusion. Les hâbleries et les rodomontades de la presse rétrograde cessent de tromper le public qui a été pris trop de fois à ces travestissements de défaites en victoires.

Jamais le chauvinisme, cet ulcère sénile d'un peuple, ne s'était montré sous une forme aussi repoussante : le mensonge faisant appel à la vanité. — Pas de plus triste symptôme de décadence. Nous avons emprunté cette honte aux monarchies asiatiques. Dans la guerre de la Birmanie contre les Anglais, chaque éreintement de l'armée Bir-

mane devenait, sous la plume des généraux, un acte de soumission, déposé par les barbares aux pieds d'or de Sa Majesté.

Croit-on que nos soldats soient dupes? Ils savent par cœur le programme de ces éternelles reconnaissances : une grosse canonnade, par manière d'exorde, une marche en avant de tirailleurs, quelques avant-postes repliés, et pour dénoûment une masse prussienne avec grêle de balles et de mitraille, retraite précipitée, morts, blessés, prisonniers et le reste, — c'est invariable.

Hier, succès d'extra. On avait pris quatre canons à l'ennemi. Vérification faite, c'est lui qui nous en a pris deux. En voilà pour trois jours de rhétorique, d'effets de style, de narrations Tite-Liviennes.

On avait accusé déjà de nos malheurs, et non sans raison, la littérature gangrenée de la période impériale. Après un instant de stupeur, elle a repris son audace et son travail de perversion. Elle met en roman les désastres mêmes de la patrie. Les scènes douloureuses du siége, la mort qui fauche les enfants du peuple, fourniront de la copie aux faiseurs de la presse.

C'est à qui brodera ses historiettes, ses légendes sur le canevas lugubre de la guerre. La vérité austère et simple disparaît devant les fantasia des feuilletonistes. L'histoire de 1870 sera un roman éclos dans les colonnes de la presse pourrie.

Mais la réalité ne perd pas ses droits pour cela. Si les littérailleurs bernent et abrutissent, avec leurs contes de sots désœuvrés, les acteurs sérieux du drame ne subissent que l'influence des événements. Les troupes mises en coupe réglée par la routine et l'impéritie, ne puisent pas leurs impressions et leurs jugements dans les bavardages de la presse; elles ne les reçoivent que du champ de bataille.

Or, le champ de bataille est chaque jour la représentation de la même tragédie, dont les soldats savent les scènes par cœur. Eux seuls en font les frais et se lassent, à la fin. On ne leur jette pas de la poudre aux yeux, parce qu'on en brûle avec fracas, pendant six heures, sur une étendue de huit lieues.

Il serait temps d'en finir avec ces reconnaissances qui ne grattent même pas la première épiderme des camps ennemis. Si l'on veut apprendre où ils sont et ce qu'ils préparent, qu'on pousse un coup de sonde droit, et l'on saura ce qu'a dans le ventre ce colis mystérieux et menaçant.

On ménagera ainsi tout à la fois les hommes et les munitions, et peut-être le besoin d'agir conduira-t-il alors à un travail sérieux.

Il n'est plus possible de compter sur une politique républicaine de la part du Gouvernement. Il est inféodé à la plus extrême réaction. De là sans

doute à un accord avec l'ennemi, il n'y a qu'un pas. Les Prussiens ont la conviction que le parti dit de l'ordre leur ouvrira les portes. Cette conviction se fonde sur l'histoire, toute pleine de pareilles félonies.

Au quatorzième siècle, au temps d'Étienne Marcel, les modérés mettent Paris aux mains de la contre-révolution monarchique et féodale. Même défection quelques années plus tard, en 1380, après la bataille de Rosebecque.

Les Hussites, longtemps vainqueurs de l'Allemagne, sont vendus par les seigneurs à l'ennemi étranger. Le parti bourgeois livre la Fronde et le peuple à Mazarin sous la régence d'Anne d'Autriche.

En 1814, la bourgeoisie se hâte de traiter avec la coalition victorieuse. En 1815, elle étouffe la résistance populaire et ouvre Paris aux Anglo-Prussiens.

Pourquoi ne reverrait-on pas aujourd'hui un exemple plus sinistre encore de ces grandes trahisons? Certes, ce serait un suicide pour la plupart des membres du Gouvernement actuel, mais non pour tous. La République doit trembler devant la sacristie qui est gouvernante de Paris, à l'heure présente.

N'oublions pas qu'une armée de cent mille Bretons et Vendéens est réunie à Nantes, sous le com-

mandement de Cathelineau et de Charette. Je ne crois pas à la tendresse de cette armée pour Paris et l'idée républicaine.

Ce qui est trop visible, c'est que ni le grand rassemblement de Nantes, ni celui de Tours, ni celui de Lyon, ne font mine de marcher au secours de la capitale. Est-ce impuissance, anarchie ou mauvaise volonté? Toutes les causes ensemble, sans doute.

Les dépêches si rares, si étranges de M. Gambetta, ne laissent que trop deviner le profond désarroi de la province. La Révolution y a été comprimée et mise au ban comme à Paris; sa défaite entraînera le triomphe des Prussiens et la chute de la France. Mais les aristocraties ne croiront pas avoir payé trop cher, à ce prix, le rétablissement de leur domination.

Que demandait pourtant, et que demande encore au Gouvernement le parti républicain? Des canons, des fusils, une organisation sérieuse de la garde nationale, ces trois choses nécessaires et suffisantes pour balayer l'ennemi. Il n'a jamais rien pu obtenir et bientôt il sera trop tard.

LE DANGER DE LA SITUATION

24 octobre 1870.

Le danger de la situation est dans le divorce du Gouvernement avec la République. On a beau invoquer le contrat du 4 septembre, personne n'est dupe. L'incompatibilité d'humeur s'accuse chaque jour davantage.

Comme Bonaparte, le général Trochu déteste et redoute les Républicains. Il les tient pour des ennemis et les traite en conséquence. Les douze de l'Hôtel de ville, son Corps législatif, n'ont, vis-à-vis le nouveau maître, ni plus d'indépendance ni plus d'initiative que leurs devanciers. Ils obéissent, mécontents peut-être, dociles quand même. Ce sont de simples comparses.

Certes, plus d'un parmi eux, ne fût-ce que M. Rochefort, a dû souffrir, en procédant à l'exécution

du citoyen Mottu, sur l'injonction impérieuse de la sacristie. Quel profit attendre de cette violence toute gratuite?

Y avait-il provocation? Pas le moins du monde. La fin des vacances amenait la réouverture des écoles. La démocratie ne pouvait abandonner le programme formulé depuis vingt ans par toutes les nuances du libéralisme. Quelle question était mieux et plus universellement résolue que la séparation des Églises et de l'État? C'était désormais un dogme politique.

La population de Paris réclame l'enseignement laïque. Le maire du onzième arrondissement a restitué aux instituteurs les locaux envahis par les congréganistes. Il était dans son droit et faisait son devoir. Libre aux ignorantins d'ouvrir leurs écoles où bon leur semblait. Mais les bâtiments communaux appartiennent à la municipalité.

Ce qui s'est passé dans cette circonstance a ouvert bien des yeux. Paris est sous le joug des jésuites. Ils ont tenu à le violenter ouvertement dans sa conscience, à lui imposer par le bras militaire une domination spirituelle qu'il abhorre. A l'heure qu'il est, la onzième mairie est pleine de béguines et d'ignorantins qui affichent leur triomphe, pour braver la population et provoquer peut-être des journées de juin.

Eh bien! on ne les aura pas.

La démocratie connaît les projets sinistres de ses ennemis. Elle les sait impatients de mettre à profit la présence des Prussiens. En finir avec Paris et l'idée moderne, étouffer l'une dans le sang de l'autre, c'est leur ardent désir, leur plus vive espérance. Ce vœu impie ne sera point exaucé.

Mais le péril est grand. M. Trochu a pris simplement la place de Bonaparte. C'est la même attitude en face de la population parisienne. Ce sont les mêmes sentiments, les mêmes dispositions.

Le parti républicain se sent haï, épié, menacé. Il a tout à craindre et doit se tenir sur ses gardes. Or, il est l'unique appui de la résistance, le seul adversaire sérieux des envahisseurs. En dehors de lui, il n'y a que faiblesse, impuissance, égoïsme, pusillanimité.

Cet antagonisme entre le Gouvernement et la Capitale ne sera-t-il pas mortel à la défense? Il l'était avant le 4 septembre, et chaque jour les deux situations se rapprochent. L'élan populaire est brisé, l'enthousiasme éteint.

Le militarisme croit tout réduire, tout dominer par l'intimidation : il s'imagine mener Paris comme un régiment. Mais, tout enrégimenté qu'il est, Paris a sa pensée et sa volonté qu'on ne discipline point, parce que ce sont choses étrangères et supérieures à la discipline.

Paris a voué son existence au Progrès. Il se

sent frappé au cœur, lorsqu'on veut extirper le progrès de son sein, et y réinstaller les ténèbres. Il ne songeait qu'à repousser l'ennemi. Voici qu'on l'attaque lui-même dans ce qu'il a de plus cher, la science et la lumière. On prétend que la civilisation doit lui arriver de Quimper-Corentin. Ce serait lui vendre à bien haut prix un secours équivoque.

Le Gouvernement, si mal dénommé, de la défense nationale, aurait mieux fait de couler des canons et de fabriquer des fusils que d'usurper les droits municipaux par son ingérence dans les questions d'écoles. Il n'est pas dictateur des consciences ; il ne lui appartient pas de fouler aux pieds la volonté d'un groupe de 150,000 âmes, quand il s'agit de morale et d'éducation.

Ces procédés tyranniques portent un coup mortel à la défense. En découvrant les secrets desseins du pouvoir, on se demande si le péril n'est pas plus grave au dedans qu'au dehors, et si les conquêtes de l'esprit moderne, si la vie intellectuelle même ne sont pas plus menacées encore que l'indépendance nationale.

Est-ce pour cela que la Dictature n'a point voulu de contrôle, pas même celui d'une simple municipalité ?

GUILLAUME JOURNALISTE

26 octobre 1870.

Bismark publie un journal français pour charmer ses loisirs. Bien que son maître ne soit pas encore roi de France, le cabinet prussien peut s'intituler le *cabinet de Versailles*, aussi bien que feu le cabinet de Louis XIV.

D'ailleurs, quand on habite une grande ville en France, il faut bien prendre couleur et choisir son drapeau. Le roi Guillaume s'est déclaré pour le général Trochu et ses douze contre la *populace* de Belleville.

Ce monarque et son grand-visir en veulent mortellement à Belleville, qu'ils appellent le *quartier général du parti terroriste*. Ils nagent en plein dans les eaux du *Figaro*, du *Gaulois*, et de tous les champions de l'Hôtel de ville. On croirait lire

la presse officieuse de Paris, ceci, par exemple :

« Plus le parti terroriste montre d'audace, plus le Gouvernement montre de faiblesse. Il ne tardera pas à être débordé et dévoré par *toutes ces brutes féroces,* s'il ne prend promptement des résolutions énergiques !...

« ..... Si le général Trochu n'agit pas rigoureusement et sans délai, la terreur s'installera promptement à Paris. »

N'est-ce pas édifiant? Bismark conseillant à nos dictateurs l'extermination des Républicains? Ainsi faisait-il avant la chute de Bonaparte. La presse berlinoise n'avait jamais assez de malédictions contre la *populace* parisienne, jamais assez de tendresses et de conseils de vigueur pour l'empire.

Guillaume faisait la guerre à Napoléon sans doute, mais à bon escient. Ce n'est pas cet ennemi-là qu'il redoutait, l'événement l'a bien démontré. Bismark savait d'avance que la victoire était au bout de son duel avec un tel champion. Toutefois, il apercevait derrière ce triste sire un lutteur un peu plus à craindre, et il criait à pleins poumons : « Franc jeu! ne me changez pas mon adversaire pendant la bataille! »

On l'a changé, ma foi, et la dictature de l'Hôtel de ville a remplacé Bonaparte dans les sympathies prussiennes. La *populace* de Paris est plus que jamais la tête de Méduse de ces grands vainqueurs :

ils offriraient volontiers la moitié de leur armée pour mettre à la raison le *parti terroriste*.

Infâme parti terroriste, qui trouble les rêves du roi Guillaume et jette un nuage sur ses lauriers définitifs!

Cet excellent Bismark avait compté sur une guerre civile dans Paris. Il avait même cru voir *des hauteurs environnantes le combat* qui se livrait au milieu des rues, et son journal ajoute :

« ..... Ce drame émouvant touche à sa fin, et, sous peu de jours, les troupes allemandes entreront presque sans combat dans la capitale de la France, appelées par les MEILLEURES CLASSES !!! »

Nous y voilà ! Les *meilleures classes*, les classes comme il faut, ennemies de la vile multitude, les classes qui ont ouvert les portes en 1814 et en 1815, que l'on croit fidèles à leur tradition et prêtes *à appeler les troupes allemandes* pour rétablir l'ordre, la monarchie, extirper la République, la liberté, la pensée !

Nous aimons à croire qu'on calomnie ces classes, malgré leurs fâcheux précédents, et qu'elles *n'appelleront pas les troupes allemandes*, comme l'espère le porte-étendard du Droit divin.

Personne ne peut savoir ce qui se passe dans l'ombre, et la défiance est permise, elle est même commandée par l'histoire à la Démocratie. Mais jusqu'ici, du moins, aucun symptôme *d'appel aux*

troupes allemandes ne s'est montré au grand jour, et les plus mauvaises passions elles-mêmes y regarderont à deux fois avant de mettre la France sous les pieds des Prussiens.

A TATONS

28 octobre 1870.

La prise de Châteaudun nous dit le dernier mot sur l'armée de la Loire. Si elle n'a pu secourir, contre cinq mille Prussiens, une ville éloignée de dix à vingt lieues seulement du cours de cette rivière, comment viendrait-elle dégager Paris entouré par trois cent mille hommes ?

Jamais les gens sensés n'ont été dupes un seul instant des dépêches mensongères expédiées des bords de la Loire. Cet honnête fleuve a sans doute changé de place avec la Garonne.

Nous avons une Pythie gouvernementale à deux têtes, qui rendent leurs oracles, l'une dans Paris, l'autre à Tours. De ces bouches sacrées, c'est à qui sur les badauds laissera tomber les mystifications les plus hiérophantiques. La Révolution du 4 sep-

tembre a inauguré la dictature de la tromperie.

On subit ce système avec une résignation de mauvais augure. Un peuple, placé entre la vie et la mort, qui abandonne si placidement sa destinée à l'ineptie doublée d'arrogance, qui accepte, tête basse, le régime du silence égayé par le conte bleu, ce peuple n'existe plus. Il a fixé d'avance le jour de son suicide.

On vient de destituer le chef du cabinet noir, et, à ce propos, la presse agréable du moment n'a pas manqué de lâcher sur Bonaparte le robinet aux imprécations. Bonaparte est aujourd'hui la tête de Turc pour les champions de Sultan-Trochu. Ils se font une popularité féroce à grands coups de poing sur cette tête cassée, puis ils apostrophent le Républicain naïf : « Coquin, tu n'es pas pour Trochu ? Alors tu es pour Bonaparte. »

« Vieux drôle, pourrait riposter le pauvre diable, vieux drôle, tu baisais les pieds de Bonaparte debout. Il est par terre, tu lui trépignes sur le ventre, et tu baises les pieds de Sultan-Trochu, pour avoir derechef le droit et le plaisir de me casser les reins. »

En décembre 1848, le lendemain de la séance de la Constituante, où le président Bonaparte avait prêté son fameux serment à la République, le brigadier des gendarmes qui nous gardaient au donjon de Vincennes, nous autres Républicains de dix-

huit ans de date, me dit avec un gracieux sourire : « Nous ne sommes plus les gendarmes de Cavaignac, nous sommes les gendarmes de Bonaparte. »

Le brave homme n'y mettait pas la moindre malice. Il croyait dire la chose la plus naturelle et la plus légitime du monde, et se rengorgeait doucement dans son spirituel propos. Je ne veux pas confondre cet inoffensif Pandore avec les vieux drôles du journalisme, qui ont toujours en main l'encensoir pour la puissance et l'assommoir pour la conscience. Pandore n'en a pas moins dit le mot des Révolutions qui avortent.

La jeune génération assiste à un de ces spectacles médiocrement gais. L'empire violait le secret des correspondances. Horreur ! le général Trochu les interdit. Bravo ! il n'aura pas la velléité du cabinet noir. En pieux catholique, il se défie de ses forces et ne veut pas s'exposer à la tentation.

Chrétien, il emploie le procédé chrétien : « *Supprimer.* » Simplicité merveilleuse, qui prévient à jamais les réclamations. Où il ne se fait rien, point de plainte.

Donc, le général Trochu arrête : « Aucun ballon ne pourra partir de Paris sans autorisation. Dans la nacelle d'un ballon autorisé, personne ne pourra prendre place sans la permission du gouverneur. »

C'est bref et complet. Emprisonnement hermé-

tique. Les lignes prussiennes ne suffisent pas pour cacher la province à Paris et Paris à la province. M. Trochu pousse le verrou atmosphérique. Les Parisiens sont mis sous triple serrure.

Précaution contre l'espionnage, cela va sans dire. Chacun sait que les portes de Paris étant ouvertes aux multitudes pour leurs promenades à la recherche des légumes, il est impossible de communiquer avec l'ennemi. Il faut absolument monter en ballon et faire trente ou quarante lieues dans les nuages, pour apercevoir l'ombre d'un Allemand. Mais halte-là ! la Défense nationale est là.

L'Hôtel de ville veut servir de truchement unique entre la France et sa capitale. Il raconte aux départements les faits et gestes de Paris, et à la grande ville les événements de la province. Cet ingénieux procédé le met à l'abri de la contradiction.

On peut alors, avec un égal succès livrer la France aux complots des monarchies, et persuader la capitale que le pays entier se lève pour sauver la République.

Consolons-nous cependant. Cette cruelle séparation touche à sa fin. On nous promet la prochaine levée des scellés. Les chemins de fer ont reçu l'ordre de préparer leurs wagons. Les guichets vont se rouvrir et les Parisiens reprendre la clé des champs. Ce sera un beau jour, avec la permission des Prussiens et celle des dictateurs.

En attendant son aurore, nous continuons de tâtonner à travers les ténèbres, dans une ignorance absolue des choses du dehors et du dedans. Les hypothèses peuvent se donner pleine carrière. On a le choix entre l'occupation de Paris par les Allemands et l'entrée des Français à Berlin. Le Gouvernement est aussi digne de foi en nous montrant l'une que l'autre de ces perspectives.

Ses discours, ses gazettes, ses décrets et ses membres se valent. Bernement perpétuel dans une étonnante variété de couvertures, et phlegme imperturbable des bernés. Rien de tel qu'un siége pour former le caractère. Pour peu que le blocus se prolonge, les Parisiens deviendront un peuple-modèle, et le plus pointu des monarques pourra l'envier à Sultan-Trochu.

NOS HUMILIATIONS

—

29 octobre 1870.

M. Thiers rentre de sa tournée mendiante à travers l'Europe. C'est la seconde depuis cinquante jours. Il revient, la besace vide, comme la première fois. Partout il a reçu même accueil et même réponse : « Dieu vous assiste ! »

M. Thiers, malgré son grand âge et ses gros livres, a oublié qu'un peuple ne peut demander l'aumône qu'au bout de son escopette, comme le mendiant de *Gil Blas*. Or, le Gouvernement, en tendant son chapeau, affectait de montrer qu'il ne tenait point d'escopette. On a détourné la tête avec mépris.

Oui, vraiment, la *défense nationale* avait grand'-

peur que l'Europe ne prît son nom au sérieux. Elle a tout mis en œuvre pour écarter ce soupçon blessant : « Faire les mauvaises têtes, nous ! Irriter la Prusse par d'absurdes préparatifs ! Pour qui nous prend-on, grand dieu? Pour des révolutionnaires ! »

Et M. Thiers d'aller implorant la paix sur tous les grands chemins de l'Europe. Et le Gouvernement d'exhiber ses mains blanches aux ambassadeurs, pour les convaincre qu'elles ne charriaient à Paris ni chassepots ni canons, qu'elles ne touchaient ni à la fonte ni au fer dans un but de fabrication criminelle.

Pour ne pas déplaire à Guillaume, l'Hôtel de ville n'a fait entrer à Paris ni fusils, ni artillerie. Il a laissé dans les arsenaux maritimes les pièces de position. Il a repoussé les offres de chassepots faites d'Angleterre. Il n'a remué un pouce de terre, ni aux remparts, ni en avant, ni autour des forts. Pas une ombre de préparatifs, jusqu'à la déconvenue de M. Jules Favre dans les antichambres de Bismark.

Tous nos cadres ont disparu dans la campagne qui s'est terminée par Sedan. Cinq ou six mille officiers polonais se présentent pour instruire nos recrues, ressource précieuse, inespérée ! On la rejette pour gagner le cœur de Guillaume.

Mais Bismark hausse le ton devant ceux qui le baissent. L'Hôtel de ville étouffe la défense nationale. Le Prussien lui reproche avec arrogance de l'exciter par ses discours et ses mesures. Il parle en maître de la France, ordonne de convoquer les comices pour consulter le pays, sous la salutaire inspiration de la peur.

Le Gouvernement obéit, puis se rétracte, par crainte de Paris. Fureur de Bismark contre cette rébellion de ses vassaux. Il les apostrophe avec véhémence, et les traite de révolutionnaires, presque d'insurgés. Un peu plus, il les traduirait devant un conseil de guerre pour haute trahison. C'est à n'en pas croire ses yeux ni ses oreilles.

Les lamentations de Jules Favre après son avanie de Ferrières portent au paroxysme le courroux prussien. Un laquais révolté ne serait pas châtié plus rudement de son insolence. Quoi ! se plaindre des coups de cravache, pleurer tout haut devant les Parisiens, afin de les colérer par attendrissement, n'est-ce pas le comble de la félonie ? Bismark prend tous les monarques à témoin d'une telle forfaiture.

On rirait de ce hobereau, si la rage n'entrait au cœur, en voyant la France tombée si bas que de recevoir la schlague sur les reins d'un soi-disant mandataire.

Qui avait donné à M. Jules Favre mandat d'ignominie? Il l'a pris sous sa toque d'avocat.

Guillaume serait-il, par hasard, dans le vrai, en répétant, après tant d'autres, qu'une nation a toujours le gouvernement qu'elle mérite? Il a raison pour la Prusse. Roi et peuple sont dignes l'un de l'autre.

Mais nous, qui avalons ces couleuvres avec tant de bonne grâce, ne les avons-nous pas gagnées? On a versé des larmes sur la prose de maître Favre, réclamant l'indulgence du jury et de la cour, en faveur du peuple français. On ne s'est pas indigné. On a juré guerre à outrance, entre ses mains toutes rouges de la férule prussienne. Hélas! notre épiderme est devenu de la corne.

1792—1870

—

30 octobre 1870.

Quatre-vingts ans d'intervalle seulement entre ces deux dates ! La vie d'un vieillard. Mais, de ce berceau à cette tombe, dix siècles ordinaires ont trouvé place. Plus rien ne se ressemble. La filiation morale a disparu. On est de race par le sang; on ne l'est, ni par la conscience, ni par le caractère. La tradition n'a pas laissé vestige. Aux deux extrémités de la période, deux drapeaux : — 1792, l'enthousiasme ; — 1870, la spéculation.

De toutes parts, une lamentation s'élève: nos pères de 1792 n'avaient ni le nombre, ni la richesse, ni la science qu'on possède aujourd'hui. Ils ont été héroïques. Ils ont sauvé la patrie, écrasé les monarchies coalisées. Allons-nous, avec tant de

ressources qu'ils n'avaient pas, périr sous le talon de la Prusse, devant le sourire méprisant de l'Europe ?

Et ce cri retentit plus désespéré : « 92! Soyons les hommes de 92 ! ou la France sombre. » Puis cet étrange refrain : « Serrons-nous autour du Gouvernement de la *défense nationale*. »

Nos pères de 92 se serraient autour d'un gouvernement révolutionnaire qui foulait aux pieds l'ennemi intérieur, le monarchisme, et portait la pointe de l'épée au visage de son complice, l'envahisseur étranger.

Et vous vous ralliez, vous, à un pouvoir contre-révolutionnaire, proscripteur des Républicains, courtisan des royalistes et très-humble serviteur de l'invasion.

Les plus énergiques se hasardent à dire : « Il faut le pousser en avant, suppléer à sa faiblesse, à sa lenteur, et néanmoins le maintenir. »

Ah ! vous prenez le Gouvernement pour un colis qu'on traîne avec soi par les chemins, parce qu'il faut des malles en voyage?

Eh bien! c'est le bagage qui règle la marche, et qui domine le voyageur.

Les peuples sont ce que les fait leur Gouverne-

ment. Ils ne vivent et ne meurent que par lui. Toute leur destinée est dans ses mains. Il est singulier qu'on l'oublie si vite, après vingt ans de Bonaparte.

La République de 92 proscrivait sans pitié les suppôts de la monarchie, ses états-majors civils et militaires, ses lois, ses mœurs, sa religion, ses idées et jusqu'à ses costumes. Debout sur ses débris dispersés, elle entraînait la France furieuse aux batailles, et si le Prussien du dehors faisait un pas de trop sur le sol de la patrie, elle ne reculait pas devant un 2 novembre contre le Prussien du dedans.

La République de 1870 ne connaît d'autre ennemi que les Républicains, elle est aux genoux des aristocrates et du clergé. Elle paye des pensions de 20,000 francs aux veuves millionnaires des scélérats qui ont pillé, saccagé, égorgé le pays. Elle livre l'enfance aux jésuites, les citoyens au militarisme. Elle immole l'avenir au passé, les démocrates aux réactionnaires ; elle paralyse nos bras, n'oppose aux envahisseurs qu'un simulacre de résistance, mendie leur pardon et leurs bonnes grâces, s'appuie sur les royalistes alliés de l'étranger, et tient suspendue sur la tête des révolutionnaires la menace d'une Saint-Barthélemy.

Que vient-on nous parler de 92, en criant : « Ho-

sannah au Gouvernement de la *défense nationale!»* Ce sont les deux antipodes. 92 a sauvé la Révolution et fondé la République; l'Hôtel de ville est en train de les anéantir.

Il a pour auxiliaires tous ces monarchiens qui hurlent : « Vive la République ! » après l'avoir égorgée et proscrite durant vingt années, et en se préparant à l'égorger, à la proscrire avec plus de rage encore.

Il est le drapeau des traîtres et des caméléons, des amphibies qui ont un pied dans chaque antichambre, un article pour chaque couleur, une pierre d'attente dans chaque édifice. Toutes les âmes gangrenées se réfugient à son ombre, font escorte et chorus à ses tromperies.

Il est la contre-révolution et creuse le tombeau de la France.

LE BOMBARDEMENT

—

1er novembre 1870.

L'ennemi est prêt. Ses canons vont prendre à leur tour la parole. Les nôtres l'ont tenue seuls jusqu'ici, et peu à peu, on a pris l'habitude de ce monologue facilement victorieux. Le dialogue sera plus rude. Pourvu que, de notre côté, les orateurs soient en nombre, tout ira bien. Mais c'est justement la question.

On en avait à foison dans les arsenaux de Brest et de Cherbourg. On les y a laissés pour cause de brutalité, en donnant la préférence au verbe mielleux des avocats et des diplomates. Puisse-t-on ne pas s'en repentir !

Dans les places ordinaires, le siége se joue en

deux actes. Le premier est tout aux assiégés, le second, tout aux assiégeants.

D'abord, la défense, prête de longue main, fait feu de ses remparts bien armés. L'attaque, exposée aux coups sans les rendre, ne peut que préparer sa revanche avec la pioche et la pelle.

Quand ses tranchées sont en état, et ses pièces en position, la scène change.

Les feux convergents écrasent l'assiégé sous la puissance du nombre. Le ricochet et les obus balaient et démolissent rempart, canons et canonniers.

Il faut déguerpir de la courtine, déserter les faces des bastions, retrancher leur gorge, disputer avec quelques pièces de flanc le passage du fossé, puis défendre la brèche, le réduit de la gorge, et finalement se rendre, sous peine d'une prise d'assaut qui autorise le sac de la ville, d'après ce qu'on appelle les lois de la guerre.

Avec une garnison moyenne, comme chiffre et comme énergie, la durée d'un siége est à peu près connue d'avance, selon le site de la place, le nombre et la force de ses ouvrages. La mollesse ou l'héroïsme de la défense modifient naturellement les conditions de temps, mais ce n'est là qu'une exception. La règle subsiste. Les jours de la résistance sont comptés.

Paris échappe à cette règle par l'immensité de son périmètre. Le front de la défense, égal à celui de l'attaque, ne permet pas la convergence des feux.

Sur ce vaste contour, cependant, deux angles se dessinent, l'un au nord-est, entre l'issue des deux canaux de l'Ourcq et de Saint-Denis, l'autre au sud-ouest, à la porte dite du Point-du-Jour. Le premier comprend les bastions 26, 27, 28 et 29, le second les bastions 64, 65, 66, 67, 68.

Ces deux angles de l'enceinte peuvent être embrassés par une attaque en demi-cercle, qui aurait l'avantage des feux convergents. L'extrémité sud-ouest, surtout, celle du Point-du-Jour, offre prise aux batteries placées sur les versants de Meudon. Le canon enveloppperait de projectiles les bastions 64, 65, 66, 67 et 68, et prendrait d'enfilade tout le rempart, depuis le bastion 65 jusqu'au 53. C'est l'endroit le plus faible de l'enceinte, que nous avions signalé, dès le 8 septembre, comme le point d'attaque à peu près certain de l'ennemi, prédiction facile et qui s'est réalisée.

C'est en effet cette bande étroite entre la Seine et Boulogne que les canons prussiens s'apprêtent à foudroyer.

La prétendue *défense nationale* n'a pas même

songé à occuper par des redoutes les hauteurs menaçantes de Meudon. Les Allemands n'ont eu que la peine de s'y installer, au milieu des maisons, des ravins et des bois. L'Hôtel de ville ne s'inquiétait que de conjurer, à force d'humilité, les colères de Bismark, et d'acheter la paix avec les écus de Jacques Bonhomme.

Or, aurons-nous de la grosse artillerie, pour répondre aux canons Krupp?

Le deuxième acte du siége va commencer, en effet, et les assiégés y échangent ordinairement leur rôle de marteau, contre celui d'enclume.

Paris ne sera pas condamné à cette disgrâce, s'il a autant de bouches à feu que l'adversaire. Mais cette condition-là est obligatoire. Car la place ne lui manque pas pour les mettre en position, et tenir tête. Il opposera redoutes à redoutes, calibre à calibre, et maintiendra l'égalité dans le combat. S'il possède plus de grosses pièces que les Prussiens, il pourra donc éteindre leur feu, par la supériorité du nombre.

Mais, dans le cas contraire, l'artillerie allemande prendra bientôt le dessus, et nous verrons démanteler les forts, démonter les pièces, ruiner toutes nos défenses.

Ajoutez le bombardement et l'incendie, et les

trembleurs ne tarderont guère à retrouver la parole. La peur souffle le courage.

Jusqu'à présent, grâce au silence des batteries prussiennes et à la grosse voix des nôtres, la presse vantarde a pu se donner carrière et entretenir les illusions de la foule.

Mensonges funestes qui préparent les défaillances et les chutes.

Ce n'est pas sans un serrement de cœur que l'on songe à l'incurie du pouvoir, aux six semaines perdues pour l'armement de la place, à ce manque fatal de canons et de fusils qui peut devenir la cause de notre perte.

Et la province, que fait-elle? où est l'armée de la Loire? Pas un mot du Gouvernement sur les questions qui obsèdent tous les esprits. L'Hôtel de ville nous abrutit peu à peu par l'obstination de son silence. On assure que la délégation *extra-muros* a dû abandonner Tours devant l'invasion prussienne, et se retirer à Limoges, d'autres disent à Clermont-Ferrand. Est-ce vrai? Est-ce faux? qui peut le deviner? Nos dictateurs sont muets. Ils laissent la population fondre dans son angoisse. L'incertitude tue les plus robustes.

Mais vienne la grande crise, tout le Paris viril sera debout.

LA LOYAUTÉ DU GOUVERNEMENT

—

3 novembre 1870.

Le Gouvernement de la désertion nationale vient de donner au grand soleil la mesure de sa bonne-foi.

Hier, il avait spontanément accordé, par l'organe des maires, les élections municipales, et dans la nuit, à la suite de longs pourparlers, il avait également concédé la réélection des membres du Gouvernement, pour le mardi 1er novembre.

A cette condition solennellement débattue et acceptée de part et d'autre, les citoyens installés par le peuple dans les salles de l'Hôtel de ville consentaient l'évacuation du palais par les bataillons républicains.

A vrai dire, nous comptions peu sur la loyauté

de nos adversaires; ils avaient trop souvent fait leurs preuves. Dès le lendemain, leur parole était violée, non pas avec franchise, mais avec un tour essentiellement loyolesque.

Au lieu de procéder aux élections ils demandent : voulez-vous élire, oui ou non? — Le plébiscite ressuscité avec toute la morgue dictatoriale! Il leur manquait ce dernier point de ressemblance avec Bonaparte. Ils n'ont pas voulu se le refuser.

Les journaux réactionnaires poussent avec ardeur le pouvoir à une violation plus scandaleuse encore de sa parole. A merveille, — il ne peut rien refuser aux trois bataillons jésuites du faubourg Saint-Germain, les 15e, 17e et 106e, son seul appui dans la garde nationale, en y joignant les mobiles bretons.

C'est l'armée catholique qui a gagné par une trappe la bataille de l'Hôtel de ville. Que l'*Univers* illumine!

LA VÉRITÉ SUR LE 31 OCTOBRE

—

4 novembre 1870.

Les journaux de la réaction ont fait de la nuit du 31 octobre un récit complétement mensonger.

La calomnie est leur habitude. On ne change pas les habitudes.

Cependant, comme la crédulité publique accueille indifféremment tout ce qu'on lui offre, le citoyen Blanqui se croit tenu de dire sa participation aux faits du 31 octobre.

Le citoyen Blanqui n'ayant point de bataillon sous ses ordres, depuis son remplacement à la tête du 169e, n'a point marché sur l'Hôtel de ville.

Il a été informé vers cinq heures et demie que son nom figurait sur la liste du nouveau Pouvoir proclamé à l'Hôtel de ville.

A six heures, il s'est rendu au poste où l'appelait la volonté populaire et n'a pu pénétrer qu'avec beaucoup de peine dans l'intérieur du palais.

Il a été accueilli avec une vive satisfaction par les citoyens réunis dans une salle où se trouvait une table chargée de papiers.

On l'a invité aussitôt à entrer en fonction comme membre de l'autorité nouvelle. Sur sa demande où se trouvait le citoyen Flourens, on lui a répondu qu'il gardait à vue les membres de l'ancien Gouvernement et ne pouvait quitter son poste.

Il a essayé de se rendre auprès de son collègue pour conférer avec lui. Il n'a pu y parvenir, par suite de l'opposition obstinée faite à son passage, par des gardes nationaux du 106e bataillon qui occupaient la porte d'entrée.

Comprenant le danger de cette situation, il est rentré dans la salle où il avait été reçu d'abord et s'est occupé exclusivement de pourvoir à la sûreté de l'Hôtel de ville et des fortifications.

Il a rédigé et signé *seul* les ordres suivants :

Ordre de fermer toutes les barrières et d'empêcher toutes communications qui pourraient informer l'ennemi des dissensions soulevées dans Paris.

Ordre aux commandants des forts de surveiller et repousser avec énergie toutes les tentatives que feraient les Prussiens.

Ordre à divers chefs de bataillon, — une vingtaine environ, — de rassembler leurs soldats et de les conduire sur-le-champ à l'Hôtel de ville.

Ordre à des bataillons, déjà réunis sur la place, d'entrer immédiatement dans le palais pour en garder les portes et en protéger l'intérieur.

Ordre à ces mêmes forces de faire sortir de l'Hôtel de ville le 106e bataillon, composé de légitimistes et de cléricaux du faubourg Saint-Germain.

Ordre de faire occuper la préfecture de police par un bataillon républicain actuellement stationné sur la place.

Ordre à plusieurs citoyens de s'installer dans diverses mairies à la place des maires présents.

Il est inutile de désigner ces mairies. Elles sont au nombre de trois ou quatre.

Une partie de ces ordres fut exécutée. Les autres ne purent l'être.

Le citoyen Blanqui, averti que des bataillons hostiles agissaient avec violence, dans l'intérieur, contre le pouvoir populaire, voulut de nouveau rejoindre le citoyen Flourens dont il demeurait séparé, à son grand déplaisir.

Il se rendit auprès de lui, et revenant en sa compagnie vers la salle qu'il avait quittée, il dut traverser une pièce qui venait d'être envahie par le

17e bataillon, composé aussi de gardes nationaux du faubourg Saint-Germain. Ces gardes nationaux se débattaient avec des citoyens formant l'entourage de Flourens.

Reconnu par eux, le citoyen Blanqui devint à l'instant même l'objet spécial de leurs attaques. Une lutte violente s'ensuivit entre les deux partis. Elle se termina par l'enlèvement de Blanqui, qui fut horriblement maltraité et rejeté à demi étranglé dans un corridor où se trouvaient d'autres gardes du 17e.

Plus humains, ceux-ci le déposèrent sur un banc où il put recouvrer la respiration. Il se trouva là près de Tibaldi qui avait été également arrêté et accablé de coups. On lui avait arraché les cheveux et la barbe qu'il porte luxuriante.

Lorsque Blanqui eut repris ses sens, les gardes du 17e, qui l'avaient traité avec humanité, l'emmenèrent prisonnier entre deux haies de soldats des 17e et 15e bataillons, jusqu'à une grande porte fermée, au bout d'un vestibule pavé de cailloux.

Devant cette porte se trouvaient sept ou huit citoyens armés qui interpellèrent le 17e sur le prisonnier qu'ils conduisaient. Un des gardes de ce bataillon, d'une stature colossale et d'une vigueur herculéenne, se précipita aussitôt sur l'intervenant, le saisit à la gorge et le cloua sur la porte

avec une force irrésistible. En ce moment, un coup de pistolet éclata dans ce groupe en lutte.

Les gardes nationaux du 17e se retirèrent précipitamment par tous les escaliers qui aboutissaient au vestibule, en levant la crosse en l'air, et le citoyen Blanqui resta seul, au milieu de la salle, entre les deux partis en présence.

Après quelques mots sur la nécessité de ne point répandre le sang, il rejoignit ses libérateurs. C'étaient les tirailleurs de Flourens. Il leur devait la liberté, peut-être la vie. Car, à la rage que les sacristains du 17e laissa ent éclater, alors même qu'ils se sentaient enveloppés et contenus par les forces populaires, on peut deviner qu'ils auraient mis en pièces l'objet d'une haine si farouche, s'ils l'avaient tenu, loin de tout péril.

Blanqui était resté vingt minutes prisonnier entre leurs mains.

De retour dans la salle des délibérations, il trouva, assis autour de la table, les citoyens Flourens, Delescluze, Millière, Ranvier, ses collègues. Le citoyen Mottu ne s'était pas assis. Ni lui, ni le citoyen Delescluze ne donnèrent de signatures.

Aucun autre membre de la Commission provisoire n'a paru dans la salle et n'a pris part aux travaux de la Commission, depuis six heures jusqu'à l'évacuation de l'Hôtel de ville.

Après l'investissement complet de l'Hôtel de ville par les forces du général Trochu, il s'agissait de délibérer sur le parti à prendre.

Le citoyen Delescluze proposa la déclaration suivante :

« Les citoyens soussignés, désignés dans les réunions de l'Hôtel de ville pour présider aux élections de la Commune de Paris et pourvoir aux nécessités du présent ;

« Sur la déclaration faite par le citoyen Dorian que les formalités préliminaires de l'élection de la Commune étaient accomplies déjà, qu'elle aurait lieu demain mardi, sous sa présidence et celle du citoyen Schœlcher, et que, le jour suivant, il serait également procédé à l'élection du Gouvernement provisoire ;

« Dans l'intérêt de la patrie en danger, et en vue d'éviter un conflit qui pourrait ensanglanter le baptême de la nouvelle République ;

« Déclarent que, réserve faite des droits du peuple, ils attendent le résultat des élections qui doivent avoir lieu demain. »

A son tour, le citoyen Blanqui donna lecture de la proclamation ci-après :

« Citoyens de Paris,

« En présence des nouvelles désastreuses qui ar-

rivent de Metz et des projets d'armistice qui livreraient la France aux Prussiens, la population de Paris a jugé nécessaire de remplacer le Gouvernement qui a si gravement compromis la République.

« Elle a élu une commission provisoire, chargée de prendre les premières mesures de sûreté et de convoquer les électeurs de Paris pour nommer une municipalité.

« Cette commission invite tous les citoyens à appuyer ces mesures d'ordre et à attendre paisiblement les résultats du scrutin.

« Toutes les précautions sont prises pour veiller à la sûreté des forts et les mettre, ainsi que l'enceinte, à l'abri d'une attaque de l'ennemi.

« La commission provisoire résignera ses pouvoirs aussitôt après la manifestation du scrutin. »

Cette adresse aux Parisiens n'ayant pas été appuyée, Blanqui dut se rallier à la proposition Delescluze.

C'est alors que les six membres de la commission provisoire se rendirent dans le cabinet de M. Dorian.

Acclamé par le peuple et membre de la défense nationale, le citoyen Dorian n'avait pas quitté l'Hôtel de ville, mais s'était abstenu de prendre aucune part aux délibérations de ses récents collègues.

Une convention fut conclue entre lui et les nouveaux élus, sur les bases suivantes :

1° Élection de la Commune ou municipalité, le mardi 1er novembre.

2° Réélection des membres du Gouvernement provisoire, le mercredi 2 novembre ;

3° Séparation à l'amiable des deux autorités siégeant à l'Hôtel de ville. Nulles représailles, nulles poursuites, à l'occasion des faits accomplis.

A cet effet, les membres de la défense nationale, alors retenus dans le palais, et les Républicains, suivis de leurs forces, sortiraient ensemble du palais, et se sépareraient après avoir passé dans les rangs des troupes rangées sur la place.

Cette convention, acceptée par MM. Jules Favre, Garnier-Pagès, Jules Simon et Tamisier, alors dans l'Hôtel de ville, et par M. Jules Ferry, qui, en ce moment même, à la tête d'un bataillon de mobiles, cherchait à enfoncer une des portes du palais, ne put être mise à exécution qu'après plusieurs heures de débats.

Une première tentative échoua, par suite de l'attitude des mobiles qui croisèrent la baïonnette, et les Républicains se montrèrent disposés à se maintenir dans l'Hôtel de ville, si on prétendait violer la convention.

Il faut dire que, durant cette nuit tumultueuse, les membres de la Commission provisoire ne purent conférer entre eux paisiblement de leur situation commune. Ils étaient noyés dans une foule bruyante et irritée qui rendait impossible tout concert suivi.

Flourens a toujours ignoré la présence sur la place, dans l'Hôtel de ville et à ses portes, de plusieurs bataillons républicains requis par Blanqui, pendant qu'il était séparé de Flourens et seul dans l'une des deux salles de délibération, où il a donné des ordres nombreux, portés au dehors avant l'investissement.

Blanqui, de son côté, ne savait pas que les tirailleurs de Flourens étaient au rez-de-chaussée, et ne l'a appris qu'au moment où ils l'ont tiré des mains des troupes contre-révolutionnaires.

Les récits des journaux rétrogrades ne sont qu'un tissu de mensonges et de calomnies. Ils ne reculent devant aucune indignité. Il faut citer au premier rang la feuille qui ose imprimer les lignes suivantes :

« Les envahisseurs de l'Hôtel de ville se sont fait servir à dîner d'abord; puis, entre la poire et le fromage, ils ont envoyé au ministère des finances deux délégués porteurs d'un bon signé : Blanqui. *Un bon de quinze millions !* »

Et plus loin : « On introduisit chez le secrétaire

général (des finances) un lieutenant, qui présenta un bon de réquisition signé : *Blanqui*, sommant le caissier central d'avoir à remettre au porteur *quinze* millions. »

Le citoyen Blanqui n'a pas seulement pris à l'Hôtel de ville un morceau de pain, ni un verre d'eau, sauf les deux gorgées qu'il a avalées sur les instances d'un garde national du 17e, après son assommement.

Que les camarades de ce garde ne lui en veuillent pas trop de cette humanité; elle ne l'a pas empêché de faire son service comme escorte du prisonnier.

Le citoyen Blanqui n'a envoyé personne au ministère des finances, ni dans aucun autre ministère. La demande des quinze millions est une misérable fable, comme en sait faire la réaction.

Elle n'a jamais eu d'autres armes.

ARMISTICE ET CAPITULATION

—

5 novembre 1870.

On lit dans le *Temps* du 2 novembre :

« ... Paris devenu soldat, la France marchant, la province courant aux armes,... on a ouvert les yeux, et aujourd'hui la France a reconquis l'estime de l'Europe et du monde.

« . . . Les puissances ont compris. La première, la Russie, a décidé qu'une plus longue inaction serait coupable.... Une entente s'est établie. Cette entente est arrivée à ce résultat, qu'*une condition préalable de toute tentative de pacification, c'était la constitution en France d'un Gouvernement régulier,* que cette constitution était soumise à la conclusion d'un armistice; qu'il y avait lieu, dès lors, de proposer un armistice. . . »

On ne saurait mieux démasquer ses projets. La

défaite rapide des armées impériales, la marche victorieuse des Prussiens, avaient convaincu l'Europe de notre décrépitude et de notre impuissance.

Les rois ont salué notre chute d'un cri de joie.

Lorsque le Gouvernement de la défense nationale a imploré leur pitié, ils ont répondu froidement : « Cela ne nous regarde pas. Nous ne pouvons rien. » Et ils se sont croisé les bras, attendant notre dernière heure.

Mais tandis que l'Hôtel de ville mendiait partout compassion et assistance, Paris se levait plein de colère et d'enthousiasme. En vain, nos prétendus gouvernants laissaient à Brest les canons de marine, en Angleterre ou ailleurs les fusils offerts; en vain, ils s'abstenaient de tous préparatifs, se faisaient petits, humbles, soumis, Paris devenait chaque jour plus menaçant. Il fallait lui fournir des armes, simuler ses sentiments et son langage, s'appliquer un masque de fermeté et de résistance, sous peine de désaveu et d'abandon.

L'ennemi, qui avait cru entrer d'emblée dans une ville tremblante, se heurtait à des remparts hérissés de baïonnettes. Le temps s'écoulait en vaines tentatives et en sanglants combats. Ni l'incapacité ni le mauvais vouloir des chefs ne prévalaient sur l'énergie de la population.

Depuis deux mois, les Prussiens se morfondent

sous nos murs. Et l'Europe de s'étonner, les monarchies de frémir au bruit du soulèvement parisien. Elles s'étaient enfermées dans un silence dédaigneux, pour attendre l'agonie de la grande Révolutionnaire.

Mais la grande Révolutionnaire n'agonise point. Elle se hérisse de cinq cent mille baïonnettes; elle brave et raille Bismark, la famine, le bombardement. Elle repousse l'ennemi aujourd'hui; demain elle se prépare à l'attaquer. Elle s'indigne contre la mollesse, l'inaction de son Gouvernement, elle demande à grands cris des fusils, des canons.

Les rois tremblent, et leur effroi prend le masque de la sympathie. Ils laissaient aller, quand le courant portait la France au naufrage. Ils se ravisent lorsque le courant menace de la ramener au salut et à la victoire.

Les voilà pleins d'humanité, de bienveillance. Le sang versé les afflige. Il faut mettre un terme à ces horreurs. Si Paris allait écraser Guillaume sous ses murs, rallier la province, enterrer dans nos sillons les hordes allemandes, et ruer sur l'Europe monarchique la France républicaine!

Quel désastre, pour le monde des oppresseurs! Royautés, aristocraties, superstitions précipitées ensemble au tombeau, et les peuples, émergeant des ténèbres et de la misère, debout au grand soleil — la lumière — de la Science et de l'Égalité! O

malheur! malheur! Vite au secours de la nuit et du sabre!

Vite un armistice, afin que la Prusse masse ses armées autour du rebelle endurci et lui dicte la loi au nom de la force! Vite, la paix, quand Bismark peut la dicter de par la victoire et le fait accompli.

La nuit du 31 octobre va rendre aux despotes l'espoir et l'insolence. Ces Parisiens, qui les remplissaient de terreur, sont vaincus, non par l'ennemi, mais par la trahison. Ils ont voulu rompre la trame ourdie dans l'ombre par les auxiliaires et les complices de l'étranger. Ils ont succombé par horreur de la guerre civile. Ils périssent par le scrupule que n'ont jamais connu leurs odieux adversaires, celui de verser le sang des concitoyens.

Le Prussien, vainqueur par les baïonnettes de la réaction, va relever la tête et retrouver son langage de Ferrières. La Révolution avait rabattu son insolence, mais la Révolution s'est laissé arracher ses armes. Bismark respire. Cette populace, — sa terreur, — cette populace, dont il montrait la victoire prochaine à ses alliés royalistes comme leur ruine commune, elle disparaît de la scène.

Le dévouement est écrasé. L'égoïsme triomphe. Paris héroïque a disparu. Reste celui du lucre et de la luxure, de la goinfrerie et du lupanar.

Il n'est plus, le Paris qui faisait trembler l'ennemi présent et lointain. Aujourd'hui, Paris a peur, Paris est lâche. Il veut de la bonne chère et des spectacles, des filles et de la musique.

Foin de la patrie et de l'indépendance! Buvons et mangeons! Au diable l'Alsace et la Lorraine! Vive l'armistice et la paix à tout prix !

Guillaume a cessé de craindre. Il va hausser le ton. Derechef, il est en présence des couards qui ne veulent pas de la lutte, surtout quand elle doit fonder la République, qu'ils abhorrent. Livrer l'Alsace afin de ravoir la monarchie, pour eux c'est une affaire d'or, charmés de jouer à qui perd gagne.

Il leur coûtera peu de donner plus ou moins. Le marché sera tôt conclu. A quel prix l'armistice? A quel prix la levée du siége? A quel prix la honte et la ruine de la France?

La démagogie est désarmée. La Bourse et la sacristie sont maîtresses. On va les voir à l'œuvre. Pays fini, à moins d'un retour qui le délivre de ces deux pestes.

CONDAMNATION A MORT

DE LA RÉPUBLIQUE

LE 3 NOVEMBRE 1870

—

7 novembre 1870.

C'en est fait, le suicide est accompli. Il n'y a plus de Paris. Il ne reste qu'une Babylone décrépite, qui n'a pas même su, en tombant, conserver le *décorum* de la grandeur déchue.

Nos gouvernants pouvaient lui épargner cette honte. Elle n'était pas nécessaire à leur triomphe d'un jour. Un dernier sentiment de pudeur, la reconnaissance même, leur commandaient de ménager la vieille cité, de ne point mettre à nu sa turpitude secrète, qui venait de leur donner la victoire.

Ils ont préféré abriter sous sa défaillance leur propre couardise, et la déshonorer ainsi publiquement en face de l'Europe.

Il suffisait pour cela de faire appel aux plus

bestiales manifestations de l'égoïsme. Ils n'ont point hésité, et 280,000 voix contre 52,000, ont vendu la patrie pour quelques livres de viande. Elles donneront la République comme arrhes du marché.

Mais, qu'on ne s'y trompe point. Les 52,000 voix qui protestent contre cette infamie, ne sont pas seules. La moitié des électeurs n'a pas pris part au vote *intrà-muros*, et dans une circonstance où la réaction a réuni toutes ses forces, les abstentions prennent un caractère décisif.

En admettant un cinquième d'indifférents ou même de monarchiens, les quatre cinquièmes de ces abstentionnistes, joints aux 52,000 *non* forment la moitié du corps électoral.

Si on veut tenir compte, en outre, des jeunes gens de 18 à 21 ans, qui ne sont pas électeurs et n'en ont pas moins une opinion, une volonté, leur vote, pur des souillures de l'égoïsme, donne, dans cette lutte, la majorité au cœur et au cerveau sur les tripes.

Paris, malgré ces réserves, n'en reste pas moins flétri aux yeux du monde. On ne verra que les suffrages exprimés, on ne songera pas au démenti des chiffres muets. Six semaines de résistance avaient

inspiré l'admiration. Un seul jour nous précipite dans le mépris universel.

Et quel dégoût, lorsqu'à la lâcheté va se joindre la jactance, et qu'on ira fièrement à la capitulation sous les enseignes fanfaronnes de l'héroïsme! Bismark n'a plus ni crainte à conserver, ni ménagements à prendre. Le Gouvernement du 4 septembre vient de le délivrer de son seul ennemi sincère, la Révolution. La besogne des Prussiens est faite. Ils n'ont plus qu'à ordonner l'ouverture des portes et la cession des deux provinces du Rhin. Ils seront obéis.

Le dénoûment n'est pas loin. Les comédies des préparatifs et de défense sont désormais superflues. L'armistice et ses garanties, la paix ensuite dans tout son opprobre, voilà ce que l'Hôtel de ville va imposer à la France.

Quant à la République, elle expire. La presse royaliste prononce dès aujourd'hui son arrêt de mort.

Nous le disions naguère : son existence, en 48, s'est comptée par mois. En 70, c'est tout au plus si elle se comptera par semaines. La prédiction n'était pas un grand effort de pensée. Les Républicains sont proscrits, dès aujourd'hui, par les monarchiens, au nom même de la République.

Demain, la République sera proscrite à son tour.

LA FIN D'UNE NATION

8 novembre 1870.

« La République est morte ! » c'est le cri de la presse entière. Mais chaque parti la module sur un ton différent, selon sa nuance.

Les Républicains francs le répètent avec douleur, presque avec désespoir, car ils n'ont rien à dissimuler, parce qu'ils n'ont rien à se reprocher.

D'autres mettent à leur tristesse la sourdine du remords. Ils n'ont pas la conscience nette, ils ne suivaient point la ligne droite. Les courbes sont fatales aux pionniers de l'avenir.

Les hommes de frontière, indifférents à la fois et accointés à la limite, se sentent avec effroi remporter par un contre-courant vers de vieux fourrés stériles qui leur répugnent, et après avoir regimbé contre une course en avant, se refusent à une débâcle en arrière. Ils cherchent à virer de

bord sans scandale, pour conserver leur ligne médiane, leur équateur politique. Difficile équilibre.

La réaction monarchique déclare la République morte et sa succession ouverte. Elle réclame du pouvoir la proscription des Républicains, comme préliminaires du rétablissement de la royauté. Maîtresse absolue de la situation, elle traîne à sa remorque le Gouvernement, qui ne s'appartient plus.

Hier encore, il était la tête de la contre-révolution. Il n'en est plus aujourd'hui que le bras. De chef, il est passé serviteur, — de guide, instrument. Vainqueur par elle, cette victoire l'a fait son esclave.

Le peuple succombe de lassitude et d'ignorance.

Il a cru, dans le principe, à un Gouvernement républicain, et, le confondant avec la République, il ne peut s'habituer à le voir ce qu'il est, un restaurateur de la monarchie.

Ce pouvoir l'a conduit aux abîmes, et il se cramponne à lui, pour n'y point tomber. Un coup sec va dégager de cette étreinte le guide perfide, et il rira du rire de Méphistophélès, en voyant sa victime rouler au fond du gouffre.

Puis, se retournant pour toucher le prix de la trahison, il rencontrera, selon l'usage, la proscription du mépris.

On n'en meurt pas, de cette proscription. Ceux qu'elle atteint, y trouvent une atmosphère spéciale, faite pour leur organisme. Ils y respirent à pleins poumons, s'y refont une jeunesse, et même une virginité.

L'heure propice de retour, ils se représentent joyeusement, avec la couronne de fiancée, devant le peuple crédule, le séduisent une fois de plus, l'entraînent et le précipitent dans les noires profondeurs. — Esprits de perdition et de ténèbres, réalisation sinistre des légendes du moyen âge.

Les hommes de foi et de dévouement peuvent lutter avec courage contre ces oiseaux de nuit. Mais que faire devant l'aveuglement des masses qui s'obstinent à les suivre !

Aujourd'hui, toutefois, cet aveuglement est doublé d'égoïsme.

Paris tombe en défaillance : il s'ennuie de ses habitudes perdues, de ses vivres rognés, de ses joies envolées. Il en a plus qu'assez du rôle de Strasbourg, et ne tient pas à manger les rats de ses égouts. Voici quarante jours de carême. Revenons au carnaval.

Votez donc, Enfants de Sybaris, votez pour la *défense nationale,* qui rendra la ville aux Prussiens, la viande à vos marmites, les chalands étrangers à vos magasins et à vos lupanars.

La *défense nationale* n'a fabriqué ni fusils, ni ca-

nons, engins dangereux qui entretiennent la discorde.

En revanche, elle a préparé les armistices qui apportent la paix. Donc, vivent la paix, la viande, les légumes, la musique, le trottoir et la bombance ! Jetons par-dessus bord la République, l'Alsace, la Lorraine, et même la France, si Bismark le demande. Nous serons Prussiens, mais nous ne ferons plus la queue chez le boucher, et les laitières reviendront au coin des portes.

O Dieu ! le lait ! — La patrie, l'univers pour une tasse de lait ! Et fusillez les brigands qui nous l'ôtent de la bouche. Ouvrez, ouvrez les portes à l'abondance. Qu'importe si l'infamie entre avec elle.

On vit de honte, on n'en meurt pas,

a dit le poëte.

Le poëte a bien dit.

LES SYMPTOMES DE L'AGONIE

—

9 novembre 1870.

Le scrutin désert. Quatre cinquièmes d'abstentions. Les maires nommés par des minorités impalpables. Paris tombe dans le marasme.

Le Gouvernement a repoussé l'armistice. Est-ce sérieux ? C'est possible. Les Prussiens refusent le ravitaillement. S'ils l'eussent accordé, on leur cédait tout le reste. Mais ils ne sont pas pressés. Depuis le 31 octobre, ils sont sûrs de leur proie, et la veulent entière. Ils n'en lâcheront pas une parcelle.

Les croit-on si bêtes que de se tromper au sens de cette demande d'armistice ? « On ne l'a pas demandé ! s'écrie le pouvoir, ce sont les grandes puissances qui le proposent. » Misérable subtilité qui, loin de faire illusion, accentue plus profondément la défaillance.

Le Gouvernement pouvait triompher par la guerre. Il ne l'a jamais voulue. Il a poursuivi uniquement la paix : la paix partout, la paix toujours. Il l'a sollicitée par M. Jules Favre à Ferrières, à Versailles par M. Thiers.

Toujours repoussé, il n'a jamais réagi contre l'insolence prussienne. Il n'avait point fait de préparatifs, du 4 au 20 septembre, alors que les chemins étaient libres, pour remplir Paris de canons et de fusils et ressaisir la victoire.

Il n'en a pas fait davantage, depuis l'avanie de de M. Favre en septembre. Il n'en fera pas non plus, après le dernier soufflet de l'armistice.

Il laisse s'échelonner les étapes de la capitulation à merci. Il n'essaie point de les doubler, ce serait une maladresse, peut-être une imprudence. Il ne faut pas forcer la marche, malgré tout le désir qu'on a d'arriver.

Encore un pas de fait depuis hier.

Du reste, les étapes se rapprochent. La dernière ne date que du 31 octobre, pas même huit jours. Quelle énorme distance franchie pendant cette semaine !

Cela se conçoit. Le grand obstacle est brisé. La Révolution est vaincue. Seule, elle maintenait le drapeau de l'honneur et de la nationalité. Ce dra-

peau a été abattu dans la nuit du 31. Plus de barrière! Tout se précipite vers la fin.

Un appel à la guerre? Qui donc l'entendra aujourd'hui? Est-ce le peuple des travailleurs, trompé, abusé, sans boussole, désarçonné par deux mois de mensonges, de fausses manœuvres, d'équivoques et de simulacres? Est-ce la bourgeoisie qui a toujours repoussé la guerre en feignant de l'acclamer, la bourgeoisie, dont le pouvoir, dans toute sa conduite, n'a que trop représenté et suivi les secrètes aspirations?

La bourgeoisie n'aurait même pas voulu de la victoire, au prix de la République. En rejetant la lutte, en se cramponnant à la paix quand même, c'est la République qu'elle repousse. Elle ne voudrait pas d'une grandeur nationale qui briserait ses priviléges et ouvrirait ses portes à l'Égalité.

Plutôt l'étranger! plutôt la France rayée de la carte de l'Europe, et le peuple français de la liste des nations! L'idée nouvelle, elle n'en veut pas. Périsse la science! Périsse la justice! Périsse le progrès, plutôt que l'autocratie absolue du capital!

Car, au fond de cette guerre extérieure, il y a surtout la guerre intérieure. C'est le dedans qui décide du dehors. Le capital préfère le roi de

Prusse à la République. Avec lui, il aura, sinon le pouvoir politique, du moins le pouvoir social.

Et il espère que, se contentant de deux provinces, Guillaume transmettra le surplus à un monarque appuyé sur le sabre et sur l'ignorance.

La tranquillité, dans l'opulence, par la servitude des masses, tel est l'idéal de la caste dominante.

C'est pour l'amour de cet idéal que la France va périr.

LA DÉBACLE

—

10 novembre 1870.

Nous roulons sur la pente, personne ne l'ignore. On touchera bientôt le fond. La presse officieuse prend ce moment pour tirer son grand sabre et pourfendre les Prussiens dans ses colonnes. Elle se prépare à braver le bombardement dans *ses caves*, à manger du cheval *comme si c'était du bœuf*, et enfin à dévorer ses bottes, quand il ne restera plus autre chose.

Qui donc sera dupe de ces simagrées vantardes ? La population a fait son deuil de la honte. Elle la boira jusqu'à la lie. Inutile de jouer à l'héroïsme. On connaît désormais le dénoûment.

Le *Figaro*, qui a le cynisme de la situation, propose d'en finir par le moyen le plus simple, le

suffrage universel, cette panacée par excellence. Il a fait déjà de bien belles choses, le suffrage universel. On lui réserve le bouquet final, le vote par *oui* ou par *non* sur l'*ultimatum* Bismark.

« Les partisans de la lutte quand même, dit l'homme au front d'airain, emboîteront le pas derrière leur vote, et on aura la consolation de pouvoir compter les combattants. »

Ainsi termine sa campagne l'honnête journal, qui l'avait ouverte par les cris : « A Berlin ! A Berlin ! » en traitant de Prussiens et de traîtres les Républicains partisans de la aix. Dans ce temps-là, il avait l'oreille de la grosse bourgeoisie et levait le gourdin sur les anarchistes.

Il n'est ni moins insolent, ni moins en faveur dans les hautes classes aujourd'hui, en conseillant la soumission à plat ventre. Et qu'on n'accuse de palinodies ni lui ni sa digne clientèle. Ils sont invariables, au contraire. Ils voulaient alors l'absolutisme par une guerre injuste, qu'ils espéraient heureuse. Ils veulent maintenant l'absolutisme, par une paix même infâme. Le moyen leur importe peu. Ne sont-ils pas les dictateurs de la société ! Leur volonté est la loi unique, toujours sainte et sacrée, quelle qu'elle soit.

Il n'y a de criminel que ce qui les gêne ou les contrarie. Vendre la France à Guillaume, si tels

sont leur intérêt et leur plaisir, c'est l'ordre, le droit. S'opposer à cette trahison, quand elle leur convient, c'est l'anarchie et la révolte.

On avait déjà vu à l'œuvre la souveraineté du capital, dans l'intérieur. On va l'expérimenter pour les questions étrangères. Nous apprendrons demain qu'il sauvegarde l'indépendance au dehors, aussi bien que la liberté au dedans. Et malheur aux mécontents! Les cours martiales en feront bonne justice.

Le public ne prendra plus au sérieux les grimaces guerrières d'un Gouvernement de sacristain et de Bourse. C'est déjà trop de la mystification de Ferrières, et de ces serments burlesques sur l'autel de la patrie, qu'on démentait dans la coulisse par de nouvelles génuflexions.

Qu'on parle armistice, capitulation, démembrement, démantèlement, rançon, occupation prussienne, etc, etc., soit; — ces sujets de controverse sont de circonstance, mais point d'autres! Surtout qu'on nous épargne la moquerie de la guerre à outrance. C'est trop de doubler la honte de rodomontades, et de nous conduire, armés de pied en cap, aux genoux de Bismark.

Le tambour et la *Marseillaise* sont devenus des

bruits odieux. Bien, à l'Opéra, pour charmer les oreilles de nos seigneurs et maîtres, leur donner des émotions guerrières, entremêlées d'émotions d'amour. Mais, dans les rues, aux portes des prisons, où gémissent les patriotes, emprisonnés comme traîtres, parce qu'ils ont essayé d'empêcher la trahison, c'est trop d'amertume.

Il n'y a pas encore trois mois, Bonaparte les a traduits à ses conseils de guerre, comme Prussiens. L'Hôtel de ville leur prépare la même accusation devant sa cour martiale. — Quinze jours plus tard, l'homme de Sedan livrait l'armée à la Prusse.

Se passera-t-il bien quinze jours avant que les gens de la *défense nationale* lui livrent la nation ?

Du reste, Paris l'a voulu par 280,000 *oui*. On a dit 500,000. A quoi bon ce mensonge ? N'est-ce point assez de ces 280,000 voix parisiennes, qui ont flétri à jamais la vieille capitale et condamné la patrie ? Celles qu'on y ajoute ne comptent pas. Ce sont les prétendues voix de l'armée et de la mobile, dont le Gouvernement nous impose le chiffre, sans contrôle ni vérification.

On sait que ce vote militaire a été moins libre encore que pour le plébiscite napoléonien. L'Hôtel de ville, en fait de violences dictatoriales, d'autocratie et de mensonges, a distancé de bien loin Bonaparte.

Il y a 700,000 électeurs à Paris. C'est déjà trop que 280,000 aient prononcé un si triste arrêt, dans le silence du reste, sauf 50,000 protestations. Quant aux malheureux réfugiés de la campagne, que pèse leur volonté dans la balance? Chassés de leur chaumière et de leur champ, ruinés, fugitifs, ils donneraient la France pour leur jardin, et peut-on leur en faire un reproche, après les avoir abandonnés à l'ignorance et à l'égoïsme?

Il nous reste à contempler les dernières convulsions de notre nationalité expirante. La Bourse saluera d'une hausse de quinze francs l'heure fatale. Car la patrie meurt, mais la Bourse ne se rend pas. Elle sucera longtemps encore son cadavre.

LA DERNIÈRE COMÉDIE

—

11 novembre 1870.

Combien de temps encore la réaction veut-elle jouer sa lugubre farce?

Les journaux du pouvoir se posent en matamores, le poing sur la hanche et frisant leur moustache. Ils échelonnent fièrement leurs trois armées et sonnent la charge. La *sédition*, cette auxiliaire de Bismark sous la République, comme la République l'était sous Bonaparte, la *sédition* n'a pas eu la même chance que sa sœur. Au lieu d'un Quatre Septembre, elle n'a trouvé qu'u Trente-et-un Octobre. Elle est sous les verrous.

Libre de cette entrave, l'Hôtel de ville va se précipiter sur l'armée prussienne et l'exterminer. Le 31 octobre et le 3 novembre ont transporté Paris d'enthousiasme. L'union règne dans tous les cœurs. On brûle de combattre sous un Gouvernement hé-

roïque. Plus de négociations-Favre, de négociations-Thiers! Plus d'armistice! La guerre! la guerre à mort!

Mais la réaction connaît cette antienne de longue date, et répond froidement à nos héros : « La paix, s'il vous plaît, la paix sans phrases! Votre rhétorique n'est plus de saison. Nous avons pu en user à son heure, comme nous usons de toute chose. Cette heure est loin déjà. Passons, je vous prie, au sérieux. Vos *ultimatums* fier-à-bras ne l'étaient guère et ne le sont plus du tout. Il n'est pas d'usage que la défaite prenne le ton de la victoire. C'est aux Prussiens de faire la loi, à nous de la subir. Donc, assez de forfanteries. Nous en avons débité plus que personne, et ceux qui n'en débitaient pas autant que nous étaient naturellement des Prussiens. Nous avons même failli les fusiller à ce titre.

« Aujourd'hui, les Prussiens sont ceux qui ne tombent pas aux genoux de Guillaume, s'indignent de l'armistice et hurlent contre la soumission. La preuve, c'est que vous les avez mis sous clé, comme *auxiliaires prévus et annoncés par Bismark*, et que vous allez traduire devant une cour martiale cette *sédition promise* à l'ennemi.

« Prenez garde, à votre tour, d'y être traduits pour la même cause, en continuant les propos et les attitudes de ces perturbateurs. On ne vous mé-

nagerait pas plus qu'eux, savez-vous? Si le parti de l'ordre vous a prônés et soutenus jusqu'ici, c'est comme instruments de l'ordre, et il change au besoin ses instruments, vous ne l'ignorez point.

« L'ordre, en ce moment, c'est la fin du siége, c'est la paix quand même. Que M. Jules Favre rentre dans sa serviette les formules pompeuses : « *Pas un pouce de notre territoire, pas une pierre* « *de nos forteresses!* » Le pays veut la tranquillité à tout prix. Estimons-nous heureux que le roi Guillaume se contente de l'Alsace et de la Lorraine, car s'il voulait davantage, il faudrait en passer par ses exigences.

« Le général Trochu a bien mérité de la patrie le 8 octobre; car la patrie, c'est le capital. Mais qu'il ne cherche pas à émanciper ses baïonnettes de notre domination. Il est désormais compromis avec les masses, et n'a d'autre appui que la garde nationale, la bonne s'entend, la vieille, celle de Saint-Sulpice, de Saint-Thomas-d'Aquin, de Sainte-Clotilde, de la Trinité, de Saint-Augustin, de Notre-Dame-de-Lorette, de la Madeleine, de Saint-Roch, de Saint-Germain-l'Auxerrois, de Saint-Germain-des-Prés, la nôtre, en un mot, celle de l'ordre par le capital, le sabre et l'Église.

« Celle-là veut la fin des phrases et du bruit, le retour du silence et du calme. Feu Romieu, son interprète, disait en 1848 : « Il nous faut l'ordre,

« dût-il venir par le canon russe. » Nous disons maintenant : La paix avec la Prusse! qu'elle nous donne la monarchie, et qu'elle prenne l'Alsace et la Lorraine. La cour martiale pour qui s'oppose à notre décision ! »

Tel est, pour qui sait lire entre les lignes, le véritable langage de la réaction, et on peut le déchiffrer sans être grand clerc. Du reste, si ce n'est aujourd'hui qu'on le déchiffre, ce sera demain. Car le dénoûment se précipite, comme un flot, par la digue rompue le 31 octobre. La République et la nationalité ont sombré ensemble dans ce jour néfaste.

Aucune misère morale ne manquera aux dernières heures de notre indépendance. La comédie de la guerre et la tragédie de la paix s'avancent ensemble, en se donnant la main. Les décrets belliqueux coudoient, dans les colonnes de l'*Officiel*, les nouvelles de l'armistice et des négociations. Mais quelle différence dans l'intérêt qu'on y prête! Combien sont-ils ceux qui accordent un coup d'œil à la mobilisation des cent mille gardes nationaux, aux bulletins du siége, aux fabrications d'armes? Quelques naïfs bourgeois, et le bon peuple, toujours dupe des jongleries.

Mais la Bourse, le commerce, la fabrique, le barreau, le clergé, les professions dites libérales, sur quelle page se précipite leur avide curiosité?

Sur celles de la diplomatie ou de la guerre? La guerre, à l'heure qui sonne, ce n'est plus que l'histoire ancienne, la diplomatie est l'actualité brûlante. Se courbera-t-on jusqu'aux genoux seulement, ou jusqu'aux pieds du roi de Prusse? Telle est la question posée devant la nation française.

Hélas! les pauvres soldats qui vont tomber encore sous les balles prussiennes ne compteront plus dans la querelle. Elle est vidée avant leur sacrifice, et ils périront victimes de la convenance d'État. Ce sera un holocauste offert au décorum gouvernemental, à l'honneur de la défense, comme disait M. Picard, dès le 5 septembre!

Quand on songe que l'Hôtel de ville n'a jamais cru une minute au succès possible de la résistance, qu'il a fait deux mois de cette horrible guerre, sans nul espoir, uniquement pour conserver l'autorité, pour rester Gouvernement!

Et quand on songe encore que cette certitude préconçue de la défaite en a été la seule cause, que des préparatifs sérieux, faits à temps, nous assuraient la victoire, et qu'on s'est croisé les bras, par conviction de leur inutilité, comment ne pas rester anéanti de douleur et de rage, devant la patrie qui s'abime, par l'ineptie, l'égoïsme et la plate ambition de quelques hommes?

L'ŒUVRE DU GOUVERNEMENT

13 novembre 1870.

Le Gouvernement du 4 septembre a tué la France.

Les mêmes hommes avaient déjà étouffé la République de 1848.

Du moins, elle avait péri seule. La patrie survivait.

En 1870, ces malheureux anéantissent, du même coup, la République et la Nation.

C'est en vain que, depuis le 4 septembre, Paris se débat entre leurs mains. La pauvre cité n'en sortira que déshonorée et morte.

Elle a fait un geste puissant, le 31 octobre, pour s'échapper. Toutes les malfaisances, accourues à la rescousse, ont rendu la victime à ses bourreaux. De ce jour, l'agonie a commencé.

Dans les grandes maladies, il arrive un moment où le malade, las de souffrir, se retourne lui-même vers la mort et lui demande la fin de ses misères.

Paris en est là. Le 31 octobre a été pour lui le dernier effort de la vie. Il est retombé sans force et s'abandonne. Il appartient désormais aux fossoyeurs. C'est à eux qu'il demande le repos. Le plus tôt sera le mieux. Il ne veut pas attendre. Tout délai lui pèse. Un seul instant a suffi pour le pousser au-devant du suicide.

Supposez une issue différente à la crise du 31. Paris, aujourd'hui, serait debout, menaçant, terrible, et son cri de guerre serait déjà le cri de la délivrance. Mais on n'entend plus, hélas! autour de son lit d'agonisant, que la suprême ironie des rodomontades qui veulent l'accompagner jusqu'au bord de la fosse, et c'est encore la forfanterie qui dira les dernières paroles sur son cercueil.

Lisez les journaux officieux après le refus de l'armistice. Quels foudres de guerre! Toutes ces trompettes sonnent la charge avec fureur. Cette charge, c'est le sauve-qui-peut. Le décret qui mobilise cent mille gardes nationaux, dérision, jonglerie! il est inexécutable. Pure simagrée, pour gagner encore deux ou trois jours. Avant qu'ils soient écoulés, ce n'est plus l'armistice que la pa-

nique demandera, c'est la paix à tout prix, la capitulation quand même.

La course au clocher de la peur a commencé. C'est à qui proposera sa recette pour en finir. Une lutte de couardise s'engage entre les journaux pour arriver premier aux genoux de Guillaume. L'un demande l'Assemblée constituante avec armistice et ravitaillement. C'est le plus téméraire. Repoussé d'une voix unanime. Bismark ne veut pas qu'on se ravitaille.

En voici un autre qui supprime les vivres et le délai de vingt-cinq jours. Convocation immédiate des représentants du pays pour délibérer la paix ou la guerre. On sait ce que sera cette délibération : la volonté de Sa Majesté prussienne. — Eh bien, c'est encore trop hardi, et surtout trop tardif.

Celui-là coupe plus court. Point de vote, point de comices. Une centaine de grands seigneurs, sans s'attarder aux mandats de la plèbe, se réunissent de leur chef en qualité d'organes de la nation et décident souverainement de son sort. La France n'a plus qu'à saluer leur arbitrage de ses acclamations.

Mais peut-être ces nobles personnages auraient-ils quelque honte de livrer le pays à la Prusse, et

ces scrupules, trop cousins du remords, pourraient amener de l'hésitation. Il n'en faut pas. La paix sans phrase et sans délai. Qu'on s'adresse à la nation elle-même et qu'on lui pose ce plébiscite : « Voulez-vous la guerre, *oui* ou *non?* » Ce serait le plébiscite chef-d'œuvre, et, à coup sûr, il n'aurait pas d'héritier.

Voyez-vous les paysans votant d'enthousiasme la guerre, pour être saccagés, incendiés et égorgés par les Prussiens? Eh! qui sait? Ceux qui n'en ont pas encore tâté du Prussien, et le savent loin, ne croient pas beaucoup à sa visite. Saisis, peut-être d'un bel accès de patriotisme, ils feraient passer la Lorraine et l'Alsace avant un péril douteux. Plus de la moitié de la France n'a pas vu les Allemands. Grand danger pour la paix quand même. Pas de ce jeu-là !

Eh ! sans doute, reprend un nouveau conseiller: « D'ailleurs, la question n'est pas là. Elle est toute à Paris. De lui seul dépend la guerre ou la paix. La France est hors d'état de le contredire, encore plus de le contrecarrer, et ne peut que recevoir de ses mains le règlement de l'avenir. Or, puisque c'est Paris qui doit se battre, il faut d'abord lui demander si la bataille lui convient. Car, un danger plus grand encore que de le faire capi-

tuler sans son aveu, ce serait de le faire combattre contre son gré. Nulle conclusion plus lamentable que de demander à Paris la guerre, si l'on croit qu'il veut la paix.

« S'il se décide pour la paix, le gouvernement, *délivré de toute responsabilité?* n'aura plus qu'à se conformer à ce vœu. Si, au contraire, Paris vote la guerre, quelle *indomptable énergie n'aurait pas alors le Gouvernement, s'appuyant une bonne fois sur notre volonté bien précisée et bien claire?* »

Vraiment! on s'imagine que, par la défaillance de Paris, le Gouvernement *serait délivré de toute responsabilité.* C'est ce qu'il espère lui-même, sans doute, ce à quoi il vise. Mais il serait étrange que le parti républicain lui octroyât à si bon compte un bill d'indemnité. Nous ignorons si la capitale veut combattre à l'heure qu'il est. Ce qui est certain, c'est qu'elle l'a voulu depuis le 4 septembre jusqu'au 31 octobre, qu'elle l'a voulu avec passion, avec frénésie. Elle avait chargé ou plutôt le Gouvernement s'était chargé lui-même de la *défense nationale.* Il avait pris ce titre, pour répondre à la pensée publique qui était la lutte à outrance, et ce titre menteur, ce titre usurpé a fait constamment toute sa force.

C'est sous ce manteau de la *défense* qu'il a pu imposer sa dictature, comprimer ses adversaires, brider la Révolution, conserver le système et le

personnel bonapartistes. C'est sous le couvert de la guerre à outrance, qu'il a poursuivi la paix à outrance, qu'il a laissé Paris sans fusils, sans canons, sans organisation militaire, sans préparatif aucun de résistance.

Paris, aveugle et candide, croyait à ses assurances qui étaient des mensonges, à ses protestations qui étaient des tromperies, à ses promesses qui étaient des parjures. Il a berné deux mois les populations, les a fatiguées par l'attente, découragées par des défaites stupides, par l'épuisement, sans profit, des provisions. Il a fait succéder à la confiance le doute, à l'espoir l'inquiétude, à l'ardeur l'indifférence, à l'enthousiasme l'abattement. Il a changé le guerrier en trembleur, le Paris héroïque en Paris égoïste. Il a fait passer la parole de l'homme à la femme. Il a substitué ainsi la plaidoirie pour le coin du feu à l'exhortation pour la patrie. Il a brisé le ressort populaire et changé une armée en troupeau.

Et lorsqu'il a, de ses propres mains, sciemment, volontairement détruit la force qui lui avait été confiée, lorsqu'il a mis la mort dans l'âme aux soldats, qu'il n'y a plus en quelque sorte de soldats, on vient dire à ce Gouvernement : « Demandez aux soldats, par scrutin secret, s'ils veulent

ou ne veulent pas se battre. S'ils disent *non,* vous pouvez vous en laver les mains, vous êtes déchargés de toute responsabilité et blancs comme neige. »

Sur cette question de paix ou de résistance, faites donc répondre la population parisienne à haute et intelligible voix par appel nominal, on verra si la soumission a la majorité. Mais on n'aura garde, parce qu'on la veut, cette soumission, et qu'on l'a préparée par deux mois d'un infernal machiavélisme.

S'imaginer qu'appuyé sur un vote de guerre, l'Hôtel de ville déploierait *une indomptable énergie,* c'est faire bon marché de ces deux mois de machiavélisme. Si les Parisiens proclamaient leur volonté de combattre, *la défense nationale* n'en tiendrait pas plus de compte que dans le passé, bien moins de compte encore, parce que notre situation a beaucoup perdu par l'arrivée des renforts prussiens, et qu'elle n'a rien gagné en armes, ni en organisation.

Le Gouvernement n'a jamais voulu, ne veut pas, ne voudra jamais la résistance sérieuse. Il s'est moqué de Paris et de son enthousiasme, il a mendié et mendie la paix à toutes les portes, reçoit et recevra tous les soufflets. Il est résolu à subir

la loi de l'ennemi, parce que le premier article de cette loi sera la suppression de la République, le rétablissement de la monarchie.

A aucun prix, la réaction ne souffrira la consolidation de la République, et l'Hôtel de ville n'est que le très-humble serviteur de la réaction. Il est son serviteur, parce qu'il a les mêmes intérêts et les mêmes passions qu'elle, et poursuit le même but.

Gouvernement réaction touchent en ce moment à ce but. Ils ont culbuté le parti républicain, égaré et déconcerté le peuple, répandu partout le doute, la méfiance, le scepticisme et le découragement. Ce même travail de décomposition a dissous la France. Il n'y a plus de France, il n'y a plus de Paris, il ne reste qu'un troupeau dispersé et effaré, que ses bergers livrent en ce moment à six ou huit cent mille loups d'Allemagne.

L'ABDICATION D'UN PEUPLE

—

14 novembre 1870.

Non, tant que l'envahisseur foule un hectare du sol français, personne n'a autorité pour convoquer une Assemblée constituante, ni le Gouvernement de Paris, ni le roi de Prusse, son cornac, ni le Gouvernement de Tours, commis et porte-voix des aristocraties fédéralistes, ni même la France privée de ses droits civiques par la seule présence de l'ennemi, *capitis minor*, comme disait de lui-même Régulus prisonnier.

La nation, sous le coup des baïonnettes allemandes, ne s'appartient plus.

Or, pour disposer d'elle et statuer sur son avenir, elle doit être libre.

Elle a donc perdu ce droit avec sa liberté.

Peut-on envisager sans un frémissement de colère, l'Alsace, la Lorraine, la Champagne, déci-

dant de leur nationalité, le sabre prussien sur la gorge, ou Paris demi-mort de faim, signant d'une main défaillante le démembrement de la patrie?

Les pouvoirs légitimes sont aux mains de qui résiste. Le bulletin de vote, aujourd'hui, c'est la cartouche. Aucun autre n'est valable, tant que l'étranger n'a pas vidé les lieux. Les départements envahis ou menacés d'invasion prochaine sont frappés d'incapacité politique. Ils n'ont plus qualité pour régler le sort du pays. Une ville assiégée, aussi longtemps qu'elle combat, représente la nation et la représente même mieux que personne. En capitulant, elle déchire son mandat.

Si la province cède et que Paris se défende, il est la France. S'il succombe et qu'une province fasse tête à l'ennemi, elle devient à son tour la nation. Là où on se bat pour l'indépendance, là est la République, et le Gouvernement de droit comme de fait. Une assemblée, qui traite avec l'étranger maître du pays, est à l'état de révolte contre un seul canton qui continue la lutte par les armes.

On assure que des élections se font dans les départements pour une Constituante. Si les hommes, issus de ce scrutin, prennent en main la cause de la République contre l'envahisseur, certes, personne ne leur contestera leurs pouvoirs, car ils défendront les deux choses inséparables qui consti-

tuent la patrie, la liberté et l'indépendance. Ils seront usurpateurs et traîtres, s'ils concertent avec l'ennemi le partage du territoire et l'intrusion de la monarchie.

On peut en dire autant de la capitale. Son titre de gloire et d'autorité sera dans la lutte à outrance contre les bandes prussiennes, sa forfaiture et sa déchéance dans une capitulation qui entraînerait le démembrement du sol et la ruine de la République.

Quand l'existence d'une nation est en jeu, la responsabilité n'a point de limites. Elle pèse sur les villes et sur les provinces, aussi bien que sur les individus. Malheur aux peuples qui laissent impunies ces grandes trahisons ! Le châtiment tombe sur eux-mêmes. Ils tardent peu à disparaître, justifiant ainsi le vieil adage : « Une nation a toujours le gouvernement qu'elle mérite. »

Pourquoi ont-ils souffert qu'on les trahît ? Pourquoi ont-ils autorisé, souvent même acclamé la trahison ? Sont-ils bien venus à s'en plaindre, après l'avoir hissée et maintenue sur le pavois ? Ces tardives lamentations n'inspirent que la pitié du mépris. On a plus d'indulgence pour les parjures que pour leurs dupes, et quand on les voit, recueillant les bénéfices de l'attentat, étaler leur triomphe sur la ruine des victimes, le dégoût est pour les crétins qui ont dépassé les bornes de la bêtise hu-

maine et compromis le sort des générations futures.

Quel sera le lendemain des tristes journées qui passent sur nos têtes? Hélas! ce qu'il est toujours chez les nations corrompues et vouées à la décadence, un lendemain semblable à la veille, un lendemain de vanité, de gloriole et de forfanterie. On se pavanera dans sa honte, on se proclamera héroïque. Les agents de pourriture persuaderont à ces déplorables vaincus qu'ils égalent et surpassent les plus grands vainqueurs, et qu'ils sont à tout jamais la lumière du monde.

Paris a touché un instant aux plus hauts sommets de la grandeur morale. Il pouvait écraser sous ses murs les hordes des Barbares, conquérir pour tous les peuples la liberté et l'égalité, fonder la République universelle. Un peu de bon sens, un peu de clairvoyance et de courage, et la victoire était certaine. Il n'a pas même essayé de la disputer. Il s'est montré au-dessous de ce que ses plus grands contempteurs auraient pu le supposer. Il périt stupidement par la main d'un jésuite, sous les yeux et avec l'aide de ces prêtres qui, après avoir tant prêché à leurs ouailles l'extermination de la Babylone moderne, ont pu enfin leur donner le spectacle de sa chute et le bonheur de détacher à cette ennemie abhorrée le coup de pied de l'âne.

LA DÉSORGANISATION

—

15 novembre 1870.

Paris accuse la province. Il a tort. Qu'il s'accuse plutôt lui-même. Qui dirige est responsable. Qui a l'honneur, doit avoir la peine. S'il n'a point été secouru, la faute en est à lui seul. Sa sottise l'a doublement perdu, en paralysant à la fois son énergie et celle des départements.

Dans la crise la plus terrible, il a choisi et maintenu, contre tout bon sens, un pouvoir imbécile, sinon traître. Le salut était dans l'activité. Ce Gouvernement est resté inerte. Dans la vigueur, il s'est mis à plat ventre. Il a cru *d priori* la résistance impossible, et il a mis son unique espoir dans la prière et la soumission. Pourtant, il n'avait obtenu la confiance populaire que par ses promesses belliqueuses, et ici commence son rôle de duplicité et de mensonge, qui autorise toutes les accusations.

Il ne fallait à la grande capitale, pour balayer l'invasion prussienne, que des canons, des fusils et des hommes, trois conditions faciles à remplir. On pouvait trouver en France et à l'étranger, quatre à cinq cent mille fusils des nouveaux modèles, amener à Paris par les voies rapides, trois cent mille mobiles, et tous les anciens militaires de 25 à 35 ans. Les ports de guerre auraient fourni, par milliers, les grosses pièces marines pour l'armement des remparts, des forts, des redoutes. L'industrie privée se chargeait de l'artillerie de campagne à longue portée, qui a donné la victoire aux Prussiens.

Avant le 20 septembre, date de l'investissement, Paris aurait compté dans ses murs huit cent mille hommes bien armés, garde nationale comprise. L'outillage pour les pièces de campagne, promptement installé, assurait un résultat immense, dans le délai de quatre ou cinq semaines, suffisant aussi pour dresser aux manœuvres et mettre sur pied de guerre les forces républicaines. Avant le 15 octobre, l'armée parisienne était en mesure d'anéantir les hordes allemandes.

Pendant ces cinq semaines, — nous l'avons répété bien des fois, — le Gouvernement dit de la *défense nationale,* occupé de mendier la paix, n'a

fait entrer à Paris ni un fusil, ni un canon. Il n'a pas remué une pelletée de terre autour de la ville. Il s'est borné à faire venir cent mille mobiles, destinés plutôt encore à contenir l'indignation des Parisiens qu'à barrer à l'ennemi l'entrée des portes. Il ne s'est nullement inquiété de notre artillerie de campagne, détruite à Metz et à Sedan, et n'a pas songé le moins du monde à reconstruire un matériel. Toutes les choses de la guerre sont restées à l'abandon. Il était clair que le nouveau pouvoir n'avait pas même l'idée d'une résistance quelconque. Il ne s'en cachait pas d'ailleurs dans l'intimité.

Il fallait néanmoins tromper l'ardeur guerrière de la population par des semblants de préparatifs.

Dès lors a commencé ce système de dissimulation et d'astuce qui a été toute la politique de l'Hôtel de ville. On bernait le public avec des sornettes, on donnait des niaiseries en pâture à son enthousiasme.

Le chef-d'œuvre, en ce genre, a été la formation de la garde nationale. L'empire avait détruit l'organisation légionnaire, force dangereuse, à ses yeux, et y avait substitué 52 bataillons de 500 hommes, chiffre dérisoire sur 2 millions d'âmes. Nul lien entre ces 52 unités isolées, aucune puissance de cohésion. Aux premiers désastres du mois

d'août, le ministère, pressé par l'opinion, avait accordé de fort mauvaise grâce quelques bataillons de plus. Le Gouvernement du 4 septembre, héritier et continuateur de Bonaparte, ne se souciait pas plus que lui d'armer la population, ni de faire appel à son courage. Il ne songeait qu'à obtenir la paix. L'ardeur de Paris pour la résistance n'était, à ses yeux, qu'un embarras et un péril.

Un décret ordonna la création de 60 nouveaux bataillons de 1,500 hommes. S'il avait pu rester, dans les esprits sensés, l'ombre d'un doute sur la perfidie et les mauvaises intentions du pouvoir, ce décret suffisait pour le démasquer. Un bataillon de 1,500 hommes pour aller à l'ennemi, c'est-à-dire une masse informe, monstrueuse, une cohue, un chaos, quelque chose d'impossible et d'immaniable! Il était clair qu'on ne voulait pas user de la garde nationale.

Du temps que les troupes se formaient en ligne sur trois rangs, le bataillon n'était que de 750 hommes, ce qui donne un front de 166 mètres, maximum de portée pour la voix du commandant placé au centre. Depuis la formation sur deux rangs, le bataillon a dû être réduit d'un tiers, c'est-à-dire à 500 hommes, et tel est en effet le chiffre normal pour obtenir des subdivisions d'un front raisonnable et manœuvrières. Cette réduction est plus

nécessaire encore pour des troupes mal exercées et novices.

Le général Trochu, qui avait apparemment ses projets, a imaginé le bataillon de 1,500 hommes, ayant 500 mètres de front, une machine ridicule, absurde, impraticable. C'est bien ce qu'on voulait, en effet. Dès qu'il s'est agi d'entrer en campagne, il a fallu revenir au chiffre régulier, 500 hommes, et démantibuler le bataillon existant, pour le ramener au sens commun.

On sait les aventures burlesques qui viennent de s'ensuivre. C'est un *tolle* universel dans la population. Mais qu'on se rassure, l'inconvénient est mince. Cette mobilisation, comme tout le reste, n'est qu'une comédie, une mystification pour gagner du temps et en finir par la lassitude générale.

La *Patrie en danger*, dès le 8 septembre, avait proposé le rétablissement de la légion et sa subdivision en groupes semblables à ceux de l'armée, bataillon, régiment, brigade, division, légion, ce qui constituait pour chaque arrondissement un corps d'armée toujours prêt à entrer en campagne. En outre, la garde nationale formait des catégories d'âge, permettant d'utiliser les citoyens selon les besoins et dans un ordre naturel de justice.

Tout cela n'entrait point dans les vues d'un pou-

voir qui poursuivait un double but, la paix quand même et la contre-révolution. Il a laissé de côté tout préparatif de guerre, et n'a organisé que le désordre, la confusion, l'anarchie, le chaos, moyen certain d'acculer la France à une abdication qui sera un suicide.

P. S. — Il devient évident que nous sommes livrés aux impudentes manœuvres de la réaction. Elle veut la paix, à n'importe quel prix, et elle forge mensonges sur mensonges pour épuiser la patience du public et l'amener jusqu'au fond du bourbier.

Le Gouvernement lui prête complaisamment l'épaule, en se lavant les mains à l'eau froide, chaque matin, des impostures de la veille. Le Gouvernement ne sait rien. Il a bien entendu parler de quelque chose, comme tout le monde. Mais il n'en connaît pas plus que tout le monde.

Bref, le Gouvernement n'est plus le Gouvernement. Il n'a point d'avis, point d'idée, point de projet. Le plan Trochu consiste à n'avoir point de plan et à suivre le fil du ruisseau monarchique et prussien.

Il serait temps de ne plus se jouer de la détresse d'un peuple, de ne pas se moquer de son désespoir, et de daigner lui dire ce qu'on prétend faire de lui.

UN CHEF-D'ŒUVRE DE FOND

ET DE FORME

—

16 novembre 1870.

On lit ce matin dans la proclamation Trochu:

« Il est aujourd'hui de notoriété que la Prusse avait accepté les conditions du Gouvernement de la défense pour l'armistice proposé par les puissances neutres, quand la fatale journée du 31 octobre est venue compromettre une situation qui était honorable et digne, en rendant à la politique prussienne ses espérances et ses exigences. »

M. Trochu est un idiot, il faut bien en faire l'aveu devant sa prose. On le croyait un traître. S'il l'est, en effet, ce n'est point par son machiavélisme, mais par son crétinisme qu'il réussira. Il n'y a plus à s'étonner des monceaux de sottises qu'il accumule depuis deux mois et demi. Qu'attendre d'un homme qui écrit des proclamations de cette farine?

La France va-t-elle rester à la merci d'une pareille imbécillité? Nous sommes gouvernés par l'ineptie en personne, qui nous conduit droit aux abîmes. Il n'est que temps d'aviser. Mais vraiment, les élucubrations de M. Trochu donneraient bien à rire, si leur bêtise faisait moins peur. Il associe à un gros mensonge une vérité qu'il essaie d'aiguiser en calomnie.

Il est faux que la Prusse eût accepté l'armistice aux conditions du Gouvernement provisoire, avant le 31 octobre. Ce Gouvernement lui-même a déclaré le contraire. Au 31 octobre, d'après son dire, on venait seulement d'apprendre la proposition d'armistice. Les conditions n'en avaient point été débattues. Le refus de la Prusse est du 5 ou du 6 novembre. Si elle avait consenti le 30 ou le 31 octobre, aurait-elle pu se rétracter une semaine plus tard, sans provoquer la clameur universelle? Or, personne n'a soufflé mot.

Ce qui est vrai, c'est, comme le raconte l'imbécile Trochu, que *la fatale journée du* 31 *octobre est venue rendre à la politique prussienne ses espérances et ses exigences*. Nous l'avions dit nous-mêmes, mais sans prévoir que cet étrange personnage allait répéter notre affirmation.

Oui, certes, la défaite de la Révolution, le triomphe du parti des lâches et des traîtres, ont relevé la morgue et les prétentions de la Prusse. Elle n'a

jamais redouté que les Républicains. Leur ascendant croissant, l'attitude du peuple, commençaient à lui souffler la prudence, avec la peur.

Pouvait-elle croire que la résistance de Paris fût l'œuvre des suppliants de Ferrières, des trembleurs absurdes qui n'avaient pas même tenté les moindres préparatifs, dans la conviction de leur inutilité? Pouvait-elle faire honneur à ces ignominieux poltrons, de l'énergie inattendue qui l'avait arrêtée court aux pieds de nos remparts? Elle savait leur lâcheté réfractaire à tous les témoignages de la virilité parisienne. Elle savait que, même après l'affront de Ferrières, après leurs serments d'héroïsme, ces couards n'avaient pu se résigner à la perspective de la lutte, qu'ils jouaient dans la ville une ignoble comédie de vaillance, et aux portes des palais européens, leur rôle naturel de mendicité.

Mais si ces hommes ne provoquaient que son mépris, le peuple lui inspirait la terreur. Bismark n'ignorait pas la situation intérieure de la capitale, l'antagonisme des deux partis républicain et monarchique, l'alliance du premier avec les masses, du second avec les aristocraties. Il connaissait leurs forces et leurs tendances respectives. D'un côté, le patriotisme, le courage, le dévouement, la résolution de combattre, de l'autre, l'égoïsme, la

couardise, le scepticisme, l'immoralité, la bassesse, toutes les passions qui poussent à l'opprobre.

Les monarchistes sont Prussiens, par besoin d'en finir avec une guerre désagréable ainsi qu'avec la République, et le Gouvernement dit de la *défense* est à leur tête. Bismark compte sur eux. Ils signifient pour lui capitulation, paix à tout prix. Il ne doutait pas qu'un choc dût se produire entre cette faction des lâches et le parti de l'indépendance nationale. Du résultat dépendait le sort de l'armée allemande.

L'armée allemande a vaincu dans la nuit du 31 octobre. Sa victoire lui a *rendu ses espérances et ses exigences,* comme le dit naïvement Trochu. Les quémandeurs de paix, les pleurards de Ferrières, les agenouillés des antichambres impériales et royales sont les maîtres à Paris. Ils tiennent les Républicains sous les verrous. La réaction déchaînée désarme le peuple et demande la paix à grands cris. « Qu'à cela ne tienne, répond Bismark, tout de suite, si vous voulez. Vous connaissez mon prix. — Ah! mais, il est un peu bien cher. — Désolé, messieurs. C'est mon dernier mot. C'est à prendre ou à laisser. »

Et Trochu, de gémir, et de traduire ses gémissements en calomnies. Favre avait déjà parlé de

« sédition promise, auxiliaire prévue, venue à une heure propice au négociateur prussien, mais qui a permis au peuple de Paris de légitimer par un vote imposant le Gouvernement de la défense nationale, qui acquiert par là aux yeux de l'Europe la consécration du droit. »

Eh bien ! mais, tout est pour le mieux. La *sédition* a eu sur les doigts. Les *auxiliaires* sont en cage. On a violé, pour les y mettre, une convention militaire, ce qui n'est pas propre, mais enfin, une saleté de plus ou de moins ne coûte rien à ces nobles hommes. Ils ont vaincu les séditieux. Il ne leur reste qu'à vaincre les Allemands. Rien de plus facile, puisque les séditieux étaient le grand obstacle.

La Prusse maintenant n'a plus d'*auxiliaires* dans Paris, ou si elle en a, ils sont impuissants. Comment donc *la fatale journée du* 31 *octobre* a-t-elle pu *rendre à la politique prussienne ses espérances et ses exigences?* C'est à n'y rien comprendre. Les Prussiens devraient être doux comme des moutons devant un *Gouvernement* qui vient *d'acquérir aux yeux de l'Europe, le* 3 *novembre, la consécration du droit.*

Belle chose, la consécration du droit! Bismark aurait dû être ébloui, et devenir plus souple. Par

quelle fatalité se fait-il, au contraire, plus hautain et plus insolent? Est-ce que, par hasard, il aurait plus de respect pour la Révolution que pour les champions de l'ordre? Plus de respect, c'est-à-dire plus de crainte! A vrai dire, personne n'en doute, et les deux plus rudes défaites que la France ait essuyées depuis deux mois, ce sont les journées du 31 octobre et du 3 novembre.

Car ici, on est frappé au cœur.

Ailleurs, on ne l'était qu'à la périphérie.

LA PROCLAMATION TROCHU

—

18 novembre 1870.

Ainsi, comme les avocats de l'Hôtel de ville, le général Trochu ne croyait point à une défense de Paris victorieuse! Pourquoi donc l'a-t-il prise en main, s'il la jugeait impossible? Concevra-t-on jamais des hommes qui s'intitulent Gouvernement de la *défense nationale*, parce qu'ils ont résolu de paralyser toute défense ou plutôt de n'en opposer d'autre à l'ennemi que les supplications ?

Qui les obligeait de se charger d'une besogne qu'ils estimaient insensée? Ils se sentaient en contradiction absolue avec le sentiment public, et ils s'arrogeaient le droit de saisir le pouvoir par subterfuge, puis de le conserver par mensonge et violence. Combien bas faut-il qu'un peuple soit tombé pour accepter et subir une dictature qui affiche un tel mépris de ses désirs et de sa volonté ?

Un général de Bonaparte, des assermentés de Bonaparte, s'imposent à la République, de par leur autorité d'origine impériale, la traitent à la turque, s'érigent en princes de droit divin, contre lesquels toute résistance est un crime de lèse-majesté.

Ils sont si bien des gouvernants de droit divin, qu'ils se donnent pour mission légitime de comprimer le vœu des populations. Ce vœu leur déplaît, il suffit; leur droit et leur devoir sont de le faire avorter.

Le plan secret et immuable de M. Trochu est désormais connu. Il consiste à jouer Paris par des simulacres de défense, et à le conduire ainsi, de tromperie en tromperie, jusqu'à l'heure où la famine le contraindra d'abdiquer et de se rendre.

Combien de sang a-t-il déjà versé pour dissimuler ce plan à tous les yeux? Ces sorties meurtrières, ces mille combats de chaque jour, sans portée et sans résultat, n'ont eu pour but que de gagner du temps et d'entretenir l'illusion.

Tant de décombres amoncelés, de richesses détruites, les ponts coupés, les tunnels abattus, les villages démolis, le carnage, l'incendie, les dévastations gigantesques, tout cela, masque de guerre sur une paix à merci, signée d'avance!

Pourquoi n'avoir pas dit tout de suite le mot vrai, puisqu'il était résolu? Que de malheurs épar-

gnés ! — Sans doute, mais la population n'eût pas consenti, et il fallait alors descendre du pouvoir. Le sang et la ruine, plutôt que lâcher cette proie!

Il faudrait remonter haut dans l'histoire pour rencontrer une si effroyable responsabilité !

Mais existe-t-il une responsabilité pour les puissants?—Tout leur est permis. Ils ont la force. Leurs plus grands crimes ne sont pas même des fautes, pas seulement des erreurs. Ils seraient méprisés, s'ils n'en commettaient pas. Le respect de la foule se mesure à leurs forfaits. Sylla est de tous les temps et de tous les pays.

Pour conserver sa dictature, le général Trochu est entré hardiment dans la carrière des revers. Il a couru au-devant de la défaite qu'il savait certaine. Seulement, dans sa conviction de l'insuccès, il n'a pas même essayé de le conjurer et de se faire quelques chances par des préparatifs. A quoi bon ses préparatifs contre le destin !

Lorsque des hommes, dans le désespoir de la patrie perdue, ont tenté de mettre un terme à ces barbares immolations, et de substituer le combat à l'hécatombe, les dictateurs les ont poursuivis comme des rebelles, emprisonnés comme des criminels, et la foule a jeté toutes ses pierres aux patriotes, toutes ses fleurs aux spéculateurs en chair à canon.

M. Trochu, acclamé de ses dupes, plus ferme sur son plan de paix par la diète et la saignée, lève à demi la visière et commence à faire entrevoir sa finale. Il dit carrément aux multitudes armées : « Jusqu'ici, je vous ai débités en détail à la boucherie. Maintenant, je vais vous mener en bloc à l'abattoir. »

Il est pressé d'en finir, en gagnant quelques semaines par la guerre sur la famine. La Bourse lui saura gré de ce bon mouvement. Elle ne va qu'au feu de la cuisine. Un appel désordonné aux bataillons de la garde nationale amène sous le drapeau du sacrifice ce qui reste de jeunesse dans la ville en deuil, et le pieux Gouvernement lui adresse, en style de calvaire, les dernières paroles, *ultima verba.*

C'est une exhortation de trappiste : « Frères, *il s'agit de souffrir et combattre, jusqu'à ce que vous ne puissiez plus ni souffrir ni combattre.* » Autrement dit : « Frères, il faut mourir. »

Jamais harangue aussi chrétienne n'était sortie de la bouche d'un chef d'armée. Comment les Parisiens prendront-ils cette oraison funèbre ? Le prédicateur leur offre, en échange de leur vie, une consolation suprême : les Prussiens, très-embarrassés de la possession de Paris, et perdus par

leur propre victoire. Bismark acceptera volontiers cette pénitence.

Le général Trochu a donné sa mesure. Son impéritie dépasse encore son ambition, et à cette ambition, tout a été immolé, sans hésitation, ni pitié, ni remords,— d'immenses richesses, des existences sans nombre, l'armée, la garde nationale, Paris, la France entière, et pour quoi ? Pour être dictateur, puis président de la République..... si ce n'est pour devenir le Monk de la dynastie d'Orléans.

POINT D'ASSEMBLÉE

19 novembre 1870.

La mode des Assemblées nationales a commencé en 1789.

La date est belle, mais la mode est médiocre.

Elle a mal réussi, même dans sa primeur. Les États généraux n'ont fait bonne contenance que jusqu'au 14 juillet. La prise de la Bastille les a frappés de crainte. Bourgeois égoïstes, ils ont vu avec effroi l'entrée du peuple en scène, et de cette heure même, datent les misérables petites passions qui forment en France, depuis quatre-vingts années, le fond immuable de toutes les Assemblées délibérantes.

Au moment de sa retraite, après deux ans d'une double lutte contre la cour et les masses, la Constituante n'était plus qu'un instrument de contre-révolution.

Même succession de phénomènes dans la Législative. Elle débute par l'énergie, elle finit dans la défaillance, et le 10 août qui sauve le pays, se fait malgré elle, presque contre elle.

La Convention, cette renommée surfaite, diffère peu de ses deux sœurs aînées. Elle subit les événements, ne les crée, ni ne les domine. Sa majorité bourgeoise, comprimée au 31 mai par l'insurrection populaire, n'est plus, durant quatorze mois, qu'un troupeau, muet et tremblant sous la hache. Rendue à elle-même par le 9 thermidor, elle devient le foyer de la plus sanglante réaction, et, du reste, opprimée ou libre, ne présente qu'une collection de médiocrités, d'où émergent à peine un nombre infime de talents et de caractères.

Que dire de ces conseils des Anciens et des Cinq-cents, complices ou dupes du 18 brumaire, tourbe de vulgarités ineptes ou platement ambitieuses ? Et les muets du premier empire, Corps législatif ou Sénat, qu'est-ce, sinon la putréfaction ?

Le dix-neuvième siècle fait passer sous les yeux de l'histoire une longue série de ces parlements, rendez-vous des cupidités, des bassesses, des servilités qui grouillent aux pieds de toutes les puissances.

Lorsque l'un d'eux, par hasard, entre en lutte sérieuse contre le pouvoir, les événements issus de cet antagonisme ne tardent pas à dévoiler les petitesses cachées sous cette apparence de grandeur. Les Deux-cent-vingt-un, si épiques jusqu'à la veille du 28 juillet, tombent, le lendemain, dans les ridicules et les platitudes de la panique. Terrifiés de

leur victoire, ils restent évanouis sur la place, comme le cavalier qui, ayant pris trop d'élan, va rouler à terre de l'autre côté de son cheval.

Les tristes Chambres de Louis-Philippe, types d'égoïsme et de corruption, nous conduisent aux deux Assemblées d'exécrable mémoire, qui auraient dû nous dégoûter à jamais de la peste parlementaire. La France a payé cher ces beaux produits du suffrage universel. Comment, — victime, vingt-deux années, des lâchetés, des turpitudes, des crimes de ces légiféreurs, — peut-elle supporter l'idée de retomber en de pareilles mains?

N'a-t-elle pas suffisamment appris qu'aux heures de crise, le pire de tous les dangers, c'est une assemblée délibérante? Ne le voit-elle pas, encore aujourd'hui, aux clameurs de la réaction qui appellent à la rescousse ces sinistres auxiliaires, comme elles les appelaient en 1848? C'est le même service qu'on va leur demander, la mort de la République, et de plus, cette fois, le démembrement, la ruine de la patrie.

« Il faut consulter la France, répètent tous les journaux de la conspiration. Il faut qu'elle exprime sa volonté par la bouche de ses représentants. Personne n'a le droit de se substituer à elle, de parler ou d'agir en son nom, si elle n'en a pas donné mission par mandat spécial. Seules, des élec-

tions générales peuvent sauver l'indépendance et l'unité du pays. »

C'était leur thèse aussi en 1848. Au milieu du désarroi et de l'agitation, ils invoquaient la panacée d'une représentation nationale. Sa présence allait tout apaiser par enchantement. L'ordre, la paix, le travail, la prospérité renaîtraient à sa voix et par ses actes.— On sait le résultat : la guerre civile, les massacres, les proscriptions, vingt ans d'opprobre et d'esclavage, l'invasion prussienne, la France enfin au bord de l'abîme.

Et c'est aux élections qu'on prétend recourir pour l'en retirer ! Elles l'y précipiteraient au contraire. Pas de moyen plus assuré de ruine. La France est perdue, si elle tombe en ce moment aux mains d'une assemblée. Elle pourrait survivre à tout autre malheur, pas à celui-là.

Qu'est-ce donc, après tout, qu'une assemblée? Serait-ce une réunion de vertus et de talents, de grands dévouements, de hautes intelligences, une crème de l'humanité, ou même une élite de la nation? J'en atteste, hélas! les quinze ou vingt échantillons qui ont ennuyé, perverti ou désolé le pays près d'un siècle, c'est un ramas de nullités et d'égoïsmes, où priment quelques artistes de la parole et certaines habiletés malfaisantes, bientôt les guides du troupeau, et les maîtres de tout le monde. Le pouvoir passe entre leurs mains, et le premier

usage qu'ils doivent en faire et qu'ils en font, pour le conserver, c'est d'assouvir les cupidités et les vanités dont ils dépendent.

Tous ces prétendus représentants de la nation ne s'occupent que d'eux-mêmes, de leurs familles, de leurs amis. Un député est bien maladroit, si son mandat ne devient pas le fondement de son avenir et de l'avenir de tous les siens. Ainsi se passent les choses en temps ordinaire. Le peuple peut en souffrir, il n'en meurt pas.

Mais, aux jours d'orage et de désastre, quand la patrie chancelle sur sa base, l'égoïsme de toutes ces médiocrités se traduit par des catastrophes. L'instinct qui les domine alors avant tout, c'est la peur, l'intérêt ensuite. Échapper au naufrage, en y pêchant le plus d'épaves possible, telle est leur unique manœuvre dans la tempête. Je ne parle pas de quelques nobles âmes égarées au milieu de cette tourbe. Elles ne peuvent qu'assister impuissantes à cet odieux spectacle.

Ce tableau est-il une calomnie? Que l'on interroge les souvenirs de soixante-quinze années, l'histoire du Sénat et du Corps législatif, en 1814 et 1870, de la Chambre des députés en 1830 et 1848, de la Constituante et de la Législative, sous la deuxième République. N'est-ce point la rapine éhontée, la lâcheté, l'apostasie, la trahison que l'on y rencontre à chaque page, à chaque ligne?

Et pour quelle raison convoquer une Assemblée nationale ? — « Pour dégager le Gouvernement d'une effrayante responsabilité, disent les monarchistes, et constituer le seul pouvoir possible aujourd'hui, le seul capable de recomposer la France. »

Tel est aussi le langage de Bismark.

« M. de Bismark, dit le *Times*, désire ardemment la constitution d'un Gouvernement régulier en France. Peut-être a-t-il décidé le roi à renoncer à des déclarations préalables sur une cession de territoire, afin de laisser l'Assemblée se réunir. »

Dans une dépêche au comte de Bernstorff, ambassadeur prussien à Londres, M. de Bismark déclare que « la chose la plus nécessaire aujourd'hui est de permettre au peuple français de procéder à des élections, dans le but de nommer une représentation nationale. »

Des élections pour une Constituante, c'est l'idée fixe de cet excellent ami de la France ! Sa tendresse n'aura point de repos qu'elle n'ait constitué un *Gouvernement régulier* dans le pays de son cœur. Il réclamait déjà ce bienfait pour nous, à la fin de septembre, et l'Hôtel de ville s'était hâté d'accéder à ce vœu désintéressé, en convoquant les comices pour le 16 octobre. Mais le grand ministre prussien s'est récrié sur ce délai, et nos

sages gouvernants, charmés d'un si beau zèle parlementaire, ont avancé la date au 2 du même mois.

Heureusement, les anarchistes sont venus mettre des bâtons dans les roues, et la *défense nationale* n'a pas osé leur rompre en visière. Nous avons échappé pour cette fois au traquenard. Mais Guillaume ne lâche pas sa proie. Il lui faut absolument une Assemblée nationale. Touchant accord avec nos monarchistes de toute couleur, avec le ban et l'arrière-ban de la réaction ! La Bourse est ultrà-prussienne, les conseils généraux font chorus avec Bismark.

Les divergences d'opinion peuvent être sincères et loyales. Mais, quand le plus cruel ennemi de la France, l'homme qui, depuis des années, en rêve l'anéantissement, se prend ainsi de passion pour une mesure de si haute importance, point de doute possible, c'est que la mesure nous serait mortelle, et la trahison seule est capable de l'appuyer. Quelle pierre de touche plus sûre pour révéler un traître !

Quant à l'Hôtel de ville, il serait bien étrange qu'on pût le croire déchargé de responsabilité par un appel, tardif ou non, au suffrage universel. Non, non ! Lorsque des ambitieux n'ayant que leur ineptie au service de leur personnalité, s'emparent, dans un péril mortel, de la direction d'un peuple, et le poussent dans le gouffre, ils ne sont

pas reçus à lui crier, tandis qu'il y roule : « Tu n'es pas encore mort, tire-toi de là comme tu pourras, mais ne compte plus sur nous. Voilà notre démission. »

Que peuvent faire les malheureux ainsi abandonnés ? A quel appui recourir ? On leur dit : « Vous êtes maîtres maintenant de votre destinée. On vous en rend la libre disposition. Choisissez des mandataires. Ils décideront d'après vos désirs. »

Affolés de peur, menacés de sac, d'incendie et d'égorgement, ils demandent la paix, la paix quand même, la paix qui sauvera leur champ, leur chaumière, la vie de leurs enfants. S'il en coûte à la France deux ou trois provinces, quatre ou cinq milliards, tant pis. N'exigez pas de ces pauvres gens qu'ils se sacrifient, eux et leurs familles, à l'intégrité de la puissance française. Pour eux, ces considérations sont presque de la métaphysique. D'ailleurs, patrons, seigneurs, magistrats et prêtres ne leur ont pas si fort donné l'exemple du dévouement et de l'abnégation, qu'ils éprouvent un bien cuisant remords à ne le point suivre. Tout au contraire, en n'écoutant que la voix de l'égoïsme, ils ont conscience d'emboîter le pas à leurs chefs, et leur modestie aurait scrupule de faire la leçon à ceux dont ils doivent la recevoir.

Donc, point d'assemblée, soit en province, soit

à Paris, pour décider de la paix ou de la guerre, pas plus que pour reconstituer l'unité française, qui n'est nullement détruite, ni même entamée. On sait que les monarchistes entendent par reconstituer l'unité : tout simplement, rétablir la monarchie, qui a la prétention d'être le faisceau par excellence.

Une assemblée, dans notre détresse actuelle, serait le pire de tous les produits fournis jusqu'à ce jour par le vote universel. Il n'appartient pas à qui ne combat point de régler le sort de la France. On ne doit en traiter que les armes à la main. La paix ne peut être mise aux voix, tant qu'il reste cent soldats pour tenir la campagne.

Il existe en séance, à Paris, une assemblée de cinq cent mille hommes, avec des bouches de bronze et des paroles de plomb. Que la province en convoque d'autres, de la même nature, sinon du même chiffre. Quant à la direction de ces nombreux représentants de la nation, elle sera aux plus hardis, aux plus fermes, aux plus braves, et ne s'en trouvera pas plus mauvaise, pour être moins bureaucratique.

En tout cas, elle ne saurait être pire qu'elle l'est à Paris, où on n'en est pas mort, cependant.

La France, en ce moment, n'a d'existence civique que dans les camps. Partout ailleurs, personne n'a droit à la parole.

20 novembre 1870.

La République est née entre les mains de ses ennemis, qui n'ont pu l'étouffer au premier cri, pour dire ensuite qu'elle n'avait point respiré.

Mais elle est restée leur prisonnière et aura le sort des enfants d'Édouard. Ils l'enveloppent de leurs respects sournois, en guettant l'heure de la serrer à la gorge.

Comment échapperait-elle aux ambitions conjurées contre sa vie, en vue de son héritage ? Toutes l'embrassent pour l'étrangler. Comme en 48, ses tuteurs se hâtent de proscrire ce qu'elle a d'amis dévoués, afin de lui enlever tout appui, et le moment venu, le bourreau collectif, connu sous le nom d'Assemblée nationale, se chargera de l'exécution.

Déjà les monarchistes appellent avec impatience cet instrument de leurs hautes œuvres, et s'indignent de la lenteur des geôliers à lui livrer la condamnée. Ils les accusent d'éterniser une fonction et des profits essentiellement provisoires, et la plainte ressemble fort à une menace.

Les Républicains ont payé cher déjà, il y a vingt-deux ans, et vont payer plus cher encore, je le crains, l'application prématurée d'un idéal, admirable pour l'avenir, mais bien fatal dans le présent. Un peuple est ce que l'a fait son enseignement, et

ne solde qu'avec la monnaie mise en circulation.

Nourri d'absurde, il rend l'absurde, et lui demander autre chose, c'est exiger des pêches d'un mancenillier. Notre faute s'explique néanmoins, mais par une autre, moins grave peut-être, bien qu'impardonnable aussi. Notre vue est myope et ne porte pas au delà d'un étroit horizon.

Le suffrage universel est né dans les grandes villes, qui n'ont pas regardé plus loin que la barrière, et ont cru la France faite à leur image. De cette erreur, sont nés les plébiscites de décembre 1848, 1851, 1852 et de mai 1870. Quatre fois, l'ignorance rurale a proclamé Bonaparte, et avant Bonaparte, elle avait intrônisé les deux Assemblées, constituante et législative, qui ne valaient pas mieux que lui.

Comment ne pas voir que la manifestation politique d'un peuple sera toujours le reflet des idées dont on l'a abreuvé, et qu'après vingt ans de despotisme, de servitude, d'abrutissement systématique, il ne peut éclore du scrutin que la graine semée dans les cerveaux?

C'est ce qui est arrivé en 48 et 49 par l'ineptie des démocrates. Ils ont voulu récolter la République dans un champ semé de monarchie, et à leur grande stupeur, ils n'ont recueilli que trois variétés de la vieille plante, avec le plaisir du choix. Avant que le blé pousse sur une terre empoisonnée

de chiendent, il faut la retourner et la herser trois ou quatre fois, sans compter l'écobuage, sinon, c'est de la semence perdue.

Les paysans savent cela et ne tombent point dans la sottise des Républicains. Prenez exemple sur eux, et appliquez à leur cervelle le procédé qui désempoisonne les terrains de chiendent. Surtout ne risquez pas le bon grain, avant d'avoir à peu près détruit le mauvais.

Après la Révolution de Février, plusieurs années de préparation intellectuelle auraient dû précéder et préparer le scrutin populaire. C'est par l'idée, jamais par la force, qu'on doit conquérir une nation. Mais encore faut-il que l'idée puisse se produire, et c'est précisément ce que la monarchie ne permet point à l'idée républicaine.

A peine triomphante en 48 et en 51, par la bévue démocratique, elle a remis aussitôt le bâillon à ses adversaires, et comme ils l'ont gardé vingt-deux ans, ils n'ont pas beaucoup endoctriné la multitude. C'est pourquoi la multitude a rendu le plébiscite de mai 1870, et serait toute prête à en fulminer un autre demain, qui tiendrait en respect nos mâchoires et les siennes, quelque quarante années, pour le roi de Prusse.

La réaction soupire après cette bonne fortune, avec plus d'anxiété que les Hébreux après la

manne, dans le désert. Elle la demande à cor et à cri, ce qui n'a rien d'étonnant. Mais ce qui a droit de surprendre, c'est qu'elle trouvera chez les Républicains beaucoup de complices involontaires pour cette belle besogne.

Le suffrage universel est le principe sacro-saint parmi nous. Le voiler cinq minutes serait un sacrilége. Résultat net de ce scrupule : Le suffrage universel qui aurait créé, depuis quinze années, un monde nouveau, en échange d'un assez court ajournement, nous a presque tués comme nation, par son application immédiate, et nous tuera tout à fait, si on recommence demain la même extravagance.

Eh bien ! une foule de démocrates n'hésiteront pas. Je ne parle point de ceux qui rêvent un siége législatif, rêve dangereux autant que trompeur, et qui agite tant de cervelles. Mais les ouvriers des villes considèrent leur bulletin comme une propriété civique, un gage d'affranchissement et d'amélioration.

Le suspendre leur paraîtrait une atteinte à leur qualité de citoyen, un retour à l'ilotisme. Ils ne songent point que ce bulletin reste enseveli sous la masse des bulletins ruraux inféodés à la superstition et au despotisme. Cette déception ne les rebute pas. Ils disent : « Demain ! nous réussirons, » et *demain* leur apporte toujours la même

défaite, parce que la *veille* a été une prédication cléricale et monarchique sans contradicteurs.

Jamais ils ne remonteront du fond de ce trou, si on ne commence par en abattre les escarpements et en aplanir les pentes. Telle doit être l'œuvre préalable d'une Révolution, et c'est ce travail précisément qu'empêche l'élection immédiate d'une assemblée, le lendemain d'une victoire républicaine, parce que cette assemblée ne peut être que l'image, et bientôt la restauration du régime renversé. On a déjà recommencé deux ou trois fois l'expérience, et on la recommencerait trente, quarante fois, qu'elle amènerait invariablement le même résultat.

Aussi voyez de quelle ardeur les factions du passé demandent, exigent la convocation *immédiate* de ces comices funestes, dont elles savent d'avance le verdict. Chaque jour de retard leur arrache des rugissements. En 48, elles ne pouvaient contenir leur rage devant la moindre perspective d'un délai.

Aujourd'hui Bismark se joint à elles. Lui aussi veut une Assemblée *nationale*, tout de suite, demain, à l'instant!... Une Assemblée *nationale!* oui-dà! comme la défense *nationale*, qui a paralysé avec acharnement la défense. — On appelle *national* aujourd'hui tout ce qui sert à détruire la nation.

22 novembre 1870.

La presse monarchique poursuit toujours avec acharnement son projet d'Assemblée nationale. Elle est dans son rôle. Pas de moyen plus sûr, en effet, pour renverser la République. Mais elle a plus d'ardeur que d'arguments au service de sa proposition.

Ces arguments se réduisent à un seul : « *L'appel au pays.* » Eh bien ! non ! ce n'est point un appel au pays, c'est un appel à l'égoïsme, à la peur, à la déroute, à tous les misérables sentiments du cœur humain. Il est odieux, il est criminel de saisir le moment précis où une nation est sous le poids d'une écrasante calamité, pour arracher à son trouble un arrêt qui la ruine et la déshonore.

Il n'y a que des ennemis capables d'un tel calcul, et ce sont bien ses ennemis en effet qui l'ont imaginé. Ils veulent éterniser son ignorance et sa misère. Ils veulent reforger ses chaînes, le replacer sous le joug des aristocraties et des superstitions.

Nous demandons, nous, au nom de la loyauté, que la France soit consultée dans la paix et le calme, non dans le tumulte et le désespoir d'une invasion. Est-ce au milieu du carnage et de l'incendie, quand des hordes barbares promènent le er et la flamme à travers le territoire, que des

citoyens éperdus peuvent prendre une décision réfléchie ?

Les feuilles de la conspiration royaliste ne veulent pas, disent-elles, de l'ajournement des élections à des temps plus mûrs, comme elles n'ont pas voulu, sous Bonaparte, de la mise en fourrière de la liberté, jusqu'au désarmement des partis. C'est beaucoup d'audace aux journaux réactionnaires de parler de liberté, eux ses mortels ennemis. C'est pour la détruire qu'ils réclament une Assemblée nationale, comme ils l'ont détruite en 1848, par la main de cette Constituante qu'ils avaient appelée dans le même but.

Leurs procédés sont stéréotypés. Il suffit de relire les gazettes monarchiques de mars et avril 1848. On y trouvera leurs articles d'aujourd'hui, moins la note prussienne. Et pour savoir l'usage qui serait fait d'une nouvelle Constituante, la loi du 11 août 48, rétablissant le cautionnement, dira le sort qui attend la presse ; la loi du 28 juillet 48 sur les sociétés secrètes racontera celui qui est réservé à la liberté individuelle et au droit d'association ou de réunion.

L'impatience des réactionnaires pour la convocation des comices est un plus grand scandale encore aujourd'hui qu'en 1848. Car elle se complique du concours de Bismark. Les uns visent à la mo-

narchie, l'autre au démembrement. L'accord est fait d'avance. « Passe-moi le démembrement, je t'octroie la monarchie. — Donne-moi la monarchie, je te passe le démembrement. »

Les deux larrons auront leur part. La France fera tous les frais. Elle perdra du même coup la liberté et l'indépendance. Les Républicains entendent qu'elle ne perde ni l'une ni l'autre. Voilà pourquoi ils mettent au ban une assemblée qui n'a point qualité pour prononcer sur le sort de la nation.

D'avance ils déclarent toutes ses décisions nulles et non avenues, personne n'ayant le droit de conclure la paix, tant qu'il reste un soldat ennemi sur le territoire.

Il faut en finir avec le désastreux prestige des assemblées délibérantes. Ce prestige est né des deux cents ans de pouvoir absolu qui ont précédé 89. Les États généraux signalaient une résurrection. La gloire en est restée à la forme parlementaire, et près d'un siècle de déceptions n'a pas suffi pour nous désabuser.

Les États généraux n'ont été qu'un effet, nullement une cause. Ils ont proclamé un résultat accompli déjà dans les esprits. A peine cette proclamation faite, ils étaient dépassés et changés en obstacle. La France devenait victime de l'instrument royal qu'elle avait dû employer contre le roi.

C'est ainsi que nous-mêmes sommes victimes de Trochu et de la députation législative, double instrument impérial tourné contre l'empire, et qui nous reste ensuite dans le flanc. — (Mille pardons à 89 de la comparaison.) — Quand on ne met pas de côté, pour en prendre un autre, un outil qui a joué son rôle, on n'arrive qu'à une pauvre besogne. Que dirait-on d'un menuisier qui voudrait tout faire avec une scie ?

Que cette nouvelle leçon nous profite, et ne retombons pas dans ce pitoyable traquenard d'une assemblée. Nous venons d'en sortir les jambes cassées. N'en a-t-on pas assez des plébiscites ? Le dernier a quinze jours de date. Il n'est pas de la province, celui-là. On ne peut pas maugréer contre les paysans. C'est Paris tout seul qui s'en est passé la fantaisie.

Quel beau chef-d'œuvre !

LES MARAUDEURS

—

21 novembre 1870.

Paris va succomber. La bourgeoisie ne demande qu'à le livrer, et le peuple ne veut plus le défendre. Après quelques heures d'illusions, qui lui montraient l'aurore d'un moins dur avenir, tout s'est éteint. La nuit de la désespérance s'est faite devant ses yeux, et il est rentré dans sa morne résignation.

C'est toujours la société marâtre qui met le pauvre hors la loi, comme un criminel, et ne reconnaît le citoyen qu'à ses écus. C'est toujours la société hypocrite et féroce qui écrivait hier : *Charité*, qui écrit aujourd'hui : *Liberté*, *Égalité*, *Fraternité*, sur la porte de ses prisons.

L'ennemi, en armes sous ses murs, ne la trouble point. Elle a compris qu'il n'était pas pour elle un danger, mais une sauvegarde, un gendarme à pou-

cettes plus serrées contre ceux qui ne possèdent pas.

Les malheureux l'ont bien compris aussi, et déjà leur attitude semble dire : « Entre deux geôliers, que nous importe? » Pour un sou de plus les maraudeurs vendent leurs épaves aux Prussiens. Ils s'en seraient indignés, il y a six semaines. Mais depuis six semaines, combien de détrompements et de cœurs déchirés !

L'enthousiasme se retire comme le flot brisé par le roc. Le peuple apprend une fois de plus que la patrie est la propriété du riche, la seule, du reste, qu'il soit toujours prêt à céder pour bien moins de trente deniers. Ce n'est pas celle-là qui l'inquiète.

Il est autrement soucieux de son pignon sur rue, ou d'une chaise de sa salle à manger, voire d'un légume de son jardin. Quand l'envahisseur pille, saccage et brûle, il ne voit là que le droit de la guerre, et ne s'effarouche pas.

Mais que des misérables, affamés et nus, sans travail, sans asile, sans pain, s'en aillent disputer aux obus un meuble abandonné, aux uhlans quelques racines, la société s'irrite de cet attentat à la propriété et fulmine l'anathème contre les coupables.

Que ne faisiez-vous la récolte vous-mêmes,

grands défenseurs de l'ordre! Pourquoi les propriétaires ont-ils laissé là leurs mobiliers, leurs choux et leurs carottes? La peur les tenait, et malgré la douleur de la séparation, ils ont préféré la vie à leurs pommes de terre. Cela vous semble tout à fait raisonnable. Mais ce qui vous paraît tout à fait odieux, c'est que de pauvres déguenillés osent, même au péril de leur vie, ramasser ces débris perdus, pour apaiser leur faim et couvrir leur nudité.

A défaut du propriétaire, qui empêchait l'autorité de déménager elle-même les maisons désertes, d'enlever les récoltes pendantes par la racine? N'avait-elle pas des voitures, des chevaux et des hommes? — J'entends, il y avait des balles à recevoir, et les légumes ne valaient pas la chance.

Alors, pourquoi ces anathèmes et ces rigueurs contre des infortunés qui la bravent, eux, cette chance, et vous rendent au moins le service d'épargner vos provisions? Ils ne sont point dupes d'une hypocrite philanthropie et de vains simulacres d'égalité. Théorie et pratique sont deux. Vous dissertez contre les Malthusiens, et le rationnement se fait par la cherté, suivant leur doctrine.

C'est peu encore. En plein siége, sous le coup de la disette et à la veille de la famine, votre propriétarisme farouche défend, au nom du tien et du

mien, de toucher à des biens destinés à périr, qui, sans aucun tort pour personne, pourraient sauver des existences. La mort plutôt qu'un ombrage à la propriété.

Et eux aussi, ces parias, ils ont répondu à votre cri meurtrier par un cri sauvage. Quand, au retour d'une cruelle journée de fatigue et de froid, femmes, enfants et hommes, rapportant sur leur dos le menu bois ramassé sous les balles prussiennes au prix de plusieurs cadavres, ont trouvé aux portes de Paris l'ordre de déposer leur pauvre récolte, après quelques moments de stupeur et de désespoir, ils ont mis le feu à ce bois, en criant: « Eh bien, personne ne l'aura ! »

Et autour de ces bûchers en flammes, ils ont commencé une danse sinistre, accompagnée d'imprécations contre les ravisseurs du travail des pauvres.

« Personne ne l'aura ! » Sanglant outrage lancé à la face de cette société qu'ils connaissent bien. « Personne ne l'aura ! » Ce qui signifie : « Nous l'avions recueilli dans le péril et dans la peine, et au nom d'une justice hypocrite et menteuse, les donneurs et les exécuteurs de consigne allaient se l'approprier. Voleurs vous-mêmes ! »

Malheur à toi, société sans entrailles, qui tues

le dévouement au cœur du peuple, et y fais germer la vengeance! « *Personne ne l'aura !* » C'est par cette formule d'extermination que tu es parvenue à remplacer la fraternité !

Comment se peut-il que des hommes, parmi nous, aient pris ce dédain, disons cette haine de la patrie, d'aller vendre aux Prussiens la sûreté de nos foyers? Qui leur a donné cet exemple, sinon les Bonaparte, les Piétri, les Rouher, les Bazaine, et tant de milliers d'autres qui se promènent, tête haute, dans Paris, en conspirant pour Guillaume?

Quelle démence dans ce mépris des souffrances du peuple, qui ne recule pas devant la guerre barbare faite aux maraudeurs? Donnez-leur des vivres, ils n'iront pas en picorer dans la plaine, sous le feu de Prussiens. Certes, les souffrances doivent être terribles, qui donnent à des femmes, à des enfants, cette indifférence pour la mort.

Ce sera l'épisode le plus dramatique du siége de Paris, que ce débordement quotidien des faubourgs dans le champ de carnage, pour glaner des restes de légumes, à la bouche des canons allemands. Nul autre n'accuse une plus profonde misère et une plus grande douleur morale. Ces parias portent le véritable deuil de la patrie.

Tandis qu'ils errent sans vêtements, sans souliers, dans la plaine fangeuse, tirés à l'affût comme des lapins, par les Barbares, les maîtres de la société se remettent un peu, dans les stalles de l'Opéra, des désastres du siége. Pauvres victimes, ils ont été sevrés de musique six semaines durant! Point de concert, ni d'orchestre, ni de chanteuse, point d'*ut* de poitrine, point de promenades au foyer, de chuchotements et de potins dans les loges!

O Dieu ! qui pourra jamais raconter ce martyre avec une suffisante quantité de larmes ! Et ces coquins de maraudeurs qui s'avisent d'ajouter à tant d'angoisses leurs attentats contre la propriété !

Heureusement, cette aimable société n'a pas à craindre le festin de Balthazar. Ninive est assiégée, mais les soldats qui l'entourent ne menacent point les festineurs. Ils viennent au contraire s'asseoir à leur banquet en protecteurs et en amis.

L'ennemi a été vaincu le 31 octobre.

LE COUP D'ÉTAT

—

23 novembre 1870.

Le siége avance. La famine approche. Le dénoûment pointe à l'horizon et se laisse à peu près deviner. Or, il pourrait bien ne pas plaire à tout le monde, et ceux qui le préparent, non plus dans l'ombre, mais dans le demi-jour, sont gens de précaution. Le 31 octobre leur a donné la force, et ils ont pour modèles Bonaparte et Bazaine.

Voici donc venir le coup d'État. Le mensonge et le bernement ne suffisent plus pour endormir. Involontairement, les yeux s'ouvrent à l'évidence et la conviction saisit les esprits. On voit arriver la catastrophe, et une suprême convulsion d'énergie pourrait la refouler ainsi que les traîtres.

C'est l'heure des grands moyens. Depuis ce matin, on connaît le premier : « interdiction de tout affichage politique. » Ceci n'est d'ailleurs que le préambule, le considérant n° 1. Le considérant

n° 2 ne restera pas longtemps à l'état de menace. Écoutez-le :

« Considérant que les lois de l'état de siége imposent aux chefs militaires le devoir d'interdire les publications de nature à exercer sur l'armée et les citoyens une *influence* pernicieuse..... »

Chacun doit comprendre qu'un grand chef militaire, tel que M. Trochu, ne peut pas rester en l'air à considérer..... et qu'il n'est pas fait pour une contemplation indéfinie.

Après avoir suffisamment *considéré*..... qu'il est maître de fourrer la poignée de son sabre dans les bouches qui lui déplaisent, il passera au fait, et l'interdiction d'imprimer suivra l'interdiction d'afficher.

Comme, en outre, le droit de parler n'est pas moins *pernicieux* que le droit d'écrire, la liberté de réunion ira rejoindre dans le tombereau la liberté de la presse, et le grand homme Trochu sera complet. Les dithyrambes et les couronnes lui pleuvront des quatre points cardinaux.

La famine aidant, tout alors sera mûr, et nous aurons le troisième acte du drame : Sedan, Metz, Paris, joué devant l'Europe, au bénéfice du roi de Prusse et aux frais de la nation française, par les trois incomparables artistes, Bonaparte, Bazaine et Trochu.

Les portes de la capitale s'ouvriront toutes larges. Sa Majesté le roi Guillaume, empereur d'Allemagne, leurs altesses royales le prince Fritz et le prince Frédéric-Charles, leurs excellences M. le comte de Bismark et M. le comte de Moltke feront leur glorieuse entrée dans la bonne ville de Paris, ayant à leurs côtés l'illustre général Trochu, futur connétable de France, restaurateur du trône et de l'autel, et destructeur patenté de la gent parisienne.

J'estime que les têtes de Parisiens exterminés dans cette mémorable opération, lui seront payées plus cher que les têtes de taupes aux taupiers et les têtes de rats aux traqueurs du grand égout d'Asnières. Leurs majestés prussienne et très-chrétiennes ne voudront pas lésiner avec le sauveur de la monarchie et de l'Église. Ce serait de l'ingratitude, car il les aura ramenées de loin.

On ne parle pas ici des comparses du provisoire. Ils auront encore leur petite récompense, comme en 48, la botte au derrière d'abord, glorieux brevet de martyre, puis la permission de prêter serment à Sa Majesté et de se refaire une troisième virginité politique sur les bancs des assemblées nationales, — avec la perspective d'une nouvelle intronisation à l'Hôtel de ville, s'ils ont la chance de pousser jusqu'à l'âge de cent dix ans. Et rien d'extraordinaire à cela, ma foi, vu l'adage : « On

vit de honte, on n'en meurt pas. » De par Judas, ils sont capables d'être immortels.

L'homme du troisième acte de la tragédie : *Sedan, Metz, Paris,* vient de publier, à côté de son oukase contre la presse, un numéro du journal prussien de Versailles. « C'est, dit-il, le premier qu'ait reçu le Gouvernement. » Ce mensonge peut aller rejoindre ses innombrables aînés. Nous lui souhaitons un bon voyage.

Du reste, nous sommes heureux de l'empressement de notre dictateur à *imprimer en entier* ce numéro, qui, suivant lui, *exprime clairement la pensée et les aspirations de l'ennemi.* Plus clairement, en effet, qu'il ne l'imagine lui-même, témoin ce tout petit paragraphe, quelque peu indiscret :

« *La Correspondance provinciale de Berlin* dit, au sujet de l'attaque de Paris, que l'ordre en sera certainement donné, au moment le plus opportun, en prenant en considération toutes les circonstances et *surtout celles qui se rapportent aux événements intérieurs de Paris.* »

« *Certainement?* » non ! Tout dépendra des « événements intérieurs de Paris, » comme l'avoue avec candeur le confident prussien. Si les Parisiens sont bien sages et se laissent mener tout doucement, par la bricole-Trochu, où on est convenu de les conduire, le père Krupp ne fera pas sa grosse

voix, et se bornera à les guigner du coin de l'œil.

Mais, si les Parisiens s'avisent de faire les méchants, s'ils regimbent contre le bon berger, en s'apercevant qu'on les traîne au champ de foire, et s'ils se permettent de troubler le programme de la cérémonie, oh! alors, père Krupp prendra la parole et fera de plus prompte besogne que les trompettes de Jéricho.

Voici plus de trois semaines que père Krupp est à son poste et se tait. Comme les molosses, il ne daigne pas répondre aux jappements des roquets, qui amusent le tapis et font passer le temps. Gagner du temps, c'est l'essentiel. Quand le garde-manger sera vide, les roquets n'auront plus de voix, et l'affaire sera terminée sans l'intervention brutale de Krupp, qui risquerait de chagriner un peu les oreilles délicates.

Allons! Tout marche bien. Les feuilles respectables jouent admirablement leur partie. Elles sont belliqueuses et pacifiques, menacent d'un œil et sourient de l'autre. Elles ont chaque jour un article de paix et un article de guerre. Impossible de mieux abrurir les badauds et de leur dorer plus artistement la pilule. Ce bon Paris qui fournit de comédies tous les peuples, n'en a jamais représenté une pareille devant l'Europe, et il peut compter sur un double succès de rire et de larmes, ce qui est le *summum* de l'art et le *nec plus ultrà* de la gloire.

LE TIMES ET LE GÉNÉRAL TROCHU

24 novembre 1870.

On connait le *Times*, cet organe des marchands de la cité, le type de la presse anglaise. Comme ses clients, il a pour cœur un lingot, pour dieu le plus fort, et le plus faible est le paillasson de sa porte.

Ennemi né de la France, il nage dans le triomphe depuis le 6 août. Il marque d'un jeton d'or chacun de nos désastres, et tient chaire ouverte de stratégie pour démontrer que tout est bien fini de nous. De Wissembourg à Sedan, nous avons descendu tous les échelons de son mépris.

A dater du 4 septembre, ce dédain a pris une teinte d'inquiétude. L'insulte tourne à la compassion. Cette espèce de Prudhomme insolent veut bien nous donner des conseils de bonne amitié, et chapitrer notre imprudence. Le siége de Paris le

désole. Sa philanthropie se donne carrière en mercuriales contre notre folle obstination.

L'Allemagne n'est-elle pas irrévocablement victorieuse? Pourquoi cette lutte impie contre les arrêts du destin? Quand la force a prononcé, on lui doit la soumission de bonne grâce. L'opiniâtreté devient une révolte. Paris porte atteinte à l'ordre et à la morale par une résistance sans but et sans espoir. Le véritable courage du vaincu consiste dans la résignation, et notre entêtement à la bataille est une lâcheté.

Mais le *Times* prêche dans le désert. En vain Bismark, contrebandier de sa propre douane, nous faufile les articles les plus désespérants de la feuille tarée; en vain les journaux monarchiques étalent dans leurs colonnes cette prose d'extrême-onction pour nous disposer à une bonne fin. On rit de Bismark et on méprise ses compères.

Ce que voyant, le journal du *De Profundis* entame une autre oraison, le panégyrique de Trochu. Trochu est « *un des meilleurs soldats de la France.* » Il a un plan merveilleux, si clair et si sûr, qu'il a la ferme intention de n'en parler à personne. Il a *découragé la présomption des Parisiens,* en leur démontrant qu'ils sont des ânes, avec leurs velléités de sorties à fond.

Il n'admet, lui, que les sorties de surface, cou-

ronnées d'un si beau succès, Chevilly, Bagneux, Châtillon, Rueil, et il est si certain de son affaire, qu'il *condamne comme inutile la conquête d'un certain poste*. Le *Times* veut parler du Bourget, qui devient, dès ce moment, l'un des titres de gloire du général Trochu. On voit que tout est dans la façon de présenter les choses.

Voilà donc l'illustre général passé favori du *Times!* Fâcheux augure! Ce fossoyeur de nos armées, ce corbeau acharné sur les cadavres français, vient se nicher dans les fourgons du dictateur. Ce n'est plus de Bismark ni de Moltke qu'il attend la chute de Paris, c'est de notre seigneur et maître.

Comme la Providence, ce seigneur et maître a ses voies cachées, dont il ne rend compte à personne, et, jusqu'ici les événements n'en ont donné que de tristes nouvelles. L'avenir, chaque jour plus noir, nous en réserve-t-il de meilleures?

Les simples mortels s'étaient persuadés qu'à un ennemi sans pitié et sans remords il ne fallait pas ménager les obstacles, ni marchander les coups. Tel n'est point l'avis de notre Providence, qui préfère les voies de la mansuétude. Elle ne confond point les envahisseurs avec les Républicains.

A ceux-ci les verges bien cinglées, les cachots,

les manques de foi, la guerre au couteau. Aux Barbares qui incendient les villages, égorgent les prisonniers, passent au fil de l'épée les populations sans armes, la douceur, les bons procédés, les pudiques scrupules.

Un citoyen avait proposé le feu grégeois contre cette artillerie qui moissonne à longues distances nos soldats désarmés. Fi ! l'horreur ! quelle violation des lois divines et humaines ! jamais le pieux Trochu ne rendra un coup de poing pour un soufflet.

Depuis que les hordes prussiennes nous séparent du monde, attendant froidement que la faim nous ait amenés à merci, un Français a trouvé je ne sais quelles flammes dévorantes, qui nous ouvriraient, comme la foudre, le chemin de la délivrance.

« Grand Dieu ! quelle épouvantable idée ! s'écrie le pitoyable Trochu. Se permettre de telles monstruosités contre d'honnêtes ennemis qui se contentent de canons Krupp, de blocus hermétiques et de procédés-Ugolin ! Pour qui nous prendrait-on ? Tombent nos remparts sous les bombes ! Périssent tous les Parisiens sous les décombres de leurs maisons ! Expirent dans les tortures de la faim, vieillards, femmes et enfants ! Qu'est-ce que cela ? une mort admise par les lois de la guerre !

« Mais envoyer des flammes inconnues en échange de boulets patentés, d'obus marqués au contrôle, de bombes légitimes, abomination de la désolation ! Jamais, du vivant de Trochu, le monde ne sera témoin d'un si affreux spectacle ! Paris succombera, la France sera démembrée, ruinée, la moitié des Français périront, le reste vivra esclave, mais Trochu n'aura pas introduit une nouveauté irrégulière dans la distribution des projectiles. »

Je ne connais point les flammes dont il s'agit, ni le feu grégeois que le *Siècle*, il y a quelques semaines, a laissé tomber dans l'eau, où il est encore. Mais si ces engins incendiaires et exterminateurs sont des réalités, non des imaginations, et si le général Trochu en a repoussé l'emploi, par de prétendus motifs d'humanité, c'est un acte de trahison dont Paris serait coupable lui-même de ne pas tirer châtiment.

Il faut qu'une enquête se fasse et que justice s'ensuive.

ALLIANCE OUVERTE

DE LA

RÉACTION AVEC BISMARK

—

25 novembre 1870.

L'alliance est conclue entre les orléanistes et les bonapartistes.

« Ils font cause commune, écrit Gambetta au Gouvernement, en date du 18 novembre. Les deux partis réclament une Assemblée, et *y poussent avec rage.* »

M. Gambetta, l'irréconciliable, commence son expiation. Les Républicains lui ont fait la courte échelle. Une fois hissé au pouvoir, il les a repoussés du pied et livrés à l'ennemi, comptant gagner ses bonnes grâces.

Illusion ! on achète et on paye les transfuges, on n'en prend pas livraison. C'est toujours leur folie de se croire acceptés. La réaction entame sa seconde fournée de proscrits. Les gendarmes de la

première seront en tête de la liste. M. Gambetta a servi de cravache contre les Républicains. Son tour vient de passer par la cravache.

Il était déjà suspect. Il prêche la résistance. Il a fait une proclamation pour Bazaine, Bazaine, l'espoir et le Benjamin du conservatisme, le sauveur de la société ! Bazaine qui voulait marcher avec son armée et les Prussiens, pour mettre l'anarchie à la raison !

Gambetta comble la mesure de ses crimes par cette phrase : « Les deux partis réclament une Assemblée et y poussent avec rage. » Il ne faut pas s'y tromper, le chef du parti conservateur en France, c'est Bismark. Le Gouvernement légitime n'est point à Paris, mais à Versailles. Bismark demande une Assemblée, il sait qu'il a pour lui les classes riches, et que ces classes, maîtresses du scrutin, nommeront par leur influence et par la terreur étrangère, une Assemblée prussienne et monarchique.

Il suffit de parcourir ici les feuilles réactionnaires. N'a-t-on pas lu hier dans ces journaux éhontés l'infâme libelle publié au *Moniteur* prussien par l'agent qui les représente auprès du roi Guillaume? Ils appellent cette pièce un *document important.*

Très-important, en effet, car il est la reproduction des calomnies éditées par eux-mêmes, à Paris, contre les victimes du 31 octobre, et révèle ainsi

leurs relations intimes avec Bismark. Ils font réimprimer par lui, à Versailles, leurs turpitudes, et ils en sont venus à ce degré d'impudence d'étaler leur complicité ouverte avec l'ennemi, en le citant comme une autorité morale.

On voit que les choses vont vite. Bismark et ses associés de Paris accusent l'Hôtel de ville de faiblesse et de ménagements envers les *brigands* du 31 octobre. Nos dictateurs n'ont qu'à bien se tenir. Ils ont déjà un pied en prison, car la réaction a d'ores et déjà pour gendarmes les soldats prussiens, et le grand ministre du Nord ne refusera rien à ses bons amis. Pourvu qu'ils lui cèdent toutes les provinces à sa convenance, ils pourront, avec ses sbires, pendre, fusiller, déporter à discrétion les *brigands* qui s'opposent aux volontés du roi de Prusse et des monarchiens.

Qui le croirait? M. Jules Favre lui-même, le grand élégiaque de la situation, sera prochainement un anarchiste, un *brigand* peut-être. Il n'accepte pas l'injonction que lui signifient M. de Bismark et ses journaux de Paris et de Versailles, de convoquer une Assemblée nationale. Il ose dire « que le besoin de diviser et d'affaiblir la résistance du pays expliquent suffisamment une pareille injonction, ainsi que le reproche de ne pas s'y soumettre. »

Voici donc le cygne de l'Hôtel de ville en pleine révolte contre les hommes d'ordre, personnifiés aujourd'hui par le grand chancelier de Guillaume! Il va être mis au ban de la presse prussienne de Paris. Il y est déjà, non pas sur le même ton qu'un vieux Révolutionnaire, mais dans un amphigouri gros de menace à claire-voie.

Et qu'on ne l'oublie pas, la presse prussienne de Paris, c'est la réaction. La réaction, c'est la société. Oui, la société française a aujourd'hui pour représentant le roi de Prusse, et pour organe son premier ministre.

Cela ne veut pas dire, au moins, que la France soit folle de Guillaume. Tant s'en faut! La société française n'est pas la nation française. Ne confondons pas deux êtres distincts et ennemis. La Société, c'est le Capital,—la Nation, c'est le Travail. Le Maître et l'Esclave.

On répète souvent : « Pourquoi cette division antagonique de deux choses inséparables? » Inséparables, en effet. Point de maîtres sans esclaves ; point d'esclaves sans maîtres. La question à résoudre serait : ni maître, ni esclave. Mais, halte à cette digression! Elle nous écarte. J'ai traité ailleurs ce sujet qui a toujours un attrait invincible. Il ne faut point se laisser aller. Ce serait bien peu le moment. Revenons à la politique.

Il est certain que la société gouverne la nation et fort mal. Il s'ensuit des culbutes pour cet être biforme, qui finit toujours par se retrouver sur ses pieds comme devant. C'est alors à recommencer. Cette fois, la culbute, au lieu d'être simple, se trouve compliquée d'un tiers intervenant qui assomme le malade pour le dépouiller.

Comme le malade est double par essence, le larron étranger, suivant l'usage, s'adresse à l'un des membres en lutte, et lui offre, contre l'autre, moyennant récompense, son appui qui est accepté. Mais le combattant lésé repousse cette médiation onéreuse et prétend continuer la querelle.

Le roi de Prusse, ce brigand du dehors, est le bienvenu de la société française qu'il veut replanter sur ses jambes. La nation, mécontente, le repousse avec colère. Elle est lasse de son mauvais Gouvernement, et s'obstine à ne pas terminer la bataille avant d'avoir rossé les envahisseurs et mis au pas leurs complices.

Son succès est fort douteux. Elle avait d'abord l'avantage. Elle l'a perdu par inexpérience et faiblesse d'esprit. La société, son adversaire, est toute-puissante. Le nombre, entravé par l'ignorance et la misère, ne saurait prévaloir contre la richesse et l'instruction, priviléges de la minorité.

Nous assistons à une nouvelle défaite du peuple.

Mais la victoire sera plus criminelle cent fois que les précédentes, car le vainqueur va triompher par la grâce des brigands germaniques.

C'est ce que les masses aveugles n'aperçoivent pas encore et verront trop tard.

Toutefois, la victoire aura bientôt conscience de la trahison, et les traîtres n'en profiteront pas longtemps.

LES TRAHISONS

26 novembre 1870.

Pour comprendre dans quelles mains la France est tombée, il faut lire l'*Électeur libre* (25 novembre 1870), cet organe de l'un des plus puissants maîtres du jour, M. Ernest Picard. Citons :

« ..... Bazaine, tant qu'il a résisté, a été l'objet des espérances comme des prévenances de l'empire déchu et de la jeune République. L'impératrice saluait, dans le héros de San Lorenzo et de Gravelottes, le futur restaurateur des Bonaparte. M. Jules Favre ne doutait pas de son absolu dévouement à la patrie. Les clairvoyants apercevaient dans Bazaine vaincu la perte de la France; dans Bazaine vainqueur, l'avénement d'un nouveau dictateur et peut-être d'une nouvelle dynastie!

« Nous le disons franchement : l'avenir de la France sauvée par Bazaine nous inquiétait ... »

Voilà donc la pensée d'un membre influent de l'Hôtel de ville : « Bazaine n'était pas un traître, mais un aspirant-empereur. — » Cela est dit froidement, sans passion, comme il convient à un homme d'État grave et modéré. « Trahir ! » Allons donc, c'est un mot de démagogue, qui ne peut atteindre les illustrations placées à la tête des empires. Ces grandes personnalités habitent une sphère au-dessus des significations vulgaires du langage.

Un maréchal, accourant avec ses trente mille soldats, au bruit du canon, pour tirer un collègue des mains de l'ennemi, est un brave et digne homme, qui ne compte pas. Bazaine, sourd à la canonnade toute une journée, et sous prétexte qu'il n'a point d'ordres, laissant à deux lieues de là écraser le général Frossard par les Prussiens, pour se faire investir du commandement supérieur, Bazaine n'est point un traître, fi donc !... c'est une haute intelligence avec qui l'on compte.

Le maître a compris et cède, la main forcée par ses désastres. Bazaine est général en chef à Metz, c'est bien. Mais, à Châlons, Mac-Mahon, son subordonné en apparence, obéit en réalité à Bonaparte, qui ordonne la manœuvre insensée sur Montmédy, pour la jonction des deux armées. Bazaine marche de son côté. Seulement, il ne traitera

pas mieux Mac-Mahon que Frossard. Il s'arrête devant les lignes prussiennes qu'il pouvait traverser, et laisse Sedan s'accomplir. « Oh! quel traître! — Taisez-vous, misérable Révolutionnaire! C'est une haute et vigoureuse ambition, dont on ne se joue pas impunément, et qui n'hésite point à se frayer passage à travers les catastrophes. C'est un de ces grands caractères, admiration de l'histoire.»

Bazaine, bloqué dans Metz, devient en effet le héros de la France, l'imposante figure qui arrête tous les regards. Au milieu de l'écroulement universel, sa personnalité surgit, dominant toutes les chutes, debout sur tous les débris. Il lui reste, pour toucher au but, une dernière tromperie à réussir.

Il entame son intrigue prusso-bonapartiste : en échange de la Lorraine, de l'Alsace et de quelques milliards, obtenir le concours, ou plutôt le laissez-passer de Bismark, pour le rétablissement de la dynastie napoléonienne. Une fois libre avec 120,000 hommes, et l'espace devant lui, il aura, selon les événements, le choix entre l'exécution du traité prussien, ou le Gouvernement de la République, toute prête à se jeter dans ses bras.

Qui eût songé à chicaner Bazaine, si, faisant la boule de neige à travers les provinces, son armée fût venue contraindre les Allemands à lever le

siége de Paris? Lui aurait-on demandé compte de ses déloyautés de Forbach et de Sedan, de ses ambassades à madame Eugénie, de ses trames avec la Prusse? Comme le dit l'*Électeur libre*, il fondait une dictature, peut-être une dynastie.

Mais Bazaine n'a pas mieux réussi que Wallenstein. Il avait affaire à plus fourbe que soi. Bismark l'a deviné, et s'est donné le petit plaisir de jouer avec cette souris qui voulait faire le chat. Il lui a permis toutes les ambassades à Londres, à Versailles, à Wilhemshœhe. Il lui a octroyé tous les sauf-conduits possibles pour Boyer, Bourbaki et Cᵉ, charmé d'ôter l'honneur au seul capitaine rival des siens et auteur de tant de deuils en Allemagne.

Une fois compromis jusqu'à la honte, Bazaine a reçu de l'ennemi sa sentence : « Bas les armes sans condition!... L'armée prisonnière, comme à Sedan!... »

Ainsi s'est terminé le rêve de l'homme qui avait bâti l'espoir d'une si haute fortune sur la férocité inexorable des trahisons. En bas, de telles natures s'appellent Troppmann. En haut, quel est leur nom?

Nous n'avons pas fini de ce drame et de ses personnages. L'*Électeur libre* voudrait nous persuader le contraire. Malheureusement, il ne peut citer un nom qui ne lui soit un démenti.

« La France officielle, dit-il, celle qui nous a écrasés jusqu'au 4 septembre, a été complétement renversée. Ceux qui s'étaient compromis dans les spéculations financières, politiques et militaires de l'empire n'existent plus. C'est la France républicaine qui se lève, depuis que le maréchal Bazaine a partagé le sort de son empereur... La guerre est entrée dans une phase toute nouvelle. Est-ce la phase de la délivrance? Je l'ignore, mais c'est à coup sûr la phase républicaine et nationale.... Nous espérons que Trochu, Paladines, Kératry et Bourbaki sauront renoncer à la guerre brillante. »

Trochu, Paladines, Kératry et Bourbaki! des noms de la France républicaine! Laissons le général d'Aurelles, qui a soixante-dix ans, un passé tranquille, et paraît se battre tout uniment. Mais les trois autres! Bourbaki, l'intime des Tuileries, le commandant en chef de la garde impériale, l'émissaire de Bazaine dans sa conspiration prusso-bonapartiste, Bourbaki, sorti de Metz avec des sauf-conduits de Bismark! Mais Kératry, le colonel de la contre-guérilla du Mexique, le préfet de police réorganisateur des agents de l'empire, et enfin le général Trochu, tel que nous le montrent les deux mois et les actes journaliers de sa dictature!

Qui peut deviner les projets du général Trochu?

La République s'est laissé tranquillement imposer le joug de cet homme par la main de Bonaparte. Il devait tomber de droit le 4 septembre, avec le ministère Palikao, dont il n'était qu'un appendice. Comment se trouve-t-il aujourd'hui maître absolu, plus hautain, plus brutal, plus insultant dans ses procédés que ne l'a jamais été l'ex-empereur lui-même? Certes, ce singulier pouvoir sera une des énigmes de l'avenir.

Après vingt ans de tyrannie militaire, la République, née de la haine de cette tyrannie, est plus que jamais la proie du militarisme. Il était inepte et violent. Il n'a fait que gagner en violence et en ineptie. On n'a pas seulement à souffrir de sa brutalité. Son impéritie est plus redoutable encore; car elle compromet l'indépendance du pays, plus précieuse même que la liberté.

Depuis le 2 décembre, la nation a pris l'habitude de la domination soldatesque. On l'abhorre, mais on la subit. On s'y est plié insensiblement, et la routine l'emporte sur la réflexion, voire sur la volonté.

Cette situation terrible d'un siége fait planer sur notre avenir la menace d'un despotisme pire que tous les précédents, et il apparaît sous la forme du sabre. Le préjugé lui donne une force presque invincible.

La trahison nous enveloppe. Elle est partout. Nous fermons les yeux pour ne la point voir. Le découragement a changé les Parisiens en autruches.

Il semble qu'on ait pris son parti des plus cruels dénoûments et qu'on ne leur demande plus qu'une grâce : se hâter.

COMMENT PÉRIT UNE NATION

—

27 novembre 1870.

La France finit en Bas-Empire, pelotée d'un soldat à un autre. Chaque changement, une chute. C'est bien ainsi qu'arrive la mort des nations. Il n'est pas dans un coin de caserne un soudard sans foi ni loi, qui ne se rêve notre maître. Hier, c'était encore un nom, un reliquat de grandeur, un souvenir de quelque chose. Aujourd'hui, nous sommes tombés à l'écurie. Le sceptre est une cravache.

D'où sort-il, ce nouveau Padishah, si arrogant et si nul? De la sacristie, en passant par le corps de garde: Cela suffit pour prosterner la foule à ses pieds. Le despote tombé lui a mis la bride en main. Le voilà sacro-saint, impeccable, infaillible, demi-dieu.

Il n'a rien fait pendant trois mois. Mais, depuis

trois jours, il semble faire quelque chose. Chœur d'enthousiasmes. Le blâme serait un crime, la plainte un blasphème. Pour un peu, il aurait créé l'air qu'on respire, le soleil qui nous éclaire. Si, dès le milieu d'octobre, Paris n'a pas balayé la horde allemande, la faute en est toute à son incapacité, à son parti pris d'inaction, à son hébétement. Que voulez-vous? Il ne croyait point à la résistance, et ne voyait de salut que dans la paix à tout prix. Il n'a fait entrer dans les murs ni fusils, ni canons, ni vivres. Il n'a pas remué un mètre cube de terre. A quoi bon, puisque la défense était impossible?

Cet ahurissement a duré deux mois. La secousse du 31 octobre est venue l'en tirer. Il a commencé par emprisonner en trahison les fâcheux qui s'étaient permis de troubler son sommeil, puis, bien convaincu de la résolution populaire, il a un peu secoué sa torpeur, et se résigne à cette activité de mauvaise grâce dont il subit la contrainte.

Mais les deux mois perdus dans l'inertie, les retrouvera-t-il ? Non. Le mal est fait et irréparable. Les trois ou quatre cent mille fusils à tir rapide qu'on pouvait faire venir de France et de l'étranger, entre le 4 et le 19 septembre, ces fusils nous font et nous feront défaut. L'artillerie à longue portée, qu'on posséderait aujourd'hui si on eût mis la fabrication en train dès le 5 septembre,

elle nous manque également. Le nombre des pièces aurait pu s'élever jusqu'à deux mille en deux mois, nous les compterons à peine par dizaines.

Au 15 octobre, on en aurait obtenu une quantité suffisante. Possédant alors canons et fusils sérieux, on pouvait tomber sur l'ennemi, avec cinq cent mille hommes aussi bien armés que lui. Or, toute la question est là.

Le général Trochu n'a pas seulement négligé les armes, il ne s'est pas même inquiété des soldats. Il a frappé la garde nationale d'impuissance par ses bataillons à quinze cents hommes. Il est permis d'accuser les intentions d'un Gouvernement qui désorganise ainsi une troupe, sous prétexte de l'organiser. M. Trochu a fabriqué un paralytique. Maintenant qu'il se voit obligé de revenir à ce corps difforme, il ne sait comment s'y prendre et ne peut presque rien en tirer.

La garde nationale devait être l'instrument décisif de la défense victorieuse. Elle aurait fourni 350,000 combattants au moins. En pêchera-t-on 80,000 dans cette cohue de bataillons monstrueux, où il faut démêler les âges, les situations, toutes les variétés de l'existence.

C'est le 5 septembre, sans perdre une minute, qu'on devait se mettre à l'œuvre, rétablir dans chaque arrondissement la légion, avec toutes les

subdivisions usitées dans l'armée : bataillon de 5 à 600 hommes, régiment de trois bataillons, brigade de deux ou trois régiments, division de deux brigades, enfin légion de deux ou de trois divisions, suivant la force numérique de l'arrondissement.

Le classement par âges, par célibataires, veufs sans enfants, mariés, etc., etc., aurait été alors discuté à fond. Les avis sont partagés sur ces divers points. On n'a pu qu'effleurer la question dans ces derniers jours. Elle eût été résolue en septembre d'après l'assentiment public. Tout le monde serait entré dans la garde nationale, parce que le service eût été obligatoire et que le recensement aurait fait justice des mauvaises volontés.

Aujourd'hui, par le fait de M. Trochu, nous n'avons en nombre suffisant, ni artillerie à longue portée, ni fusils sérieux, ni garde nationale de combat. Il faudrait 500,000 hommes avec de bonnes armes. Qu'avons-nous ? je l'ignore.

M. Trochu a compromis l'existence même du pays. Qui peut répondre de notre lendemain ? Cependant il porte la tête bien haute. Il jette dans ses prisons les hommes qui, dès le premier jour, voulaient et prêchaient ce qui eût fait le salut. On les blâme, ceux-là, et on proclame M. Trochu un honnête homme.

Un avenir prochain dira ce que vaut ce jugement.

LE SORT

DES PEUPLES QUI ABDIQUENT

—

28 novembre 1870.

Il reste des vivres pour un mois. Le surplus n'est que de la fantaisie. Avant quatre semaines, Paris ne supportera plus la situation. Donc, point de milieu. D'ici au 1er janvier, la délivrance ou la capitulation.

Le général Trochu avait promis le déblocus pour le 15 novembre. On lui accordera bien jusqu'au 30. Mais après? l'ordre du jour sera-t-il indéfiniment *demain?* Le renvoi aux calendes grecques, c'est le renvoi à Berlin.

La province a meilleur maintien, il est vrai, et donne quelque espoir. Qui oserait cependant fonder une certitude sur cette apparence? Il ne faut compter que sur soi. L'illusion serait mortelle. C'est

avec ses seules forces que Paris doit vaincre, sinon il tombera.

Jusqu'ici, M. Trochu a imposé son plan. Tout le monde s'y est soumis, et personne n'y croit, depuis l'échéance manquée du 15. Qu'allons-nous devenir?

Jamais peut-être l'histoire n'a offert pareil spectacle : une capitale énorme, près de périr, et suspendue avec résignation à la volonté d'un sphinx muet, qui a pour seul titre à cette confiance aveugle, une impéritie démontrée par trois mois d'expérience. Et du sort de cette capitale dépend celui de 40 millions d'hommes.

Cela se passe chez une nation qui a renversé quatre fois la monarchie en moins de quatre-vingts ans. Elle marche ainsi tranquillement au gouffre, conduite par la main d'un inconnu, et au moment d'y tomber, elle lui fera la révérence, comme une danseuse au cavalier qui la ramène à sa place. Du reste, elle n'ignore point où elle va, et à qui lui montre le péril, elle se contente de répondre en souriant : « Oh ! cela ne me regarde pas. Mon cavalier m'assure qu'il est responsable. »

L'ennemi qui a creusé le gouffre a-t-il si grand tort de dire que cette nation est une folle?

En attendant la catastrophe, les jours se succèdent, paisibles et réguliers. Les vivres disparaissent. La ration quotidienne diminue. On se serre

le ventre et on cause de la pluie ou du beau temps, de la famine et de la fusillade : « Quel sera le bouquet de ce feu d'artifice? Est-ce la faim ou le canon qui terminera la fête? — Oh! je n'en sais rien. Je n'ai pas lu le programme. — Ni moi non plus. Il n'est pas affiché. L'auteur veut nous ménager une surprise. C'est plus amusant. »

Est-ce que ces bonnes gens ne parient pas un peu sur le bouquet? Le moment est venu d'ouvrir les paris ! Des deux dénoûments, lequel ferait prime? Allons ! messieurs de la corbeille et de l'asphalte, vous devez souffrir de votre long chômage. Pontez sur la famine ou sur le bombardement. Un joli jeu, la culbute finale de Paris.

Entre-temps, on admire beaucoup au dedans et au dehors ce calme héroïque. Les Parisiens perdent bien quelques coups de dents, mais ils ne perdent pas un coup d'archet. La musique avait eu un peu tort, au début. Le canon faisait prime. Maintenant il fait bâiller, et la musique a repris la corde. Il ne manque plus que le bal et le ballet. Si le dénoûment tarde, ils ne tarderont pas. Car on les regrette fort, et la fausse honte est déjà bien passée.

Les journaux chantent ce flegme merveilleux. On va voir les obus aussi tranquillement que les

fusées du Champ-de-Mars ou de Mabille. Les maraudeurs tués par les Prussiens, les maisons brûlées ou démolies, tout fait spectacle. Franconi est bien rococo. On a maintenant les batailles pour de bon, avec de vrais morts. Au dire général, la badauderie parisienne a pris des airs héroïques. A la bonne heure. Mais c'est tout simplement l'héroïsme de la stupidité.

Une nation peut succomber sous la force, sans perdre l'honneur. Ici, c'est l'honneur qui va périr, tandis que la force est encore entière. Paris avait dans sa main tous les éléments de la victoire. Il suffisait d'un peu de bon sens, d'intelligence et de dignité.

On venait de renverser un monarque qui avait gaspillé la puissance militaire, remise entre ses mains. C'était bien le moins, de ne pas refaire immédiatement la même sottise. Pas du tout. On s'accroche, au hasard, à l'un des soudards les plus inconnus de ce monarque, et on le campe à sa place.

Sous un autre nom, c'est le même sultan absolu, aussi incapable, aussi entêté et aussi despote. Il recommence à l'instant, ou plutôt il continue la besogne de son prédécesseur. Il a, comme lui, son plan, qu'il exécute sans consulter personne. Il est responsable aussi, comme lui. Tout le monde est ravi et trouve ce système admirable. Les contra-

dicteurs sont des factieux, toujours, comme sous l'autre, et leurs critiques des trahisons. Le patriotisme est de se taire et d'obéir.

On ne se tait pas autant, mais on obéit davantage. En vain, l'incurie, l'incapacité du nouveau maître frappent tous les yeux. Paris abandonne, en aveugle, sa défense à un homme qui a déclaré la défense impossible. Paris a perdu le sens, l'esprit, la volonté. Paris abdique.

Eh bien, ! il aura le sort des peuples qui abdiquent, la ruine et le déshonneur.

LE

GOUVERNEMENT DE L'ÉTRANGER

—

29 novembre 1870.

Pourquoi le Gouvernement s'obstine-t-il à défendre Bazaine contre le cri public, malgré tant de charges accablantes? A la première révélation, il avait menacé du conseil de guerre les *calomniateurs de notre glorieux soldat,* et peu s'en fallut qu'un journal ne fût mis à sac et à sang pour venger cette gloire calomniée. Pourtant, l'Hôtel de ville savait tout, et la reddition, et les noires intrigues des derniers moments.

Depuis, le jour s'est fait sur le complot, en partie double et triple, de l'ex-maréchal. Personne ne conserve plus de doute, si ce n'est les complices, qui ne sont point découragés et continuent leur trame. La presse anglaise est au premier rang de

la conspiration, et charge avec fureur les accusateurs de Bazaine.

Inutile de dire que les Républicains sont les principaux objets de cette rage. Les journaux d'outre-Manche font campagne contre les démagogues du 31 octobre, en compagnie des feuilles de lupanar. Le Gouvernement se tient à leurs ordres. Sur les injonctions du *Figaro*, il s'est fait interroger par le juge instructeur de fabrique bonapartiste.

Quel récit édifiant de la nuit du 31, ont-ils bien pu faire, ces messieurs, devant leurs compères du plumitif? Auront-ils assez bafoué la bonnasserie de leurs adversaires qui tenaient une forteresse, et l'ont évacuée sur parole, par horreur de la guerre civile? Auront-ils bien ri, avec ces fouines, des idiots sans yeux et sans oreilles, qui ont cru à la loyauté des gens gangrenés de parjure depuis deux mois? Et le jugeur, en échange, a-t-il conté aux fourbes ses bons tours pour mettre dedans prévenus et témoins, pour leur extorquer faux aveux et faux témoignages?

Parions qu'il n'est pas venu à ces mécréants le moindre remords de conscience, pour leur mépris de ce qu'il y a de plus sacré au monde, une convention militaire, le seul frein, la seule limite de la force. Cette règle foulée aux pieds, quel espoir,

quel recours reste-t-il contre l'effusion indéfinie du sang? Dans le monde civilisé, les violateurs de ces engagements inviolables sont tenus pour des misérables sans foi et sans honneur, voués d'avance à toutes les sévérités des représailles.

C'est de quoi se soucient peu, sans doute, les parjures du 31 octobre. Le pacte conclu a rendu aux uns leur liberté, aux autres le pouvoir, à tous l'arrogance de la victoire. Désormais ce pacte n'est plus pour eux que le souvenir d'une humiliation. Ils se sont vengés en lâches et en traîtres, surprenant leurs victimes, après un piége de quatre jours tendu à leur sécurité. Ce crime ne les mènera pas loin. Il les a mis au pouvoir de la réaction et de l'étranger.

Les monarchistes leur font la loi. Les gouvernements leur donnent des ordres, sour forme de conseils. Bismark, dans son *Moniteur*, les somme d'exterminer les Républicains. On ne se borne plus aux proscrits d'octobre. Voici un second ban de démagogues que la réaction européenne dévoue aux vengeances. On ne se déguise plus. Il a suffi que la délégation de Tours comprit enfin le danger de la Patrie, pour être mise hors la loi. Elle a osé tirer les départements de la torpeur, les appeler au secours de la République, acheter des armes et des cartouches. C'est une révolte contre les Prussiens, champions de l'ordre et de la monarchie.

Le journal de M. Picard flétrit ces nouveaux Révolutionnaires qui dérangent les trafiquants d'armistice et de capitulation. Il les désigne aux fureurs des modérés. Que d'art chez ces virtuoses en conspiration! Compères de la Prusse, ils déblatèrent contre les Prussiens, mais de quel ton! comme on sent la contrainte et la fausseté sur ces lèvres de comédien jouant un rôle! ils rappellent les suppôts de Lagrange, hurlant à tort et à travers un socialisme de capitan Fracasse.

Les feuilles anglaises font chorus. La rage les étouffe. Quoi! la France n'est pas morte! Elle se redresse menaçante! Elle lève des armées! des armées qui ont du canon! Elle ne fait plus pitié. Il faut rengainer les *De profundis* qu'on débitait avec tant d'onction sur sa tombe! mais c'est épouvantable! A quoi pense l'Hôtel de ville? Vite! qu'on achève les hommes d'octobre et qu'on commence les hommes de novembre!

Les hommes de novembre, qui s'en fût douté? c'est Gambetta et ses amis. Leur tour est venu. La réaction les met sur le chantier et va les raboter bon train. Elle n'attend pas d'en avoir fini avec Belleville. Le danger presse. Malédiction! Les Prussiens trouvent à qui parler en province, et ce n'est point à des capituleurs, c'est à des soldats qui

ne sont ni vendus ni livrés. Halte là! Picard et Cresson à la rescousse !

Ce journal des frères Picard a des cris de guerre inconnus dans l'histoire. Quand il a battu la charge sur trois colonnes et renversé l'ennemi sur toute la ligne, il s'exclame d'un ton vainqueur : « Les puissances nous aideront mieux dans les négociations. — Les puissances nous feront obtenir des conditions meilleures. — Les puissances prendront plus franchement en main notre cause. »

Ce belliqueux journal ne moissonne de lauriers que pour les déposer aux pieds des puissances et en chauffer leur officine diplomatique. Il est bien entendu que, depuis le 4 septembre, la visite de Ferrières et les pérégrinations du petit homme, la France n'a plus la prétention de s'appartenir. M. Jules Favre et M. Thiers, ces infirmiers de notre infortunée patrie, ont transporté la moribonde à l'hôpital des quatre puissances neutres, et l'ont abandonnée entièrement aux soins de ces docteurs. Ce sont eux qui ont la direction absolue du traitement.

Surtout il faut empêcher la malade de faire à sa tête. Les médecins ne répondraient plus de la guérison, et d'ailleurs on n'inflige pas de ces affronts à de si grands docteurs. Ils pourraient se fâcher, et ces colères-là sont dangereuses pour les malades.

Voilà ce que nous aura valu l'indigne Gouvernement de l'Hôtel de ville, avec ses génuflexions et ses prosternements. Il nous a mis dans la dépendance de l'Europe qui dirige aujourd'hui nos affaires et s'est habituée à nous traiter comme un mineur ou un interdit en tutelle.

Si, du moins, on avait pu espérer quelque chose de pareils tuteurs ! Mais ils n'ont jamais été que des ennemis, plus disposés à partager avec les spoliateurs, qu'à nous défendre de la spoliation. Il est temps que la France reprenne possession d'elle-même et congédie la horde des gens d'affaires amassés autour de son lit et de son héritage.

LES LACHETÉS

—

3 décembre 1870.

La presse se prosterne devant l'oukase-Trochu, qui menace de suspension tout journal coupable d'avoir raconté le moindre fait militaire. C'est à qui prêchera la loi du mutisme avec le plus d'humilité. Oh ! le sabre, le sabre! Quel porte-respect, et quel inspirateur de platitudes!

La *Patrie en danger* est peut-être la seule feuille parisienne qui n'ait jamais soufflé mot des opérations en projet, ou en voie d'exécution. Non pas qu'elle tienne le moins du monde de tels récits pour dangereux. C'est une des plus étonnantes impertinences des grosses épaulettes, que leur prétention de signaler un péril dans les bavardages de la presse, presque toujours postérieurs aux faits accomplis, et dans le cas contraire, plus faits pour

induire à mal l'ennemi que pour le renseigner, Mais, il faut le dire aussi, rien de pitoyable comme la mise en feuilleton des choses de la guerre, pour amuser les badauds nourris de Paul Féval et de Ponson du Terrail.

Triste symptôme d'abaissement intellectuel et moral que cette émulation de charlatanisme entre les grands capitaines, faiseurs d'embarras, tous furieux de la divulgation de leurs prétendus arcanes, et les journalistes rengorgés dans leur important péché d'indiscrétion !

Eh ! bonnes gens, rassurez-vous. Vous n'avez sur la conscience que la mystification de vos lecteurs. Bismark et M. de Moltke doivent bien rire en remuant ce tas de balivernes que leur apportent leurs mouches, et qui passent dans Paris pour de graves révélations. Même en temps ordinaire, on s'aperçoit bien toujours de la bêtise humaine. Mais les grandes crises viennent découvrir des profondeurs inconnues de stupidité. Tout le monde y puise à pleines mains et dévore. On est pris de pitié à la fois et de misanthropie, à contempler les milliers et milliers d'aveugles qui s'en vont ainsi moutonnièrement à l'abîme les yeux ouverts.

Et malheur au téméraire qui essaie de barrer la route ! Tout le troupeau lui passe en trombe sur le ventre pour courir à la culbute, sauf, après, à crier

du fond du trou : « N'y a-t-il personne là-haut pour nous tirer d'ici ? » Et chacun alors de répondre, en suivant son chemin : « Il ne fallait pas y tomber, imbéciles ! »

Que si, à la fin, par fortune, quelques bonnes âmes tendent la perche, la bande, en sortant effarée, commence par renverser et trépigner ses imprudents amis. Puis elle court bien vite repiquer une tête dans quelque autre fondrière.—Ainsi marchent éternellement les dupes, sous la verge des fripons et si parfois la verge passe entre leurs mains, ils en cinglent aussitôt les pauvres diables qui l'ont arrachée à l'ennemi pour la leur remettre.

Ceci, lecteur, vous explique pourquoi certains journaux, si soumis, si humbles, si obséquieux avec Sultan-Trochu, se montrent si insolents, si grossiers, si brutaux envers un pauvre confrère qui ne s'occupe jamais d'eux ; pourquoi, recevant de Sultan-Trochu des coups de pied au derrière, ils rendent des coups de pied dans le ventre à la *Patrie en danger*. C'est une manière délicate de faire la cour au maître et d'arrondir un peu la pointe de sa botte.

L'illustre général n'aime pas qu'on s'occupe de ses talents militaires ni de ses victoires. Cela offusque

sa modestie. Il a invité la presse à parler d'autre chose, de la pluie et du beau temps, de Bismark et de Gortschakoff, des gloires de Dieu et des crimes de l'anarchie. A ces conditions, il lui permettra de vivre.

Naturellement, les gazetiers honnêtes ont choisi ce dernier thème, et ils éclaboussent le plus malproprement possible notre pauvre journal qui va toujours à pied. C'est, du reste, un éclaboussement anonyme. Car ils ne circulent qu'en voiture fermée, sans plaque ni lanterne. On sait que ces voitures-là sont des lupanars ambulants, qui rapportent beaucoup d'argent au propriétaire et des gages passables aux vulgivagues.

Il y a quelques vingt ans, une loi avait obligé les voitures à circuler ouvertes, avec lanternes et plaques. Cette loi a beaucoup contrarié les propriétaires qui préféraient l'exploitation secrète et masquée. Il est désagréable pour certains capitalistes de se montrer à découvert.

Le 4 septembre a rendu la liberté aux lupanars ambulants. Ils en profitent pour colporter leurs prostitutions soldées et pour lancer de la boue aux citoyens sans masque. Les citoyens, comme de juste, professent le plus profond mépris pour les lupanars en question et leurs vulgivagues, autre-

ment dit, pour les journaux anonymes et les écrivains anonymes.

Lettre anonyme, article anonyme se valent.

Quant aux rassemblements contre-révolutionnaires qui s'intitulent clubs de la République pour abriter leurs conspirations royalistes, ils inspirent aux Républicains les sentiments qu'ils méritent. On sait que leur mobile est la soif de l'or et des emplois, leur moyen la calomnie et la proscription, leur but la monarchie, manteau de toutes les turpitudes et de toutes les violences.

Les faiseurs d'auto-da-fé d'aujourd'hui seront demain les bâillonneurs par cautionnement et par timbre, les fermeurs de clubs et de réunions publiques, les destructeurs de toute liberté. Chacune de leurs paroles est un mensonge, chacun de leurs actes une hypocrisie, chacune de leurs espérances une menace, chacun de leurs projets un attentat. Ils peuvent triompher, la trahison les conduit par la main. Nous savons, du moins, ce que serait leur triomphe. 48 ne permet plus l'illusion aux Républicains.

LES ENVAHISSEURS

5 décembre 1870.

Lorsque M. Favre, dans son premier manifeste de paix, a prononé ces paroles : « Ni un pouce de notre territoire, ni une pierre de nos forteresses, » la *Patrie en danger* a aussitôt ajouté : « Ni un vaisseau de notre flotte, ni un écu de notre budget. »

Le parti républicain avait compris la portée de cet oubli, et aperçu clairement le défaillance sous le masque de la fierté. C'était de la couardise par sous-entendu. Nous avions bien deviné. Jamais l'Hôtel de ville n'a voulu consentir à rallonger sa phrase de l'amendement républicain.

Loin de là, il a bientôt lâché les pierres, pour s'en tenir au territoire. Encore était-ce trop aux yeux des hommes d'ordre, affamés de paix à tout prix. On se souvient comment, après le 31 octobre,

ce parti des lâches traitait, dans ses journaux, la formule de M. Favre, le sommant de déguerpir pour crime de métaphysique déclamatoire. Ils n'en sont pas plus honteux aujourd'hui, et depuis que Guillaume baisse, ils ont passé, à son égard, des génuflexions aux insultes.

Cependant, si le vieux programme a été déchiré en mille pièces par M. Thiers, dans ses conférences bismarkiennes, il n'a jamais disparu de l'affiche officielle, et on peut s'attendre à le voir revenir sur l'eau. Les diplomates qui suivaient naguère, le mouchoir à l'œil, notre enterrement, ne voudront pas perdre le prix de leur politesse, et ils sont gens à nous promettre leur protection auprès de Guillaume, pour lui faire accepter la belle phrase du grand avocat.

Mais halte-là ! la roue tourne... un peu tard sans doute, mais elle tourne enfin. Elle aurait tourné depuis six semaines et culbuté les Prussiens, si, en place de mendiants de paix, la France avait eu à sa tête des hommes de cœur et de sens. Deux mois entiers, ils n'ont songé qu'à attendrir Bismark et les puissances. Mis au pied du mur par le 31 octobre, et contraints d'opter entre l'anéantissement de la France et la guerre, ils se sont résignés à laisser les supplications pour les armes. Ils ont

daigné user de la force qu'un grand peuple mettait entre leurs mains, et par ce qu'on voit aujourd'hui, après un mois de demi-préparatifs, on peut juger de ce qu'auraient enfanté, au début, six semaines d'énergie.

L'invasion chancelle. Les départements ont mis sur pied des armées. Ils avaient la seule chose qui a manqué à Paris, des fusils et des canons, et si elle lui manque, c'est uniquement par la criminelle incurie du pouvoir, occupé de mendicité au lieu d'armements.

Dès qu'on a bien voulu faire un signe à la province, elle s'est levée.

Certes, ce n'est pas d'aujourd'hui qu'elle songe à Paris en détresse. On dit qu'elle est demeurée longtemps indifférente. Cela est faux. Elle attendait, pleine d'angoisse, un appel qui ne venait pas. Et pourquoi l'aurait-elle devancé, puisqu'elle est habituée à l'initiative parisienne, — et l'habitude est bonne, quoi qu'on dise. Mais encore faut-il que l'initiative se prononce.

Or, encore une fois, ce Gouvernement de malheur frappait en suppliant aux portes des cabinets, au lieu de frapper le sol du pied, pour en faire surgir des légions. Au premier coup, elles ont surgi. Elles accourent. Les voilà.

Eh bien ! l'heure est passée pour la Prusse et

pour le programme Jules Favre, et même pour l'amendement républicain : « Ni un vaisseau de nos flottes, ni un écu de notre budget. » Depuis cette humble demande, il a passé bien du sang sous nos ponts. Le tiers de la France est dévasté, le pays entier presque ruiné. Pourquoi? Ce n'est pas nous qui avons appelé les hordes allemandes. Guillaume a beau répéter chaque jour que l'Allemagne a été provoquée. Il ment. Qui donc l'ignore?

Le provocateur de la guerre, c'est l'homme qui, depuis quatre ans, préparait dans l'ombre et le silence l'invasion et la destruction de notre pays.

Le coupable de la guerre, c'est le peuple qui se proclame une race supérieure, dont l'humanité entière est le marchepied naturel.

Les Français en voulaient-ils à la race germanique ? Ils ne s'occupaient seulement pas de ses fureurs et de ses imprécations. Ils les ignoraient même, affront de plus, qui s'ajoute aux griefs imaginaires de ces monomanes.

Oui, le guet-apens se dressait par toute une nation. Elle avait décidé que la France était un pays maudit, condamné de Dieu, et elle est entrée chez nous, avec la modeste prétention d'Attila, d'être un fléau céleste. Cette justicière du Très-Haut n'a pas failli à l'habitude de ses pareils, habitude spéciale du métier, le raffinement de la scélératesse. Tous les vengeurs de Dieu sont des monstres.

L'hypocrisie est leur première qualité, racine de toutes les autres. Est-il rien d'abominable comme ce traquenard Hohenzollern ? Pouvait-on mieux choisir pour attirer la victime ? L'Europe l'a compris à l'instant, et malgré ses jalousies contre nous, elle a donné tort à Bismark.

Mais Bismark connaissait son Bonaparte. Il le savait désireux d'un prétexte quelconque de se défaire de la Révolution. Il lui a tendu cette perche pour le noyer.

Il comptait bien noyer la France du même coup, et les Teutons y comptaient aussi. Les misérables ! ils fulminaient contre Napoléon III. Est-ce que tous nos ennemis ne nous souhaitaient pas Napoléon III ? N'ont-ils pas tous salué avec bonheur son crime de Décembre ? Ils voyaient en lui notre perdition, et quand ils frappaient sur sa tête, c'était pour l'enfoncer dans notre sol, et qu'il y prît racine.

Ce Guillaume, l'homme de Dieu, il ne venait en guerre que contre Bonaparte, point contre le peuple français ! Et quand le peuple français a jeté bas le drôle, Guillaume prétend le lui replanter sur les épaules ! Comme punition d'en haut, sans doute ?

La France a failli sombrer, pour avoir laissé au

gouvernail des collaborateurs de Bonaparte, des hommes souillés du contact de son commandement, à un titre quelconque. Si elle échappe au naufrage, c'est presque un miracle, et pourtant il ne s'agissait que d'un coup de vent en surprise. Il a fallu l'ineptie de pareils pilotes pour la laisser si longtemps en perdition.

Qu'elle se relève enfin et qu'à son tour, elle fasse justice de ses prétendus justiciers.

Il y a dans la victoire, même d'un jour, une insolence qui ne se corrige pas aisément. Bismark, assailli par un peuple en armes, ne reviendra pas volontiers de son rêve de Louis XIV trônant à Versailles et disant : « La France, c'est moi. » Peut-être aussi, triste effet de la peur, ceux qui étaient sous les pieds, se croiront-ils quittes à bon compte, en se trouvant debout, et laisseront-ils s'échapper le bandit.

Faute impardonnable et qui pourrait se payer cher ! Des bandits tels que Bismark et ses Allemands sont des récidivistes de la pire espèce. Si Paris leur échappe, on leur aura volé Paris. Et si la population qu'ils ont saccagée les laisse impunis, pourquoi ne recommenceraient-ils pas ?

Ces hordes ont prétendu nous châtier de crimes imaginaires que leur convoitise et leur jalousie

fabriquent à notre charge. Leur crime, à elles, retentit par toute la terre. Leurs docteurs n'ont-ils pas osé dire, au bruit des applaudissements, que la race latine ou la race germanique devait périr, parce que leur existence était inconciliable ?

Nous admettons, nous, la coexistence, bien mieux, la fraternité de toutes les races. Celles qui paraissent inférieures, ont toujours quelque don particulier qui tiendra sa place dans l'humanité fusionnée. Mais, quand une horde se rue traîtreusement sur un peuple sans haine, criant qu'elle arrive avec mission divine de le détruire, ce peuple n'est-il pas en droit de lui répondre : « C'est toi, race de brigands, qui vas périr ! »

Si on ne l'extermine pas, on peut du moins lui présenter la note de sa tournée *divine*, avec invitation de payer les frais.

J'aime à croire qu'à la fin, et malgré tout, on ne manquera pas à cette précaution nécessaire et que nos malheureuses provinces seront indemnisées largement de la promenade d'Attila.

LE SILENCE

6 décembre 1870.

Rien de tel que vingt ans d'un vigoureux despotisme pour assouplir un peuple et le disposer aux fantaisies du premier maître venu. Le despote qui tombe, — quand il tombe, — est sûr de trouver un héritier qui ne perdra pas un fétu de la succession.

Pourquoi M. Trochu, successeur de Bonaparte, n'ordonne-t-il pas à la presse de déclarer qu'elle voit tous les jours les étoiles en plein midi? La presse est trop bien apprise pour désobéir à un ordre si naturel, et trouvera mille tours de phrase pour servir cette vérité au public d'une façon toujours neuve. On en viendra bientôt à douter que les étoiles osent jamais se montrer à minuit.

On lit chaque matin dans les journaux qu'un

combat s'est livré quelque part, mais qu'ils se garderont bien de dire où, quand, pourquoi ni entre qui, de peur de renseigner l'ennemi.

Diable ! renseigner l'ennemi ! Ce serait de la trahison. Évidemment, l'ennemi ignore qu'il s'est battu. Il ne connaît pas la nationalité ni le nombre de ses adversaires, le lieu ni l'issue de la lutte. Il ne sait pas s'il a été victorieux ou vaincu. Enfin, il n'a pas la moindre idée de ce qui s'est passé. Il était témoin et acteur dans l'affaire, c'est vrai, mais qu'est-ce que cela prouve? Ne peut-il pas avoir tout oublié, ou bien avoir agi dans un accès de somnambulisme qui ne laisse nulle trace après le réveil?

Et on irait lui faire de dangereuses révélations! Quelle indignité! Ce serait un cas de conseil de guerre. « Nous avons trop la conscience de notre devoir... notre patriotisme est trop réfléchi... notre prudence est trop connue... pour que... pour que... enfin, pour que nous n'apercevions pas clairement les étoiles en plein jour. Et si quelqu'un ose dire qu'il n'en a pas vu, nous lui déclarerons à l'unanimité qu'il est un mauvais citoyen. »

La presse s'honore infiniment par ce langage. Elle montre aux malveillants qu'elle sait profiter des bonnes leçons, et que vingt ans de schlague lui ont parfaitement appris ce que parler veut dire.

Certainement, Bonaparte n'a jamais exigé qu'elle ne mît point le nez dans les faits accomplis. Il les lui permettait, à la condition de quelques embellissements, de quelques retouches. Aussi était-ce un despotisme encore adolescent. Le successeur est plus mûr et plus solide. S'il lui plaît qu'on jure que le soleil brille au zénith en plein minuit, eh bien, de par le salut de la patrie, on jurera!... et « Mort aux Prussiens! vive la République! »

Le général Trochu a son plan. Ce plan, dans son ensemble, est imperceptible, mais il ne l'est point dans quelques-uns de ses détails. Il est facile de voir que le dictateur de Paris a voulu frapper les Prussiens de terreur par un échantillon de sa discipline. « Ah! mon Guillaume, tu es fier de tes mécaniques allemandes, montées comme un tourne-broche; des mitrailleuses marchant à la manivelle; peuh! c'est du passif, cette discipline-là. Je vais te montrer de la discipline active, moi, tout un régiment de journalistes exécutant des variations à perte de vue sur ce simple motif que je leur impose : Le récit d'un combat terminé depuis trois jours est un renseignement donné à l'ennemi qui a livré ce combat. »

La *Patrie en danger,* n'ayant pas encore fourni sa variante, ne veut pas différer plus longtemps

son devoir. Elle propose que M. Trochu rédige seul un procès-verbal de ses batailles. Ce procès-verbal, scellé et cacheté, sera déposé aux archives et ouvert solennellement en décembre de l'an 2000, pour l'émerveillement de la postérité. A coup sûr, cette fois, la narration ne servira pas de renseignement à l'ennemi.

C'est peut-être un peu renchérir sur l'enthousiasme du troupeau pour le mutisme, mais dans un si grand intérêt on ne saurait faire preuve de trop d'émulation.

LA FIN DU DRAME

—

7 décembre 1870.

Les dernières luttes sont commencées et vont se poursuivre jusqu'au dénoûment. C'est désormais un combat sans trêve que la nécessité nous impose. La famine est sur nos talons et ne souffre plus les délais. Nous sommes acculés.

L'anxiété aujourd'hui est surtout dans l'incertitude. Les Prussiens perdent pied, c'est vrai; mais la partie se joue en double. Le temps est à la fois contre eux, contre nous. Contre nous, par la disette. Contre eux, par le soulèvement du pays. Qui touchera barre la première, la faim ou l'armée de secours?

Si la faim avait seulement vingt-quatre heures d'avance, quel coup! Les forces parisiennes prisonnières, l'invasion reconstituée en une seule masse

pour écraser l'armée des provincés! sans compter l'épouvante et la désorganisation qui suivraient la chute de Paris. Car, on a beau dire, Paris est l'âme et comme le palladium de la France.

Certes, l'armée arrivée trop tard pourrait continuer la guerre, sous la direction d'un Gouvernement provisoire réfugié de ville en ville jusqu'à Toulon, place imprenable et ravitaillée par nos flottes. Mais cette armée est sans doute bien diverse d'opinions. Qui peut dire que l'une des monarchies rivales n'accepterait pas la couronne des mains de Guillaume, et que le pays, dans son désespoir, ne se courberait pas sous ce vassal des hordes allemandes, proclamé dans la capitale?

Il faut donc que Paris ne compte sur personne. Si les auxiliaires du dehors le secondent dans l'œuvre de salut, par leur concours, ou même par leur simple approche, c'est bien. S'ils ne peuvent, Paris doit se délivrer lui-même.

Le général Trochu a tenté, le 30 novembre, de forcer les lignes prussiennes. Il n'a pas réussi. Assailli, le 2 décembre, dans les positions qu'il occupait depuis l'avant-veille, il a repoussé l'attaque avec vigueur. Mais ne se croyant sans doute pas en mesure de soutenir un deuxième assaut, il a repassé la Marne, et il a bien fait, car un échec, dans

cette position, eût été un désastre, et on ne peut plus risquer un désastre.

Cette retraite, d'ailleurs, ne ressemble pas à celles des précédentes sorties. Elle n'implique pas défaite. On s'est retiré après une action victorieuse, parce qu'on ne se sentait pas en force contre une agression plus puissante que la première. Il est probable que le prince Frédéric-Charles arrivait avec une partie de son armée, et il était téméraire de s'exposer à un revers peut-être irréparable.

Les journées du 30 et du 2 ne sont donc pas un succès, puisqu'il a fallu reculer. Toutefois, elles sont encore moins un échec. Paris peut être délivré par cinq ou six insuccès pareils. Nos pertes sont graves, et il est dur d'en prévoir de plus cruelles. Mais l'ennemi est tout aussi endommagé, sinon plus. Il a perdu deux fois le champ de bataille, ce qui ne lui était pas habituel. Cette lutte de trois jours n'a pas découragé les Parisiens. Au contraire. Elle a dû certainement démoraliser les Allemands.

Leur situation devient critique. Les armées françaises s'avancent en grossissant vers Paris. Le prince Frédéric-Charles, qui marchait crânement sur Lyon pour en finir avec les foyers de résistance, a dû rebrousser chemin à grands pas pour couvrir et peut-être même pour renforcer l'armée de siége, très-menacée.

Paris, malheureusement, manque d'armes, et on ne peut retenir ses malédictions contre les gouvernants dont l'impéritie et la platitude l'ont mis dans cet état d'abandon et de dénûment. Ce défaut d'armes paralyse trois cent mille hommes de la garde nationale, plus de la moitié de notre garnison. C'est désolant.

Supposez trois cent mille chassepots ou sniders, et de l'artillerie en proportion. Les lignes allemandes étaient culbutées, dispersées, l'invasion perdue. Du reste, si nous avions eu ces trois cent mille fusils, Guillaume aurait détalé depuis longtemps.

Il s'obstine, parce que la levée du siége serait une débâcle. La situation est dramatique pour les Prussiens comme pour nous. S'ils prennent la ville, c'est peut-être le triomphe complet. S'ils ne la prennent pas, c'est à coup sûr la ruine totale. La partie se joue à bref délai maintenant.

Nous pouvons encore la perdre par famine. Nos libérateurs ne sont pas loin, mais ils ont en tête les forces du prince Charles. Ils s'étaient approchés de nous, vers le 15, comptant sur une grande sortie, d'après l'annonce du général Trochu. Ils ont dû se retirer, non sans avoir répandu la terreur dans Versailles.

Rien ne prouve qu'ils puissent avoir raison de

l'armée qui leur barre le passage. Dans cet état de choses, tout le monde se faisant échec, et l'ennemi ayant tout à gagner, nous tout à perdre par cet immobilisme qui abandonne le dénoûment à la famine, c'est à Paris de s'aider lui-même.

Donc l'offensive, l'offensive continue, sans relâche, telle est notre unique ressource. On ne peut pas compter assurément sur des victoires décisives. Mais sept à huit affaires comme celle du 30 novembre et du 2 décembre contraindraient les Prussiens à plier bagage. Ils sont hors d'état de supporter de telles pertes. La démoralisation de leur armée ne leur permettra même pas d'aller si loin.

LE RATIONNEMENT

8 décembre 1870.

Le 27 septembre, la *Patrie en danger* publiait un article sur le *rationnement.*

La *Patrie en danger* n'a publié, depuis le 27 septembre, aucun autre article de fond sur le même sujet. Elle ne pouvait que se répéter. La question est simple et ne comporte pas une longue polémique.

Il s'agit de savoir si les lois de l'économie politique officielle sont applicables, alors même qu'il ne subsiste pas trace des conditions sociales qui leur donne naissance et leur prêtent main-forte.

La situation de Paris est celle d'un groupe d'hommes, perdus sur un écueil, ou pris entre les

glaces des pôles, ou égarés au milieu de l'Océan par un long calme. Quel est, d'après les exemples connus, la loi qui régit cette situation? Le partage égal de tous les objets nécessaires à la vie.

La prudence et le bon sens ordonnaient l'application rigoureuse de cette règle, dès le 20 septembre. Pourquoi l'a-t-on mise de côté? Parce que le blocus de l'armée prussienne était moins visible que celui de la mer, ou des glaces, et que la ville conservait son apparence ordinaire.

Encore aujourd'hui, on refuse d'admettre l'analogie, parce qu'il y manque une condition, l'impuissance des naufragés contre le péril. D'un mot, Paris peut écarter les glaces ou l'Océan, et reprendre terre. Ce mot, le prononcera-t-il avant d'avoir touché la dernière limite des forces humaines? Nous tous, investis du privilége de souffrir pour le salut commun, rejetterons-nous, pour si peu, l'honneur de cette mission?

La grande majorité l'accepte généreusement, au prix le plus dur. Le petit nombre ne voudra-t-il pas même tolérer un pli dans ses feuilles de rose? Préfère-t-il jeter la patrie par-dessus bord? Qu'on y prenne garde, nous sommes dans un de ces moments solennels où une société se juge elle-même et rend un arrêt irrévocable.

Déjà on vient de montrer au monde qu'on ne pouvait pas supporter plus d'un mois la privation

de la musique, et qu'on recourait à des prétextes hypocrites pour transformer ce plaisir en dévouement. A ceux-là le siége n'a rien coûté encore, pas même le sacrifice d'une distraction. Qu'on le sache bien, toutes les générosités pécuniaires sont absolument sans valeur, quand elles n'impliquent point une part dans la souffrance commune. L'abandon du superflu n'est rien. C'est d'une portion du nécessaire qu'il faut savoir se priver.

Un ennemi implacable veut nous réduire par la famine. Déjà notre imprévoyance a facilité ses projets par le gaspillage d'une partie de nos ressources. Un rationnement sévère, dès les premiers jours du siége, aurait prolongé de beaucoup la durée des vivres. On a vécu sottement au jour le jour, avec un vague espoir de meilleur lendemain. L'optimisme économique nous a été aussi fatal que l'optimisme militaire.

On n'est revenu qu'à demi de l'outrecuidance guerrière, toujours prête à de nouvelles éruptions. L'incurie en matière de subsistances reste invariable. On tâtonne, on se traîne d'expédient en expédient, et la dissipation continue. Le Gouvernement se refuse aux vues d'ensemble qui amèneraient les mesures décisives.

Paris est responsable de la France. En succombant, il la perd. A tout prix il doit se maintenir

debout. Qu'on ne vienne plus parler de liberté commerciale. Ce mot, aujourd'hui, est parricide, car il tue la nation. Les Malthusiens n'ont pas plus de pitié de la patrie que des individus. Ils vont jusqu'à nier l'accaparement. L'accapareur, pour eux, est toujours une Providence. Périsse à jamais un peuple plutôt que la spéculation ne soit dérangée un seul jour !

La grandeur du péril ne permet plus les ménagements pour de telles aberrations. L'heure est venue de régler avec un scrupule religieux l'emploi de nos dernières ressources.

Deux mesures sont indispensables : 1° l'inventaire ; 2° le rationnement.

L'inventaire implique la déclaration obligatoire de toutes les denrées soumises au rationnement, et ensuite la visite rigoureuse de tous les entrepôts ou magasins publics et particuliers. Cette visite doit s'étendre aux tiers accusés du recel des denrées soustraites à l'inventaire. Pénalités pour ces délits : l'amende, la confiscation, l'emprisonnement.

Le rationnement exige une série de moyens dont le détail ne saurait trouver place ici. C'est évidemment le côté le plus difficile de ces mesures exceptionnelles. Il se lie au recensement de la population qui en est le préliminaire indispensable.

Quels sont les objets passibles du rationnement? 1° Tous les comestibles sans exception, cela va sans dire. 2° Tous les combustibles. 3° La portion des marchandises, étoffes, cuirs, etc., nécessaire à la confection des vêtements de besoin absolu, y compris draps, couvertures, literie.

Rationnement égal par tête pour les comestibles et combustibles. — Les objets de la troisième catégorie doivent plutôt être achetés par l'État à destination des citoyens nécessiteux et suivant leur nombre. Liberté d'achat pour les autres.

L'objection à toutes ces mesures est la dépense qui en résulte pour l'État. Mais d'abord, ce régime ne sera pas de longue durée. Ensuite, la distribution ne doit pas être gratuite, il y aura échange. Chaque ration de comestibles et de combustible sera vendue contre argent à tous les citoyens qui préféreront ce mode d'échange. Les citoyens dépourvus de numéraire, payeront en travail les comestibles, combustible et vêtements.

Il faut remarquer que ces objets, quels qu'ils soient, seront ramenés à leur prix ordinaire par l'État, acheteur et vendeur. La cherté présente est artificielle. Les détenteurs des marchandises réquisitionnées, les ont acquises à un taux connu. Ils n'auront droit qu'au bénéfice légitimement rémuné-

rateur. La vente se fera par l'État au prix de revient, qu'elle ait lieu contre argent ou contre travail.

La ration de comestibles et de combustible n'aura qu'une valeur fort modérée, car elle sera réglée sur la quantité existante en magasin, et d'après la durée extrême assignée au siége, en tenant compte à la fois du respect de la vie humaine et des nécessités patriotiques. Il faut sauver Paris pour sauver la France, mais du moins faut-il sauver des vivants.

L'État pourra estimer la ration quotidienne en heures de travail qui lui seront dues, le surplus de la journée restant disponible pour le citoyen rationné. Le temps donné au service de garde national comptera naturellement comme travail.

Pour les femmes, les adolescents, les vieillards, qui ne peuvent payer la ration, ni en numéraire, ni en service de la garde nationale, le Gouvernement cherchera les moyens d'utiliser, surtout au profit de la défense, les heures de travail exigibles.

L'essentiel est de nourrir la population parisienne pendant la dernière période du siége, afin que la lutte reste possible jusqu'à la dernière extrémité. Elle ne le sera pas, sans la prompte organisation du rationnement égalitaire.

Relevé fait de tous les vivres qui existent dans

Paris, et du nombre de co-partageants, il sera facile, en établissant une ration *minimum* suffisante, de connaître le nombre exact de jours dont la défense peut encore disposer. L'inventaire, avec perquisitions rigoureuses, révèlera probablement l'existence de ressources inconnues. Dans tous les cas, le Gouvernement, instruit de la limite extrême de la résistance, prendra ses mesures. La première naturellement est de se réserver la connaissance de cette limite.

Il doit savoir que la plus grande difficulté de garder le secret sera d'empêcher que l'*Électeur libre* ne le révèle en feignant de le taire.

P. S. Cet article était terminé, lorsque nous arrive la funeste nouvelle. Est-elle vraie ? Est-elle fausse ? Dans les deux cas, la conclusion est la même : combat à outrance, jusqu'à la dernière miette de pain. La province peut revenir à la charge et nous trouver debout encore.

Elle reviendra, malgré cette défaite, si elle entend toujours le canon de Paris.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
PRÉFACE	v
La défense de Paris	1
Fraternité !	31
L'organisation de la garde nationale sédentaire	36
La défense nationale	42
Affaire de la Villette	49
Basile journaliste	62
La réaction	68
Le roi de Prusse et le Gouvernement provisoire	72
Du fer et du plomb !	77
Paris berné	81
Les nécessités de la défense	85
Question de vie ou de mort	89
La dictature militaire	93
Le péril grandit	97
Préparatifs de trahison	101

Pages.
La situation 105
Les élections municipales 108
Le droit divin 112
Deux manifestations 118
Les arguments de la réaction 121
Une noble victoire 125
Encore la réaction 128
Conservons le Gouvernement 130
Toujours la réaction 135
L'agonie 137
Le commencement de la fin 141
Les nouvelles de province 145
Paris est isolé 149
Encore la défense nationale 154
Le danger de la situation 169
Guillaume journaliste 173
A tâtons 177
Nos humiliations 182
1792 — 1870 186
Le bombardement 190
La loyauté du Gouvernement 195
La vérité sur le 31 octobre 197
Armistice et capitulation 207
Condamnation à mort de la République 212
La fin d'une nation 215
Les symptômes de l'agonie 219
La débâcle 222
La dernière comédie 228
L'œuvre du Gouvernement 233
L'abdication d'un peuple 241
La désorganisation 245
Un chef-d'œuvre de fond et de forme 251

Pages.
La proclamation Trochu..... 257
Plus d'assemblée..... 262
Les maraudeurs..... 280
Le coup d'État..... 286
Le *Times* et le général Trochu..... 291
Alliance ouverte de la réaction avec Bismark..... 296
Les trahisons..... 302
Comment périt une nation..... 309
Le sort des peuples qui abdiquent..... 313
Le Gouvernement de l'étranger..... 318
Les lâchetés..... 324
Les envahisseurs..... 329
Le silence..... 336
La fin du drame..... 340
Le rationnement..... 345

Paris. — Typ. Rouge frères, Dunon et Fresné, rue du Four-Saint-Germain, 43.

TABLE DES MATIERES

PREFACE
La défense de Paris
Fraternité!
L'organisation de la garde nationale sédentaire
La défense nationale
Affaire de la Villette
Basile journaliste
La réaction
Le roi de Prusse et le Gouvernement provisoire
Du fer et du plomb!
Paris berné
Les nécessités de la défense
Question de vie ou de mort
La dictature militaire
Le péril grandit
Préparatifs de trahison
La situation
Les élections municipales
Le droit divin
Deux manifestations
Les arguments de la réaction
Une noble victoire
Encore la réaction
Conservons le Gouvernement
Toujours la réaction
L'agonie
Le commencement de la fin
Les nouvelles de province
Paris est isolé
Encore la défense nationale
Le danger de la situation
Guillaume journaliste
A tâtons
Nos humiliations
1792-1870
Le bombardement
La loyauté du Gouvernement
La vérité sur le 31 octobre
Armistice et capitulation
Condamnation à mort de la République
La fin d'une nation
Les symptômes de l'agonie
La débâche
La dernière comédie
L'oeuvre du Gouvernement
L'abdication d'un peuple
La désorganisation
Un chef-d'oeuvre de fond et de forme
La proclamation Trochu
Plus d'assemblée
Les maraudeurs
Le coup d'Etat
Le *Times* et le général Trochu
Alliance ouverte de la réaction avec Bismark
Les trahisons
Comment périt une nation
Le sort des peuples qui abdiquent
Le Gouvernement de l'étranger
Les lâchetés
Les envahisseurs
Le silence
La fin du drame
Le rationnement